

Centre Universitaire Antilles-Guyane
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
Université Paris V

THESE
DE DOCTORAT DE 3^e CYCLE

LES EVENEMENTS DE 1976 EN GUADELOUPE

Apparition d'une sub-culture de désastre

Bernadette de VANSSAY

Jury

Président :	M. BARBUT	(Paris-V)
Assesseurs :	F. FURET	(E.H.E.S.S)
	E. LEPOINTE	(C.U.A.G)
	F.M. RAVEAU	(E.H.E.S.S)

7 Décembre 1979

UNIVERSITE ANTILLES GUYANE

ECOLE DES HAUTES ETUDES UNIVERSITÉ PARIS V
EN SCIENCES SOCIALES

THESE DE DOCTORAT DE 3^e CYCLE

Les événements de 1976
en Guadeloupe

Apparition d'une sub-culture de désastre

par B. de VANSSAY

directeur des travaux : E. LEPOINTE

Jury :

Président : M. BARBUT (Paris-V)

Assesseurs : F. FURET (E.H.E.S.S)

E. LE POINTE (C.U.A.G)

F.M. RAVEAU (E.H.E.S.S)

décembre 1979



La « représentation » du risque volcanique en Basse-Terre en 1976.
Mais... c'est à Montserrat, île située à 60km de là, que l'éruption s'est produite en 1999 !

"There are times when the event
must tell its own story"¹

Le 15 août 1976, 72 000 guadeloupéens, habitant la Basse-Terre se sont retrouvés fuyant leurs foyers à la recherche d'un abri : La Soufrière allait exploser ! Le Professeur Brousse, volcanologue métropolitain, arrivé l'avant-veille en Guadeloupe, annonçait ce matin-là, sur les ondes: "Nous courrons à la catastrophe ... Tout se passe comme si du magma était monté depuis un an, signalé par cette crise longue et soutenue, la plus grande crise sismique enregistrée dans les Antilles !" ... Partis pour quelques jours, les évacués vont demeurer quatre mois, parfois plus, loin de chez eux, privés de ressources. Puis "la vieille Darne" s'est apaisée. La vie a repris son cours ... Les réfugiés ont regagné la Basse-Terre.

Pays en voie de développement, zone à haut risque potentiel (volcan, tremblement de terre, cyclone), la Guadeloupe a traversé alors une phase difficile de son histoire. Les désastres exercent une sorte de fascination sur l'esprit humain: ils servent souvent de référence à l'histoire d'une communauté. "C'était avant le cyclone Betsy" ... dit-on couramment ici. Car les ravages causés par un désastre peuvent entraîner de profondes modifications à l'intérieur de la communauté éprouvée. Saint-Pierre, en Martinique, semble vivre encore au ralenti, adossée à ses ruines (Eruption de la Montagne Pelée en 1902). Et à ce propos, M. Adélaïde-Merlande écrit dans son recueil : "Volcans et Histoire" : "C'est à partir de 1902 et avec la destruction de Saint-Pierre que le volcanisme entre véritablement dans la sensibilité historique des antillais" ².

Cependant, la transformation rapide du monde contemporain exige des individus un effort d'adaptation presque constant. C'est ainsi que la sociologie des catastrophes, qui permet d'analyser à chaud et sur un large échantillon de population, les conséquences pour l'individu et la communauté de cette nécessaire adaptation, est devenue un champ privilégié d'études pour le sociologue.

Empirique encore, il y a dix ans, la sociologie des catastrophe affine sa théorie et précise ses modèles théoriques: au niveau international peu de pays échappent aux grandes calamités naturelles.

L'enquête, présentée ici, a pour objectif l'étude des éventuelles modifications de comportements et leurs conséquences à la suite de cette longue et difficile évacuation de 1976. Elle se situe dans la période 'post-désastre', période dite de "restauration". Elle a été entreprise deux ans après le retour en Basse-Terre des évacués.

A l'origine, cette étude de comportements devait servir de vérification d'hypothèses et de conclusion à l'ensemble des recherches réalisées, à l'initiative du Professeur Lepointe, pendant les deux années précédentes: interviews des responsables et des réfugiés, collecte de documents, rencontres avec les spécialistes.

La nécessité de resituer ce travail dans un cadre scientifique nous a conduit bien au-delà. De fructueux contacts ont été pris avec les Universités américaines spécialisées dans ce domaine. Une importante documentation, jusqu'ici peu connue en France, a été rassemblée.

La visite rendue en 1977, au Disaster Center Research (Columbus, Ohio) nous a permis d'affermir ces contacts et finalement d'être invitée à participer au IXème Congrès Mondial de Sociologie qui se tenait en 1975 à Uppsala (Suède). Le Congrès proposait un séminaire de sociologie des catastrophes rassemblant les meilleurs spécialistes actuels : japonais, américains, canadiens, etc... y participait également le colonel Chandessais qui représente à lui seul, l'unique organisme officiel français qui se soit consacré à l'étude des catastrophes. Ce centre embryonnaire avait été créé en 1964, à l'initiative du Professeur Stoetzel sous le titre "Centre d'Etudes des Catastrophes". Citons pour mémoire les principaux travaux du centre,

¹ « Every thing in its path » Kai.T. Erikson

² « Volcans et Histoire » - Recueil de textes sur le volcanisme et les éruptions dans l'histoire des Antilles – CUAG – Pointe-à-Pitre – n° 14 – décembre 1976.

sous la direction de M Chandessais : "Etude de la Catastrophe de Feyzin" (1967) et "Simulation de panique dans un espace clos" (1969).

C'est donc dans le cadre général de la recherche sur les catastrophes qu'est présentée cette étude dont les hypothèses s'appuient sur un long travail préalable.

Il s'agissait d'établir une chronologie détaillée des événements de 1976 à travers la presse locale et métropolitaine. L'intérêt de ce travail était de permettre de fixer le contexte social et les réactions administratives par rapport aux manifestations volcaniques ; en d'autres termes d'acquérir une vision globale des événements. Ce travail, outre son intérêt historique, avait permis de dégager certaines grandes lignes du comportement des réfugiés pendant l'évacuation, qui conduisaient tout naturellement à formuler certaines hypothèses sur les réactions des évacués à leur retour en Basse-Terre.

L'enquête visait à atteindre un échantillon le plus complet possible des réfugiés, compte tenu de la variété des situations et de la structure sociale en Guadeloupe. Elle s'appuie donc sur quatre cent questionnaires utilisables, après une diffusion de six cents exemplaires.

Les résultats obtenus devraient permettre de mesurer un éventuel changement social intervenu en Guadeloupe à la suite des événements de 1976.

Certains résultats, en outre, pourraient servir d'indication en vue d'une meilleure adaptation des mesures de sécurité prises par l'Administration dans le cas d'une nouvelle menace d'éruption de la Soufrière.

En effet, il semble bien qu'il faille désormais analyser la vie en Basse-Terre comme une vie sous la menace d'un danger récurrent. On se trouve en présence d'une situation de "désastre chronique" aggravée par l'exiguïté du territoire.

Ce document comprend trois parties :

- La première partie situe l'enquête à la fois dans son contexte historique : rapide chronologie des événements de 1976, et scientifique: exposé de la littérature scientifique concernant les désastres.
- Dans une seconde partie, on retrace les modalités de l'enquête; après avoir décrit la méthode utilisée, on s'est attaché à définir l'échantillon enquêté.
- La troisième partie donne les résultats de l'enquête.

L'importance de ces résultats conduit à rechercher deux axes principaux autour desquels est organisé l'exposé afin qu'il gagne en clarté :

. Une première sous-partie traite donc des symptômes collectifs et individuels du traumatisme éprouvé par les réfugiés. Dans cette perspective peut-on dire que les événements de 1976 constituent un désastre ?

. La seconde sous partie est consacrée aux modifications de comportements intervenus depuis 1976 : Peut-on parler de l'apparition d'une sub-culture de désastre en Guadeloupe ?

Les résultats de l'enquête permettent d'apporter des réponses nuancées à ces deux questions. Certes, les événements de 1976 n'ont pas constitué un désastre véritable puisqu'il n'y eut ni perte en vie humaine, ni destruction importante de propriétés. Cependant, pour une fraction de l'échantillon, ces événements ont eu les conséquences psychologiques d'un désastre, contribuant ainsi à fragiliser l'équilibre sociétal.

- D'autre part, si l'on voit bien en 1978 l'apparition d'éléments constitutifs d'une sub-culture de désastre, le malaise actuel de la société antillaise peut conduire à en freiner l'efficacité face à une nouvelle manifestation volcanique.

Les conclusions de l'enquête débouchent donc sur cette impasse dans laquelle se situe une société partiellement acculturée et n'ayant pas encore résolu ses principaux conflits internes.

PLAN

Première partie	Les données de l'Enquête-----	1
Chapitre I	Les événements de 1976 en Guadeloupe-----	1
Section I	Le réveil de la Soufrière : Avant l'évacuation – de janvier à août -----	2
A	De janvier à mars-----	3
B	La crise du 24 mars-----	3
C	Les suites de la crise de mars -----	4
D	L'évacuation du 8 juillet-----	4
E	La crise sismo-volcanique des 25 et 26 juillet -----	5
Section II	L'évacuation : 15 août – 18 novembre -----	7
A	L'aggravation de la situation du 8 au 15 août-----	7
B	Le 15 août: Évacuation du périmètre défini comme zone dangereuse -----	7
C	Les problèmes de septembre -----	11
D	La normalisation -----	17
Section III	Le retour des évacués en Basse-Terre -----	22
A	Les Intentions de retour-----	22
B	La décrispation : décembre-----	23
Chapitre II	Aspects théoriques	
	La Sociologie des Catastrophes -----	28
Section I	État général de la Recherche-----	29
A	La recherche aux Etats-Unis -----	29
B	La recherche en Europe-----	31
C	Les études Japonaises -----	32
Section II	La théorie des Catastrophes-----	33
A	Notion de désastre : la période -----	33
B	Sub-culture de désastre : définition, développement et conséquences -----	37

Deuxième Partie	Les modalités de l'Enquête -----	42
Chapitre I	La Méthodologie-----	44
Section I	La Pré-enquête-----	46
A	Mise en place de la pré-enquête Interview et questionnaire -----	46
B	Les résultats : les modifications nécessaires-----	48
Section II	Le Questionnaire -----	49
A	Le questionnaire définitif : forme et fonds ----	49
B	La diffusion du questionnaire -----	50
C	Le dépouillement-----	54
Chapitre II	Définition de l'Échantillon Enquêté -----	57
Section I	Analyse quantitative de l'échantillon-----	57
A	Données démographiques de la Basse-Terre-----	57
B	Les caractéristiques de l'échantillon -----	59
C	Les méthodes de calcul -----	60
D	Signification quantitative de l'échantillon-----	62
Section II	Analyse qualitative de l'échantillon-----	62
A	Les problèmes de l'interprétation des résultats -----	62
B	Les résultats : description de l'échantillon ----	68
Troisième Partie	Les résultats de l'enquête -----	73
A	La communauté touchée par le désastre -----	74
B	Caractères des résultats obtenus-----	76
Chapitre préliminaire : Perception de l'Environnement -----		77
A	Le retour à l'équilibre pré-existant -----	77
B	Perception visuelle du changement -----	78
C	Analyse subjective du changement -----	80
Première Sous-Partie : Le syndrome du désastre -----		82
Chapitre I	Les symptômes émotionnels et physiques au niveau individuel-----	84
Section I	Les sentiments des réfugiés à leur retour en Basse-Terre -----	85
A	Attitude positive -----	85
B	Attitude négative -----	86
C	Attitude mixte -----	87

Plan

D	Attitude neutre-----	87
Section II	Les cauchemars -----	89
A	Le contenu des cauchemars -----	89
B	La structure des cauchemars-----	91
Section III	La sensibilité aux bruits -----	92
A	Le bruit, associations-----	92
B	Les réactions d'alerte-----	93
C	Les profils d'attitudes (sondages)-----	94
Section IV	La sensibilité aux odeurs -----	95
A	Attitude « réflexe » -----	96
B	Les profils d'attitude (sondages)-----	97
Section V	Les conséquences médicales -----	98
A	La santé des réfugiés en camp d'hébergement -----	98
B	La santé des réfugiés à leur retour (sondages) -----	99
Section VI	L'expression orale comme révélateur du niveau d'anxiété-----	102
A	Comparaison du niveau d'expression au retour et 2 ans après -----	102
B	Signification relative de la fuite devant les conversations relatives aux événements de 1976 -----	103
Chapitre II	Les effets sur la cohésion du groupe : le traumatisme collectif -----	107
Section I	Les relations familiales-----	108
A	Les rapports à l'intérieur de la famille réfugiée -----	108
B	Les rapports familiaux entre réfugiés et familles d'accueil -----	109
Section II	Les relations de voisinage -----	111
A	Le problème de la solidarité -----	111
B	Les modifications de ces relations -----	112
Section III	Les relations Basse-Terre – Grande-Terre -----	114
A	Les déplacements vers la Grande-Terre et leurs motifs -----	116
B	Les contacts individuels et leurs conséquences-----	119
Deuxième sous-partie : Modification des comportements et naissance d'une sub-culture de désastre -----		123

Plan

A	Le cadre : sub-culture de désastre, cyclone et mémorisation de la catastrophe de 1902 en Martinique -----	124
B	Les hypothèses de travail-----	125
C	Les éléments constitutifs d'une sub-culture de désastre retenus dans l'enquête-----	126
Chapitre I	Le nouveau savoir -----	128
Section I	La perception du danger en 1976-----	128
A	Une évaluation erronée, mais commune aux trois zones géographiques-----	128
B	Signification des résultats obtenus -----	129
Section II	La réticence à une nouvelle évacuation-----	129
A	Le refus total de l'évacuation -----	130
B	La réaction à l'ordre d'évacuation -----	130
C	Signification relative des résultats -----	130
Section III	La planification du départ -----	131
A	Les bagages -----	132
B	Les intentions d'évacuation -----	133
Section IV	La crédibilité des médias-----	134
A	La qualification du rôle de la Presse -----	135
B	Le refus de se tenir informé -----	135
C	Qui croire ? -----	136
Chapitre II	Techniques et comportements associés aux catastrophes-----	139
Section I	Les mesures prises au niveau des ménages -----	140
A	Véhicule -----	140
B	Approvisionnement-----	141
C	Les biens-----	144
D	La monnaie-----	148
Section II	Les techniques collectives -----	151
A	L'image de l'efficacité administrative-----	151
B	Apparition d'associations ou de groupements-----	154
Conclusions	-----	156
Bibliographie	-----	158

PREMIERE PARTIE
LES DONNEES DE L'ENQUETE

**CHAPITRE I : LES EVENEMENTS DE 1976
EN GUADELOUPE**

**CHAPITRE II : ASPECTS THÉORIQUES
LA SOCIOLOGIE DES CATASTROPHES**

CHAPITRE I

LES EVENEMENTS DE 1976 EN GUADELOUPE

En Guadeloupe, lorsque l'on parle des "événements de 1976", on se réfère à l'ensemble des phénomènes volcaniques qui se sont produits pendant l'année 1976 à la Soufrière, entraînant une évacuation totale de la zone déclarée dangereuse pendant six mois, puis le retour de la population réfugiée.

Il faut donc resituer cette enquête dans son contexte évènementiel afin de comprendre les motifs qui ont conduit à certaines orientations du questionnaire, orientations qui pourraient, sans cela, paraître arbitraires: l'ensemble des événements de cette période doit être saisi comme un vécu global :

- Avant l'évacuation

Les Basse-Terriens ont vécu plus de six mois au contact d'un volcan en activité. Ils ont, spontanément et en masse, évacué la région, le 8 juillet. Ils ont opéré un premier retour, suivi immédiatement d'une aggravation de la crise volcanique.

- La période de l'évacuation:

Pour les Basse-Terriens, cette évacuation a d'abord été un soulagement devant une menace considérée comme imminente. Elle s'est peu à peu transformée en une attente interminable, puis exaspérante, dans un climat rendu difficile du fait du contexte économique et social guadeloupéen.

- Le retour :

Il s'est effectué progressivement dans un sentiment d'incertitude et de provisoire.

SECTION I

LE RÉVEIL DE LA SOUFRIÈRE AVANT L'EVACUATION DE JANVIER A AOUT 1976

Il serait inexact de penser que l'histoire de la Soufrière 'commence avec l'évacuation du 15 août. Dans tous les témoignages que nous avons recueillis, la période psychologiquement déterminante, va de mars à juillet 1976. C'est le moment où circulent les rumeurs les plus inquiétantes et où l'énervement et la peur gagnent chaque jour en intensité.

A De janvier à mars, le réveil de la Soufrière

Scientifiquement, on situe ce réveil en juillet 1975. Mais il s'agit alors de manifestations sismiques de faible amplitude perçues et enregistrées par les sismographes du Laboratoire de Physique du Globe (I.P.G. situé au lieu-dit Parnasse, au-dessus de Saint-Claude, cf. Carte). Le Directeur du Laboratoire, Michel Feuillard, suit l'affaire de près, car il constate une fréquence anormale de ces manifestations.

Pour la population, c'est le 31 décembre 1975 que s'effectue la première prise de conscience de l'activité volcanique de la Soufrière:

Deux séismes ont été ressentis dans la région périphérique du volcan. Rappelons la signification du terme "ressenti" : il s'agit de séismes signalés par la population au Laboratoire comme ayant déplacés des meubles, fait tinter les cloches, etc... ils se situent aux alentours d'une magnitude 2. L'évènement est bénin, mais déjà M. Feuillard tente d'alerter les autorités préfectorales. On en parle dans certains milieux à Basse-Terre et à Saint-Claude.

B La crise du 24 mars

Après un mois de janvier calme, on assiste, à la mi-février, à une recrudescence de l'activité sismo-volcanique qui va déboucher sur la première manifestation importante : la crise du 24 mars.

"La nuit du 24 mars fut une nuit spectaculaire" dit M.Feuillard. "Nous avons dû avoir à peu près 200 séismes dont une douzaine de ressentis". Deux séismes ont été plus violents: l'un vers huit heures du soir; l'autre, vers six heures du matin. Il s'en suit un petit mouvement de panique. Deux cents personnes environ décident de quitter définitivement la région. Le volcan s'apaise dès le lendemain.

Par l'intermédiaire de la presse, le Journal France-Antilles, le seul quotidien de Guadeloupe (appartenant au Groupe Hersant), les autorités départementales tentent de rassurer la population :

· "Pour répondre aux rumeurs, il est possible d'affirmer que tout le Sud de la Guadeloupe ne peut exploser en 24 heures". (F.A. 29 mars).

· "Il faut insister sur le fait qu'à partir de la décision d'évacuer, les populations disposent d'un délai de 72 heures pour se mettre à l'abri". (F .A. 29 mars).

· "Quelle serait à ce jour (quelques jours plus tard) la position des Maires et de l'Administration s'il avait été procédé d'emblée, dès les premières secousses de mercredi soir à une évacuation du secteur compris entre Capesterre et Vieux-Habitants" ! (F,A. 29 mars).

Dès le 24 mars, on voit se dessiner **deux attitudes semi-contradictoires** :

· **D'une part, la menace volcanique est amplifiée par des rumeurs alarmantes basées sur la crainte de voir se reproduire la catastrophe de la Montagne Pelée en Martinique: (1902). Attitude évacuationniste ! Si l'on peut dire.**

· **D'autre part, la situation économique de la Basse-Terre étant déjà précaire, les Basse-Terriens redoutent que prétexte ne soit pris de la Soufrière, pour stopper les investissements destinés à améliorer la région.**

C Les suites de la crise de mars

Sur le plan scientifique, consultation des experts :

Haroun Tazieff arrive en Guadeloupe, le 29 mars, accompagné de M. Aubert (Directeur de l'I.N.A.G.) et de M. Jobert (Directeur de l'I.P.G.).

Il constate le réveil du volcan. Son diagnostic : "Le péril n'est ni imminent, ni même certain". Mais il proteste contre le sous-équipement en matériel et en personnel du laboratoire qui ne permet pas une surveillance efficace du volcan. Il recommande une étude géologique de la Soufrière.

Il conseille l'amélioration du réseau routier (doublement des ponts à une seule voie) en cas d'une évacuation éventuelle. La réaction de l'opinion : "Tazieff, faute de moyens, n'a pu se montrer aussi rassurant qu'on eût pu l'espérer" (F.A. 2 avril 1976).

. Sur le plan administratif : Le plan ORSEC.

M. Vincent, Directeur de la Protection Civile en Guadeloupe met sur pied rapidement un plan "ORSEC-EVACUATION". Le plan est présenté aux municipalités et aux Administrations, à charge pour elles d'en organiser le détail et distribuer les responsabilités. Essentiellement, il délimite le périmètre considéré comme dangereux à évacuer - et les zones d'accueil.

- Pour la population : la période qui va d'avril au 8 juillet voyant augmenter le nombre et l'ampleur des séismes, la tension monte. Les enseignants ont beaucoup de mal à maintenir le calme chez les enfants.

Parmi les rumeurs, on entend parler d'une évacuation de la Guadeloupe sur la Guyane, de transports de tentes, de bateaux américains croisant au large des côtes, etc... 'Nous ne prenons pas la peine de répéter les histoires abracadabrantes que nous entendons à longueur de journée... ce serait étaler au grand jour l'invraisemblable bêtise de nos compatriotes", peut-on lire en mai dans la presse.

Puis, c'est l'arrivée des vacances scolaires. Les écoles se vident. M. Feuillard suit un congrès, puis une expédition à l'Etna.

D L'évacuation du 8 juillet

C'est la première manifestation de surface du volcan depuis 1956

A 8 h 45, le 8 juillet, une forte secousse s'accompagne d'un important nuage de cendres et de boues. Il enveloppe rapidement Saint-Claude et descend sur Basse-Terre. L'émission de cendres ne dure qu'une heure. Mais la population s'enfuit immédiatement ; à midi, la région est quasiment déserte quoique le Préfet Jean-Claude Arousseau n'ait pas déclenché l'alerte n° 1 prévue par le plan ORSEC. M. Feuillard, monté seul au sommet de la montagne, a déclaré la manifestation sans danger.

Lancés sur les routes, les habitants de Saint-Claude et de Basse-Terre se déversent sur les communes de Grande-Terre au hasard de leur itinéraire ou de leurs relations familiales. Certains coucheront dans leur voiture, dans un champ. Dans la précipitation du départ, beaucoup de familles vont se trouver séparées. On ignore le sort et le lieu de repli de ses parents, de son mari. Des enfants sont ramassés sur la route au hasard de places disponibles dans des véhicules. Tout au long de la journée des messages seront passés à la radio: "X... fait savoir qu'elle se trouve à Y, sans nouvelles de Z...". Cependant, on déplore peu d'accidents de la circulation, à peine quelques accrochages.

Devant cette situation, et ses conséquences : plus d'eau potable dans certains quartiers, odeur de soufre très irritante, le Préfet fait évacuer les hôpitaux et les cliniques par avion et par-bateaux. Les centres d'hébergement, essentiellement les locaux scolaires, s'ouvrent aux réfugiés, des cuisines de fortune s'installent. Sur toute la Guadeloupe souffle un grand élan de solidarité et d'entraide.

- le 12 juillet: . La situation est calme au point de vue volcanique.
La reprise du travail est demandée à Basse-Terre.
Les femmes et les enfants restent dans les camps d'hébergement.

- le 13 juillet: Haroun Tazieff revient en Guadeloupe. Il arrive accompagné d'une équipe de chimie des gaz et d'une tonne de matériel scientifique.
Son diagnostic : "Il n'aurait pas fallu fuir. La Soufrière va être mise en observation sérieusement. L'ensemble des observations conclut que le volcan, de par sa nature, ne présente aucun risque d'évoluer vers une nuée ardente". (F.A. 16 juillet)
- le 15 juillet Olivier Stirn, Secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., débarque à son tour. "Je suis venu voir, remercier et préparer l'avenir" (F.A. 17 juillet). A Basse-Terre, on amorce le retour de la population.
- "le 16 juillet C'est la montée à la Soufrière : Toute l'équipe scientifique, le Ministre, le Préfet, les C.R.S... "Au pic Napoléon, où M. Stirn a voulu absolument monter, c'est un spectacle à la fois grandiose et hallucinant : Tout a été bouleversé (F.A. 20 juillet) .
Au cours d'une réunion de travail, M. Stirn rappelle les consignes d'incitation à la reprise du travail lancées la veille par le Préfet. Puis un certain nombre de mesures financières sont prises : prêts bonifiés, moratoire pour les impôts, accélération des travaux routiers (demandés en mars), développement de Baillif, promesse du 2^e poste à quai au port de Basse-Terre.
- le 17 juillet Le volcan : Etat stationnaire.
Départ de M. Stirn : « La Guadeloupe a vaincu son volcan » (F.A. 19 juillet).
Départ des experts : Brousse, Tazieff, Aubert et Jobert "Il n'y a pas de danger dans l'immédiat" (F.A. 19 juillet)
Six spécialistes resteront une dizaine de jours pour achever les observations et les analyses.
Les cliniques et les hôpitaux évacués vont réintégrer la Basse-Terre.
- le 19 juillet Le retour à Basse-Terre est presque total.
A Saint-Claude, cependant, le retour rencontre une forte résistance. Les réfugiés demandent des garanties de sécurité et de travail.
- le 22 juillet La situation est normalisée. La plus grande partie des réfugiés est rentrée chez elle. Au total l'évacuation a duré une dizaine de jours.

E La crise sismo-volcanique des 25 et 26 juillet

Le retour s'effectue à peine que la crise reprend, gagnant en intensité.

- le 24 juillet Projections de cendres sur Matouba à 6 heures du soir, puis à 9 heures du soir. Les cultures sont ensevelies sous une fine couche de poussière. L'odeur de soufre imprègne toute la région.
- le 25 juillet Nouvelles projections de cendres vers 2 heures de l'après-midi. Puis de 20 heures à 1 heure du matin, une série de séismes ressentis, montre que la crise va en s'aggravant. On dénombre une secousse toutes les secondes. Le débit de vapeur est plus important. Les habitants de Matouba quittent leur village. Ils vont coucher à l'école de Fonds Vaillant.
- le 26 juillet On enregistre 257 séismes dont 4 fortement ressentis. La population de Saint-Claude est restée sur place, mais la tension augmente.
Le Préfet alerte M. Tazieff. Celui-ci estime qu'il n'y a pas aggravation de la crise, mais seulement répétition de la manifestation du 8 juillet. Il rassure le Préfet et lui laisse son "Testament" avant de partir lui-même en expédition à

Les données de l'enquête

l'Equateur. Il recommande de faire appel à J. Tomblin, du Laboratoire de Trinidad, s'il se passait quelque chose de nouveau.
Le Préfet, par ailleurs, a réquisitionné le matériel scientifique amené le 8, avec une équipe de chimiste.

- le 29 juillet : Le Préfet prend un arrêté visant à l'indemnisation des agriculteurs touchés par les poussières volcaniques tombées le 8 juillet.

SECTION II

L'EVACUATION : 15 AOÛT - 18 NOVEMBRE 1976

L'évacuation du 15 août fait suite à une nouvelle aggravation des manifestations volcaniques à partir du 8 août.

A L'aggravation de la situation du 8 au 15 août

Du 1er au 8 août, on a enregistré une moyenne de 70 secousses par jour. Une colonne de fumée claire s'échappe en permanence du volcan. On entend dire : "La Soufrière va éclater". On parle de raz-de-marée sur la Grande-Terre". (F .A. 2 août).
"Des centaines de cercueils sont arrivés de Métropole".
L'Administration s'efforce de réagir :
"La peur, dit M. Arousseau, est humaine et compréhensible, mais il est intolérable de la propager par des inventions macabres et des ragots sans fondement". (F.A. 2 août).

Le 9 août 19 h 45 ; forte secousse et nuage de cendres. Une coulée de boue charriant des blocs de plus de 100 Kg se répand dans le lit de la Matyilis.

Le 12 août 347 secousses. On parle de cendres contenant du verre, ce qui annoncerait une remontée du magma. Le Préfet demande une équipe de spécialistes à Paris.
Le soir, Matouba est évacué. Puis une partie de Saint-Claude. Ces décisions sont prises au coup par coup. Elles sont le résultat de la dégradation de la situation.

Le 13 août L'équipe scientifique en provenance de Paris, arrive à 13 heures sous la direction du Professeur Brousse. J. Tomblin est arrivé de Trinidad.
A 15 heures, l'équipe est sur le volcan. Les experts constatent une "aggravation considérable". Le Professeur Brousse estime que la phase fumerolienne a fait place à une phase magmatique beaucoup plus sérieuse". (Rapport Archives Lepointe).
Le Préfet décide, en conséquence, l'évacuation des malades et des personnes âgées ; puis celle de toutes les personnes qui n'ont pas d'obligation professionnelle de demeurer à Basse-Terre. On évacue le triangle Baillif - Basse-Terre - Saint-Claude.
Plus de 30 000 personnes ont déjà quitté la région.

Le 14 août C'est une journée d'accalmie relative sur le plan volcanique, malgré la persistance de l'émission de cendres.
A 18 heures, le Préfet fait réquisitionner les bateaux qui appareillent pour Basse-Terre.

B Le 15 août : évacuation du périmètre défini comme zone dangereuse

Le Professeur Brousse, à 7 heures du matin, fait convoquer toute l'équipe scientifique et le Préfet. Une réunion est improvisée au cours de laquelle il déclare: « J'ai une déclaration importante à faire ... J'ai beaucoup réfléchi dans la nuit. Les cendres que nous recueillons sont très semblables à celles de la Montagne Pelée en 1902 avant l'éruption. Il faut prendre le phénomène très au sérieux » (Interview Feuillard - Archives Lepointe).

Puis le Professeur Brousse téléphone à Paris pour demander l'accord de M. Aubert. Le Préfet, mis au courant, prévient par télex le Président de la République et le Premier Ministre.

A 8 h 45, M. Arousseau intervient sur les ondes :

« La situation s'est encore considérablement aggravée. Je viens de décider l'évacuation totale de toute la zone concernée qui va de Capesterre à Vieux-Habitants. Je demande à la

population de conserver son calme... J'entends que l'aide de tous... me soit maintenant assurée ». (F.R.3)

Le Professeur Brousse à son tour déclare :

« La situation de la Soufrière se présente de façon plus alarmante aujourd'hui qu'hier. Tout se passe comme si du magma était monté depuis un an, signalé par cette crise longue et soutenue, la plus grande crise sismique enregistrée dans les Antilles. Des documents personnels m'ont permis cette nuit de constater que les cendres précédant le cataclysme de 1902 étaient exactement les mêmes que celles qui retombent en ce moment sur Baillif... Il y a donc toute raison d'être inquiet ». (Enregistrement F.R.3)

L'alerte n° 2 est déclenchée immédiatement. Tous les moyens de transport sont réquisitionnés. Les autobus font le tour des rues et chargent les personnes sans véhicules personnels. La gendarmerie organise la circulation tant bien que mal.

"Tout ce qui était en état de rouler se déversa sur la route ; certains ne prirent pas le temps de faire le moindre bagage, d'autres bouclèrent à la va-vite quelques valises"... (F .A. 16 août).

2 500 personnes sont évacuées par mer à partir de Basse-Terre et Trois-Rivieres. Cette fois-ci le plan ORSEC fonctionne. Les écoles sont ouvertes et rapidement transformées en centres d'hébergement. Ils reçoivent 18 500 personnes ce soir-là. Les lits sont très insuffisants pour accueillir les réfugiés.

Vers 18 heures, le flot de voiture s'amenuise. A 22 heures, la région est totalement déserte. En quittant ce soir-là la zone dangereuse, les derniers réfugiés avouent avoir ressenti un frisson de soulagement.

L'évacuation proprement dite s'est passée dans des conditions relativement satisfaisantes : peu d'accidents, beaucoup moins de dispersion qu'au 8 juillet. Le sentiment général est un sentiment de soulagement. En effet, le dernier diagnostic de Brousse à 15 heures, était le suivant :

"Les phénomènes ont révélé une collecte de magma en profondeur qui n'a aucun égal dans aucun volcan antillais, ni même dans les volcans du monde. Nous avons une crise sismique qui est exceptionnellement grande qui doit donc, en toute logique, correspondre à un phénomène d'explosion de surface exceptionnellement grand". (Enregistrement F.R.3)

Cette journée du 15 août a été vécue en Guadeloupe à l'écoute de l'information donnée heure par heure à la radio. Chaque maison, chaque voiture sur la route de l'évacuation, a gardé son poste branché en permanence. La Guadeloupe toute entière suit le développement de la crise et communique dans la terreur. Pour tout le monde, la crise est imminente.

En fait, l'évacuation va durer officiellement trois mois et demi. Un peu arbitrairement, on y distingue trois périodes :

- du 15 août au 3 septembre : c'est à dire jusqu'à la réunion du Conseil Général qui décide du maintien de l'évacuation pour un mois
- du 3 septembre au 4 octobre : Les problèmes de septembre
- du 4 octobre au 18 novembre : La normalisation

L'évacuation du 15 août au 23 septembre

Sur le plan scientifique, c'est le règne du Professeur Brousse.

Rappelons, en effet, que depuis le début de la crise, les décisions du Préfet ne sont prises qu'après, et en fonction, du diagnostic scientifique.

Pour les réfugiés, c'est l'installation dans une situation provisoire difficile.

Le 16 août La nuit a été relativement calme. 12 secousses seulement. L'activité sismique reste intense. Elle augmente à partir de 14 h.
A 20 heures, une très forte explosion se produit. Les scientifiques demeurés au Fort Saint-Charles évacuent dans la panique.
A 23 heures, le Professeur Brousse déclare: "L'évolution s'accélère comme nous le craignons. A partir de maintenant, aucune autorisation ne sera donnée pour se rendre dans la zone interdite". (Enregistrement F.R.3)

Le 17 août 1 000 secousses sont enregistrées.

- "A l'intérieur du volcan, dit M. Brousse, le magma a fait un saut, il est monté d'un niveau. (Enregistrement FR3)
5 500 lits arrivent de Métropole et sont distribués dans les centres d'accueil. Pointe-à-Pitre, devenue Préfecture depuis le 15 au soir, réorganise les services publics : les locaux sont insuffisants. Les fonctionnaires travaillent dans les couloirs, sur les terrasses.
Dans les centres d'accueil, le premier problème est celui des W.C. les installations scolaires étant très insuffisantes. La D.D.E. met au point un système et délègue des équipes pour y remédier.
Le second problème est celui du couchage, toujours insuffisant. Celui des repas : on manque de cantines et de cuisinières.
A 18 heures, a lieu une réunion du Conseil Général : il s'y pose très sérieusement le problème de l'avenir de Basse-Terre. (Interview du Secrétaire des Archives du Conseil Général)
Télévisions et journalistes déferlent sur la Guadeloupe. Le Venezuela, qui craint un raz-de-marée sur ses côtes, est en état d'alerte. On publie désormais dans la presse un communiqué journalier donnant l'état du volcan.
- Le 18 août La journée est plus calme pour le volcan.
L'opération "commando - gros bétail" : Les éleveurs sont autorisés à aller chercher leurs bêtes restées dans la zone évacuée. On en profite pour ramener des affaires personnelles. Au retour, on commente l'image de la Basse-Terre déserte, où traînent des bandes d'animaux affamés - le silence - l'odeur de soufre.
Le Préfet devant la flambée des prix prend un "arrêté de blocage des prix de détail". On interdit l'alcool dans les camps d'hébergement.
- Du 19 au 20 août Etat stationnaire : le nombre des séismes journaliers se situe aux alentours de la centaine.
Les communes d'accueil organisent le recensement des réfugiés il faut estimer les besoins.
O. Stirn débarque au Raizet : "Tous les français sont de coeur avec vous. Les dépenses engagées sont considérables. La solidarité nationale joue a fond". (F.A. 19 août)
La conférence de Presse de 19 heures :
"J'ai pris la décision, dit O. Stirn, en accord avec les autorités scientifiques et le Préfet, de maintenir la population réfugiée dans la Grande-Terre pour une période de 15 à 20 jours". (Enregistrement F.R.3)
- Le 22 août La dépression tropicale "Emmy" semble faire route vers la Guadeloupe. Le Préfet déclenche la pré-alerte Cyclone. Dans la soirée, la menace est écartée.
- Le 24 août C'est le point culminant de la crise.
1 257 secousses en 24 heures, dont une vingtaine de ressenties. La crise s'est déclenchée vers 3 heures du matin. La secousse a été ressentie jusqu'à Pointe-à-Pitre.
Des autorisations d'aller couper la banane avaient été données. Elles sont suspendues à 12 heures.
Le diagnostic de Brousse: « J'ai l'impression d'avoir affaire un peu à un volcan neuf qui a des convulsions profondes importantes qui ne se traduisent pas encore, qui ne se traduiront peut-être pas, par des manifestations de surface. » (Enregistrement F.R.3)
Les habitants de Vieux-Fort sont autorisés à rentrer chez eux.
- Le 25 août C'est à nouveau l'accalmie relative : 442 séismes pour la journée.
A 16 heures, le Gouffre Tarissant se met à projeter des poussières volcaniques. L'analyse des cendres, faite par Mlle Monneyron sur les cendres des 23-24, donne le diagnostic suivant : « L'augmentation du pourcentage en verre a été absolument spectaculaire... On a toute raison de penser que c'est du magma neuf ». (Enregistrement F.R.3)

Le Préfet annonce le retour d'Haroun Tazieff et une réunion d'expert à la mi-septembre pour faire le point de la situation. Il présente les mesures prises par le gouvernement.

Les problèmes d'emplois pour les réfugiés sont à l'ordre du jour. Le conflit de la banane débute par la grève des dockers.

La C.G.T.G. dénonce « l'incapacité du Gouvernement et de l'Administration de faire face à la situation ». (F.A. 1er septembre)

Le parti communiste tient une conférence de Presse : « Il dénonce l'opération intoxication » : « Devenu maître de l'information, M. Auroousseau tente de faire accréditer l'idée que tous les élus seraient en parfait accord avec lui ». (F.A. 27 août)

- Le 26 août Diminution de l'éruption de cendres. 226 séismes.
On parle de la réduction possible du triangle interdit et d'un retour à la normale. Les barrages seront ouverts de 7 h à 18 heures pour Capesterre, Trois-Rivières, Gourbeyre et Vieux-Habitants.
Le Recteur déclare que la rentrée scolaire sera maintenue à la date du 15 septembre. Le problème : toutes les écoles sont occupées. On envisage d'organiser les classes sous des tentes de l'armée.
- Le 27 août Situation stationnaire.
- Le 28 août 5 heures du matin, forte secousse. Mais l'activité sismique reste modérée.
Les réfugiés pourront aller travailler dans la zone évacuée de 7 h à 18 heures.
« Il faut dédramatiser la situation » dit le Préfet. (F.A. 30 août)
M. Allègre, qui remplace depuis peu M. Jobert à la direction de l'I.P.G, et M. Aubert arrivent en Guadeloupe pour servir de contrepoids aux déclarations que H. Tazieff médite de faire.
- Le 29 août Tazieff débarque au Raizet malgré la demande qui lui a été faite de passer d'abord par Paris. Interviewé à son arrivée, il déclare : "La volcanologie est une science qui se pratique sur le terrain. L'évolution de la Soufrière n'est pas étonnante, ici, il n'y avait pas de danger immédiat", etc... (F.A. 31 août)
- Le 30 août L'équipe de Tazieff, accompagnée de M. Allègre, monte au volcan Une manifestation a lieu à ce moment-là. Criblés de pierres et blessés légèrement, les scientifiques sont ramenés d'urgence à Pointe-à-Pitre. Interviewé à l'hôpital, Tazieff répète : « Je persiste à penser qu'il n'y a aucun péril immédiat. Nous avons assisté à une petite manifestation dont la portée ne dépasse pas un kilomètre ».
Des secours arrivent de Métropole (lits, douches, cuisinières, tentes, etc...) et de Martinique (matelas, denrées alimentaires).
- Le 31 août Départ de M. Brousse et de M. Tomblin.
L'analyse des cendres du 30 donne 87 % de verre magmatique.
Tazieff quitte également la Guadeloupe. Dans un dernier interview, il affirme que son diagnostic : « pas de danger immédiat » est le seul valable. (Interview télévisée du 31 août)
- Le 3 septembre L'activité sismique, depuis le 31 août, se maintient à un niveau moyen.
Le Conseil Général tient une réunion avec les scientifiques sous la direction de M. Allègre. Décision y est prise de maintenir l'évacuation pour un mois.
Cependant, à partir du 6 septembre, les barrages seront ouverts de 5 h 30 à 18 heures pour permettre la reprise du travail.
Des autorisations individuelles restent nécessaires pour Basse-Terre, Gourbeyre et Saint-Claude.
Avec cette décision, prend fin la première période de l'évacuation.
- Ces trois semaines ont été vécues dans un climat d'unanimité et de solidarité.

Unanimité : L'ensemble des décisions prises par le Préfet ont reçu une approbation quasi générale. Les Maires et la population y ont apporté toute leur collaboration.

Solidarité : Elle s'est manifestée au niveau du logement, de l'emploi : familles et amis ont accueilli les réfugiés. Chaque corps de métier s'est efforcé de faire une place aux hommes privés d'emploi : taxis de Basse-Terre, électriciens, commerçants.

La décision de maintenir, au moins un mois, les réfugiés en Grande-Terre fait basculer l'état d'esprit de la population d'accueil. Du provisoire, on passe à l'inconnu. Les conflits latents exacerbés par la pression qu'exerce ce surcroît de population, vont rapidement entraîner l'hostilité à l'égard des évacués.

C LES PROBLEMES DU MOIS DE SEPTEMBRE

L'incertitude du diagnostic des scientifiques, révélée par la querelle Tazieff / Allègre, puis par ce qu'on a appelé « le canular du verre magmatique », augmente l'incertitude de la population quant au bien fondé des premières mesures de retour en Basse-Terre.

Les difficultés d'une rentrée scolaire avec des effectifs doublés font souhaiter, en Grande-Terre, un départ rapide des réfugiés qui occupent les écoles : le conflit Basse-Terre / Grande-Terre se traduit par des incidents déplaisants tournant parfois à la bagarre.

Les problèmes économiques de la Guadeloupe gagnent en acuité à la faveur de la crise :

Mévente de la banane dont les cours sont déjà artificiellement soutenus. Grève des dockers refusant les cadences de chargement. Difficultés d'expédition par suite de la fermeture du Port de Basse-Terre.

Difficultés pour la réinsertion des agriculteurs réfugiés. Les distributions de terres en friche créeront plus de scandales qu'elles n'apporteront de solution.

Perte sèche pour la première saison d'un tourisme à vocation internationale.

Difficulté de la répartition des crédits de secours attribués par le gouvernement entre les communes d'accueil et les communes réfugiées.

Les réfugiés voient donc peu à peu leur situation se dégrader. Ils sont à nouveau pris entre les deux attitudes déjà signalées :

Crainte d'un abandon économique de la Basse-Terre à la faveur de la crise volcanique.

Répugnance à un retour dans la zone évacuée dans l'incertitude quant à leur sécurité.

- 4 septembre Activité sismique en légère décroissance enregistrée. 95 séismes.
Arrivée des Professeurs Mac Ketching et Minster. Ils viennent à la demande de M. Allègre qui entend faire de la surveillance de la Soufrière une "première mondiale" sur le plan scientifique.
Installation d'un nouveau réseau de tiltmètres.
L'usine de "Grosse Montagne" accorde 200 hectares en friche aux réfugiés. Ce sont des terrains à dépierrer.
- 6 septembre Le calme se poursuit.
M. Allègre, à Paris, remet à M. Stirn un rapport alarmant sur l'état du volcan Il est présenté à la télévision en Métropole.
Il n'y a plus d'eau potable à Grand-Camp où les réfugiés se sont entassés dans les logements disponibles. On couche sur les loggias à la belle étoile.
150 réfugiés syndicalistes défilent dans les rues de Pointe-à-Pitre pour protester contre la situation qui leur est faite.
On envisage la réactivation des communes de Vieux-Habitants et Capesterre.
- 7 septembre Trémor de faible amplitude. Légère recrudescence sismique.
Arrivée de M. Steinmetz, M. Golon et du Professeur Kinley.
Réunion du Conseil Economique et Social sous la présidence de maître Frédéric : une commission de 15 membres est créée pour dresser un bilan provisoire de la situation et rechercher des solutions.

La liste des locaux affectés aux écoles repliées est publiée dans la presse, L'horaire à mi-temps (alternativement, classe le matin ou l'après-midi) permettra un double emploi des locaux scolaires.

- 8 Septembre Activité volcanique stationnaire.
12 stations de gravimétrie sont installées.
Une nouvelle équipe de sismologues de l'IPG arrive en Guadeloupe.
Le diagnostic : « Aucune indication ne peut permettre de dire si le répit actuel sera durable. Il faut éviter de se démobiliser ».
A la suite des protestations de Me Michaux-Chevry qui se fait le champion de la survie de la Basse-Terre, les crédits accordés pour la construction de logements et de structures d'accueil sont affectés à Goyave et Bouillante en Basse-Terre. Un milliard est affecté à la viabilisation des terrains.
Un crédit de 10 millions est affecté à l'accélération d'un programme de construction de classes maternelles et primaires.
La mévente de la banane se heurte à l'impossibilité de rouvrir le port de Basse-Terre.
Ouverture de chantiers de chômage destinés aux réfugiés.
- 9 septembre Pas d'évolution de la situation volcanique.
Haroun Tazieff fait une déclaration à Radio-Jumbo: « M. Allègre pratique le terrorisme intellectuel ». La réaction à ces propos est vive en Guadeloupe.
Au Conseil Général, les pressions pour mettre fin à l'évacuation s'accroissent. Mme Michaux-Chevry présente le rapport de la Commission créée le 17 août. Ce rapport conseille le retour des populations de Capesterre et Vieux-Habitants.
Réunion de la Chambre des Métiers : 500 artisans se trouvent sans travail.
- 10 septembre Pas d'évolution.
"Après examen attentif des enregistrements sismographiques et l'élimination des secousses liées à des phénomènes orageux, l'observatoire du Fort Saint-Charles n'accuse que 10 séismes" (Communiqué de Presse n° 20).
Réunion du Conseil Régional: le Préfet "proclame le maintien de Basse-Terre comme capitale administrative".
- 11 septembre Pas de communiqué sur l'état de la crise. La situation est stationnaire.
Déclaration du Vice-Recteur, M. Bambuck, concernant la rentrée scolaire : rentrée fractionnée.
Priorité au second cycle. Tentes provisoires pour le primaire. « Je compte, dit-il, sur l'excellente bonne volonté des uns et des autres pour que l'action éducative ne soit pas interrompue ».
Réaction de la presse au dernier diagnostic des experts arrivés récemment : « Nous avons de plus en plus le sentiment que le Préfet tend par son comportement à justifier la décision d'évacuation. Les résultats d'observation furent si pessimistes qu'ils contribuèrent à plonger nos populations dans la panique et le désarroi le plus total ». (F.A.)
- 13 septembre Recrudescence d'activité. Brusque inflation du dôme depuis la veille.
M. Abraham, P.D.G. de l'aviation civile, tient des réunions au cours desquelles on envisage des facilités tarifaires pour permettre au tourisme de redémarrer.
A la suite des observations de Mme Michaux-Chevry, le 9 septembre une reconnaissance en hélicoptère est opérée pour tenter de réduire la zone évacuée. Les spécialistes américains y participent avec M. Westercamp, géologue chargé d'établir la carte de zonation des risques en avril.
- 14 septembre Importante éruption phréatique à 19 h 22. Des cendres recouvrent Saint-Claude, Baillif et Basse-Terre. Une coulée de boue s'est répandue dans le lit du

Galion. Le trémor aurait duré 9 minutes. De gros blocs recouvrent le chemin des dames. On évalue les matériaux évacués à 10 000 m³.

Diagnostic des scientifiques : "Cette éruption se situe à un palier nettement plus élevé que les précédents et témoigne de la persistance d'une activité profonde". (F.R.3)

- 15 septembre Retour au calme.
16 stations d'enregistrement ont été installées au pied du Massif.
Rentrée scolaire partielle et dans des conditions inégales. A Gosier, par exemple, tous les bâtiments scolaires sont occupés par les réfugiés. Les tentes ont été mal implantées. Il y a 400 élèves pour 10 enseignants.
Les maîtres évacués, 2 000 environ, sont aux prises avec des problèmes d'affectation et de transport pour rejoindre leurs postes.
"Il y a eu imprévoyance dans l'étude du Plan Orsec, légèreté et insuffisance pour ne pas dire carence dans l'application de la décision d'évacuation"... (F.E.N.)
Les élèves évacués sont au nombre de 27 000 environ.
« Il serait vain, déclare la F.E.N., en réponse à la demande du Recteur, d'attendre une trop grande bonne volonté de notre part si les pouvoirs publics continuent à prendre des mesures méprisables envers nos élèves et notre population ».
Suite à la reconnaissance hélicoptérée de la veille et avec l'accord peu enthousiaste des Maires, M. Lacavé et M. Etna, on rouvre à la vie normale Vieux-Habitants (2 400 élèves scolarisés normalement) et Capesterre jusqu'à Petit Bel Air (2 000 élèves scolarisés normalement et 4 500 personnes pouvant retrouver leurs foyers) (cf. carte).
- 16 septembre L'activité sismique reste importante.
On reçoit, au Fort Saint-Charles, les résultats des analyses de cendres faites à Los Alamos. Elles parlent d'une augmentation de la teneur en soufre, mais ne font pas état de verre d'origine magmatique.
A Vieux-Habitants, le retour est amorcé.
Aux Abymes, on a demandé aux réfugiés de libérer les locaux du C.E.G. Ils sont 193 à subir un nouvel exode. On les remet à 10 ou 12 parfois par pièces.
« A partir de ce moment-là, dit Mme Pilachon, directrice de 130 D.A.S.S., il a fallu assurer une plus grande surveillance. Il y a eu beaucoup de laisser-aller même parfois chez les médecins chargés de la surveillance sanitaire des Centres ».
- 17 septembre Pas d'évolution notable de l'activité de surface.
Essais de tirs sismiques destinés à l'établissement d'un modèle de calcul des ondes de choc.
Commentaires en Métropole : « La situation s'éternise ; certains commencent à envisager l'évacuation complète de l'île ». Dans une interview, O. Stirn a une phrase ambiguë qui semble confirmer cette appréciation. Le Préfet téléphone à Paris et demande qu'un rectificatif soit aussitôt passé.
Rentrée scolaire : elle se poursuit selon le calendrier prévu. « 51 000 enfants sont scolarisés dans des conditions acceptables », dit le Rectorat.
« Nous n'avons pas voulu grouper tous les enfants réfugiés dans les mêmes classes afin qu'ils ne se sentent pas trop différents ou isolés », déclare un Directeur d'Ecole ».
- 18 septembre Au volcan : Etat stationnaire.
Le diagnostic donné en conférence de presse par le Professeur Kinley : « Il n'y a pas ici de magma en quantité importante ». Il avance ensuite l'hypothèse d'un lien possible entre le cycle des marées et celui des manifestations de la Soufrière. Cette théorie sera adoptée par M. Allègre.
M. Javois, I.P.G. : « Aucun signe ne permet de penser que l'activité décroisse, au contraire, l'activité et l'importance en énergie libérée sont en croissance ». (F.R. 3)

A Capesterre, le retour s'effectue lentement.

M. Lacavé déclare : « Trop de menaces pèsent sur Capesterre pour qu'on aille imprudemment s'installer dans toutes les sections. On ne peut retourner à Capesterre s'il n'y a pas la sécurité suffisante, si l'Administration et les scientifiques ne nous donnent pas l'assurance que nous pouvons le faire ».

Par contre, les jeunes veulent prendre le risque : « La situation et les conditions de vie deviennent vraiment déplorables dans certaines communes d'accueil, où l'on va jusqu'à couper l'eau et l'électricité pour obliger les réfugiés à partir » ...

« Les parents sont informés que la rentrée des élèves des Ecoles de Sainte-Marie, Bel-Air, Cambrefort et Carangaise (communes de Capesterre) est fixée au lundi 20 septembre ».

A Vieux-Habitants, le quart de la population seulement a suivi le conseil de retour. Peu d'habitants restent la nuit.

Le résultat des chantiers de chômage ouverts aux réfugiés « Dans certaines communes, il n'y a pas assez de demandes pour que l'on puisse distribuer les crédits dégagés. Il est inadmissible que les chantiers de chômage ouverts ne voient venir personne pour y travailler ». (F.R.3)

Dix hectares ont été dégagés pour les maraîchers de Matouba-Papaye.

42 hectares supplémentaires sont en cours de « dépierrage ». Il s'effectue au rythme d'un hectare par jour. La D.D.A. demande que les attributaires se fassent connaître.

Deux ou trois entreprises se sont remises à fonctionner dans la journée à Baillif et Basse-Terre.

2 500 m² de travées commerciales ont été offertes aux commerçants réfugiés. 38 emplacements sont encore disponibles.

Au cours de la conférence de Presse, Mlle Djalevic, de l'équipe Tazieff, demande s'il est exact que l'on ait demandé à M. Tazieff de donner sa démission de l'I.P.G...

M. Javois (I.P.G.) répond « Aucune décision n'a été prise encore »...

19 septembre M. Allègre, de retour en Guadeloupe, donne les résultats des analyses de cendres faites à Paris aux scientifiques réunis au Fort Saint-Charles. D'après des notes prises par plusieurs participants de cette réunion, M. Allègre aurait admis : « On a regardé la composition isotopique des cendres. Il n'y a pas de variations des composants depuis le 8 juillet. La proportion de verre est ridiculement faible... L'augmentation relative du verre ne traduit en réalité qu'une augmentation relative des sublimés. Il n'y a pas eu encore de vrai verre. Nous nous sommes trompés ».

Il aurait demandé: "Je ne veux pas qu'il y ait de publication sans mon autorisation". (Journal Trébos)

Mais la nouvelle ne sort pas du milieu scientifique.

Le laboratoire du Fort Saint-Charles s'enrichit d'une nouvelle méthode de clinométrie : M. Blum, I.P.G. installe des tiltmètres.

20 septembre Débit de vapeur important et continu. Activité de surface soutenue. Projection de cendres sur Saint-Claude et Baillif.

Le Professeur Kinley quitte la Guadeloupe. Il enverra le programme des marées futures.

A Vieux-Habitants : « La vie repart lentement. La très partielle reprise d'activité, limitée par la maigreur de la clientèle à servir, ne procurera pas (aux commerçants) les ressources nécessaires... La série noire des faillites s'allongera », déclare un commerçant qui est rentré.

Mécontentement chez les enseignants : « Le Préfet parle de la création de seize classes, il en faudrait 750... En raison de la date de rentrée fixée au 15 septembre et des événements de la Soufrière, la situation est catastrophique. La résolution des problèmes ne passe pas par la simple venue de M. Haby ».

Les services préfectoraux déménagent : "Après des errances et de multiples difficultés, les services se sont réinstallés dans des locaux (Lycée Baimbridge), où le public est reçu dans les moins mauvaises conditions possibles."

- 21 septembre Fonctionnement spectaculaire des principales bouches du volcan.
Réunion du Comité Economique et Social : Présentation du bilan provisoire des pertes occasionnées par la Soufrière par M. Ludger. Le rapport demande instamment la réduction du périmètre évacué.
- 22 septembre Violente manifestation de surface à 6 h 16 du matin. Trémor d'une durée de 19 minutes.
« Les poussières recueillies ce matin contiennent des fragments de verre » (Communiqué n° 30).
La crise se termine vers 10 heures.
Quelques personnes quittent précipitamment Vieux-Habitants. Elles rentrent dans l'après-midi, voyant que la crise s'est arrêtée.
M. Rodes, directeur du journal « Le Progrès Social » et M. Netry décident de lancer une pétition demandant le retour de Tazieff : « pour effectuer un nouveau diagnostic ».
Arrivée d'O. Stirn : « L'éruption de ce matin était prévue. Les scientifiques me l'avaient annoncée, il y a trois jours. La Soufrière continue à être menaçante. Il ne faut pas cependant tomber dans un pessimisme excessif et j'espère... pouvoir prendre des mesures plus souples pour que la vie puisse reprendre dans la zone dangereuse ». (F.R.3)
Au Fort Saint-Charles les scientifiques sont étonnés de ce discours. Ils viennent d'abandonner tout espoir de prévision éruptive (Jésouin).
- 23 septembre Activité plus modérée. Apparition de deux coulées de boue sur les flancs du volcan.
La Chambre des Métiers est réunie avec M. O. Stirn ; son Président demande une augmentation des moyens financiers mis à la disposition des artisans.
Interview d'O. Stirn : « La situation du volcan s'est plutôt aggravée, le risque de nuée ardente demeure. On peut déterminer trois zones de danger progressif :
- une zone très dangereuse, Basse-Terre, Saint-Claude, Baillif,
. une zone sous surveillance : Gourbeyre, Trois-Rivières et Capesterre. La population peut y reprendre le travail dès le 1er octobre, pendant la journée;
. une zone où tout danger est écarté".
Réaction de Mme Michaux-Chevry: « On veut tuer Basse-Terre ! »
- 24 septembre Volcan : Situation stationnaire.
Réunion du Conseil Municipal de Basse-Terre :
« Le diagnostic du Professeur Brousse n'était pas fondé. Il s'est instauré depuis un climat de peur savamment entretenu ».
A Vieux-Habitants, les enseignants adressent au Préfet une motion :
« Considérant que Vieux-Habitants, déclarée comme zone dangereuse, fut brutalement réintégrée dans la zone non-interdite,
Considérant que les scientifiques ne peuvent déterminer l'importance du danger qui menace Vieux-Habitants,
Considérant la carence des autorités préfectorales, communales et académiques en cas d'éruption violente et subite,
Considérant la responsabilité des maîtres vis-à-vis de leurs élèves, et l'inquiétude des parents,
les enseignants exigent que, dans les plus brefs délais, les administrations donnent des directives précises, concernant la sécurité des élèves... »
- 25 septembre Situation stationnaire. Emission de cendres dans l'après-midi.
M. Aurousseau rentre d'un voyage éclair à Paris. Il annonce la mise en place de systèmes d'alarme.
- 27 septembre Situation stationnaire. L'énergie sismique est en augmentation.

"Les scientifiques prévoient une manifestation pour les prochains jours... ce qui n'empêche pas l'administration d'étudier la mise en place des moyens de normalisation de la zone qualifiée de dangereuse" (F.A.).

A Gourbeyre, le travail a repris de jour dans les plantations de bananes.

A Trois-Rivières, 500 personnes viennent travailler le jour, 300 restent la nuit sur une population de 8 500 personnes.

« Si les écoles pouvaient ouvrir, alors certainement 80 % de la population reviendrait à Trois-Rivières » (Témoignage d'un habitant).

M. Etna écrit : "Il est courant d'entendre dire... Basse-Terre, maintenant c'est fini, c'est une zone à rayer de la carte, elle est morte à jamais ; cette attitude ne paraît ni légitime ni justifiée. Objectivement, on ne peut envisager la prise en charge de tout le territoire par Pointe-à-Pitre. Ceci conduirait... à l'avènement d'une ville pieuvre étouffant le reste de l'île ».

Rentrée scolaire au C.E.G. d'Abymes, vidé de ses réfugiés le 16 septembre, mais qu'il a fallu nettoyer et désinfecter.

- 28 septembre Légère recrudescence sismo-volcanique.
Arrivée d'une mission de la protection civile qui doit mettre en place une quarantaine de sirènes. C'est le système d'alarme annoncé par M. Aourousseau. Le Préfet consulte les Assemblées Départementales en vue d'une normalisation plus étendue.
- 29 septembre Situation stationnaire.
Diagnostic de M. Allègre : « La situation est sérieuse, mais pas extraordinairement alarmiste » (FR 3).
Libération des allées et venues dans la zone dite dangereuse. C'est la politique du "risque calculé" : des autorisations individuelles de dormir à Capesterre et Trois-Rivières seront données moyennant la signature d'une déclaration d'intention de se réinstaller dans la zone sous surveillance. Cette déclaration est assortie d'un formulaire destiné à s'assurer que l'individu est conscient du risque qu'il peut encourir et il indique le domicile de l'intéressé pour permettre à la Sécurité Civile d'intervenir en cas d'aggravation de la situation pendant la nuit.
"Il était important aujourd'hui, déclare le Préfet, que les habitants de la zone évacuée se rendent compte à la fois qu'il n'y a pas réellement d'amélioration fondamentale de la situation mais que nous ne pouvons pas rester indéfiniment dans cette situation d'imprécision. (Enr. F.R. 3)
Réouverture d'une vie minimum à Basse-Terre (Ville).
Tazieff a été démissionné de l'I.P.G.
L'Eastern Air Lines reprend ses vols à destination de la Guadeloupe. C'est un espoir pour le tourisme.
- 30 septembre Malgré l'annonce qui en a été faite, un peu vite, il n'y a pas eu d'éruption phréatique nouvelle. Elle était attendue par les tenants de la théorie des marées de M. Kinley.
- 1er octobre 101 séismes, augmentation de l'activité sismique.
"La Soufrière poursuit son évolution en dents de scie... "
Le Professeur Steinmetz (I.P.G.) prend la direction du Fort Saint-Charles.
Au Conseil Général, on décide la construction de structures d'accueil et d'abris provisoires, à construire par les réfugiés eux-mêmes.
- 2 octobre Trémor de 13 minutes. Cendres sur Matouba, Baillif, Vieux-Habitants.
Distribution de "bons" aux réfugiés pour obtenir des planches et de la tôle. C'est l'application de la décision prise la veille. "Cette mesure facilitera la construction de cases ou d'abris provisoires désengorgeant d'autant les Centres de réfugiés" (F.A.).
- 4 octobre Emission de poussières volcaniques à partir de 11 heures sur Matouba-Papaye.

La normalisation :

"La Préfecture communique le nouveau régime de séjour dans la zone concernée par l'activité de la Soufrière".

Avec ces mesures prend fin la deuxième période de l'évacuation et débute la tentative de normalisation.

D LA NORMALISATION

Les mesures prises sont les suivantes :

COMMUNES	RÉGIME
Vieux-Habitants Capesterre (au Nord de Petit Bel Air)	Vie normale de jour et de nuit.
Capesterre Sud Trois-Rivières Gourbeyre (Est du pont des Dames)	Jour : Accès libre Nuit : Possibilité de résider sous sa propre responsabilité et à condition : - de disposer d'un moyen d'évacuation ; - d'en faire la déclaration à la Gendarmerie.
Gourbeyre Basse-Terre Saint-Claude Baillif	Jour : Ouverture de 5 h à 18 h. Nuit : Accès et séjour interdits.

Ces mesures ne rencontreront pas une adhésion enthousiaste de la part des réfugiés : "A Petit-Canal, par exemple, les conditions d'hébergement sont particulièrement précaires. Mais pourtant la grande majorité des gens... ne parlent pas de retour. Beaucoup ont peur, ils ont perdu confiance" (F.A.).

Au cours d'un dîner au Rotary de Basse-Terre, Me Frédérique, son Président, dira "La Soufrière est une occasion pour nous tous de repenser le développement de ce pays, de tenter de planifier notre développement".

Le Préfet répond :

"Rien ne sera tout à fait comme avant... Il n'est plus question d'autoriser le fonctionnement de cliniques ni d'établissements hospitaliers dans la région de Saint-Claude et Matouba" (F.A.).

C'est tout le problème de l'emploi à Saint-Claude qui se trouve alors posé.

6 octobre Diagnostic de M. Feuillard : "Il ne nous est pas encore possible de dire que le phénomène s'essouffle. Le phénomène sismique reste encore soutenu" (F.R.3).

M. Steinmetz : "Dans les poussières (émises par le volcan), on avait trouvé, grâce aux moyens disponibles en Guadeloupe, un fort taux de verre possible. Les études actuellement en cours font penser que le taux de verre des poussières actuellement recueillies est faible... Les tremors enregistrés en Guadeloupe se situent dans une échelle relativement modeste" (F.R.3).

Le diagnostic de M. Steinmetz n'est pas très bien compris en Guadeloupe. Ce jour-là, en Conférence de Presse, il a pourtant ramené la crise de la Soufrière à des proportions très modestes.

On envisage le retour à Basse-Terre et Baillif pour la mi-novembre.

1 500 cases seront implantées aux abords de la zone dangereuse, 250 ou 300 tentes seront installées en bordure de mer, ces mesures sont destinées à vider les écoles qui seront ré-ouvertes aussitôt.

Une réunion d'experts est annoncée pour le mois de novembre.

Tazieff écrit dans "Le Monde" : "Les éruptions actuelles (de la Soufrière) ne présentent aucun risque... Il n'y a pas eu, à ce jour, trace de verre frais dans les

- 7 octobre cendres de la Soufrière et les 60 % de verre (cités dans le rapport Allègre du 5 septembre) sont imaginaires".
Un crédit exceptionnel de deux millions pour les chantiers de chômage vient d'être délégué au Préfet.
- 8 octobre Conférence de Presse de l'intersyndicale des fonctionnaires "Exposer nos revendications pour faire face aux problèmes posés par la Soufrière".
- 9 octobre Conférence des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie.
Le Préfet déclare: "Dans l'état actuel des choses, personne ne peut dire avec certitude ce qui se passera. J'ai demandé au Secrétaire d'Etat de réunir une Conférence des experts. Quand j'aurai cet avis et s'il est favorable... on pourra rentrer à Basse-Terre dès le 1er novembre" (F.A.).
M. Penchard: "Evidemment, il n'y a pas eu de sinistre, mais les conséquences sont aussi considérables que s'il y en avait eu un". (F. A.)
- 10 octobre Trémor à 11 h 11. Poussières jusqu'à Marigot.
Les premières classes préfabriquées sont débarquées à Pointe-à-Pitre.
- 12 octobre Le Rectorat communique : "Ouverture des Ecoles de Capesterre Belle-Eau à partir du 18 octobre" (6 840 élèves et 243 enseignants).
Cette décision est assortie des garanties suivantes :
- Mise en place d'un dispositif de sécurité et sirènes d'alarme.
- Moyen supplémentaire de passage sur la Grande-Terre (on craint que le pont ne résiste pas à une coulée de boue).
- Evacuation de l'Ecole Maternelle par les pompiers en cas d'alerte.
- Réquisition des transports privés.
- Evacuation des écoles sous la responsabilité du corps enseignant.
- Organisation du ramassage scolaire.
- 13 octobre Conférence de Presse - M. Feuillard : Selon lui la crise actuelle était terminée (F.A.).
Le retour à Basse-Terre est envisagé à deux conditions : mise en service de la route Basse-Terre - Vieux-Fort, installation d'un système d'alarme.
Certains maires demandent qu'il y ait des cantines gratuites pour les réfugiés qui rentreraient chez eux pour qu'ils ne soient pas défavorisés par rapport à ceux qui resteraient dans les camps.
L'opération Pointe Allègre : les terres données aux petits maraîchers sont maintenant labourées et plantées d'aubergines.
Les syndicats d'enseignants lancent un ordre de grève pour la journée du 21.
Soufrière et prémonition : "Plusieurs mois avant la date fatidique du 8 juillet, nombreux sont ceux en Guadeloupe qui avaient été avertis du rêve extraordinaire réalisé par une dame de la Basse-Terre : Une dame habillée en blanc lui fit savoir qu'une faille allait s'ouvrir le 8 juillet. Ceci était si péremptoirement admis que dès le 7 juillet certaines personnes avaient déjà plié bagages et s'étaient réfugiées en Grande-Terre"
(F.A. 13 octobre).
- 14 octobre Réouverture des Ecoles à Trois-Rivières annoncée pour le 4 novembre.
Situation très difficile des évacués installés à la M.J.C. des Abymes après leur expulsion du C.E.S.
« A Petit-Bourg, dit M. Billy, la Municipalité s'est carrément déchargée du problème des réfugiés ».
Lettre de Tazieff au Progrès Social : "Le charlatanisme qui depuis deux mois a poussé les autorités gouvernementales dans l'erreur ne peut plus durer"...
118 séismes observés.
- 16 octobre A Capesterre, réunion préparatoire pour la rentrée scolaire du 18.
- 17 octobre 133 séismes - légère reprise de l'activité sismique.

Les données de l'enquête

- 18 octobre Un séisme ressenti à Bouillante.
Capesterre : « Les 3/4 de la population sont rentrés. La scolarisation est effective à 50 % . »
- 19 octobre 86 séismes.
La Conférence des experts est fixée au 15 novembre : "Il devrait résulter de cette importante consultation des mesures à long et moyen termes pour la population et peut être, la fin d'un suspense épuisant et difficile à supporter".
- 21 octobre 65 séismes pour la journée.
La grève générale : elle est diversement suivie selon les secteurs. Un défilé de 1 500 à 2 000 personnes est organisé dans les rues de Pointe-à-Pitre.
- 22 octobre Activité sismique relativement intense. Deux fortes secousses vers 20 heures.
Tazieff interviewé à Etrezat "Je compte retourner à la Guadeloupe".
- 23 octobre 156 séismes pour la journée.
Recrudescence de l'activité sismique : dégagements de vapeur soutenus.
- 24 octobre Retour au calme pour le volcan.
- 25 octobre On supprime les visites médicales régulières dans les Centres d'accueil.
M. Ninine parle "de l'irrésistible volonté des réfugiés de retourner chez eux".
- 26 octobre Le volcan : activité sismique réduite.
La mairie de Basse-Terre est ouverte pour la première fois depuis la crise. Le Conseil Municipal y tient une réunion avec le Préfet. On y décide une extension des possibilités de séjour à Baillif, Basse-Terre et Saint-Claude. On envisage la réouverture des Ecoles à Basse-Terre pour janvier.
La pétition demandant le retour de Tazieff a réuni 6 500 signatures en Guadeloupe.
- 27 octobre Forte secousse à 13 h 11.
Diagnostic de M. Steinrnetz : "Depuis le 5 septembre, on ne peut plus parler de régime d'escalade. Il ne subsiste aucun argument positif en faveur de la présence de magma dans le volcan. On ne peut plus dire que l'évolution actuelle soit préoccupante".
- 28 octobre Augmentation modérée de l'énergie sismique dégagée.
Reprise de la vie diurne à Basse-Terre. Confirmation de la rentrée scolaire à Basse-Terre au 1er janvier.
- 29 octobre 195 séismes.
Il n'est plus nécessaire d'avoir un laissez-passer pour se rendre à Saint-Claude. Tous les barrages seront levés pour la journée de la Toussaint.
- 30 octobre Trémor à 22 h 28 accompagné d'une émission de vapeur. Poussières à Capesterre.
Préparation de la réactivation de Baillif.
- 4 novembre Rentrée scolaire à Trois-Rivières. On annonce la rentrée scolaire de Gourbeyre pour le 8 novembre.
- 7 novembre Activité sismique soutenue : Trémor à 11 h 38 et 22 h 56. Nuage de cendres dirigé sur Baillif.
- 8 novembre Retour au calme pour le volcan. L'activité fumerolienne est en diminution.
A Capesterre, lors du trémor de la veille, on a senti une forte odeur de soufre, mais il n'y a pas eu de réaction d'inquiétude dans la population.

Une association pour la défense des intérêts de la Guadeloupe a été créée. M. Nicolo, son Président, déclare: "M. Brousse s'est trompé..., ce que vient raconter ici n'importe quel métropolitain est considéré comme parole d'évangile. Les antillais doivent pouvoir contrôler leur propre volcan".

Le port de Basse-Terre a été réouvert. Les dockers se plaignent de ne pas être informés du plan d'évacuation et des mesures de sécurité les concernant.

La reprise à Basse-Terre est encore timide.

- 10 novembre A 1 h 34, un nouveau trémor a saturé les enregistreurs. Panache de fumée, chute de cendres sur Matouba et Baillif.
Le diagnostic de Steinmetz à Basse-Terre :
"On est dans une période de relative stabilité qui permet de prévoir, soit le calme, soit la réactivation. Les trémors depuis le 31 octobre ont été plus nombreux, mais plus brefs". On annonce la réactivation de nuit à Basse-Terre à partir du 1er ou du 15 décembre.
- 11 novembre La cérémonie du 11 novembre a lieu à Basse-Terre.
- 15 novembre La Conférence des experts se tient à Paris.
- 17 novembre Diagnostic de Steinmetz : "La crise est terminée". Il y a une nette régression de l'activité sismique. Le rythme des éruptions phréatiques a diminué.
Cependant, on déplore que le retour des réfugiés ne s'effectue pas à un rythme plus satisfaisant : "Depuis l'autorisation de retour, 15 à 20 % seulement de la population est revenue. On ne peut pas vouloir une chose et son contraire" (F.A. 19 novembre).
- 18 novembre A Paris, la Conférence des Experts a terminé ses travaux.
"La France a donné une image exemplaire au cours de ces derniers mois" dit H. Frank Press.
M. Stirn : "A l'issue de la réunion des experts, le gouvernement a décidé de mettre fin aux mesures d'évacuation et d'autoriser les populations de Basse-Terre à regagner la zone interdite à dater du 1er décembre".
Le retour des malades et des services administratifs s'effectuera progressivement. La rentrée scolaire aura lieu au 1er janvier à Basse-Terre.

C'est la fin de l'évacuation, mais ce n'est pas pour autant le retour massif que l'on espérait. Il ne reste plus que 7 000 réfugiés dans les camps d'hébergement, et ils vont être fermés peu à peu. La reprise d'une vie normale en Basse-Terre va se heurter à la résistance au retour.

Il faut faire une distinction : cette résistance porte sur peu de personnes dans les villages éloignés du volcan ; elle est très vive pour les habitants de Saint-Claude et de Basse-Terre qui, comme on le voit, sont encore journellement sous le nuage de cendres et de vapeurs sulfureuses. Par contre, les indiens de Matouba-Papaye, agriculteurs et maraîchers, rentrent immédiatement. Ils n'ont pas été admis dans la population de Grande-Terre et ils ont particulièrement souffert du climat.

INITIES ET PROFANES ...



TAZIEFF et BROUSSE se disputent la Soufrière, d'après le dessinateur C. MAILLAUD-BOURDAN. (Dessin paru dans "Guadeloupe 2000" n°46. oct-nov. 1976)



Le préfet AUROUSSEAU et M. FEUILLARD s'interrogeant au chevet de la Soufrière, d'après le dessinateur C. MAILLAUD-BOURDAN. (Dessin paru dans "France-Antilles" du 27 septembre 1976).

SECTION III

LE RETOUR DES ÉVACUÉS EN BASSE-TERRE

A LES INTENTIONS DE RETOUR

Dès le 29 novembre, le Cabinet du Préfet est réinstallé au Palais d'Orléans, (Résidence Préfectorale) à Basse-Terre. Et le mercredi 1er décembre les journaux portent en manchette :

"LE JOUR "J" POUR LA REPRISE DE LA VIE EN BASSE-TERRE".

Cependant, cette réanimation va s'effectuer assez lentement. Elle sera freinée par le maintien des établissements scolaires en Grande-Terre jusqu'à la fin du trimestre ; la résistance au retour de certaines administrations (D.A.S.S.), le non-retour des cliniques et hôpitaux sur Saint-Claude (emplois).

Une enquête réalisée par les services de la Préfecture (Cellule hébergement) au 15 octobre 1976 "au sujet des Intentions des Populations réfugiées dans les Centres d'Accueil, provenant des communes de Capesterre, Trois-Rivières, Gourbeyre et Baillif", permet de comprendre la diversité des attitudes d'esprit des réfugiés quant au retour.

Cette enquête a été effectuée entre le 1er et le 15 octobre à un moment où :

- le retour des évacués sur Vieux-Habitants est effectif
- la zone Nord de Capesterre est réoccupée
- les populations de la zone Sud s'attendent à un retour rapide chez elles.

"Par conséquent, déclare l'enquête, le mouvement légal de retour est amorcé". ... "Mais, les réfugiés semblent assez mal informés du régime de séjour dans leur commune d'origine, ce qui constitue très certainement un frein au retour".

Dans le but d'éclairer le Préfet sur les décisions qui seront accueillies le plus favorablement par la population, l'enquête présentait un triple choix aux réfugiés :

1 - Le retour dans leur commune d'origine avec deux options :

- "Retour dans les conditions actuelles (15 octobre), c'est à dire en remplissant les conditions définies par l'arrêté du 1er octobre 1976 : déclaration à la Gendarmerie, proximité d'un véhicule personnel, installation de sirènes d'alarme.
- "Retour dans les conditions normales, c'est-à-dire que l'intéressé n'était décidé à rentrer que si la Soufrière ne présentait plus aucun signe d'activité, et que la vie administrative et commerciale avait repris dans sa commune".

2 - Le rapprochement de la zone menacée : ce qui sous-entendait une réinstallation à proximité des terres cultivées avec ou sans l'aide matérielle de l'Administration.

3 - L'installation définitive dans la zone d'accueil, à nouveau avec ou sans l'aide de l'Administration.

Les résultats

L'enquête portait sur 708 chefs de famille. Les résultats bruts sont les suivants :

- 265 chefs de famille veulent rentrer dans les conditions actuelles.
- 216 veulent rester dans les Centres.
- 221 souhaitent s'installer soit dans la région d'accueil, soit à proximité de la zone évacuée.

Les enquêteurs ont ensuite étudié l'influence de certains facteurs sur les choix effectués. Ils en tirent les conclusions suivantes :

a) influence du facteur « Proximité du volcan »

La proximité du triangle Basse-Terre, Saint-Claude, Baillif est un élément tout à fait déterminant dans le choix des hypothèses. Pour un échantillon de dix familles voulant rentrer dans les conditions actuelles, il y en a cinq de Capesterre, trois de Trois-Rivières et seulement deux de Gourbeyre (voir la carte).

b) Influence du facteur « Qualité de l'hébergement »

La qualité de l'hébergement est un facteur essentiel dans les choix exprimés : il faut s'attendre à davantage de retour pour les communes où les réfugiés n'ont pas reçu l'accueil qu'ils souhaitaient.

c) Influence du facteur « Activité professionnelle »

Les "Sans-Professions" sont les plus disposés à rester dans les Centres d'hébergement ou à s'installer dans la zone d'accueil. Les "salariés" sont favorables soit au retour dans les conditions actuelles, soit au rapprochement avec l'aide de l'Etat.

d) Influence du facteur « Scolarité »

Les familles ayant des enfants actuellement scolarisés seront les plus réticentes à rentrer. Elles seront les plus actives pour chercher à se loger sur place, quitte à demander l'aide de l'Administration pour la construction d'un nouveau logement. Enfin, c'est parmi elles que se trouvent le plus de familles favorables à des installations de cases en bordure de la zone évacuée.

En conclusion

"Si le mouvement de retour vers Capesterre, Trois-Rivières et Gourbeyre veut être accentué, il faut agir sur les leviers suivants :

- un prompt retour des employeurs et une publicité de la réouverture des entreprises
- un fonctionnement effectif des écoles, avec, là encore, une large publicité dans les Centres d'accueil.

Il restera cependant toujours cette réflexion qui traîne dans tous les Centres d'hébergement : "Puisque M. le Préfet a donné l'ordre d'évacuer le 15 août, nous attendons son ordre de rentrer pour regagner notre domicile".

Les résultats de cette enquête éclairent donc bien les motifs de la "réticence" des réfugiés au retour après le 1er décembre dans la Région de Basse-Terre - Saint-Claude.

Il faudra toute la durée du mois de décembre pour décrisper la situation qui, malgré quelques incidents tendra à la normalisation en janvier 1977. Cette décrispation passe par une chasse aux sorcières pour établir les responsabilités, et le désir de tirer, tous comptes faits, profit de la situation : "Indemnisation" devient le mot clef.

B LA DÉCRISPATION : DECEMBRE

Mercredi 1er décembre.

"La date du 1er décembre est à marquer d'une pierre blanche dans les annales de la Région Basse-Terrienne : après trois mois et demi d'absence, la population peut enfin réintégrer ses foyers..."

Mais..., car il y a toujours un mais, cette reprise peut-elle être totale dans l'immédiat ? Certainement non. A cela plusieurs raisons :

- La scolarisation des enfants, en Grande-Terre.
- Hôpitaux et cliniques ne sont pas opérationnels.
- De nombreux industriels et commerçants établis en Grande-Terre ne peuvent de sitôt effectuer leur rentrée.
- La vie économique étant conditionnée en grande partie par la présence des services administratifs, principaux clients des commerçants, la reprise ne peut être totale que dans plusieurs semaines.

Autre motif de freinage du grand retour, la psychose de peur, qui, quoiqu'on en pense, a profondément marqué l'esprit de certaines personnes et leur font répondre un timide "Oui, mais..." à l'invitation de retourner près du volcan". (F.A. 2/12 p. 4).

L'atmosphère à Basse-Terre ce mercredi 1er décembre

« En cette matinée du 1er décembre, quel phénomène a bien pu empêcher les habitants de Basse-Terre de regagner leurs demeures ? Un semblant d'animation régnait bien vers onze heures dans les artères principales, mais il s'agissait là d'un bien pâle reflet de ce que furent, il n'y a pas si longtemps, la rue de la République et le Cours Nolivos. »

« Basse-Terre retrouvera-t-elle la totalité de sa population ? »

Les plus optimistes ne se font guère d'illusions à ce sujet. Pour beaucoup, les habitudes sont déjà prises en Grande-Terre et, en plus du travail et du logement, certains y voient une plus grande sécurité".

"La Capitale de la Guadeloupe vit actuellement sans enfants : pour les raisons que chacun connaît. Leur absence se fait lourdement ressentir. « Attendons que vienne le temps béni des vacances scolaires ! » (F.A. 4/12 P. 1 - F. Mercader)

Les mesures :

- Le Comité Economique et Social se réunit à la Préfecture sous la présidence de M. Aurousseau : "Il faut envisager une indemnisation pour les évacués, déclare Me Frédérique." (F.A. 4/12 p. 3)
- On annonce l'ouverture d'une quinzaine commerciale destinée à relancer le commerce. (F.A. 3/12 p. 1).
- Réouverture des Centres de Paiement de la Sécurité Sociale dans la zone évacuée (F.A. 7/12 p.10).
- Un effort pour le tourisme en Guadeloupe va être fait. Six agents de voyages visitent le département.
- M. Ferret, directeur de Cabinet d'O. Stirn, arrive en Guadeloupe.

Le Volcan

On constate encore d'importants débits de vapeur et des projections de poussières fines mais peu importantes. Trois séismes ont eu lieu au cours de la nuit. Haroun Tazieff surnommé "Monsieur Confiance" signe ses livres à la Librairie Antillaise.

- 3 décembre La clinique Sainte-Marthe annonce sa réouverture. (F.A. 2/12 p. 5).
Le séjour de M. Ferret : Après avoir consulté le corps préfectoral, il tient des réunions de travail avec les élus au sujet de la réanimation de Basse-Terre et de la sécurité des populations.
On annonce la mort de Paul Lacavé, Maire de Capesterre.
- 4 décembre Annulation de l'inauguration de la quinzaine commerciale en raison de la mort de Paul Lacavé.
On peut suivre à la radio un interview de France-Inter (13/14), en duplex de Pointe-à-Pitre, avec Olivier Stirn :
- Le Gouvernement a l'intention d'indemniser les producteurs agricoles et d'aider les catégories professionnelles qui auront besoin d'aide. Mais il n'est pas question d'étendre ces mesures aux 70 000 personnes évacuées qui sont en train de regagner leurs foyers. Sur ce nombre, il y a au moins 35 000 enfants et bon nombre de fonctionnaires qui n'ont pas été financièrement lésés.
 - Le secteur touristique... "absurdement touché puisque les hôtels étaient éloignés de la Soufrière" n'a pas été mis en péril...
 - La décision de retour a été prise car on connaît mieux maintenant la situation : « Il y a trois jours de répit entre le risque de crise et la crise elle-même, et ce risque n'est que de 1 sur 100. »
 - La route de dégagement rapide qui est en construction permettra une évacuation dans de meilleures conditions.
 - Ce sont les scientifiques qui avaient alerté le Préfet et lui avaient dit qu'il fallait évacuer
 - Le développement économique de la Guadeloupe sera réalisé dans dix ans. "Il faut assimiler les D.O.M. à la Métropole tout en laissant les élus locaux exercer leurs compétences, qui sont grandes". (F.A. 6/12 p. 1 et 10)
- 5 décembre Projection de poussières fines et peu importantes dans la nuit.
- 6 décembre Activité de surface.
- 7 décembre Assemblée Générale de la S.I.C.A.F. : "Une aide efficace est apportée par les Pouvoirs Publics pour la réinstallation de la plus grande partie des exploitants de la zone évacuée". (F . A. 9/12 p. 5)

- 8 décembre Volcan : Du 1er au 8 décembre, 182 séismes ont été enregistrés ce qui donne une moyenne de 22 séismes par jour.
14 étaient de magnitude supérieure à 1,9.
2 ont été ressentis. Le plus fort était de 2,8.
- 9 décembre M. Guillod, Député de la Guadeloupe a présenté un amendement tendant à obtenir un moratoire pour le paiement des impôts des réfugiés. L'amendement a été accepté. (F.A. 30.12 p. 3)
"Une action d'éducation et d'information sera entreprise par le C.N.R.S. pour "apprendre à vivre avec son volcan". L'information se fera au moyen d'un film télévisé, suivi d'un débat afin de donner des explications sur le cas particulier de la Soufrière. L'Éducation Nationale se chargera de diffuser ce film dans les écoles".
"Les sirènes : 1er appel : signal de prévention
2è appel : top pour l'évacuation.
Les habitants de la zone concernée devront s'accoutumer aux jours d'essais de ces sirènes".
La réunion comprenait : le Général Marchand, M. Di Chiara (S.C.) de Paris, M. Vincent (S. C. de Guadeloupe), etc...
- 11 décembre Opération Punch et Madras (F.A. 10/12 p. 2)
"Dans le cadre de la relance économique et culturelle de Basse-Terre, samedi a lieu une journée piétonnière : défilé et orchestre, vente de punchs aux fruits "faits à la maison", etc... le tout organisé par l'Union des Commerçants de Basse-Terre".
- 12 décembre Fête patronale de Basse-Terre cycliste.
Feux d'artifices et Course.
- 13 décembre : L'Académie communique les dates de la rentrée scolaire dans les établissements du Second Degré à Basse-Terre :
- | | |
|--|---------------------------|
| Lycée Gerville-Réache
C.E.S. Petit-Paris
C.E.S. Baillif
C.E.G. Bébian | le 3 et le 4 janvier 1977 |
|--|---------------------------|
- Une réunion de pré-rentrée est prévue pour le personnel enseignant les 16 et 17 décembre. (F.A. 13/12)
En réaction à ces mesures, on trouve dans la rubrique "Nos lecteurs nous écrivent", un texte très hostile aux enseignants :
« Des enseignants ont diffusé et publié tracts et formulaires d'enquêtes autour du retour des écoles à Basse-Terre. Ils ont négligé de faire le tour de la question parce que conditionnés par des considérations d'ordre personnel et d'intérêts égoïstes. Par exemple, sur le problème de l'information, il semble qu'ils n'en ont pas eu leur compte au cours des mois écoulés avec les communiqués alarmants de F.R.3 de chaque heure et les conférences de presse quotidiennes, des plus traumatisantes. Combien d'enfants de la région de Basse-Terre non scolarisés, et pour cause ! Combien d'autres font aujourd'hui le trajet aller-retour, et à quel prix, nourris d'un sandwich, d'une région à l'autre sans bénéfice pour une année scolaire dont les résultats seront certainement médiocres ! Ni devins, ni technocrates, ni scientifiques ne peuvent nous rassurer ou nous protéger... ».
- Réouverture du Dispensaire anti-tuberculeux de la D.A.S.S. à Basse-Terre.
- 15 décembre Fête de la Solidarité en faveur des retraités réfugiés. Remise de 2 500 Frs par retraité seul.
Remise de 5 000 Frs avec conjoint. (F.A. 17/12 P.J)

La mission de la Sécurité Civile prend fin : on dresse le bilan de l'opération. La mise en place des sirènes est terminée. La responsabilité en est confiée à la S.M.A. (F.A. 18/12)

- 17 décembre La Banque Antillaise de Basse-Terre annonce son retour et la réouverture de ses guichets pour le 20 décembre.
- 18 décembre Opération Fleur et Sourire : C'est encore une opération commerciale patronnée par le Syndicat d'Initiative de Basse-Terre.
"Une Soufrière en grillage sera installée sur la place Saint-François. La population toute entière devra se munir d'une fleur qui sera déposée sur le volcan. Geste très symbolique. Dans ses éditions suivantes, France-Antilles constate que peu de gens ont souscrit au geste symbolique. "Peu de fleurs sur la Soufrière !"
On trouvera : la rue piétonnière encombrée de stands de "bonnes affaires", vente de punchs, élection de "Miss Espoir", course cycliste, danses folkloriques indiennes.
"En l'espace de 14 heures d'affilée, Basse-Terre était redevenue la ville gaie d'avant le 13 août. Des circonstances favorables pour cette journée : un temps clément, mais surtout le retour massif des populations à la fin de ce premier trimestre scolaire : les enfants étaient rentrés en grand nombre et Basse-Terre avait repris vie à 75 % de son potentiel" (F.A. 17/12 et 22/12).
- 20 décembre "Les entrepreneurs de transports en commun de la Basse-Terre... sont invités à reprendre leur activité normale sur leurs lignes respectives. (F.A. W/12 - Communiqué. D.D.E.)
- 22 décembre Réouverture de la Chambre des Métiers à Basse-Terre. Fin du système Allo Artisan.
- 23 décembre Arbre de Noël à Saint-Claude, organisé par le Rotary et la Municipalité dans le cadre de la réactivation des zones évacuées. Le Maire fait une mise au point :
"A tous ceux qui mettent en cause sa disponibilité au début de la crise, il fit ressortir que, toujours présent, il n'a jamais abandonné sa commune ni ses administrés".
A propos de la réouverture des écoles à Saint-Claude :
"La non-réouverture des écoles de Saint-Claude ne lui est pas imputable. Il lit des passages de lettres émanant de la Préfecture et des Autorités Académiques, mentionnant que seule l'école des Quatre Chemins pouvait fonctionner actuellement ...".
On annonce la réouverture de la Bibliothèque Départementale pour le 4 janvier 1977.
- 27 décembre Volcan : 11 séismes par jour en moyenne pour cette dernière période, dont quatre ressentis dans la région de Saint-Claude de magnitude 2,6.
Les dégagements de vapeurs et les manifestations de surface sont réduits.
- 31 décembre Le bilan de la réanimation de Basse-Terre d'après France-Antilles :
"Le mois de réanimation économique de Basse-Terre s'est terminé. On peut parler d'un succès total : le chiffre d'affaires prévu a été de beaucoup dépassé. L'insuccès cependant demeure sur le plan des activités culturelles.
Un gigantesque arbre de Noël a été installé Sur le "Champ d' Arbaud". Il y a un bal dans les salons de la Préfecture. La Martinique a fait un don de 40 000 Frs "aux retraités victimes de la Soufrière".
Une ombre persistante au tableau de "la reprise" : les hôpitaux ne sont pas rentrés. La Direction de la D.A.S.S. s'y oppose véhémentement et surveille les études scientifiques entreprises pour mesurer la nocivité des vapeurs de soufre toujours rejetées par le volcan". CF.A. 3/1/77)

Avec la fin de l'année et le retour massif de la population, s'achève l'histoire des évènements de la Soufrière.

Des consignes officielles ont été données pour que journaux et radios évitent désormais le sujet.

Le rédacteur en chef de France-Antilles est déplacé.

La vie normale reprend son rythme. Des améliorations du climat général sont sensibles de jour en jour : tel quartier retrouve son boucher, les services de voierie reprennent leurs tournées, les maisons s'ouvrent à nouveau.

Ce retour, néanmoins, s'effectue alors que les manifestations volcaniques sont encore quotidiennes et sensiblement égales en intensité à celles enregistrées en mai et juin 1976.

"Du 13 au 19 janvier 1977, on a enregistré 90 séismes. L'activité de surface reste soutenue avec sept projections de poussières dans l'atmosphère de type éruption phréatique et d'importance variable. La fracture de la fumerolle Lacroix, inactive jusque-là, a été réactivée", etc... (Note d'information du Laboratoire I.P.G.)

Les 14 et 15 janvier ont été marqués par des projections de cendres abondantes sur Saint-Claude et Matouba, accompagnées de grondements. Mais ces manifestations n'entraînent pas de fuite de la population, excepté quelques mouvements de panique à Matouba. La manifestation la plus importante a eu lieu la nuit. Il semble bien qu'une certaine adaptation de la population au phénomène volcanique se soit effectuée " (F.A. 17/01/77)

Dès le 3 janvier, les élèves ont retrouvé le chemin des écoles à l'exception de celles des Hauts de Saint-Claude qui continuent à fonctionner en double horaire dans les locaux scolaires de Basse-Terre. La rentrée est qualifiée de "timide" dans les premiers jours. A première vue, écrit France-Antilles (7/1/77), les effectifs ont quelque peu diminué". Et le journal propose de faire le point sur cette rentrée à quelques jours de là. A la mi-janvier, on constate : "Au Lycée Gerville-Réache, il manque 21 élèves" sur 1 400 élèves inscrits.

Enfin, le dimanche 9 janvier débute la période du carnaval qui va contribuer à animer la vie locale et faire oublier la récente période de l'évacuation. La consigne officielle laissée par Tazieff "Vivre avec son volcan" semble bien adoptée.

L'étude au jour le jour de cette « histoire des événements de 1976 en Guadeloupe » conduit tout naturellement à se poser de nombreuses questions. En 1977, la plus intrigante pour le chercheur était d'essayer de comprendre comment un ensemble de bonnes volontés apparentes, de décisions prudentes, souvent collégiales, parfois même unanimes, avaient conduit à maintenir dans une situation pour le moins inconfortable et angoissante, la population évacuée en août au-delà du 20 septembre.

Dans un mémoire rédigé en septembre 1977, on a présenté les résultats de cette recherche. On s'est alors intéressé aux conséquences que ces événements pouvaient avoir eu sur les populations intéressées, et ceci à partir d'un double point de vue : le premier est chronologique, c'est la fin de l'histoire, si l'on veut : les réfugiés rentrés chez eux ont-ils repris la même existence ? Comment se sont-ils réinsérés dans la région dangereuse ?

Le second point de vue, qui rapidement devint prédominant à mesure que la documentation américaine spécialisée nous parvenait, est celui d'une étude comparative d'une population en situation de post-désastre. Pour cela, il fallait donc établir si l'on pouvait qualifier de désastre les événements de 1976 et si les séquelles de ces événements entraînaient l'apparition d'une sub-culture de désastre.

Il s'agissait de voir si ces événements bien particuliers recoupaient les études générales entreprises dans le monde entier sur les problèmes causés par des catastrophes naturelles, si l'étude de ces événements apporterait une contribution à la recherche sociologique sur les catastrophes.

CHAPITRE II

ASPECTS THÉORIQUES

LA SOCIOLOGIE DES CATASTROPHES

On a vu le 9 octobre 1976, M. Penchard, Président des Chambres de Commerce et d'Industrie déclarer : "Il n'y a pas eu de sinistre, mais les conséquences en sont aussi importantes que s'il y en avait eu un".

C'est à partir de cette constatation que nous nous sommes intéressés à la "Sociologie des Catastrophes" : il s'agissait de voir si les principaux thèmes mis en évidence par les sociologues de cette discipline, se retrouvaient en Guadeloupe et révélaient "un traumatisme individuel et collectif conduisant à l'apparition d'une sub-culture de désastre".

La sociologie des catastrophes est une discipline récente. Elle est née après la deuxième guerre mondiale comme une conséquence des séquelles d'une guerre dont les victimes étaient davantage des civils que des militaires.

Elle s'est développée rapidement aux Etats-Unis. Nous avons donc pris contact avec le principal organisme spécialisé : le Disaster Research Center de Columbus, Ohio, dirigé par le Professeur Quarantelli. Nous avons reçu des abstracts de leurs travaux. Puis en juillet 1977, nous sommes allés sur place consulter leur bibliothèque et visiter leur laboratoire de simulation.

Outre les Etats-Unis, le Canada et le Japon, de nombreux pays européens ont également développé des unités de recherche sur les désastres. Ils n'ont cependant pas atteint un développement comparable à celui du D.R.C. Le IXème Congrès Mondial de Sociologie qui s'est tenu à Uppsala en août 1978, leur a permis de faire part de leurs travaux et de leurs difficultés, essentiellement d'ordre financier. Invitée à nous joindre à ces réunions, nous avons été fort intéressée par les contacts et la précieuse information que représentait ce Congrès.

Des résolutions pratiques ont été prises : la plus intéressante sur le plan européen concerne la création d'une « Banque Européenne des Données » Bibliographie, Etudes de cas, Enregistrements, etc...

Dans le présent chapitre, on va donner un rapide aperçu de l'état de la recherche sur les désastres, puis tenter de préciser ce que l'on entend par "sub-culture" de désastre, notion sur laquelle s'appuie en partie, notre enquête.

SECTION I

ÉTAT GÉNÉRAL DE LA RECHERCHE

Rappelons brièvement la genèse de cette nouvelle branche des Sciences Sociales :

Jusqu'à la deuxième Guerre Mondiale, on ne trouve que des études historiques portant sur des grandes catastrophes naturelles. Le Professeur Quarantelli écrit : "Il existe depuis toujours une certaine fascination de l'esprit humain pour les désastres. Ils servent souvent de point de repère dans l'histoire d'une société" (exemple: Pompéi ou Hiroshima).

Des études systématiques avaient été entreprises cependant par S. Prince au Canada à la suite de l'explosion d'un bateau de munitions (1917 Halifax).

Par contre : "Les études contemporaines se placent à un point de vue général et théorique et y appliquent les méthodes des Sciences Sociales". (Quarantelli)

La naissance de cet intérêt contemporain pour les désastres en tant que champ de recherche pour les sciences sociales peut être considéré comme découlant des conséquences de la deuxième Guerre Mondiale : La constatation de l'impact humain des bombardements et des évacuations massives qui avaient eu lieu pendant la guerre. Lorsque l'intérêt pour les problèmes découlant de la guerre s'est affaibli, les chercheurs se sont tout naturellement tournés vers les désastres survenant en temps de paix. Se plaçant à des points de vue différents selon leur formation d'origine, ces scientifiques ont entrepris des études que l'on peut ainsi regrouper :

1 – Des études de comportement : individuels et collectifs

"L'étude des désastres fournit une occasion unique d'étudier les réactions humaines dans des conditions de stress". (Russell Dynes)

2 – Des études socio-économiques

"Il y a des raisons plus particulières encore pour étudier les désastres dans les pays en voie de développement : beaucoup de ces pays sont prédisposés aux désastres et les désastres y prennent une tournure plus grave Disposant de ressources minimum destinées à élever des capacités productives faibles, lors d'un désastre, une partie de ces ressources sont détruites. Mais la disponibilité réduite des ressources privées, force le gouvernement à puiser dans ses propres ressources pour faciliter la reconstruction, ce qui ralentit le taux global du développement. Ainsi un désastre, dans les pays en voie de développement, retentit sur la séquence entière du développement industriel du pays". (Russel Dynes)

3 – Des études des institutions

Enfin, les désastres sont porteurs de changement social :

"Certains types de changements sociaux sont en partie le résultat de crises stimulées et soutenues." (Russel Dynes)

"Une crise produit un certain degré de désorganisation sociale d'un système communautaire. Il y a mise en question des structures des Institutions." (Th. Forrest)

Ces quelques indications permettent de saisir la complexité et l'ampleur de ce nouveau terrain de recherche en Sciences Sociales. Le développement de cette recherche est très inégal selon les pays. En résumé, on peut dire que, si dans le monde américain la recherche sur les catastrophes a pris rang parmi les Sciences Sociales, la recherche en Europe reste encore empirique.

A LA RECHERCHE AUX ETATS UNIS

Initialement, elle a été financée par le gouvernement des Etats-Unis.

"Après la deuxième Guerre Mondiale, en 1945, des études systématiques ont été entreprises par le Gouvernement sur les conséquences humaines des bombardements massifs des villes allemandes et japonaises." (Quarantelli)

Puis l'intérêt pour les problèmes de la période de guerre s'est peu à peu estompé et le centre d'intérêt de la recherche s'est porté sur les catastrophes naturelles. La recherche s'est

dispersée dans des Universités, à Chicago (1950-54 NORC), en Oklahoma, en Louisiane, au Texas.

L'effort le plus important a été réalisé par le "Groupe de Recherche sur les Désastres" (D.R.C. 1957) de l'Académie Nationale des Sciences. Ce centre disparaît en 1963 et la documentation en est transférée au D.R.C. (Centre de Recherche sur les Désastres) de l'Université de Columbus, fondé par R. Dynes, J. Haas et E. Quarantelli.

1 - Le D.R.C.

Le Disaster Research Center s'est plus particulièrement intéressé à l'impact des désastres sur les "Organisations". Il faut entendre "Organisation" dans son sens le plus large : "Les organisations constituent un des éléments les plus importants dans la vie des sociétés modernes : "La plupart des citoyens, dans la société actuelle, naissent et meurent dans des hôpitaux sont éduqués dans des écoles, travaillent au sein d'une entreprise ; en bref, les membres des sociétés modernes obtiennent la plus grande part de la satisfaction de leurs besoins psychologiques, sociaux et culturels, par l'intermédiaire de vastes organisations" (Quarantelli).

Le D.R.C. a synthétisé les résultats des études antérieures de comportement en état de stress. Sa documentation concerne 200 cas de désastres : c'est la plus vaste analyse de la littérature sur les désastres.

2- Le Laboratoire du D.R.C.

En laboratoire, le but est de présenter des tâches réelles lors de situations de désastre à des échantillons d'organisations réelles.

Matériellement, le laboratoire se présente comme une grande pièce de 30 x 40 pieds où des cellules peuvent être incorporées pendant la simulation. Des miroirs sont placés sur deux côtés de la pièce. Les observateurs disposent d'un circuit fermé de télévision et de micros. Un enregistrement complet peut être ainsi réalisé à partir de quatre petits bureaux adjacents.

Le stress est simulé. Les unités responsables de l'organisation en cas de stress peuvent être étudiées dans des conditions contrôlées. Par exemple, une étude de laboratoire a été récemment réalisée sur une unité de police chargée du dispatching des forces de police en cas de catastrophe. Leur cellule fut reconstituée en laboratoire et ils furent confrontés à un scénario basé sur des appels téléphoniques réellement reçus par un poste de police juste après une catastrophe. Le but de cette étude : comment les organisations réagissent-elles lorsqu'elles sont forcées de prendre des décisions sur la base d'informations contradictoires.

3 – La Recherche récente

"Depuis dix ans, la recherche sur les désastres aux Etats-Unis s'est transformée. Un plus grand nombre d'Universités participent à cet effort. Il y a, dit-on maintenant, une "masse critique" de sociologues et de psychologues du comportement, intéressés par la recherche sur les désastres. Cet intérêt grandissant est lié au développement de la préoccupation pour "l'environnement" de la société.

"De ce fait, le financement de la recherche s'est effectué plus aisément. Y ont participé très efficacement: "The National Institute of Mental Health, The Department of Housing and Urban Development et The National Science Foundation". Cette dernière consacrant deux millions de dollars par an à des projets d'étude des désastres.

"Ce phénomène a permis d'accroître les contacts entre les chercheurs et les administrations responsables de la protection civile. Certains chercheurs ont joué le rôle de conseillers auprès des services intéressés.

Il faut souligner que ces chercheurs viennent d'horizons divers : géographes, sociologues, économistes, anthropologues. Les équipes de chercheurs sont multidisciplinaires.

En conclusion, aux Etats-Unis, la recherche sur les désastres est sortie de l'enfance". (Anderson - Uppsala 1978)

A l'heure actuelle, le D.R.C. oriente son activité vers les désastres résultant de l'activité humaine : désastres d'origine chimique ou bactériologique. On soulignera que la recherche américaine est toujours en relation directe avec une "demande" précise : elle est commanditée ; celle-ci provenant aujourd'hui, souvent, du secteur chimique, à la suite des procès retentissants contre les engrais et les pesticides.

B LA RECHERCHE EN EUROPE

1 – LA FRANCE

La recherche en France est quasi inexistante. Après la deuxième Guerre Mondiale, une timide création fut tentée. Le Professeur J. Stoetzel proposait en effet, dans les années 1953 au Comité d'Action Scientifique de la Défense Nationale de créer un Centre d'Etudes des Catastrophes. Le projet ne fut jamais réalisé. Mais à la dissolution du C.A.S.D.N., le Colonel d'Artillerie Ch. Chandessais fut chargé de faire fonctionner un "Centre d'Etudes Psychologiques des Sinistres et de leur Prévention" à partir d'un contrat avec le Ministère de la Défense Nationale. Ce contrat prévoyait "l'étude de la documentation existante ainsi que des méthodes scientifiques à utiliser".

Le Centre réalisera en 1966 une étude très complète des comportements provoqués par l'explosion de la raffinerie de Feyzin. Mais faute de moyens financiers, de locaux et de chercheurs, il était condamné à s'étioler. Il se résume aujourd'hui à un petit bureau dans les bâtiments de la Direction des Pompiers à Paris, où seul son fondateur, fort âgé, tape lui-même le résultat de ses travaux, faute d'une secrétaire ; travaux par ailleurs connus et fort appréciés par le D.R.C. Américain.

2 – L'ITALIE

"Un pays où les mesures concernant les désastres n'ont pas pendant longtemps intéressé les politiciens et où l'étude sociologique des désastres est encore considérée comme une nouveauté académique." (Battisti Uppsala 1978)

Ceci peut paraître paradoxal en Italie où les tremblements de terre et glissements de terrain sont fréquents et les récentes catastrophes chimiques exemplaires.

L'orientation de cette recherche est donnée par le postulat suivant : "La création d'un système social et juridique d'assistance sociale consécutif à des désastres n'est pas le résultat d'un ensemble de réformes sociales organisées, mais au contraire, le fruit d'expériences historiques vécues comme des désastres par la population et les gouvernements d'une nation. L'histoire des désastres en Italie et le développement d'une politique et d'une législation concernant les désastres, doivent être envisagés à partir de ce postulat." (Battisti)

3 – L'ANGLETERRE

L'Angleterre a été à l'origine de la recherche sur les désastres dans l'immédiate après-guerre.

La recherche s'est intéressée aux conséquences psychologiques des évacuations massives de populations en 1941-1942 (Affaire de Brighton). Un centre de recherche a été créé. Malheureusement, ses moyens financiers ont diminué au fur et à mesure que les problèmes de Défense Nationale s'estompaient. Les Anglais se sont également tournés vers les Iles de l'Arc Antillais, d'obédience anglaise, ainsi que vers les autres territoires qui formaient les Dominions et recelaient des risques de catastrophes naturelles (Etude sur les Iles Fidji).

4 – L'ALLEMAGNE

"La recherche sur les désastres en Allemagne, écrit M. Metreveli, a subi l'influence du fascisme. Avant 1945, une sociologie comme nous l'entendons actuellement était pratiquement interdite. Ce n'est qu'après la libération du fascisme hitlérien et sous l'influence des alliés que la reconstruction d'un état démocratique a pu se réaliser et que la sociologie moderne fit son apparition à l'Université.

Compte tenu de ces circonstances, la sociologie allemande s'est donc largement inspirée des travaux américains, les meilleurs sociologues allemands ayant d'ailleurs pour la plupart émigrés aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.

La rapidité du développement industriel quasi "sauvage" qu'a connu l'Allemagne de l'Ouest a eu pour conséquence l'accroissement du nombre des dangers potentiels pesant à la fois sur l'homme et sur son environnement. Il est donc compréhensible que la recherche sur les désastres, à l'heure actuelle, et depuis les années 1955 environ, se réfère de plus en plus aux études de désastres réalisées en Amérique.

La recherche sur les désastres est entreprise pour le compte du gouvernement et donc financée par le Gouvernement. Son but principal étant de remédier aux conséquences les plus pénibles des désastres pour la population, elle s'effectue tout naturellement sur la période post-désastre. Un effort de recherche sur les origines ou les causes des désastres n'a que très rarement été réalisé ; en outre, lorsque cette recherche a pu avoir lieu, ses applications pratiques se sont heurtées à la situation économique et politique.

5 - LA SUÈDE

En Suède, c'est en 1975 que fut créé le Groupe de recherches sur les désastres à l'Université d'Uppsala, département de Sociologie. Il se propose un approfondissement des connaissances des comportements individuels et collectifs en cas de désastre ou de menace de désastre.

Deux sociologues dirigent cette recherche : le Professeur Orjan Hultaker et le Professeur Trost. Les résultats de leurs recherches ont fait l'objet de conférences organisées avec l'administration de la sécurité civile suédoise en 1978.

On voit donc ici un début d'utilisation pratique de cette recherche.

C LA RECHERCHE AU JAPON

Le Japon, tant par sa situation géographique, que par son considérable et brutal développement industriel, est un pays menacé de graves catastrophes naturelles et de désastres industriels. Parfois même, dans son histoire récente, les deux phénomènes se sont conjugués.

La recherche scientifique moderne au Japon a débuté en 1964 à la suite du tremblement de terre du Niigata (Une étude avait été cependant entreprise à l'Université d'Hiroshima par Yoshitoshi Kubo sur "Les victimes de la bombe atomique". L'étude adoptait un point de vue psycho-sociologique).

Depuis le tremblement de terre du Niigata, la recherche au Japon s'est effectuée dans deux directions :

- étude de comportement pendant des désastres effectifs.
- et recherche d'éléments permettant de mesurer le degré de conscience et de préparation des habitants d'une région donnée à un désastre soudain en vue de contribuer aux mesures de secours dans une ville importante.

Dans cette optique, des recherches sur les incendies ont été particulièrement développées : L'incendie dit du "Cabaret de Playtown" à Osaka fit 128 morts ; l'incendie du "Tayo Department store" à Kumamoto en fit 103. Les causes de l'énormité de ces incendies semblent devoir être recherchées dans la nouveauté que représentait au Japon une urbanisation verticale : "d'énormes buildings extrêmement élevés qui n'avaient jamais existé auparavant posèrent des problèmes de toutes sortes dus au manque d'expérience de la vie dans des espaces si restreints". Et cependant, aucun plan d'ensemble donnant des directives à utiliser en cas de désastre n'a encore pu être établi. (Uppsala 1978)

Une troisième direction de la recherche au Japon : les problèmes de l'information. Dans une étude effectuée à la demande du "Kita Ward" de Tokyo, on trouve en particulier une analyse concernant "le cheminement d'une rumeur sans fondement".

Enfin, un quatrième groupe a été créé : "A sectional meeting for panic". Le but de ce groupe est de construire un modèle conceptuel du développement de la panique dans une foule.

En conclusion, la recherche en Europe balbutie et ceci, le plus souvent, non par manque d'intérêt, mais par manque de moyens financiers, car on constate un peu partout une préoccupation grandissante de l'opinion en face des dangers que l'ère industrielle fait courir à la planète. Il semblerait donc que le moment soit venu de développer en Europe des Centres de recherche sur le modèle américain ; c'est-à-dire composés de chercheurs venant de disciplines multiples (économistes, anthropologues, géographes, psychologues et sociologues) dont les études seraient effectivement utilisées par les administrations responsables et qui assureraient une éducation des populations menacées.

SECTION II

LA THEORIE DES CATASTROPHES

Après ce rapide tour d'horizon sur l'état de la recherche concernant les désastres, il apparaît que les travaux du D.R.C. servent pour l'instant de référence à l'ensemble des chercheurs. Pour comprendre l'intérêt que ces travaux présentaient pour notre enquête, il convient de résumer brièvement les éléments que nous en avons retenus.

A NOTION DE DÉSASTRE

Le terme de "désastre" est en lui-même un "mot éponge" dit le Professeur Quarantelli. Il faut donc essayer de le préciser.

Il n'y a désastre que lorsque les événements considérés affectent une communauté. Ceci conduit à étudier d'une part les événements retenus comme "agent du désastre", d'autre part, la communauté qui en subit l'impact.

a) L'agent du désastre

On fait une première distinction entre désastre d'origine naturelle et désastre résultant de l'activité humaine.

Si la première catégorie est simple à cerner (inondations, tremblements de terre, cyclone), les désastres résultant de l'activité humaine peuvent recouvrir des événements très divers affectant une communauté : émeutes, incendies, panne d'électricité, intoxications, pollutions, explosions d'entrepôts, accidents divers.

Définition :

Le D.R.C. a basé sa définition du désastre sur des critères objectifs :

- c'est un événement inattendu et soudain
- affectant une importante communauté
- causant un important dommage à la propriété
- où le nombre de victimes dépasse 100
- qui fait appel à la participation d'organisations nationales pendant la période d'urgence.

Les phases du désastre

Confronté à une situation de désastre, l'individu et le système social traversent une série de phases demandant des réponses différentes. On distingue donc :

- la période pré-désastre
- la période de détection et de transmission de l'information concernant l'existence d'une menace spécifique
- la période de réponse immédiate, relativement inorganisée.
- la période de réponse organisée par le corps social
- la période post-désastre, à long terme, au cours de laquelle le système social est restauré.

Les comportements au cours de ces différentes phases sont présentés sous forme de tableau ci-après.

Retenons comme nous concernant davantage les réactions présentées dans la colonne de la période post-désastre qui représentent les variables que nous voulions mesurer par l'intermédiaire du questionnaire :

- symptômes émotionnels et physiques
- effets sur la cohésion du groupe
- effets sur les structures internes des organismes
- effets sur l'organisation de la communauté
- effets sur l'économie et la morale.

Les données de l'enquête

UNITÉS	PHASES				
Unités de réponse	Pré-désastre	Menace	Réponse immédiate	Réponse organisée	Post-désastre
Individus	Anticipation du danger	Réponse à l'avertissement	Immédiate	Réalisation	Symptômes émotionnels et physiques
Petit Groupe	Formation d'une opinion - Interaction		Distribution des rôles - Cohésion de groupe		Effets sur la cohésion du groupe
Organisation formelle	Préparation	Mobilisation	Coordination des membres		Effets sur les structures internes des Organismes
Systèmes communautaires	Plan de secours pour la communauté	Mises en garde répétées	Direction et coordination		Effet sur l'organisation de la communauté
Régions et Nations	Planification à l'échelle de la Nation	Mise en garde au niveau de la Nation	Mobilisation de l'aide	Coordination	Effets sur l'économie et la morale

b) La Communauté

La réponse d'une communauté confrontée à une situation de désastre dépend, pour une grande part, du type de société qu'elle présente.

On considère trois types de sociétés :

Des sociétés de type I

Caractéristiques

- faible population
- économie de subsistance
- structure sociale basée sur la famille ou le clan.

Une telle société a une structure sociale fragile : elle ne possède pas les ressources nécessaires pour faire face aux dommages subis. L'adaptation nécessaire pour compenser les ressources perdues nécessite des modifications à l'intérieur de la structure sociale qui aboutiront à des changements additionnels à l'intérieur de la société.

Dans ce contexte, un désastre constitue un traumatisme d'une ampleur exceptionnelle. La relation de la société à son environnement est si fragile que toutes les structures sociales et culturelles s'en trouvent menacées. On peut penser que dans la période proto-historique, des sociétés ont purement disparues à la suite d'un désastre. Les survivants n'ont pu qu'émigrer.

Ces sociétés sont généralement isolées. Trois études ont été faites sur des îles. Les ressources nécessaires à la restauration de la société ont dû être recherchées à des distances considérables.

Dépourvues de moyens techniques de détection de la menace, il se crée dans ces sociétés un important folklore sur le sujet. Des observateurs mettent en évidence que la réponse immédiate au désastre dans de telles sociétés peut être considérée comme "apathique". Cependant, comme la société pré-désastre a une conduite habituellement peu active, le désastre n'y apporte pas un changement significatif.

Les tâches nouvelles créées par la situation post-désastre ne sont pas considérées comme constituant une urgence, mais comme quelque chose à accomplir au "bon moment". L'activité supplémentaire sera dirigée vers des buts religieux ou politiques.

Cependant, l'impact du désastre peut permettre un changement social significatif :

Les comportements, en réponse au danger et à la période d'urgence, tendent donc à être rationnels en fonction du contexte culturel. De toute évidence, des comportements "actifs" au sens occidental du terme, tendent à être inhibés par les ressources limitées de la société.

Avant l'impact, ce type de société a développé une structure sociale basée sur un environnement écologique fragile. Si cette base est détruite ou sérieusement atteinte, il y aura d'importantes répercussions sur la structure sociale. De nos jours, la solution migratoire est de moins en moins possible. La société va devenir dépendante de ressources qui lui sont extérieures : l'économie traditionnelle va s'effacer au profit d'une économie de marché. On va voir apparaître soit une migration temporaire des hommes jeunes, soit une dépendance accrue des membres de cette société vis-à-vis d'autorités politiques externes, généralement néo-coloniales. Cette situation entraîne donc des modifications politiques. Le leadership de la société peut passer aux mains d'individus ayant une meilleure connaissance des pays extérieurs et de leur échelle de valeur. L'ancienne structure du pouvoir n'est plus à même d'effectuer l'adaptation nécessaire : de nouveaux leaders apparaissent.

L'impact du désastre facilite une accélération de la modernisation : vêtements nouveaux, chaussures, justifiée par l'existence de débris dangereux ; nouveaux matériaux de construction utilisés pour les réparations, etc...

Ainsi sont introduits des éléments culturels nouveaux : s'ils sont assimilés, ils entraîneront un changement social et culturel ; s'ils ne le sont pas, la survie même de la société peut devenir problématique.

Enfin, une sorte "d'adaptation momentanée" que réalisera une telle société est le développement d'une sub-culture de désastre.

Des sociétés de type II

Caractéristiques :

- population plus importante
- économie : agriculture plus début d'industrialisation
- structure sociale : familiale et villageoise, mais regroupée, à l'intérieur d'une structure politique nouvelle ou en formation.

Dans ces sociétés, les possibilités qu'ont les organisations traditionnelles de compenser les pertes subies sont limitées. Mais en même temps, l'Etat est incapable de mobiliser ses ressources potentielles de façon à résoudre le problème local. Il y a peu de communications et d'articulation entre les différents niveaux de l'organisation sociale.

On verra apparaître alors une sorte d'élite, qui jouera un rôle dans la période post-désastre. En fait, Prince les décrit comme des structures de pouvoir latentes.

Face à la faiblesse des structures locales et au manque d'articulation au niveau national, deux solutions sont possibles :

- l'intervention de l'armée qui possède moyens, mobilité et souplesse
- l'intervention d'un leader, religieux ou paternaliste.

D'autre part, la mise en garde officielle du danger risque d'être peu crédible pour la population dans la mesure où les sources d'informations émanant du gouvernement sont mises en doute.

La réponse au désastre va se faire à partir des cellules traditionnelles comme la famille. Aux Philippines en 1966, 90 % des évacués étaient des familles et seulement 1 % des individus isolés. La plupart de ces unités familiales avaient pris leurs propres dispositions pour s'assurer un abri. Seulement 15 % dépendaient des centres d'hébergement du Gouvernement.

A l'inverse des sociétés de type I, les sociétés de type II ne présentent pas de changement social significatif à la suite d'un désastre. Cependant, la situation est souvent utilisée par l'opposition pour critiquer l'action du gouvernement et parfois prendre le pouvoir. Si l'opposition prend le pouvoir, elle sera souvent confrontée aux mêmes types de critiques, dans le cas d'un nouveau désastre, sans qu'aucun changement important de l'efficacité des structures gouvernementales ne soit intervenu.

Des sociétés de type III

Caractéristiques :

- une population importante
- une base industrielle et urbaine
- une structure gouvernementale élaborée assurant les fonctions autrefois remplies par la famille ou le village
- une base écologique étendue et diversifiée
- une organisation sociale complexe et bien articulée.

Dans de telles sociétés, la complexité de l'organisation sociale est à la fois la clef de la réponse et la clef des problèmes suscités par la situation. Le problème majeur est celui de la coordination dans la période post-impact, en ce qui concerne la distribution des ressources et le choix des tâches prioritaires.

La centralisation politique peut retarder la rapidité des prises de décisions.

D'autre part, l'individualisme qui existe dans les sociétés de type III se traduit souvent par la dispersion des familles au moment du désastre. Ceci peut déboucher sur un conflit entre le rôle professionnel et le rôle familial de l'individu.

La sophistication des moyens techniques dans ces sociétés a différentes conséquences :

- une sub-culture de désastre peut s'y développer, elle est associée alors aux plans de secours élaborés
- l'information passera facilement par l'intermédiaire des médias
- cependant, une technologie complexe a sa propre vulnérabilité
- elle est dépendante des sources d'énergie qui peuvent être détruites au moment du désastre. Pour y remédier, on aura tendance à rechercher des solutions dans l'adjonction de nouvelles techniques: les désastres créent une dynamique du progrès technique.

Par contre, le changement social sera minimum et l'apparition de crise politique peu probable.

B SUB-CULTURE DE DÉSASTRE

1 – Notion / définition de sub-culture de désastre

"Une sub-culture de désastre est une des variables dont dépend la réponse au désastre dans une société donnée".

Il ne faut donc pas exagérer sa portée, et, dans l'étude d'une situation particulière, elle doit être combinée aux autres variables (que nous avons signalées) : type de société, complexité des organisations, sophistication du réseau de communications, etc...

La forme que prendra la réponse au désastre dans une communauté va dépendre néanmoins, en partie, de l'existence d'une expérience antérieure vécue par la communauté. Cette expérience antérieure a laissé dans la société un enseignement résiduel. Si ces éléments résiduels ont été conservés et transmis, on peut parler d'une communauté possédant une sub-culture de désastre. C'est donc le phénomène de la perpétuation d'un apprentissage qui est l'essence même de la sub-culture de désastre :

"Le véritable symptôme de l'existence d'une sub-culture de désastre dans une société donnée est la transmission de modèles efficaces pour faire face à une situation de crise, par l'intermédiaire des processus de sociabilisation de ses membres" (Wenger et Weller).

a) Les composants

Les éléments composants une sub-culture ont été ainsi dégagés par M. Moore en 1964 : éléments normatifs et évaluatifs, croyances, savoir, techniques et légendes.

1 - Eléments normatifs

C'est l'ensemble des réglementations et des prescriptions qui s'appliquent à la situation : la manière dont doit être perçue la menace, actions individuelles à accomplir dans des conditions spécifiques, etc...

2 - Eléments évaluatifs

Ils tendent à permettre la conception d'une échelle de valeur permettant de définir les actions prioritaires dans la situation de désastre.

3 - Croyances et légendes

Ce sont des éléments épars qui comprennent des notions telles que l'existence de lieux préservés, ou certains types d'attitude de défi vis-à-vis de la nature, de fatalité ou de résignation. Ils sont très variables d'une société à l'autre.

Les légendes : amplification des exploits passés et mythes concernant les aspects que peut revêtir une expérience de désastre.

4 - Savoir

On se réfère ici à des éléments qui recouvrent l'interprétation de la terminologie du message annonçant le désastre ainsi que l'évaluation exacte du potentiel de destruction des différents agents de désastre ; ou encore l'efficacité des différents types d'action.

5 - Eléments techniques

Ce sont les méthodes sophistiquées de détection, de prévision du désastre, ou d'information. Ce sont également les moyens dont dispose la communauté pour réduire l'impact du désastre.

b) Les variables

Faisant suite aux travaux de Moore, la recherche s'est intéressée aux quatre variables autour desquelles s'organisent les sub-cultures de désastre.

On admet qu'une sub-culture peut varier

1 - Selon que ses éléments se trouvent à l'état latent ou au contraire manifeste, dans la vie quotidienne, en période de non désastre.

2 - Selon que ses éléments servent de référence aux conduites individuelles seulement ou régissent aussi les comportements des organisations.

3 - Selon que ses éléments sont de nature plus technique que discursive. Ce terme voulant regrouper l'ensemble des règles, valeurs, croyances, légendes, mythes, ainsi que la nature de la relation entre la communauté et l'agent du désastre.

4 - Enfin selon l'étendue de son champ d'application restreint à un petit groupe, ou au contraire concernant l'ensemble de la communauté.

Le D.R.C. s'est efforcé de classer, en fonction de ces variables, les sub-cultures que l'on peut trouver aux Etats-Unis.

Aux deux extrêmes, le D.R.C. a placé respectivement la ville de Marietta et la communauté Yap.

La ville de Marietta

Petite communauté isolée, elle a une sub-culture manifeste et étendue. Elle a été victime d'inondations répétées depuis un siècle et particulièrement dévastatrices en 1913, 1936, 1937, 1943, 1959, 1964, 1969.

Le D.R.C. l'analyse comme :

- Une sub-culture manifeste : les habitants aiment parler de leur ville comme de « la ville aux inondations » et les conduites appropriées en cas d'inondation leur sont expliquées par leurs voisins.

- Une sub-culture régissant à la fois, les conduites individuelles et les comportements des organisations : Croix-Rouge, corps du Génie Civil, écoles, hôpitaux, etc... On remarque d'ailleurs qu'il n'y a pour ainsi dire pas dans les sociétés occidentales de sub-culture ne régissant que des conduites individuelles du fait même du contexte social.

- Une sub-culture à la fois instrumentale et littéraire :

Techniquement : il existe à Marietta des plans de secours. Le corps d'armée du Génie Civil et les médias ont mis au point des procédures d'informations. Les entreprises ont des plans particuliers pour transporter leurs stocks "sur la colline".

Les banques ont des portes étanches spécialement conçues pour protéger les rez-de-chaussée et les caves.

La défense civile et la Croix-Rouge ont des stocks de fournitures, des abris et des équipements en réserve.

- Mais en outre, les habitants ont tous des notions venant des précédentes inondations : connaissance sophistiquée des niveaux de crue et des symptômes d'amélioration de la situation.

Beaucoup d'habitants font des provisions pour la période d'inondation, soit individuellement, soit par quartiers.

Enfin, le folklore de la communauté s'est gonflé à partir des légendes des inondations passées : un Capitaine de bateau-mouche qui prédit les crues, est devenu une véritable célébrité.

En conclusion, Marietta est l'exemple d'une sub-culture de désastre, complexe et développée.

La communauté Yap

Les éléments de la sub-culture des Yaps se sont développés à partir de cyclones.

C'est une sub-culture manifeste.

- Discursive malgré l'existence de certains moyens techniques (bateaux particulièrement conçus)
- Appliquée uniquement au secteur individuel
- Restreinte.

Les "Yaps" considèrent les cyclones comme symptomatiques d'un conflit dans la communauté. Ils leur attribuent des causes divines et supposent que ce sont en quelque sorte des punitions.

La résignation domine dans les phases de préparation et de réponse au désastre. Cependant, on offre des prières pour demander une intervention surnaturelle et la protection des esprits des ancêtres. Le plus souvent, ils attendent la tempête, résignés à sa venue et en observateurs de sa signification symbolique pour la vie locale.

Entre ces deux extrêmes, se trouvent aux Etats-Unis une grande variété de sub-cultures plus ou moins sophistiquées.

2 Développement et conséquences des sub-cultures de désastre-

a) Développement

Trois facteurs semblent être déterminants

- La communauté doit avoir connu des désastres répétés ; la menace doit pouvoir être considérée comme permanente. Mais un seul désastre préalable peut être suffisant si la communauté en prévoit la répétition.
- L'agent du désastre permet une certaine prévision de la crise. Ce temps de prévision permet le développement de techniques d'adaptation.
- Les dommages causés doivent être perçus par la Communauté comme évidents et conséquents. Les facteurs géographiques et physiques sont donc importants. Il faut y ajouter des facteurs sociologiques. Le développement d'une sub-culture est facilité si l'impact et les dommages qui en résultent frappent indifféremment les différentes classes sociales de la communauté.

En résumé, on peut s'attendre au développement d'une sub-culture de désastre dans une communauté qui a subi à plusieurs reprises l'impact d'un agent de désastre :

- permettant une période d'alerte
- entraînant des dommages frappant indifféremment les diverses classes sociales de la communauté
- causant des pertes en vies humaines et en matériel
- et perçu comme une menace permanente.

L'absence de certains de ces éléments permet de comprendre pourquoi des communautés ayant subi des désastres n'en n'ont pas pour autant développé une sub-culture de désastre. C'est le cas de Circleville (Ohio) par exemple, où les inondations sont des inondations-éclair, affectant une aire géographique limitée ; le centre des affaires n'est pas sérieusement menacé, et les résidents exposés à l'inondation appartiennent à la classe sociale la plus défavorisée.

b) Conséquences des sub-cultures de désastre

La conséquence la plus directe des sub-cultures de désastre est d'atténuer les difficultés de coordination dans la réponse au désastre. Le D.R.C. a étudié plus particulièrement trois aspects :

- 1 - Une sub-culture de désastre peut être un "mixed-blessings".
- 2 - Une sub-culture de désastre réagit sur la solidarité à l'intérieur de la communauté.
- 3 - Une sub-culture de désastre peut avoir un impact sur le changement social.

1) Sub-culture : un « Mixed Blessings »

Remarque préliminaire : Les communautés tendent à devenir des spécialistes de leurs propres désastres en ce sens que leurs sub-cultures sont liées à un type particulier d'agent de désastre: "cités-inondations", "communautés-ouragans".

Une sub-culture de désastre peut ne pas faciliter la réponse de la communauté au désastre si le caractère et l'importance des problèmes spécifiques créés par les agents de désastre n'entrent pas dans leurs paramètres habituels.

La communauté peut être frappée par un agent différent.

- Les normes ne seront pas opératives.
- Les ressources en matériels et techniques seront inopérantes.

Cependant, les habitudes acquises de relations entre les organisations, joueront en faveur d'une réorganisation, face à cette demande particulière.

L'agent de désastre peut créer un effet secondaire : un ouragan peut être suivi d'inondations ou de raz-de-marée.

Du fait de son étroite spécialisation, la sub-culture peut se révéler un handicap dans des cas d'impact secondaire.

Un exemple de cette situation : La Nouvelle-Orléans en 1965 fit face à l'Ouragan Betsy. La sub-culture d'ouragan fonctionna au mieux. Cependant, l'ouragan fut générateur d'inondations et là, ce fut un véritable désastre : les eaux envahirent les bas-quartiers de la ville. Les abris conçus

comme protection contre le vent se révélèrent inefficaces contre les eaux. Des équipements précieux, stockés à l'abri du vent dans des cuvettes furent inondés et perdus. Les organismes de protection sanitaire eurent à résoudre des problèmes d'épidémie, etc... Individus et organisations durent faire face à des difficultés exigeant des solutions nouvelles.

- Une sub-culture de désastre peut être un handicap, même dans le cas où l'agent de désastre est bien celui auquel la communauté est sensibilisée : la puissance de l'agent de désastre peut être sous-estimée, Moore fait observer que le succès d'une communauté à faire face à ses problèmes dans une situation de désastre peut la conduire à sous-estimer la force destructrice de l'agent. La communauté a rencontré le désastre face à face. Elle y a survécu : elle en a été victorieuse !

Si l'impact d'un nouveau désastre surpasse celui qui a été surmonté antérieurement, l'attitude de défi et de confiance en soi peut agir contre la survie de la société. Ce fut le cas lors du passage de l'Ouragan Camille en 1967 à Pass Christian dans le Mississippi : Certaines personnes décidèrent de surmonter la crise sur place. Ils moururent pour n'avoir pas évacué face à un impact d'une plus grande intensité que ceux qui jusqu'alors avaient été expérimentés. La communauté possédant une sub-culture de désastre tend à affronter la menace sans la définir comme une situation de crise.

Or, dans une communauté se percevant en période de crise, il y a trois effets immédiats :

- suspension des activités routinières libérant des individus et des ressources utiles pour répondre aux demandes créées par la crise.
- mise en alerte d'une partie de la Communauté prête à répondre aux demandes.
- apparition de volontaires.

Dans la mesure où une sub-culture de désastre conduit une société à retarder la prise de conscience de la situation de crise, elle peut affaiblir la réponse de la communauté confrontée à un impact qui excède son expérience antérieure.

2 - Sub-culture et solidarité

Dans certaines sub-cultures de désastre, on trouve des modèles de conduites destinées au maintien de la solidarité pendant la période où la division normale du travail est interrompue.

Cet aspect des sub-cultures de désastre peut être considéré comme jouant le rôle d'amplificateur de ce qu'on a appelé la "solidarité automatique".

On a communément observé que les membres d'une société frappée par un désastre manifestent davantage l'expression de leur solidarité entre eux et en même temps exagèrent le rejet des étrangers.

Turner a analysé cette tendance en relation avec les travaux de Durkheim sur les deux types de solidarité qui peuvent lier les membres d'une même communauté. Il y a une solidarité automatique basée sur le fait de partager les mêmes sentiments, et il y a une solidarité organique basée sur l'interdépendance et la complémentarité des orientations et des activités diverses.

Turner estime que l'accroissement de la solidarité automatique est un facteur nécessaire au rétablissement de la solidarité organique interrompue par le désastre. A ce niveau là, les activités techniques et "discursives" jouent toutes deux un rôle important dans la préservation de la communauté frappée par un désastre. Les activités techniques remplacent la division du travail existant dans la période antérieure au désastre. Les activités "discursives" soutiennent la solidarité de la communauté jusqu'à ce que la solidarité organique soit restaurée.

Dans certaines communautés, les désastres deviennent un élément central de l'identification des membres à leur communauté.

3) Sub-culture et changement social

Les sub-cultures de désastre peuvent accroître la possibilité du changement social dans les organisations confrontées au désastre: c'est la conséquence de l'expérience acquise. Le D.R.C. a entrepris des études sur ce sujet dans quatre villes qui venaient de subir un désastre d'origine naturelle. Ces études ont porté sur soixante-treize organisations. Parmi les villes étudiées, seule la Nouvelle-Orléans avait une sub-culture de désastre. L'étude démontre que c'est là où les changements furent les plus importants et les plus significatifs.

La sub-culture de la Nouvelle-Orléans se situait dans un contexte communautaire dans lequel les organisations disposant des ressources utiles pour faire face au désastre, étaient

considérées comme ayant la réponse appropriée aux évènements. Ces organisations devaient trouver leur justification non seulement dans leurs activités quotidiennes, mais aussi à travers l'efficacité de leur préparation au désastre. Un organisme particulier assurait la coordination des tâches.

L'ouragan Betsy à la Nouvelle-Orléans fut accompagné d'inondations. Les demandes présentées requéraient des ressources différentes de ce qui avait été prévu. Cette situation dénonça les insuffisances de la préparation. Ce n'est pas l'étendue de la leçon reçue qui peut être responsable du plus grand niveau de changement. En effet, n'ayant aucune préparation, les trois autres cités ont eu davantage à apprendre. Dans ces villes, en l'absence d'une sub-culture de désastre, la préparation au désastre n'était pas considérée comme une obligation pour toutes les organisations utiles à la réponse au désastre. On peut en conclure que lorsque la préparation au désastre est légitimée par une sub-culture de désastre, le changement structurel dans la préparation à la réponse d'un désastre futur en sera facilité.

En conclusion de cette rapide analyse des sub-cultures, de leur développement et de leurs conséquences, le D.R.C. souligne la nécessité d'études de sub-cultures nées autour de phénomènes naturels différents de ceux étudiés aux Etats-Unis et se développant dans d'autres contextes culturels.

Il suggère l'analyse des sub-cultures à partir des processus de sociabilisation. Une telle étude devrait, non seulement cerner ce processus à travers lequel la sub-culture est maintenue, mais aussi définir les éléments qui sont considérés par les membres de la communauté comme déterminants pour la survie du système.



DEUXIÈME PARTIE
LES MODALITÉS DE L'ENQUÊTE

CHAPITRE I : MÉTHODOLOGIE

**CHAPITRE II : DÉFINITION DE L'ÉCHANTILLON
ENQUÊTÉ**

On a présenté dans le chapitre précédent quelques éléments retenus parmi l'abondante littérature américaine sur les désastres et les sub-cultures de désastre.

L'enquête réalisée en Guadeloupe à la suite des événements de 1976, ne prétend pas s'aligner sur les enquêtes américaines de même type, et cela pour plusieurs raisons provenant des buts primitifs de l'enquête, des techniques propres à ce genre de travail et de l'ambiguïté de certaines des notions utilisées.

A l'origine, l'enquête voulait être une vérification d'hypothèses émises lors de recherches antérieures et servir de conclusion à deux ans d'études.

D'autre part, lorsque les Américains lancent un projet d'étude sur les désastres, ils composent des équipes pluridisciplinaires étoffées qui travaillent sur un échantillon de plus de mille personnes. Ils disposent d'importants moyens financiers puisque leur recherche est le plus souvent commanditée.

Enfin, en ce qui concerne les notions de "désastre" et de "subculture de désastre", on a pu se rendre compte, lors du Congrès d'Uppsala, de la difficulté qu'éprouvaient les spécialistes à présenter des définitions ou des contenus, recueillant un accord unanime. Science relativement jeune, la sociologie des catastrophes se cherche encore un vocabulaire.

Pour ces diverses raisons, les conclusions de l'enquête que l'on présente peuvent paraître parfois fragmentaires, voire même indécises. Le travail réalisé ici est certainement imparfait. Il présente cependant un double intérêt :

- Il représente la seule tentative d'analyse méthodique des sentiments et des comportements des réfugiés guadeloupéens à leur retour en Basse-Terre.
- Il est effectué dans une perspective comparative et peut donc servir à tester l'outil de travail que représentent les analyses américaines.

Dans les deux chapitres qui suivent, on aborde :

- d'une part, les problèmes de méthode
- d'autre part, la définition de l'échantillon enquêté.

CHAPITRE I

MÉTHODOLOGIE

"Les études sociologiques concernant les désastres ont presque toujours, jusqu'ici, été réalisées par suite d'un concours de circonstances qui se réduit le plus souvent à la disponibilité d'un chercheur à proximité d'un événement spectaculaire"... constate le Professeur R. Dynes³ (D.R.C.). Cet état de fait implique souvent le manque de compétence de l'équipe chargée de rassembler les éléments nécessaires à l'enquête.

Mais, dans le cas où l'étude est conduite systématiquement à partir d'un centre spécialisé, les conditions particulières dans lesquelles vont se trouver les enquêteurs tendront à aboutir à un résultat similaire.

La soudaineté de l'évènement interdit de planifier minutieusement le travail de l'équipe ; le contexte bouleversé ne permet pas toujours d'interviewer "à chaud" les responsables ; l'équipe parachutée au coeur d'un événement, après l'impact du désastre (temps d'information) se trouve dans la quasi-impossibilité d'évaluer la situation préalable au désastre.

Ces difficultés sont inhérentes à la recherche en matière de catastrophes et font apparaître la difficulté d'y appliquer une méthode rigoureuse. Chaque étude de désastre suscite en fait sa propre démarche méthodologique. L'enquête que l'on présente n'échappe pas à cette loi de l'opportunité.

En effet, les événements de 1976, tels qu'ils ont été vécus en Guadeloupe, constituaient un champ d'investigations sociologiques étendu et fascinant quel que soit l'aspect auquel on s'attachait :

- Aspect social : problème des réfugiés et de leurs rapports avec la population d'accueil.
- Aspect économique : retombées sur l'orientation économique du Pays ; difficultés de l'agriculture et problèmes de rivalité entre les deux parties de l'île.
- Aspect socio-politique : activité et rôle du Préfet, des Administrations et des élus locaux pendant les événements.
- Aspect scientifique : rôle et responsabilité des scientifiques, fiabilité de leurs méthodes, leur image de marque auprès de la population, etc...

Dès le début septembre 1976, constatant qu'aucun organisme n'essayait, sur place, de préserver et collationner systématiquement les documents concernant l'actualité, on a entrepris, à l'initiative du Pr Lepointe, enquêtes, interviews et collectes de documents permettant de constituer un fonds d'archives, unique en Guadeloupe, sur cette période de crise. Ce travail a pu s'effectuer dans le cadre du Centre d'Etudes et de Recherches Criminologiques dirigé par le Professeur Lepointe. L'apport du Centre à ce stade consistait en la mise à disposition d'un local, d'appareils d'enregistrement et d'une secrétaire.

Au cours du premier semestre 1977, une chronique détaillée des événements a été établie par l'enquêteur à partir d'une analyse de la Presse portant sur toute l'année 1976. Les témoignages privés des personnalités scientifiques, sur place, ont été enregistrés. La chronologie (400 pages), dresse au jour le jour, un panorama de la situation : événements volcaniques, répercussions au niveau des scientifiques, des administrations, et du contexte social. Elle rend compte des prises de position des journaux métropolitains, et des réactions des partis politiques tant en Guadeloupe qu'en Métropole.

Les témoignages des scientifiques et les abstracts de leurs travaux rassemblés en novembre 1976, ont été dépouillés et utilisés à la rédaction d'un document concernant l'aspect scientifique des événements, document rédigé au Cours du quatrième trimestre 1977.

³ "Organised Behavior in Disaster" ch. 9 p. 21J. Ohio Sialc UniV(~t':3J Ly R. Dynes 1974. Editor Dynes and Quarantelli.

Pour clore cette recherche, il paraissait nécessaire et logique de rendre compte finalement des conséquences de ces événements sur la vie guadeloupéenne et donc d'étudier le climat et les étapes de la reprise de la vie normale dans le triangle évacué.

Le dernier volet de cette recherche, qui constitue le sujet de l'enquête présentée ci-après, a donc débuté en décembre 1977, soit un an après la décision officielle du retour des évacués dans la partie de l'île menacée. Elle s'est effectuée à partir d'interviews semi-structurées et enregistrées ; elle s'est appuyée sur l'analyse de la presse de novembre 1976 à février 1977 ; elle a bénéficié également d'une partie de la documentation rassemblée et de nombreuses notes privées. L'ensemble de ce "Corpus", quoi qu'intéressant et explicatif en lui-même, a paru insuffisant lorsque l'on s'est proposé de présenter cette étude sous forme d'une thèse de troisième cycle. On a ainsi été conduit à la compléter par une enquête systématique auprès des évacués par le truchement d'un questionnaire.

La rédaction de ce questionnaire posait des problèmes d'ordre divers :

- Tout d'abord, il devait satisfaire la curiosité légitime des enquêteurs, et porter témoignage des sentiments individuels et du climat général de la Basse-Terre, après la réanimation du périmètre intéressé.
- Il devait ensuite rassembler les éléments d'une étude comparative des attitudes et des conséquences que des situations similaires ont entraînées dans d'autres régions.
- En même temps, et dans un tout autre ordre d'idées, le questionnaire devait être très simple à comprendre, utiliser un vocabulaire usuel et autant que possible sans ambiguïté, compte tenu de l'obstacle que constitue la langue française pour certaines catégories sociales aux Antilles.
- En outre, le questionnaire devait être relativement simple à dépouiller : le dépouillement, en effet, a été effectué manuellement. Il reste l'oeuvre d'une seule personne à l'exclusion de tout système de cartes perforées ou autres méthodes usuelles, sans parler de programmes mis sur ordinateur ; en tout état de cause, l'ordinateur de la Faculté de Fouillole n'était pas opérationnel en temps opportun et l'aide offerte par l'Ecole des Hautes Etudes n'a pu être acceptée pour des raisons de temps et de distance.

Enfin, le questionnaire devait être lancé rapidement pour permettre d'enregistrer attitudes et souvenirs avant qu'ils ne se soient estompés ou déformés.

Le rappel de ces différents impératifs et handicaps explicite et voudrait justifier, dans une certaine mesure, la forme primaire et la longueur inhabituelle du questionnaire :

- Il est composé presque uniquement de questions fermées.
- Il s'organise autour de quatre thèmes différents.
- Chaque thème est introduit par une question destinée à sensibiliser l'enquêté au thème proposé.
- Son intérêt, néanmoins, demeure considérable dans la mesure où aucune enquête similaire n'a été réalisée en Guadeloupe. Nous avons obtenu 65 % de réponses utilisables ce qui montre bien la sensibilisation des enquêtés au sujet proposé.

Les étapes classiques de construction et mise en place du questionnaire ont été scrupuleusement respectées : pré-enquête, définition des thèmes retenus, test du questionnaire sur un échantillon restreint, mise en place de l'enquête définitive.

Dans un premier temps, on avait d'ailleurs envisagé d'utiliser deux questionnaires complémentaires :

- . L'un adressé à l'individu lambda par le truchement des enfants scolarisés, ce qui fût fait
- . L'autre destiné aux enseignants, considérés comme observateurs privilégiés, du fait même de leur profession. Le second questionnaire pouvant permettre de nuancer les résultats du premier.

Très vite est apparu le danger d'une trop grande dispersion et nous avons renoncé à ce second questionnaire, tout en l'utilisant comme grille d'interview lors des contacts qui ont précédé et permis de réaliser la pré-enquête.

Les biais introduits par le système adopté sont nombreux et, quelque conscience qu'on en ait, difficiles à corriger. On en avait donné le détail lors de la présentation des résultats de la pré-enquête.

Rappelons :

- Le questionnaire n'a atteint que des ménages ayant des enfants d'âge scolaire. L'échantillon de population atteint est donc forcément incomplet. Il n'est pas représentatif de l'ensemble des réfugiés.

- Le procédé des questions fermées aboutit souvent à fausser l'interprétation possible des réponses. Très peu de résultats se prêtent efficacement à une étude statistique approfondie ; on est contraint de rester au niveau purement descriptif.

La difficulté représentée par le dépouillement manuel à plat, a conduit à limiter l'analyse des réponses croisées : c'est certainement le défaut le plus regrettable de l'enquête.

On pourrait envisager d'y remédier en effectuant ultérieurement une analyse approfondie sur un échantillon pondéré. Ceci ne serait possible qu'en réorganisant le dépouillement en vue d'une mise sur ordinateur compte tenu du grand nombre des croisements possibles.

SECTION I

LA PRÉ-ENQUÊTE

A MISE EN PLACE DE LA PRÉ-ENQUÊTE

Elle a été réalisée en mars 1977, c'est-à-dire trois mois après le retour des évacués. Le compte-rendu des résultats obtenus a fait l'objet d'un mémoire de D.E.A. présenté en décembre 1978 sous le titre "Changement Social et Evènements de 1976 en Guadeloupe" conjointement au Centre Universitaire Antilles Guyane et à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales.

Elle devait répondre à deux objectifs :

- Tester la valeur intrinsèque du questionnaire, d'une part. Comment serait-il accepté et compris par l'enquêté ; comment y serait-il répondu ?
- Vérifier, d'autre part, l'efficacité de la méthode de diffusion que l'on avait choisie. On avait imaginé, en effet, de faire distribuer le questionnaire par les enseignants dans leurs classes respectives.

A cela, plusieurs motifs :

- La Guadeloupe est, en principe, scolarisée à 90 %. On avait donc une chance d'atteindre par le biais des écoles, une population relativement représentative du contexte social guadeloupéen. On reste conscient cependant du biais introduit par ce principe de diffusion : sont exclus automatiquement les célibataires, les parents de très jeunes enfants ou sans enfants et les personnes âgées.
- L'enseignant, qui garde tout son prestige en Guadeloupe, était ensuite très bien placé pour expliquer et présenter notre enquête à ses élèves qui répercuteraient cette explication sur leurs parents. D'où une très grande économie de temps pour l'enquêteur.
- Enfin, l'enseignant pouvait exercer un contrôle sur le retour du questionnaire, l'exiger ou du moins le réclamer fermement.

On a procédé de la façon suivante :

- Quarante exemplaires du questionnaire prévu ont été imprimés.

- a) Une série de vingt-cinq questionnaires a été remise à la Directrice de l'Ecole Mixte de Saint-Claude : vérification de l'efficacité du système envisagé.
- b) Treize exemplaires ont été testés par interviews directes : test de validité du questionnaire. La répartition des interviews a été la suivante :
 - trois métropolitains
 - deux guadeloupéens d'origine indienne

- sept guadeloupéens d'origine africaine
- un blanc pays.

Cette répartition paraissait intéressante dans la mesure où elle touchait les quatre principales strates de la population de l'île.

1 - Le questionnaire remis à l'école

Le 20 mars 1978, rendez-vous était pris avec la directrice de l'école mixte de Saint-Claude. La classe choisie pour réaliser le test était une des classes de CM2 (enfants de 10 à 12 ans). L'institutrice a accepté de réaliser l'expérience.

La directrice et l'institutrice, toutes deux antillaises, ont donc lu en présence de l'enquêteur le questionnaire. Il leur a paru simple et elles l'ont déclaré très intéressant.

Toutes deux, compte tenu de l'emplacement de l'École, sont très spécialement concernées par le problème Soufrière. L'institutrice, en accord avec la directrice a décidé de se servir d'un certain nombre de questions pour en tirer une leçon d'observation avec sa classe. Toutes deux ont également accepté volontiers les bonbons qui devaient être distribués aux enfants ramenant le questionnaire rempli.

Le questionnaire devait être relevé une semaine plus tard.

Sur les vingt-cinq exemplaires remis, dix-huit ont été rendus par l'institutrice.

2 - Les interviews

Elles ont été réalisées sur une période de trois semaines :

- a) Interviews à la Direction Départementale de l'Équipement
Les trois personnes interrogées, après avoir rempli le questionnaire, ont déclaré que "cela les avait intéressées" et même "amusées" de le remplir, que les questions étaient simples et faciles à comprendre que "cela faisait parler..." ; en s'exprimant ainsi l'enquêtée voulait dire que cet exercice l'avait amenée à formuler un certain nombre de sentiments qui pour elle étaient flous. Elle avait conscience d'avoir donné des renseignements précis sur ce qu'elle pensait. Le temps de réponse au questionnaire était chronométré et a varié de 10 à 20 minutes selon les individus.
- b) Interviews à la Direction Départementale de l'Agriculture et à l'Office National des Eaux et Forêts
On a remarqué au cours de ces interviews, la très grande bonne volonté des interviewés ainsi qu'un grand souci de donner des réponses exactes. Nous pensons avoir évité en partie le biais du poids de la personnalité de l'intervieweur qui avait paru important lors des trois premiers entretiens, en laissant les interviewés emporter chez eux le document qu'ils ont rempli seuls ou en famille. Dans l'après-midi, on leur demandait d'expliquer leurs réponses ou leurs réticences. Aucun changement n'a été apporté dans leurs réponses. L'accueil dans tous les cas a été très chaleureux. On a même relevé la remarque suivante :
« Je me demandais bien quand on allait entreprendre cette étude ? C'est tellement important pour nous Basse-Terriens »...
Les interviewés n'ont pas été choisis en fonction de leur représentativité professionnelle. C'est pour des motifs de commodité que neuf sur treize de ces interviews ont été réalisées auprès de fonctionnaires. En fait, ces "fonctionnaires" étaient des employés de bureaux, des standardistes, ou des secrétaires.
Les questionnaires distribués à l'école devaient compenser le biais qui pourrait résulter de ces interviews réalisées sur une seule catégorie professionnelle.
- c) Interview de deux métropolitains
Il s'agissait de femmes de cadres métropolitains. Leurs remarques sur l'ambiguïté ou la mauvaise formulation de certaines questions ont été une aide précieuse. Le questionnaire a été rempli en présence de l'enquêteur. Le temps de réponse était également chronométré.

Nous avons été frappée par le fait qu'au bout de quelques questions, les interviewés semblaient comme pris au jeu et répondaient dans un état d'esprit émotionnel. Nous avons déjà constaté le même phénomène chez une institutrice antillaise : interviewée à la fin de son cours, elle était pressée de partir et nous avait accordé cinq minutes, debout dans sa classe où l'on faisait le

ménage. Une demi-heure après, l'enquêteur lui-même a dû déclarer l'entretien terminé. L'institutrice était prête à parler beaucoup plus longtemps sur ce sujet. Elle nous a expliqué que pour pouvoir continuer à vivre normalement à Saint-Claude, il fallait faire l'effort d'oublier le volcan.

Lors des interviews citées ci-dessus, on a enregistré le même phénomène: une phase d'acceptation polie de l'entretien, puis un véritable désir passionné d'expliquer ce qui avait été vécu, leurs sentiments et leurs réactions aux événements de 1976.

B LES RÉSULTATS DE LA PRÉ-ENQUÊTE

Tout de suite certains défauts du questionnaire, tant dans la présentation que dans la formulation ou l'emplacement des questions sont apparus. Nous avons donc dû refondre certaines parties et dédoubler certaines questions.

- Dédoublement :

Nous avons, par exemple, une question ainsi formulée :

"Avez-vous eu connaissance de vols pendant la période d'évacuation ?" Nous obtenions vingt-trois "Oui" sur trente-deux réponses. Mais dans la mesure où les journaux avaient fait état de ces vols, ce résultat pouvait ne correspondre qu'à une information et non à des situations vécues.

On a fait suivre cette question du complément suivant "Avez-vous été vous-même victime de vols pendant la période d'évacuation? ", de façon à avoir une réponse objective et quantifiable de la fréquence de ces vols.

- Suppression de questions jugées tendancieuses

La question VII, b) était rédigée ainsi :

"Avez-vous adhéré depuis 1976 :

	Oui	Non
A une association ou un comité?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
A un groupe religieux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
A un parti politique?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
A une organisation syndicale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Lors des interviews de certains chefs d'établissements scolaires, nous avons constaté une réticence systématique à cette question. L'enquêté semblait se demander si le but inavoué de l'enquête n'était pas de répertorier les adhérents aux organisations syndicales et politiques.

On se souvient que la pré-enquête s'est effectuée entre février et mars 1978. On était donc en période pré-électorale, ce qui explique la sensibilité particulière à cette question. Pour l'enquêteur, elle devait servir d'indicateur de l'émergence d'une nouvelle solidarité guadeloupéenne. Pour répondre aux vœux express de certains enquêtés, nous avons transformé la question en supprimant toute référence syndicale ou politique.

Bien d'autres modifications de détail ont dû être apportées au questionnaire primitif qu'il serait fastidieux d'énumérer ici (cf. Mémoire de D.E.A. p. 4, 5, 6).

En conclusion

1 - Sur le plan du rendement du questionnaire, la pré-enquête a donné un résultat positif encourageant.

2 - Sur le plan de la valeur du questionnaire la pré-enquête a permis des améliorations et a donné un bon aperçu de la manière dont il serait interprété. Mais il conserve certains défauts inhérents aux problèmes évoqués plus haut :

objectifs multiples

temps de préparation limité

difficultés linguistiques

biais introduits par l'utilisation de questions fermées, etc...

Après avoir analysé les résultats de la pré-enquête et en avoir tiré les enseignements, on s'est attaché à la rédaction définitive du questionnaire.

SECTION II

LE QUESTIONNAIRE

A LE QUESTIONNAIRE DÉFINITIF : FORME ET FONDS

1 – La forme :

Le document définitif a été présenté dans une enveloppe ouverte contenant :

- une lettre circulaire expliquant les objectifs de l'enquête, rédigée au nom du Centre Universitaire Antilles Guyane et signée des sigles associés du C.U.A.G. et du C.E.R.C. (avec l'adresse complète).
- le questionnaire proprement dit, portant le tampon suivant :
"Centre Universitaire Antilles Guyane"
"Centre d'Etudes et de Recherches"

Le sigle du C.E.R.C. (Centre d'Etudes et de Recherches Criminologiques) avait été amputé du terme "criminologiques" dans la mesure où, lors de la pré-enquête, on avait observé que ce terme constituait un blocage psychologique important chez l'enquêté qui l'associait automatiquement à « Police » et « Criminel ».

Le questionnaire comporte sept pages. Il est composé pour l'essentiel de questions fermées demandant les réponses par « Oui » ou « Non » dans des cases à cocher d'une croix.

En page sept, on a placé, après la fin du questionnaire, un ensemble de questions sur la situation personnelle de l'enquêté : deux formulations ont été adoptées pour moitié :

Adresse	Adresse
Profession	Profession
Nom et Prénoms	
Date et lieu de naissance	Date et lieu de naissance
Nombre d'enfants	Nombre d'enfants
Précisez si la personne qui a rempli le questionnaire est :	Précisez si la personne qui a rempli le questionnaire est :
le Père <input type="checkbox"/> la Mère <input type="checkbox"/>	le Père <input type="checkbox"/> la Mère <input type="checkbox"/>
Ou bien ...	Ou bien ...

Le but de cette double présentation était de voir s'il y avait une réaction chez l'enquêté à l'anonymat. Les proportions de retour du questionnaire ne permettent pas de dire si le questionnaire anonyme a été préféré au questionnaire nominatif. Souvent l'enquêté a ajouté de lui-même son nom dans la rubrique "adresse" sur des exemplaires non nominatifs. On n'a pas répondu, au contraire, soit à la question « profession », soit au patronyme dans les exemplaires nominatifs.

Cette partie du questionnaire visait à définir l'échantillon enquêté. Elle permet l'établissement d'une fiche d'identité de l'enquêté.

2 - Le fonds :

Il répond aux objectifs définis ci-dessus et s'oriente en quatre thèmes principaux :

- a) Perception du changement dans l'environnement lors du retour des évacués en Basse-Terre et des étapes d'un retour à une vie normale.
- b) Effets sur la cohésion du groupe : rapports « Basse-Terre » - « Grande-Terre ».
- c) Symptômes émotionnels et physiques déterminés par le traumatisme de l'évacuation et effets sur l'économie et la morale.
- d) Apprentissage de conduites appropriées au risque volcanique : apparition d'une sub-culture de désastre en Guadeloupe.

Ces quatre thèmes empruntés aux études menées par le D.R.C. réalisent une étude progressive : environnement, groupe, individu, pour déboucher sur l'éventuelle fragilisation de la société guadeloupéenne rentrée en Basse-Terre. Cet état particulier, consécutif à l'affrontement d'une catastrophe par une population, est-il facteur de changement social ? L'enquête s'inscrit en effet, dans le très large thème du "changement social" adopté par le C.N.R.S.

B LA DIFFUSION DU QUESTIONNAIRE

Le questionnaire a été imprimé par le C.E.P.C. en six cents exemplaires. La totalité des documents a été distribuée le même jour, à la fois sur Basse-Terre et sur Saint-Claude :

- 330 exemplaires sur Basse-Terre.
- 270 sur Saint-Claude.

Le principe de distribution était le suivant :

Remettre le questionnaire à une ou plusieurs classes dans un même établissement scolaire, soit trente exemplaires par classe. Les enveloppes avaient donc été, au préalable, divisées en paquets de trente.

1 - Distribution du questionnaire

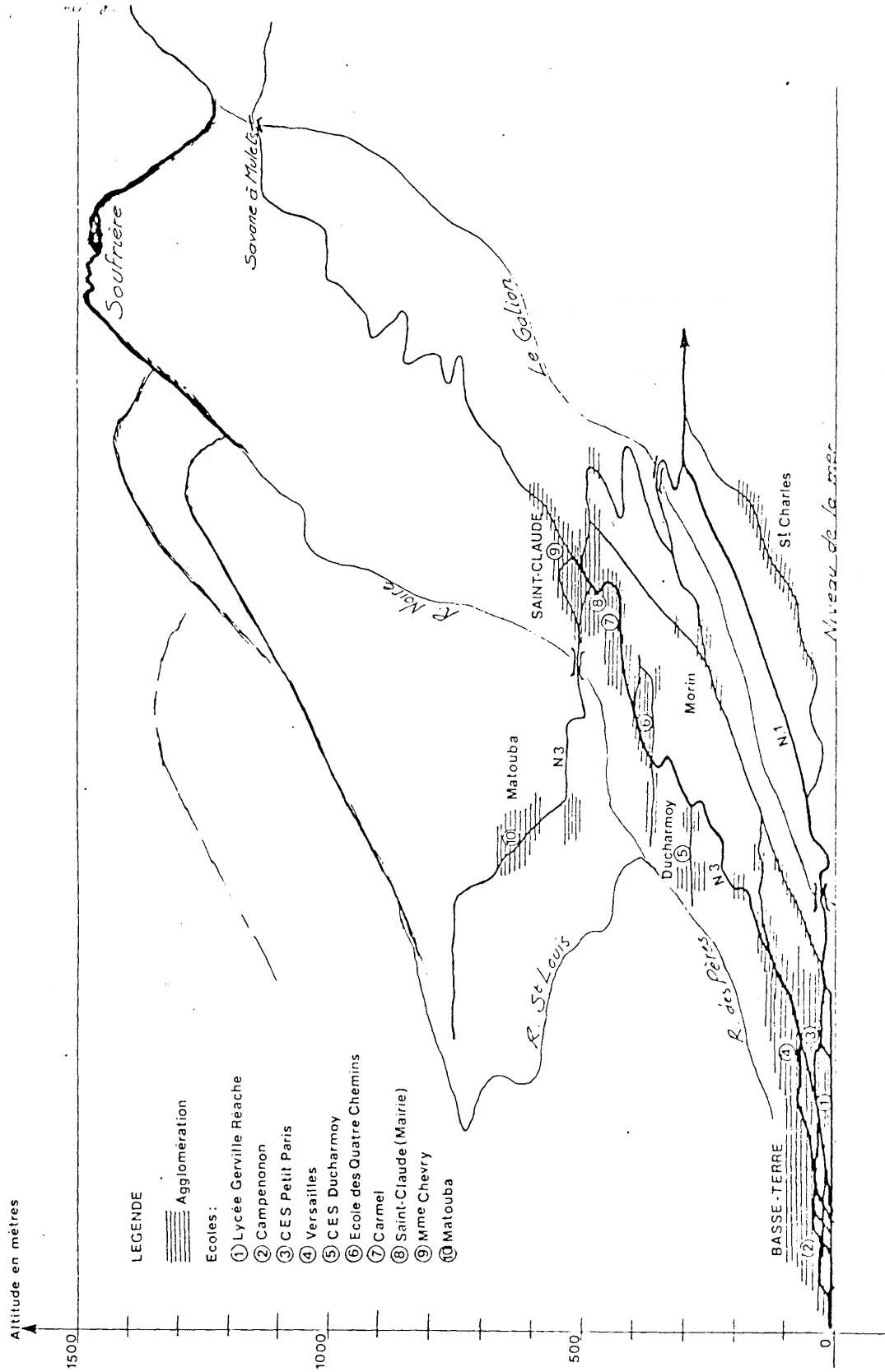
Sept établissements scolaires ont été retenus pour participer à l'enquête, afin d'obtenir un échantillon de population aussi représentatif que possible tant d'un point de vue géographique que social (cf.: se reporter à la carte n°1, page suivant).

a) On trouve tout d'abord dans les Bas de Saint-Claude, le C.E.S.-C.E.T. Ducharmoy (n° 5 sur la carte n° 1). C'est un établissement récent de construction moderne. Le directeur du C.E.S., antillais, est également Maire de sa commune. Lors d'entretiens préliminaires, ce directeur avait paru très intéressé par notre enquête et désireux d'y participer : quatre-vingt dix exemplaires du questionnaire lui ont été laissés. Il avait accepté de se charger lui-même de la répartition des documents auprès de trois classes de troisième. On précise ici "élèves de troisième" pour la raison suivante : les enseignants que l'on a contactés pour réaliser cette enquête estiment que certaines tranches d'âge se sentent plus responsables que d'autres du retour des documents remis à l'école, à l'attention de leurs parents. Ainsi au C.E.S. "Petit-Paris" à Basse-Terre, le proviseur nous a conseillé d'utiliser les classes de sixième comme intermédiaire "Ils veulent montrer leur maturité". Par contre, au C.E.S. Ducharmoy, le proviseur estimait que les élèves de troisième seraient plus capables d'expliquer à leur parents les objectifs de l'enquête. Dans chaque école, nous avons laissé le directeur décider lui-même du groupe qu'il jugeait le plus réceptif.

b) Au C.E.T. Ducharmoy, l'enquêteur s'est adressé au Conseiller Culturel et Pédagogique. Les classes y étant moins nombreuses, cinquante questionnaires ont été laissés. L'aide apportée par le Conseiller Culturel a été précieuse.

c) A la hauteur du premier Plateau de Saint-Claude, trente exemplaires ont été remis à l'Ecole des Quatre Chemins (n° 6, carte n° 1), petite école primaire. Le directeur d'école, instituteur du CM2, fortement politisé et cousin du Maire, n'a accepté de distribuer le questionnaire que grâce à l'introduction de l'Université. Il a présenté des objections et des réticences. L'école est fréquentée par la population antillaise habitant de petits immeubles collectifs : blocs de trois étages en moyenne.

d) Dans le Bourg de Saint-Claude proprement dit, on a choisi l'Ecole du "Carmel" tenue par des religieuses et fréquentée par une majorité d'enfants blancs d'origine souvent métropolitaine. Dix exemplaires seulement ont été acceptés. L'une des institutrices, antillaise de vingt-cinq ans environ, avait volontiers participé en janvier à une interview enregistrée. En mai, elle était plus réticente.



e) Egalement dans le Bourg de Saint-Claude, on a contacté l'école de garçons de la Mairie, école primaire recrutant les enfants du voisinage immédiat : petits commerçants et artisans. Le directeur d'école, dynamique et concerné par le sujet de l'enquête, a accepté trente exemplaires pour sa propre classe de CM2.

f) En progressant toujours vers les Hauts de Saint-Claude, on rencontre l'Ecole de Madame Chevy (n° 9, cf. Carte 1), école dans laquelle avait eu lieu le pré-test. Trente exemplaires ont été redistribués dans une autre classe. C'est l'école de Saint-Claude la plus proche du volcan. L'école recrute un bon nombre d'enfants de fonctionnaires, métropolitains et guadeloupéens, habitant en villas dans les Hauts de Saint-Claude considérés comme résidentiels. Les enfants du Préfet de région en 1976-1978 fréquentaient cette école.

g) Enfin, on a remis trente exemplaires du questionnaire au directeur de l'école de Matouba. - Matouba est une petite agglomération située à 2 - 3 km au-dessus de Saint-Claude, dont la population est à forte majorité indienne. Ainsi l'école recrute une très forte majorité d'enfants indiens dont les parents sont souvent de petits agriculteurs et maraîchers.

Le retour des questionnaires a été variable et semble avoir été fonction de sa présentation par le directeur de l'école. Il s'est effectué en plusieurs temps. Un premier délai d'une semaine avait été donné. Mais beaucoup d'exemplaires n'étaient pas revenus. Une distribution de friandises dans les écoles primaires aux enfants ayant ramené leur questionnaire rempli, devait aider à motiver les enquêtés. Finalement, trois ou quatre passages dans chaque école ont été nécessaires pour obtenir un retour suffisant.

Après élimination des exemplaires blancs ou inutilisables (croix cochant toutes les réponses ; réponses du genre : « Mélez-vous de votre salade » (sic) etc...), on a disposé, dans un premier temps :

C.E.S. Ducharmoy	42	sur	90		
C.E.T. Ducharmoy	29	sur	50		
Ecole des Quatre Chemins	16	sur	30		
Mairie de Saint-Claude	25	sur	30		
Carmel	8	sur	10.		
Ecole de Mme Chevy	18	sur	30		
Ecole de Matouba	28	sur	30		
Total	166	sur	270	=	61,4 %
					=====

Trente exemplaires blancs, non utilisés par le C.E.S. et C.E.T. Ducharmoy nous ont été rendus. Ils ont été redistribués à l'Ecole Mixte de Madame Chevy : vingt-huit ont été remplis et retournés.

Soit pour la région de Saint-Claude et Matouba, un retour total de

$$166 + 28 = 194 \text{ sur } 270 = 72 \%$$

2 - Distribution du questionnaire à Basse-Terre

La ville de Basse-Terre, Préfecture de la Guadeloupe, possède un Lycée d'Enseignement Secondaire : Le "Lycée Gerville-Réache", un C.E.S : Le "C.E.S. Petit-Paris" et treize établissements scolaires d'enseignement général (cf. Carte n° 1).

a) Lors des enquêtes et interviews préliminaires, nous avons pris contact avec le Proviseur du Lycée Gerville-Réache, également Conseiller Général, qui s'était montré très intéressé par notre enquête.

Il a pris en charge la distribution de cent vingt exemplaires (Carte n° 1).

b) Au C.E.S. Petit-Paris, on a remis quatre-vingt dix exemplaires dans trois classes de 6ème. Les professeurs ont pu être contactés personnellement grâce à la gentillesse du Directeur. Ils étaient particulièrement concernés par le sujet de notre enquête, ayant parmi eux Madame Feuillard, l'épouse de Michel Feuillard, notre volcanologue antillais (cf. Carte n° 3).

c) Nous avons contacté l'Institution privée "Versailles", tenue par des religieuses et fréquentée par la fraction la plus aisée de la population : l'élite bourgeoise, fonctionnaire et blanche qui recrute ses effectifs tant à Saint-Claude qu'à Basse-Terre. Notons qu'en Guadeloupe, l'école privée conserve un grand prestige.

A "Versailles", soixante questionnaires ont donc été distribués malgré la description de l'échec auquel notre tentative était vouée. La Soeur Supérieure nous a dit: "On n'arrive même pas, ici, à faire venir les parents aux réunions de parents, ni à obtenir la signature du carnet scolaire ! Vos questionnaires ne seront jamais remplis !". De fait, nous avons éprouvé de grandes difficultés à récupérer nos exemplaires. Il se peut que l'on se soit heurté à une réticence du milieu social enquêté (Carte n°4).

d) Enfin au centre de Basse-Terre, nous avons choisi l'école de filles de Campenon qui a un recrutement typiquement urbain et antillais. Le Directeur de l'école s'est montré à peine poli, n'a pas écouté nos explications et le questionnaire (soixante exemplaires) n'a pas été réellement distribué, ni retourné. C'est le seul véritable échec de cette phase de l'opération. Les questionnaires retournés ont été remplis par des professeurs, parfois métropolitains, et nous le déplorons dans la mesure où cet échantillon de population fait finalement défaut dans notre enquête.

Le retour des questionnaires s'est effectué ainsi :

C.E.S. Petit-Paris	71	sur	90	
Versailles	27	sur	60	
Campenon	18	sur	60	
Gerville-Réache	82	sur	120	
	198	sur	330	60 %

Ici, les questionnaires inutilisés ne nous ont pas été rendus. Nous n'avons donc pas pu opérer une nouvelle distribution.

Il est intéressant de noter la similitude des pourcentages de réponses obtenues sur Basse-Terre et Saint-Claude (avant la remise en circulation des exemplaires non distribués à Ducharmoy).

Au total, nous avons donc disposé pour notre étude de :

198 + 194 = 392 dossiers utilisables sur les six cents exemplaires distribués.

= 65 %

Ce pourcentage global doit s'accompagner de certaines remarques :

- La base de trente élèves par classe, décidée arbitrairement s'est révélée souvent trop élevée. Au C.E.S. Petit-Paris, les effectifs des sixièmes étaient de vingt-cinq à vingt-six élèves seulement par classe. Les exemplaires supplémentaires n'ont pas été distribués ni retournés.
- La signification des non-réponses s'en trouve légèrement modifiée : on ne peut pas dire que 35 % des enquêtés ont refusé de participer à l'enquête. Le processus de mise en place du questionnaire entraîne donc dès le départ une certaine ambiguïté sur les résultats obtenus.

C LE DEPOUILLEMENT

1- Premier dépouillement : les zones géographiques

Les questionnaires ont été classés et numérotés selon leur origine, c'est-à-dire à partir de l'Ecole d'où ils provenaient et rangés dans des cartons permettant une manipulation simple. Une répartition géographique a ensuite été effectuée à l'intérieur de chaque école, la provenance des dossiers ne correspondant pas forcément à l'adresse de l'enquêté. Le Lycée Gerville-Réache, par exemple, reçoit des élèves de toute la Basse-Terre, de Capesterre, Bouillante, Vieux-Habitants, etc... L'institution de Versailles également.

La répartition géographique s'établit ainsi: (cf. Carte n02)

Hauts de Saint-Claude et Matouba	- n° 1	:	138	186 = Saint-Claude
Bas de Saint-Claude	- n° 2	:	48	
Basse-Terre	- n° 3	:	115	133 = Basse-Terre
Baillif	- n° 4	:	18	
Gourbeyre	- n° 5	:	18	57 = Périphérie
Vieux-Habitants + Bouillante	- n° 6	:	13	
Capesterre + Trois-Rivières	- n° 7	:	26	
Sans adresse	- n° 0	:	16	16

Remarques :

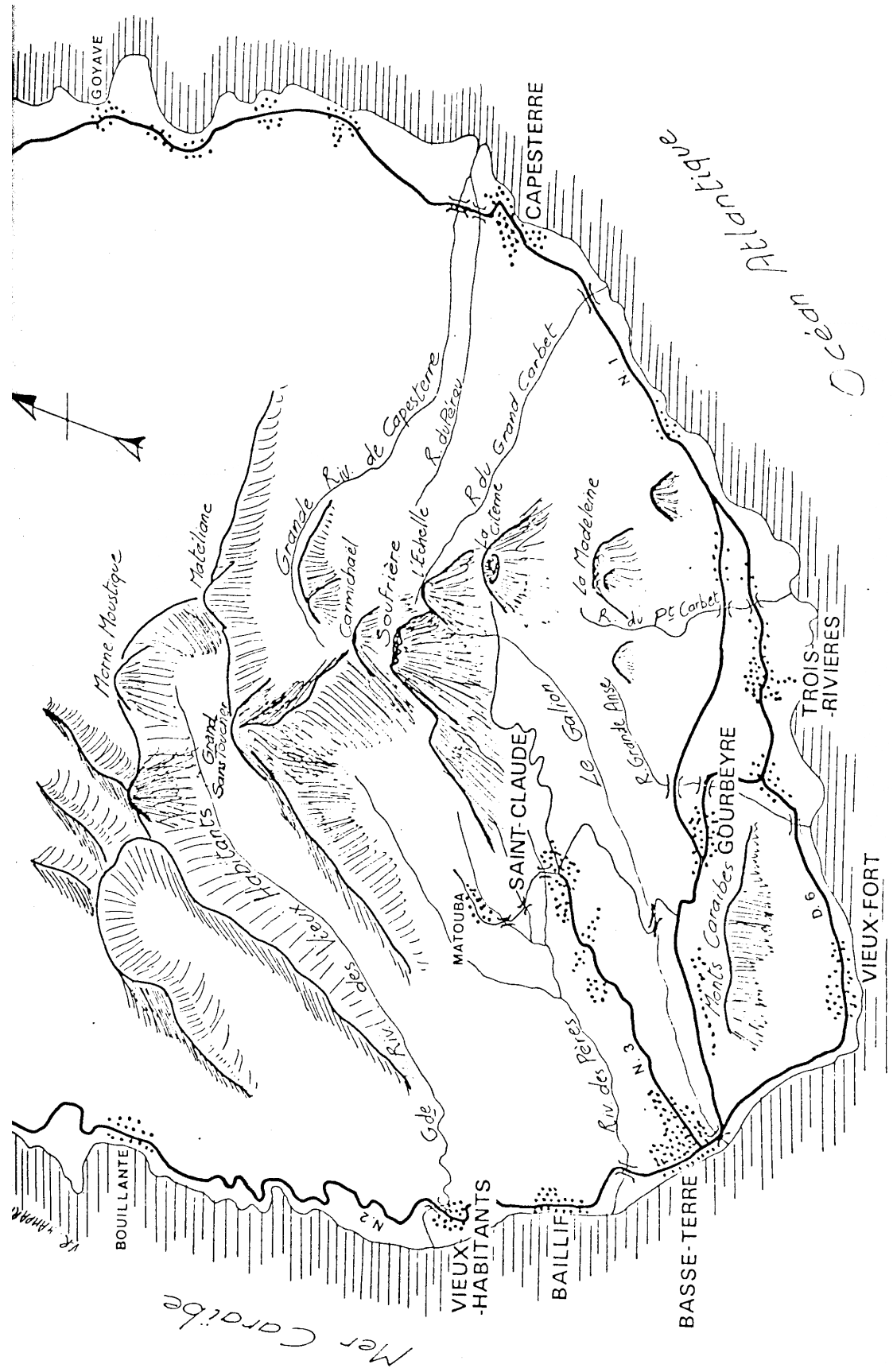
Cette répartition géographique est fonction de la proximité du volcan et de l'exposition aux vents. On assimile Basse-Terre et Baillif qui ne sont séparées que de quelques kilomètres. Gourbeyre, Vieux-Habitants et Bouillante sont situés sur la côte sous-le-vent. Leur exposition au risque volcanique est assez semblable. Trois-Rivières et Capesterre représentent la côte au-vent.

On assimile ces cinq communes dans l'appellation : "zone périphérique" dans la mesure où elles se trouvent à peu près situées de façon similaire, d'après la carte de zonation des risques de Westercamp : des cendres sont tombées jusqu'à Capesterre, en septembre, portées par un vent assez peu fréquent en Guadeloupe ; l'odeur de soufre était déjà très pénible à Bouillante, certains jours.

2 - Constitution de fiches d'identité

Cette fiche a pour but de définir les caractéristiques de l'échantillon enquêté. Elle est ainsi constituée :

- Eléments relatifs au domicile de l'enquêté
 - Adresse avant 1976 ?
 - Adresse actuelle ?
 - Propriétaire ou locataire : avant 1976 ? actuellement
- Eléments relatifs à l'Etat-civil de l'enquêté
 - Sexe ? (question subsidiaire sur la personne qui a rempli le questionnaire)
 - Age
 - Nombre d'enfants?
 - Profession ?
- Eléments relatifs à la période de l'évacuation
 - Lieux où l'enquêté a passé l'évacuation
 - Les différents modes d'hébergement qu'il a choisi
 - Date du retour en Basse-Terre
 - Propriété d'un véhicule : avant 1976 ? maintenant ?



3 – Dépouillement par thèmes

C'est un dépouillement à plat, méthode artisanale s'il en fût ! Chaque thème fait l'objet d'un tableau permettant de comptabiliser les réponses. L'ensemble des tableaux d'un même thème est repris dans un tableau global de comptage.

Chaque tableau comporte le numéro de l'enquêté et son adresse, ce qui donne immédiatement un résultat par zone :

Saint-Claude	1 + 2	::::	Zone	: 1
Basse-Terre .. ,	3 + 4	::::	Zone	: 2
Périphérie	5 + 6 + 7	::::	Zone	: 3

L'intérêt de ce découpage était de voir s'il apparaissait des différences significatives dans les résultats obtenus en fonction de la proximité du volcan. Par application de la fiche d'identité aux tableaux de dépouillement par thème, on peut obtenir des résultats croisés.

Tous les résultats obtenus ont été ensuite calculés en pourcentage. L'intérêt de ce calcul étant de pouvoir opérer la comparaison Basse-Terre, Saint-Claude, Zone périphérique.

Cette méthode artisanale s'est révélée, tout compte fait, bénéfique pour l'enquêteur, qui au cours du dépouillement, a pu voir apparaître des états d'esprit et des lignes de force dans les attitudes et les comportements que des résultats mécaniques n'auraient peut-être pas rendus sensibles. Les très rares questions ouvertes apportent de précieux renseignements sur le niveau socio-culturel des enquêtés : expression, écriture, compréhension générale du questionnaire, etc...

CHAPITRE II

DÉFINITION DE L'ÉCHANTILLON ENQUÊTÉ

Du fait même de la méthode utilisée lors de la diffusion du questionnaire, l'échantillon de population touché par notre enquête est un échantillon de hasard, Une analyse de l'échantillon a posteriori permet de donner une idée de sa composition. Cette analyse est effectuée du double point de vue quantitatif et qualitatif.

SECTION I

ANALYSE QUANTITATIVE

Cette analyse est basée sur les données géographiques de la Basse-Terre disponibles en Guadeloupe et les "données statistiques concernant la zone évacuée" ; étude réalisée en septembre 1976 (document reçu en octobre 1979).

A DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES DE LA BASSE-TERRE

L'analyse démographique de Basse-Terre, réalisée par l'I.N.S.E.E.⁴, part des constatations suivantes :

"Le S.D.A.U. (Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme) de Basse-Terre constitue un ensemble hétérogène du point de vue démographique. On y distingue :

- Une zone urbaine constituée de Basse-Terre, Saint-Claude et Baillif, caractérisée par un dynamisme démographique plus faible que le reste de la Guadeloupe, qu'expliquent peut-être les caractères socio-économiques d'une population qui compte une forte proportion de classes moyennes : fonctionnaires, professions libérales et commerçants...
- Une première zone rurale constituée de Vieux-Habitants et Pointe-Noire, caractérisée par un très fort accroissement naturel et par un taux d'émigration qui est le plus élevé de la Guadeloupe.
- Une deuxième zone rurale : Gourbeyre, Trois-Rivières et Vieux-Fort, caractérisée par une croissance naturelle modérée et un taux d'émigration assez fort...

Toutes trois, cependant, appartiennent à une région située hors de la zone d'influence de Pointe-à-Pitre qui semble bien être le seul pôle d'attraction économique de la Guadeloupe.

Cette analyse sommaire s'accompagne des remarques suivantes :

- 1) Il faut noter la difficulté de transposer pour la Guadeloupe une terminologie et des acceptations métropolitaines. Le département est divisé en trente-quatre communes de 52 km² de superficie, mais la moyenne de population atteint 9.200 habitants. Près des deux tiers de la population se concentrent dans des communes comptant entre 5.000 et 20.000 habitants.

Après avoir été longtemps l'île dominante de Guadeloupe, la Basse-Terre se trouve en net déclin⁵. (Tableau 1. Evolution comparée – ci-après).

- 2) Le pôle urbain de Basse-Terre malgré ses fonctions dirigeantes (Préfecture) paraît faible et sans dynamisme. Avec ses annexes de Saint-Claude et de Baillif, il ne regroupait en 1967 que 31.469 habitants soit 11 % du total de la Guadeloupe contre 42 % pour l'agglomération rivale de Pointe-à-Pitre. (cf. fig. 2 : Population des communes et des bourgs de la Guadeloupe en 1967)

⁴ Les Cahiers de l'I.N.S.E.E. - 2^e trimestre 1977 - p. 5.

⁵ Notes et Etudes documentaires DOM n° 4 135-136 et 137 - 22/11/1974.

EVOLUTION COMPAREE DE LA POPULATION EN . GUADELOUPE "
GRANDE-TERRE ET DEPENDANCES

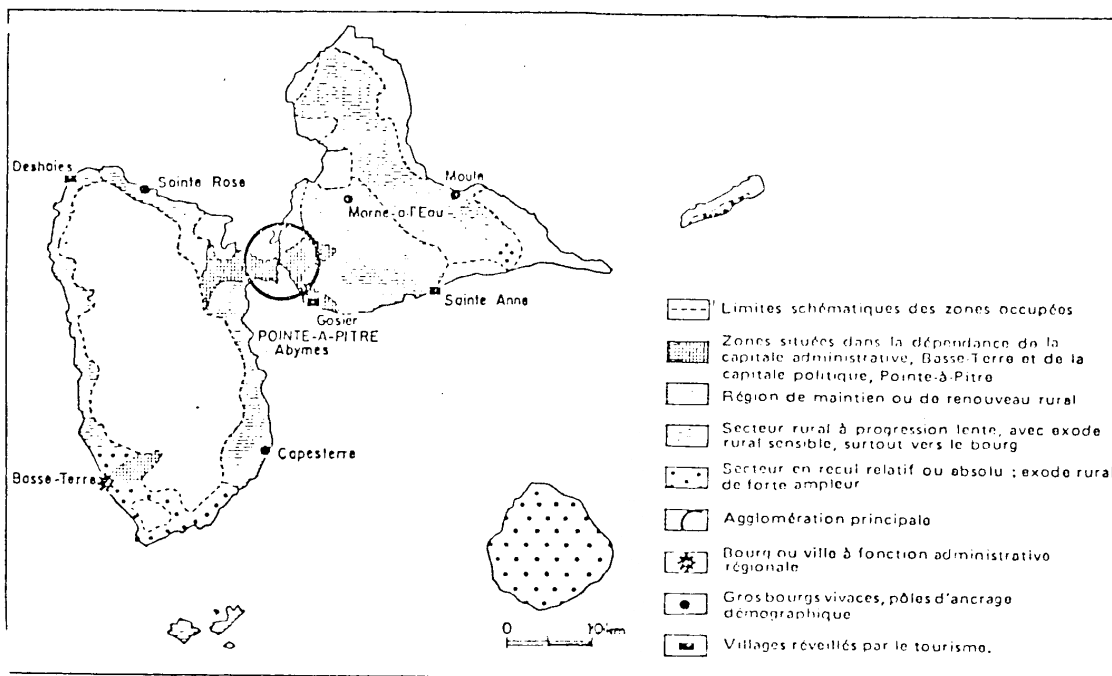
	Évolution de la population en % entre			Part de l'implantation totale de la Guadeloupe en		
	1954 et 1961	1961 et 1967	1954 et 1967	1954	1961	1967
Guadeloupe « continentale »	+24.8 %	+ 11,5 %	+ 39.7 %	88.8 %	90,4 %	91,1 %
dont « Guadeloupe » stricto sensu	+ 17,5 %	+ 9.8	+ 29,2 %	45,7 %	43,2 %	42,9 %
Grande Terre	+ 33,4 %	+ 10.4 %	+ 47.3 %	43.1 %	47.2 %	48.2 %
Total des" Dépendances ..	+ 6.2 %	+ 3.1 %	+ 9,6 %	11,2 %	9,6 %	8,9 %
dont . îles proches	+ 1,9 %	+ 0,4 %	+ 2.3 %	8,8 %	7,3 %	6,6 %
. archipel du Nord	+ 22,3 %	+ 11,4 %	+ 36,1 %	2,4 %	2.3 %	2,3 %
Total général du département de la Guadeloupe	+ 23,3 %	+ 10.6 %	+ 36,5 %	100	100	100

Ce tableau montre le recul démographique de la Basse-Terre de 1954 à 1967. L'écart se creuse davantage au cours de la période 1967-1974.

Le tableau ci-dessous montre l'homogénéité de comportement démographique de Saint-Claude - Basse-Terre – Baillif, losange approximatif entouré d'un secteur en recul démographique.

Figure 1

Découpage de la Guadeloupe en espaces régionaux de comportement démographique homogène



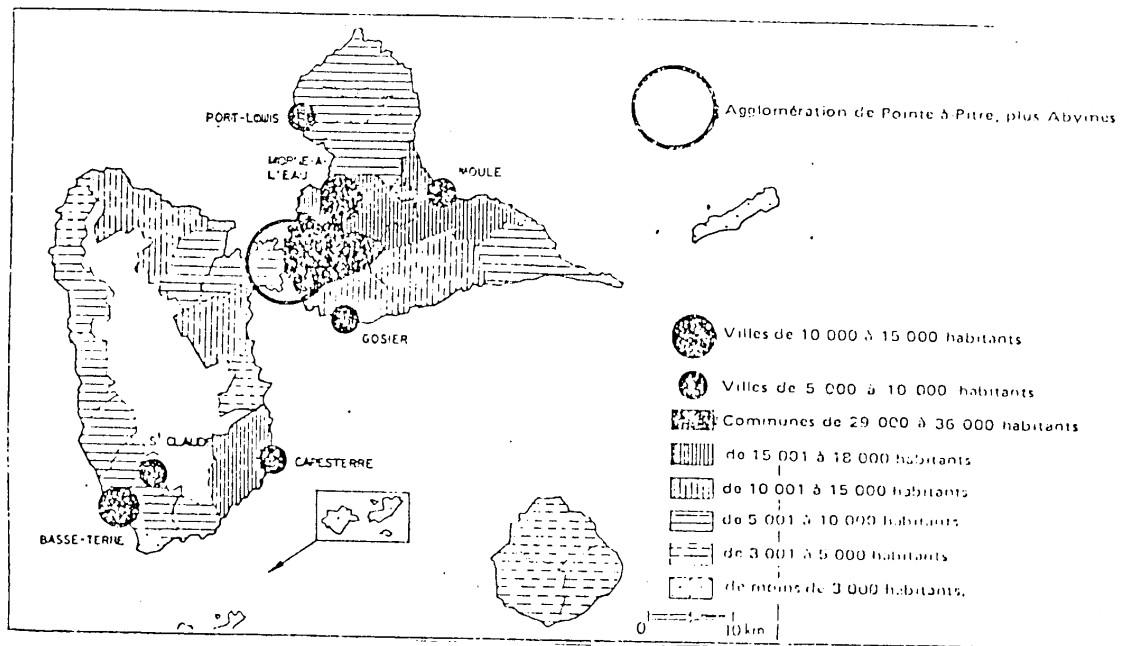
3) Les agglomérations principales se sont gonflées, illustrant un phénomène complexe et multiforme que la signification spécifique du terme: "Urbanisation" ne recouvre qu'imparfaitement. Pointe-à-Pitre et Basse-Terre mis à part, le terme "Bourg" s'applique mieux que celui de "Ville" à de gros organismes mi-ruraux, mi-urbains. La Grande-Terre est dotée d'un réseau de "Bourgs" plus serré et plus lourd que la Guadeloupe proprement dite, fort mal pourvue dans sa moitié septentrionale où n'émerge qu'à peine Sainte-Rose. En ce qui concerne notre enquête, l'intérêt de ces remarques sur la population de Basse-Terre est le suivant :

- Le déclin démographique et économique de la Basse-Terre se traduit par un double mouvement d'attraction et de répulsion pour l'autre partie de l'île et particulièrement la région pointoise parfois qualifiée de "Ville pieuvre".
- Le seul élément dynamique restant en Basse-Terre résulte du maintien du siège des Administrations à Basse-Terre : emplois et consommation.

L'échantillon touché par l'enquête est fortement marqué par ces circonstances démographiques et économiques.

Figure 2

LA POPULATION DES COMMUNES ET DES BOURGS DE LA GUADELOUPE EN 1967



B LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON

L'échantillon de population touché par l'enquête se situe donc dans le contexte démographique général rappelé ci-dessus. Il possède en outre, deux caractéristiques :

L'échantillon enquêté est un échantillon de hasard

Il s'agit, comme on l'a déjà expliqué et du fait de la méthode empirique de diffusion du questionnaire, d'un échantillon de fait. Dans la mesure du possible, les enseignants ont évité de distribuer les documents à des enfants qui n'étaient pas en Basse-Terre en 1976 ou de le remettre à des enfants de la même famille. D'après le dépouillement, ce cas ne s'est rencontré qu'une fois dans une famille ayant un enfant au C.E.S. et un autre au Lycée. La similitude des expressions et de l'écriture dans les questions ouvertes ont permis de l'écarter. Signalons à cette occasion que le nom patronymique ne peut guère nous renseigner sur l'ethnie de l'enquêté : on compte, par exemple, au moins dix familles "Boulogne" dont plusieurs familles blanches et plusieurs familles noires sans lien de parenté. Ce phénomène est une conséquence de la civilisation de plantation, l'esclave prenant automatiquement le nom de son maître ou de la plantation sur laquelle il est né. Une exception toutefois : la distinction antillais

d'origine africaine et indienne peut s'effectuer à partir des patronymes grâce au travail réalisé en Guadeloupe par le Professeur Singaravelou⁶ sur la population indienne.

- La représentativité quantitative de l'échantillon ne peut être qu'approximativement calculée.

L'analyse de l'échantillon est effectuée à partir des données fournies par l'I.N.S.E.E. (Institut National des Statistiques). On a dû utiliser trois sources :

- les résultats statistiques du recensement général effectué en Guadeloupe le 16 octobre 1967
- les informations disponibles en 1976 à partir du recensement général du 16 octobre 1974
- les informations fournies en octobre 1979 concernant la zone évacuée.

Entre les deux recensements, l'I.N.S.E.E. constate un renversement assez spectaculaire des tendances démographiques :

- A la fin des années 1960 et au début des années 1970, il apparaît que l'émigration vers la Métropole augmentait rapidement et que la baisse de fécondité amorcée plusieurs années auparavant se confirmait et s'amplifiait. Les résultats du recensement de 1974 ainsi que les dernières données disponibles sur les naissances et les migrations confirment que le retournement de tendance s'est bien produit..

En quelques années, la Guadeloupe est donc passée d'une phase d'explosion démographique caractérisée, à une nouvelle phase que l'on pourrait appeler "émigration et transition démographique" (cf. "Cahiers de l'I.N.S.E.E. - Evolution démographique de la région de Basse-Terre de 1954 à 1974").

Dans la mesure où les résultats détaillés du recensement de 1974 ne sont pas encore publiés, nous avons utilisé les chiffres de 1967. C'est donc avec une certaine marge d'erreur que se présente l'analyse quantitative de l'échantillon. Le Directeur de l'I.N.S.E.E. à Basse-Terre, estimait, au cours d'une conversation privée, l'émigration de la Basse-Terre vers Pointe-à-Pitre, puis vers la Métropole à environ 6 % par an.

C LES MÉTHODES DE CALCUL

Compte tenu de ces réserves, trois méthodes de calcul ont été utilisées :

- l'une est basée sur les données I.N.S.E.E. 1967 concernant l'ensemble des ménages par commune
- l'autre s'appuie sur les données I.N.S.E.E. 1974 concernant la population totale par commune, le tableau "ensemble des ménages" n'étant pas disponible.
- la troisième sur les données toutes récentes concernant la zone évacuée.

1 – Représentativité de l'échantillon enquêté par rapport au nombre de ménages recensés par commune en 1967

Le terme de "ménage" est ici très suspect. En effet, la famille guadeloupéenne ne se décalque pas exactement sur le modèle métropolitain et l'application des normes I.N.S.E.E. métropolitaines n'est guère adaptée à une famille de principe mononucléaire, mais souvent en pratique matrifocale (cf. Jean Benoist "Les Antilles" p. 27).

A la fin du questionnaire, nous avons posé la question suivante (p. 7) "Qui a répondu au questionnaire ?"

le Père la Mère Ou bien ...

Parmi les réponses obtenues, on voit apparaître, : une tante, une cousine, une grand-mère, etc..., toute personne généralement adulte, du sexe féminin et participant à la vie du foyer : petit exemple confirmant l'originalité du "Foyer" Guadeloupéen, perceptible dans l'enquête.

⁶ "Les Indiens de la Guadeloupe - Singaravelou - 1975".

TABLEAU N° 1
EVALUATION QUANTITATIVE DE L'ECHANTILLON ENQUETE
SUR LA BASE DE L'ENSEMBLE DES MENAGES RECENSES (1967)

Communes	Ensemble des ménages (INSEE)	Population enquêtée	Rapport en pourcentage
Saint-Claude	2.187	186	8,5 %
Basse-Terre	3.783	115	3,0 %
Gourbeyre	1.470	18	1,2 %
Baillif	1.470	18	1,2 %
Vieux-Habitants et Bouillante	2.913	13	0,5 %
Trois-Rivières	5.861	26	0,5 %

Note : Dans les calculs présentés ci-dessus, à partir de ",6", on a arrondi au chiffre supérieur.

1 - Représentativité de l'échantillon enquêté par rapport à la population totale recensée par commune en 1974

Notre enquête fait apparaître une moyenne de 5,23 enfants par famille enquêtée, soit : 5,23 enfants + 2 parents = 7,23.

A partir de ces données, on établit le tableau suivant :

TABLEAU N° 2
EVALUATION QUANTITATIVE DE L'ECHANTILLON ENQUETE
SUR LA BASE DE LA POPULATION TOTALE PAR COMMUNE

Communes	Population totale	Population enquêtée	Pourcentage
Saint-Claude	10.295	186x7,23=1.345	13,0 %
Basse-Terre	15.690	113x7,23=817	5,2 %
Gourbeyre	7.066	20x7,23=145	2,0 %
Baillif	5.214	18x7,23=130	2,5 %
Vieux-Habitants et Bouillante	14.570	13x7,23=94	0,6 %
Trois-Rivières et Capesterre	27.180	26x7,23=188	0,7 %
Total		soit 2.719 personnes	

Remarques : dans ce calcul, on a arrondi à l'unité supérieure.

Le calcul prend pour bases des foyers où résident en même temps le père et la mère, ce qui n'est sûrement pas toujours le cas.

Les chiffres obtenus sont donc légèrement "optimistes".

3 - Récemment, on a pu disposer des données statistiques concernant les évacués. On en tire les indications suivantes :

Communes	Population évacuée	Population enquêtée	Pourcentages
Saint-Claude	9.745	1.345	14,0 %
Basse-Terre	15.457	817	5,3 %
Baillif	5.847	130	2,2 %
Gourbeyre	6.813	145	2,0 %

Ces chiffres font apparaître une légère diminution de la population dans toutes les communes évacuées, revalorisant ainsi d'autant notre échantillon.

D SIGNIFICATION QUANTITATIVE DE L'ÉCHANTILLON

- Les trois chiffres, provenant tous de l'I.N.S.E.E., indiquent une importante baisse de population globale pour la Guadeloupe. On passe de 324 530 en 1967-1974 à 323 299 en 1974-1976.
- La zone évacuée comprenait 73 423 personnes en 1974 ce qui représente 22,7 % de la population totale.
- D'après les différents calculs effectués, l'échantillon enquêté correspond à peu près à 4 % de la population évacuée.
- La répartition de l'échantillon par zone géographique est inégale : satisfaisante à Saint-Claude, elle paraît trop faible à Basse-Terre. L'échantillon est seulement indicatif en ce qui concerne la zone dite périphérique.
- Le calcul effectué sur la base des "ménages" recensés devrait être considéré comme le plus représentatif compte tenu du système de diffusion de l'enquête.

SECTION II

ANALYSE QUALITATIVE DE L'ÉCHANTILLON

Cette analyse est effectuée à partir des renseignements obtenus en réponse à la "fiche d'identité" placée en page 7 du questionnaire. Elle donne une image de l'appartenance socio-économique des enquêtés à partir d'éléments tels que :

- profession .
- propriétaire de son logement
- propriétaire d'un véhicule.
- conditions dans lesquelles ont été vécues l'évacuation.

Après avoir exposé les problèmes que soulèvent l'interprétation des résultats, on présentera les résultats obtenus par les fiches d'identité, décrivant ainsi l'échantillon enquêté.

A LES PROBLÈMES DE L'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Des réserves et une grande prudence dans l'interprétation des résultats sont en effet nécessaires :

1 - Comparaison de l'échantillon obtenu avec la répartition par catégories professionnelles établie par l'I.N.S.E.E.

Les catégories retenues par l'I.N.S.E.E. à partir des six groupes socio-économiques classiques, dans son tableau "Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage" ⁷, sont peu appropriées aux réponses obtenues dans notre enquête, à la question banale : "Profession?".

Il n'était guère possible d'alourdir encore le questionnaire en essayant d'obtenir des précisions plus concrètes sur le revenu de l'enquêté. La classification opérée à partir des réponses obtenues est donc souvent difficile. Citons quelques exemples :

On ne peut, en toute certitude dans nos résultats, faire la distinction entre :

- "Exploitants agricoles et forestiers, patrons pêcheurs", catégorie 1 I.N.S.E.E.
- et "Salariés agricoles et forestiers, marins pêcheurs", catégorie 2 I.N.S.E.E.

Dans notre enquête, nous obtenons la réponse générale « agriculteur », parfois « exploitant agricole », une seule fois, « salarié agricole ».

De même, lorsqu'il nous a été répondu "secrétaire". nous ne pouvons pas savoir s'il s'agit d'un "fonctionnaire", catégorie 5, I.N.S.E.E. ou bien d'un "employé du secteur privé" catégorie 6, I.N.S.E.E.

La réponse "infirmière" est également ambiguë dans la mesure où elle peut correspondre aussi bien à des "employées" de clinique privée telle que la "Clinique des Eaux Vives à Matouba", catégorie 6, I.N.S.E.E., qu'à des "employées de collectivités locales", catégorie 5, I.N.S.E.E.,

⁷ "Résultats statistiques du recensement général - 1967 - I.N.S.E.E."

dans le cas du personnel de l'Hôpital psychiatrique de Saint-Claude. Ajoutons que filles de salle et employées subalternes se parent facilement du titre d'infirmière : en Guadeloupe travailler dans ce secteur est valorisant.

La catégorie 8 I.N.S.E.E. "impossible à déterminer ; chef de ménage inactif", représente dans les données statistiques 1967 des pourcentages importants : respectivement 22 % à Saint-Claude et 29 % à Basse-Terre. Le contenu de cette catégorie est inapplicable à notre enquête. Nous n'avons jamais eu de réponses : "chômeur" et les réponses "sans profession" viennent de questionnaires remplis par des femmes au foyer dans le plus grand nombre de cas. Dans son enquête "Image du travail aux Antilles Françaises" ⁸, le Professeur Eric Lepointe a souligné la difficulté d'établir avec certitude la profession de certaines catégories professionnelles en Guadeloupe.

- D'une part, travailler est valorisant pour l'individu, et la situation de chômeur est assez mal vécue ; d'où, lors d'une enquête, pour ne pas révéler son état de chômeur, l'individu aura tendance à se définir professionnellement d'après le dernier "job" exercé. Les métiers de maçons, de mécaniciens, de peintre en bâtiment, servent souvent d'alibis à de véritables chômeurs de fait qui ont travaillé six mois sur un chantier.

- D'autre part, un pêcheur peut être également exploitant agricole. On pêche en Guadeloupe, entre 5 heures et 10 heures du matin. Rentré chez lui, le pêcheur cultivera son petit terrain. Les statistiques butent ici sur la difficulté de définir "revenu principal" et "revenu complémentaire".

- Enfin, il existe aux Antilles quantité de petits métiers difficiles à répertorier. On emprunte à l'enquête, citée ci-dessus, l'exemple suivant :

"Plusieurs femmes se présentaient comme "petites commerçantes, marchandes de boudins". Vérification faite, ces personnes n'étaient pas inscrites au registre du Commerce et surtout elles ne consacraient que quelques heures par semaine à la confection des fameux boudins que des habitués ou des voisins venaient chercher à domicile. Elles se disaient très occupées par leur travail dont elles ne tiraient pourtant qu'un revenu dérisoire".

- Dans cette catégorie, on trouve également la situation familiale de la femme qui ayant un manguier, un arbre à pain, ou des ignames dans l'enclos entourant sa maison, revend son surplus par terre, au coin d'une rue ; elle se fera également, parfois, appeler commerçante. "On achète dans ses mains", dit-elle.

Ces particularités de la notion de travail et de profession en Guadeloupe, jointes à l'imprécision des réponses obtenues dans l'enquête, conduisent à une grande prudence dans l'utilisation du critère "professionnel" pour la définition de l'échantillon.

2 – Ambiguïté de la notion « Propriétaire de son logement »

La situation de "propriétaire" de son logement recouvre, en Guadeloupe, des situations variables, peu significatives d'un niveau économique. En effet, on est généralement propriétaire de sa case (deux pièces en bois recouvertes de tôle), mais locataire d'un appartement moderne avec eau courante et W.C. Le système agricole du colonat a favorisé cette situation ; l'extension urbaine récente absorbe peu à peu les petits villages campagnards périphériques.

L'échantillon enquêté est composé de 63 % de "propriétaires" qui peuvent donc se situer aux deux extrémités de l'échelle des revenus : propriétaires de cases et propriétaires de villas ou maisons.

A titre indicatif, on présente les chiffres suivants tirés des résultats statistiques 1967.

TABLEAU L.1
LOGEMENTS DE CHAQUE COMMUNE SELON LEUR UTILISATION

Communes	Ensemble des logements	Résidence principale	Résidence secondaire	Logements vacants
Saint-Claude	2.387	2.187	115	85
Basse-Terre	4.171	3.783	118	270

⁸ Centre d'Etudes et de Recherches Criminologiques - E. Lepointe "Image du Travail aux Antilles Françaises".

TABLEAU L. 2
MODALITES DE JOUISSANCE

Communes	Ensemble des résidences principales	Occupée par le propriétaire	En location	Logé par l'employeur
Saint-Claude	2.387	1.024	702	259
Basse-Terre	3.783	1.553	702	109

L'étude des tableaux (ci-dessus et ci-après) permet quelques remarques:

- On note une différence sensible entre les modalités d'occupation des logements entre Saint-Claude et Basse-Terre.
- On remarque l'importance de la propriété par rapport à la location à Saint-Claude ; ce n'est pas le cas à Basse-Terre.
- Habitent dans leurs propriétés : les agriculteurs, les ouvriers spécialisés et les apprentis.
- Sont locataires ou logés par leur employeur les cadres supérieurs du secteur privé et public.
- La catégorie "personnel se répartit à égalité entre les propriétaires et les locataires ; très peu sont logés par l'employeur.

TABLEAU L. 3
MODALITES DE JOUISSANCE PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE

PROFESSIONS	Ensemble des résidences principales	Propriétaires	Locataires	Logé par l'employeur	Logé par des parents ou amis	Non déclaré
Indépendants agricoles	7 732	6 956	428	32	141	175
Professions libérales	199	103	77	4	8	7
Cadres supérieurs du secteur privé	99	21	31	40	1	6
Cadres supérieurs du secteur public	1 243	370	592	<u>205</u>	22	54
Employés du secteur public	3 360	1 567	1 327	<u>258</u>	79	84
Ouvriers qualifiés et spécialisés	4 851	<u>2 993</u>	1 485	93	170	110
Manœuvres et apprentis	1 482	<u>1 008</u>	351	22	67	34
Personnel de service	3 469	1 600	1 516	113	122	118

- Si l'on étudie maintenant les tableaux statistiques concernant le confort dans les logements par rapport au nombre de pièces :

Les modalités de l'enquête

CATÉGORIES	Ensemble des ménages	Nombre de pièces								N.D.
		1	2	3	4	5	6	7	8	
1) PERSONNEL DE SERVICES										
Ménages de 5 personnes	354	69	135	53	73	7	4			18
		= 204								
		= 58%								
Ménage de 6 personnes	317	40	124	53	66	9	8	1	2	10
		= 164								
		= 52%								
2) INDÉPENDANTS AGRICOLES										
Ménages de 5 personnes	838	76	322	78	247	41	27	5	11	31
		= 398								
		= 47%								
Ménage de 6 personnes	777	61	275	61	258	49	33	6	5	29
		= 336								
		= 43%								
3) INDÉPENDANTS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE										
Ménages de 5 personnes	760	38	162	133	231	89	45	15	21	26
		= 200								
		= 26%								
Ménage de 6 personnes	620	20	129	98	215	63	50	12	14	19
		= 149								
		= 24%								

On peut poursuivre cette étude en présentant les tableaux statistiques concernant le confort des logements, par rapport successivement à :

1 - EAU COURANTE

COMMUNE	Résidence principale	ALIMENTATION EN EAU							
		Dans le logement	Dans la construction	A la fontaine publique	Citerne	Barrique ou jarre	Rivière ou source	Autre mode	Mode non déclaré
Saint-Claude	2 187	1 151	3	650	90	10	194	6	83

Un peu moins de la moitié des logements n'ont pas l'eau.

2 - ELECTRICITÉ

COMMUNE	Résidence principale	Ayant l'électricité	N'ayant pas l'électricité	Sans réponse
Saint-Claude	2 187	1 398	703	86

3- CUISINE

COMMUNE	Résidence principale	Dans le logement	A l'extérieur logement	Pas d'installation	Sans réponse
Saint-Claude	2 187	1 680	272	134	101

4 - MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

COMMUNE	Nombre de constructions	Dur	Semi-dur	Bois	Gaulettes	Dur et bois, etc...	Tôles
Saint-Claude	1 775	735	5	651	4	129	17

Notons cependant que la construction en bois n'est pas toujours synonyme de case. On a constaté que le bois conservait moins la chaleur que le béton et était plus approprié au climat. La mode actuelle tend à la commercialisation de maisons préfabriquées de style traditionnel en bois, avec loggia et colonnades.

Enfin, il ne faut pas oublier que tous les chiffres cités datent du recensement 1967 et que la situation a évolué très rapidement ces dernières années.

Par exemple, on peut citer le cas des sections rurales de Trois-Rivières qui viennent, cette année, d'être reliées au réseau urbain d'alimentation en eau potable. On peut y constater une transformation radicale des habitudes de vie : c'est la fin du transport de l'eau par les enfants, de la fontaine publique à la maison, au moyen de seaux, activité nécessitant la présence des enfants près des habitations pour accomplir cette corvée à trois ou quatre reprises dans la journée.

Néanmoins, globalement ces indications restent valables et doivent être présentes à l'esprit lorsqu'on parle ici de "propriétaire de son logement".

3 - Importance de la notion « Propriétaire de son véhicule »

On avait retenu comme critère de définition de l'échantillon, la notion "propriétaire de son véhicule". Le fait de posséder un véhicule privé ou du moins "à disposition", a joué, pour les réfugiés, un rôle important lors du choix du lieu d'évacuation.

L'introduction massive de véhicules à moteur en Guadeloupe est relativement récente.

Le Centre Inter-administratif du Traitement de l'Information donne les chiffres suivants concernant la répartition du parc automobile de la Guadeloupe par année de première mise en circulation :

- Parc total 1979 : véhicules privés + véhicules utilitaires : 94 911 véhicules

- Nombre d'immatriculation en

1950	557
1951	1 307
1952	2 351
1964	3 120
1965	3 569
1972	4 438
1978	7 894

Les chiffres cités correspondent aux "années-étapes". Entre 1952 et 1964, par exemple, les chiffres restent similaires aux chiffres de 1952.

Ce développement de l'automobile n'a été possible que grâce au développement parallèle du crédit (le crédit voiture Sogadigue fait son apparition dans les années 1964-1965 (cf. Tableau)). Cette notion de crédit est d'ailleurs encore mal assimilée aux Antilles. On estime en Métropole à 6 % par an, les saisies de voitures pour non-paiement de traites dans une entreprise de crédit-bail. En Guadeloupe, les poursuites judiciaires et mises en demeure représenteraient 35 % des opérations de crédit-bail. Une partie de ces 35 % seront régularisées dans les quinze jours suivants : il faut donner le temps au client d'approvisionner son compte bancaire. En effet, il dépose très rarement l'essentiel de son revenu dans une banque, car il manque de confiance dans cette institution.

Il restera en moyenne 20 % de saisies nécessaires sur le volume global des affaires. La raison de cet important pourcentage réside dans le fait que l'acheteur s'endette pour sa voiture souvent à 80 % de son salaire et cela sur quatre ans.

Tel qu'il est constitué, ce parc automobile est "jeune", Il n'y a plus de vieilles voitures, excepté à la campagne. On constate un attrait caricatural aux Antilles pour le tout dernier modèle qui conforte le propriétaire dans sa propre estime, En outre, la vente des accessoires et gadgets est particulièrement importante.

Cette introduction massive de la voiture en Guadeloupe s'est accompagnée d'un important développement du réseau routier. En 1950, dit le Professeur Chardon ⁹, la Côte-sous-le-Vent n'était pas entièrement desservie. La route de la Pointe des Châteaux a été exécutée en 1967 par l'Armée. Des travaux de rectification et d'amélioration se sont poursuivis de 1968 à 1972. La Rocade qui ceinture Pointe-à-Pitre date également de 1972. La route des Mamelles (route de la Traversée) a débuté en 1966. Au hasard de nos rencontres, on s'est aperçu que beaucoup d'adultes dépourvus de moyens de transports personnels, n'avaient jamais emprunté cette route.

Dans notre enquête, nous avons 239 enquêtés sur 392 qui se sont déclarés propriétaires de leur véhicule. Compte tenu des remarques précédentes, les enquêtés propriétaires de leur véhicule correspondent à des chefs de famille ayant un certain revenu fixe ou à des fonctionnaires pouvant disposer d'une voiture de service. Ce cas est également assez fréquent. Pour l'analyse de notre échantillon, la notion "propriétaire de son véhicule" est donc relativement significative.

4 - Importance des modalités dans lesquelles a été vécue l'évacuation

Les évacués au 15 août pouvaient aller :

- dans des camps d'hébergement
- dans leur famille
- chez des amis
- dans leur résidence secondaire, s'ils en avaient une
- dans un logement loué pour la circonstance.

Les motivations possibles du choix effectué

a) Les camps d'hébergement:

Dans une étude suédoise concernant une inondation suivie d'une importante évacuation, Orjan Hültaker constatait : "The poorest families evacuated under the governments scheme more often than others families. This was cheaper than private evacuation". ¹⁰

En Guadeloupe, lors de l'évacuation du 8 juillet, les évacués ont découvert les camps d'hébergement : promiscuité, difficultés d'obtenir un lit, rations alimentaires, mais en même temps : assistance gratuite. C'est donc bien la catégorie la plus défavorisée qui se retrouvera au 15 août dans les camps, ici aussi. Il y avait quatre-vingt dix-huit camps de réfugiés répartis sur la Basse-Terre et la Grande-Terre dans dix huit communes. Sur les 72 000 réfugiés, 18 500 rejoignent les centres le 15 août au soir (26 %).

b) La famille et les amis

Traditionnellement, la famille guadeloupéenne est très unie. L'entraide est un devoir respecté. Beaucoup d'évacués, au 15 août, se sont donc tout naturellement tournés vers leur famille surtout s'ils avaient vécu de la même manière l'évacuation du 8 juillet qui n'avait duré que huit jours : on retombait dans une situation déjà connue. Ce retour vers la famille est une constante

⁹ Professeur de Géographie à l'Université Antilles-Guyane

¹⁰ « Disaster studies » n°2 Uppsala University

des évacuations. Néanmoins, il pose le problème du long terme (4 mois d'évacuation) et en Guadeloupe du surnombre (famille de 7 à 10 enfants).

c) Les locations :

Les administrations ont été repliées sur Pointe-à-Pitre. Le 15 et le 16 août, les fonctionnaires étaient invités à reprendre leurs postes au plus tôt dans de nouveaux locaux. C'est ainsi que beaucoup d'évacués ont été amenés à louer des logements à proximité raisonnable de leur lieu de travail. Il s'agit donc d'une catégorie sociale ayant un emploi régulier et des revenus suffisants pour assumer une location.

Le critère « modalité d'évacuation », malgré certaines incertitudes, demeure également un élément significatif utile à la définition de l'échantillon.

B LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON ENQUÊTÉ

Nous avons disposé de 392 dossiers utilisables, répartis géographiquement comme suit :

- 186 pour Saint-Claude
- 133 pour Basse-Terre.
- 57 pour la Périphérie.

1 - La Profession :

Ont répondu à la question :	286	= 73%
Se déclarent "sans profession" :	43	= 11%
N'ont pas répondu :	63	= 16%

Remarques:

Les réponses "sans profession" ne s'additionnent pas ici avec les non-réponses : elles correspondent, le plus souvent, aux cas où le questionnaire a été rempli par la mère de famille demeurant au foyer.

Les 286 réponses obtenues se répartissent ainsi

a) Une forte proportion de fonctionnaires et enseignants sur Basse-Terre et sur Saint-Claude :

- Ils représentent 18 % de l'échantillon à Saint-Claude.
- Ils représentent 35 % de l'échantillon sur Basse-Terre.

Ces pourcentages ne sont pas surprenants dans la mesure où l'ensemble Basse-Terre - Saint-Claude, rassemble les sièges des administrations centrales: D.A.S.S. - D.D.E. - D.D.A., etc... On peut opérer une comparaison avec les données I.N.S.E.E. d'après le tableau en annexe, compte tenu des réserves introduites en début de section.

Etre fonctionnaire en Guadeloupe est une position enviée puisqu'elle s'accompagne de la sécurité de l'emploi, de vacances en Métropole et parfois de logement et voiture de fonction.

L'I.N.S.E.E. obtient d'ailleurs également dans cette catégorie socio-professionnelle les pourcentages les plus élevés : 22 % à Saint-Claude et 19 % à Basse-Terre.

On remarque le déséquilibre important de l'échantillon au niveau professionnel à Basse-Terre, par rapport aux données globales.

b) Une importante proportion d'agriculteurs à Saint-Claude

Ceci s'explique également par le très bon rendement du questionnaire à Matouba et dans les Hauts de Saint-Claude, où l'on a touché la population indienne de petits maraîchers en particulier : tous cousins, portant souvent le même patronyme et composant des familles de dix à douze enfants (moyenne des enfants par ménage à l'Ecole de Matouba : 7,1).

TABLEAU n° 4

REPRÉSENTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE L'ÉCHANTILLON
PROFESSIONS REVENDIQUÉES

MÉTIERS REVENDIQUÉS	Saint- Claude 1+2	Basse- Terre 3	Gourbeyre 4	Baillif 5	Vieux- Habitants 6	Trois- Rivières 7	0 0
Fonctionnaires	29	31	4	2	3	6	0
Enseignants	14	9	1	0	1	2	2
Agriculteurs	24	0	1	2	2	3	1
Commerçants	6	4	0	1	1	1	0
Vendeurs	2	2	0	1	0	0	0
Artisans	3	7	1	1	2	3	1
Secrétaires	2	3	0	2	0	2	0
Ouvriers	6	8	0	0	2	3	0
Femmes de ménage	22	11	2	1	0	2	1
Infirmiers	22	4	1	0	0	0	0
Marin	0	0	0	0	0	1	0
Ingénieur	0	0	0	1	0	0	0
Nourrice	0	1	0	0	0	0	0
Retraité	4	3	0	0	0	0	0
Etudiants	3	4	0	1	0	0	0
Sans Profession	19	15	4	1	0	3	1
Sans Réponses	30	15	4	2	2	0	10
Totaux	186	117	18	15	13	26	16

c) Une très faible proportion de commerçants et de cadres : ce déséquilibre de l'échantillon provient en partie de la réticence au questionnaire constatée au pensionnat "Versailles" fréquenté par la bourgeoisie.

d) Une sur-représentation relative des métiers féminins : infirmière, femme de ménage. Mais en Guadeloupe, les femmes travaillent plus facilement que les hommes. Ce sont elles qui assurent la responsabilité de l'éducation des enfants et souvent la responsabilité financière du foyer. Elles acceptent des salaires peu élevés et des métiers sans qualification quitte à en changer fréquemment.

Le but est de toucher un salaire qui leur donne droit à la sécurité sociale pour elles et leurs enfants. La réponse « femme de ménage » ne correspond pas toujours au seul revenu du ménage. Il peut se trouver que les deux conjoints travaillent.

2 – Sexe des enquêtés

On a obtenu les résultats suivants :

Le questionnaire a été répondu par :

Par le père 114 = 29%

par la mère	209	= 53%
Par l'enfant	42	= 11%
Non formulé	27	= 7%

Nous avons rencontré la formule suivante :

« Répondu par la mère avec l'approbation du père » ; signature.

On rappelle qu'en Guadeloupe, les femmes sont très dépendantes de leur mari ou de l'homme avec lequel elles vivent, ce qui paraît un paradoxe dans la mesure où elles changent souvent de partenaire.

3 - *Eléments d'évaluation du niveau des revenus*

Compte tenu des remarques déjà faites, on a obtenu les résultats suivants :

- 235 enquêtés sur 392 sont propriétaires de leur logement = 63 %
- 239 enquêtés sur 392 sont propriétaires d'un véhicule = 61 %
- nombre d'enfants par famille, moyenne : 5,23

4 - *L'hébergement pendant l'évacuation*

Rappelons que le 15 août à 8 heures du matin, M. Aurousseau a demandé à toutes personnes demeurant dans le "triangle dangereux" de quitter la région. Certains villages avaient déjà été évacués depuis le 12 août. Au total, 72 000 personnes doivent retrouver un abri rapidement.

Le 15 août au soir, on comptait 18 500 personnes dans les camps d'hébergement. Les autres ayant trouvé refuge chez des parents, des amis ou dans un appartement loué rapidement. Mais compte tenu de la durée de l'évacuation, beaucoup changeront, de mode d'hébergement, certaines conditions n'étant pas acceptables plus de quelques jours.

Notre échantillon se répartit ainsi (cf. Annexe Réponses brutes, page 5) :

Réfugié :

- dans sa famille	118	= 30%
- chez des amis	54	= 14%
- dans un camp	61	= 16%
- dans une propriété	16	= 4%
- dans une location	202	= 52%
- sans réponse	19	= 3%
	<u>470</u>	

Le chiffre de 470 représente : 392 réponses + 78 mouvements.

Sur les 78 mouvements, six personnes ont changé deux fois de logements. On prend pour base de l'analyse, 72 mouvements ; soit : 18 % des réfugiés ont dû changer de logement pendant la période d'évacuation.

TABLEAU DES RÉPARTITIONS

COMMUNES	Famille	Amis	Camp	Propriétaire	Location	TOTAL
Petit-Bourg	5	0,5	0	1	10	16,5
Pointe-à-Pitre	15	10	1	2	54	82,5
Morne-à-l'Eau	2,5	2	2,5	0	5	12,5
Gosier	7	4	4,5	0	9	24,5
Sainte-Anne	2,5	0,5	1	1	8,5	13,5
Pointe-Noire	14,5	2	2	1,5	10	30

Les modalités de l'enquête

Le Moule	7	2	0	1	10	20,5
Bouillante	7,5	0,5	1,5	1	11	21,5
Vieux-Habitants	0,5	0	0	0	0,5	1
Baie-Mahault	5	3	28	0,5	9	45
Abymes	10	4,5	0,5	2	19,5	35
Goyave	2	0,5	4	0	2,5	7,5
Lamentin	4	0,5	1	0,5	7	15,5
Deshaies	3,5	3	1	0	5,5	13,5
Prise-d'Eau	0	1	1	0	1	3
Pigeon	1	0	0	0	0	1
Sainte-Rose	2,5	1,5	4,5	1	2,5	12
Vieux-Fort	1,5	0	0	0	1,5	3
Port-Louis	1,5	0	0	0	3,5	5
Petit-Canal	1	0	0	0	0	1
Saint-François	1,5	0	2	0	3,5	7
TOTAL						372
Sans réponse						19
Paris						1
						392

On trouvera ci-dessus le détail par commune de la répartition des évacués selon le mode d'hébergement choisi, ainsi que les mouvements enregistrés au cours de la période d'évacuation. (Annexe: Réponses brutes).

Ces tableaux conduisent aux remarques suivantes :

a) L'attrait de Pointe-à-Pitre et sa région paraît avoir été prédominant même si l'on tient compte de la forte proportion de fonctionnaires de l'échantillon, repliés sur Pointe-à-Pitre, par obligation professionnelle.

- L'agglomération pointoise : Pointe-à-Pitre - Abymes - Gosier a recueilli 142 évacués sur nos 392 enquêtés.

- A l'agglomération pointoise proprement dite, il faut ajouter : Baie-Mahault et Petit-Bourg qui peuvent être considérés comme la banlieue immédiate de Pointe-à-Pitre, soit 59 évacués. Au total, 201 réfugiés se sont retrouvés dans la région pointoise.

b) Les mouvements enregistrés pendant la durée de l'évacuation vont dans le double sens :

famille/amis → location.
campagne → région pointoise.

Peu de réfugiés logés dans les camps d'hébergement, les quittent pour se rendre dans un logement loué. Les réfugiés n'abandonneront les camps d'hébergement que pour rentrer chez eux. Au contraire même, certains mouvements, assez peu nombreux il est vrai, vont dans le sens famille → camps d'hébergement. Ce mouvement correspondant à l'attrait de la gratuité pour certaines catégories à faibles revenus. Les rapports administratifs font état de 18 500 hébergés au 15 août, mais de 20 000 environ à la fin du mois d'août et 32 788 rationnaires au 15 septembre.

c) C'est en début septembre que les évacués, prenant conscience de l'incertitude dans laquelle on est quant à la durée de l'évacuation, prennent des mesures pour s'installer dans des conditions plus supportables.

Sur les soixante-douze ménages réfugiés ayant changé de logement pendant l'évacuation

30 ont changé début septembre.

6 fin août.

8 en octobre.

3 en novembre.

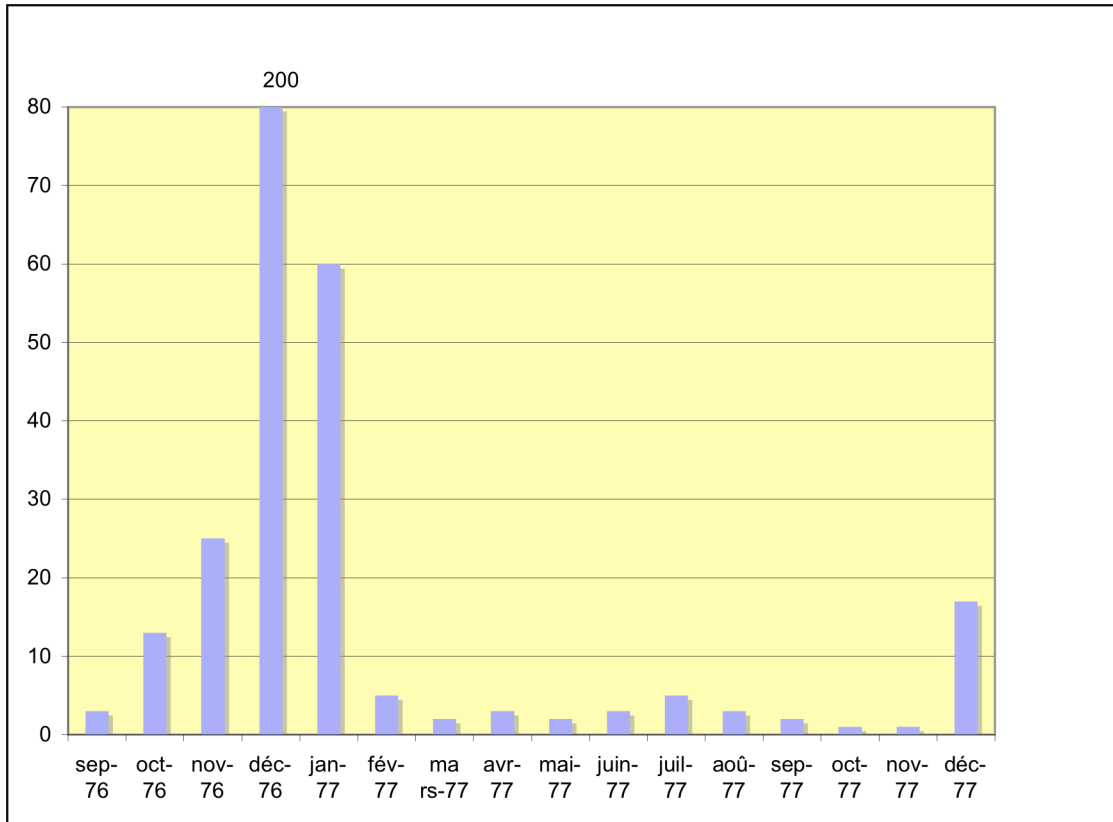
25 ne donnent pas de date.

d) Notre échantillon contient seulement 16 % d'enquêtés réfugiés dans les camps d'hébergement. Il fait donc apparaître une trop faible représentation de cette catégorie sociale la plus défavorisée par rapport à la population concernée (26 % sur la population évacuée).

En conclusion, l'enquête a permis d'atteindre 392 chefs de ménage ayant vécu l'évacuation.

Cet échantillon de hasard s'est révélé :

- antillais pour l'essentiel (peu de métropolitains)
- représentatif des deux sexes, féminin et masculin dans des proportions de 53 % contre 30 % (17 % des questionnaires étant remplis par l'élève ou sans réponses).
- composé de familles nombreuses (5,23 enfants).
- d'un niveau socio-économique allant de moyen à faible.
- rentré dans ses foyers fin décembre, soit un mois après la décision de retour (cf. graphique). date qui correspond aux vacances de Noël et à la réouverture des écoles pour la rentrée scolaire du mois de janvier à Basse-Terre, en accord avec ce que faisait apparaître la chronologie.



TROISIÈME PARTIE
LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE
PERCEPTION DE L'ENVIRONNEMENT

PREMIÈRE SOUS-PARTIE

LE SYNDROME DU DÉSASTRE

- CHAPITRE I : LES SYMPTOMES ÉMOTIONNELS ET
PHYSIQUES AU NIVEAU INDIVIDUEL
- CHAPITRE II : EFFETS SUR LA COHÉSION DU GROUPE

DEUXIEME SOUS-PARTIE

MODIFICATIONS DES COMPORTEMENTS ET NAISSANCE
D'UNE SUB-CULTURE DE DÉSASTRE EN GUADELOUPE

- CHAPITRE I : LE NOUVEAU SAVOIR
- CHAPITRE II : TECHNIQUES ET COMPORTEMENTS
ASSOCIÉS AUX CATASTROPHES

Après avoir retracé le contexte, évènementiel, puis théorique, dans lequel se situe cette enquête, on s'est efforcé de définir les caractères de l'échantillon étudié, par rapport à l'univers de population que l'on souhaitait atteindre, à savoir, globalement, les réfugiés de 1976.

On a souligné les difficultés et les approximations concernant la définition de cet échantillon.

Cependant, le volume des réponses obtenues nous a mis en présence d'une masse d'informations qui paraissent à la fois authentiques et originales quelles que soient les ambiguïtés et les difficultés de leur interprétation.

L'analyse des résultats de l'enquête est présentée autour de deux thèmes principaux :

- Les évènements de 1976 constituent-ils un désastre au sens où l'entend la sociologie des catastrophes ?
- Ces évènements ont-ils entraîné la constitution d'une sub-culture de désastre dans la population réfugiée ?

Ces deux thèmes font l'objet des deux sous-parties qui vont suivre. Elles sont introduites par un "Chapitre Préliminaire" qui rend compte de la "Perception des réfugiés de leur environnement", à leur retour, et en 1978.



On peut se demander tout d'abord pourquoi étudier les évènements de 1976 en fonction de la théorie de la sociologie des catastrophes exposée au Chapitre II.

L'intérêt de cette méthode a paru double : la théorie américaine fournit un cadre technique commode à cette étude.

D'autre part, dans l'état actuel de la sociologie des catastrophes, les analyses ont été effectuées le plus souvent à la suite de désastres touchant des populations américaines. Le contexte sociétal de la Guadeloupe se révélait original et par là même, pourrait permettre de tester l'universalité des propositions américaines.

A LA COMMUNAUTE TOUCHEE PAR LE DESASTRE

"Chaque désastre est une tragédie unique et particulière, infligeant ses propres blessures... Pour comprendre ce qu'un tel évènement signifie pour les survivants, on doit avoir une certaine idée de qui ils étaient, d'où ils venaient, comment ils avaient organisé leurs vies et ce qu'ils attendaient de l'avenir". C'est par ces mots que le Professeur Kai T. Erikson ¹¹, Professeur à l'Université de Yale (U.S.A.) entreprend l'analyse des conséquences d'une importante inondation à Buffalo Creek (West Virginia). On a utilisé largement cette étude comme texte de référence dans la première sous-partie.

Russel Dynes ¹² exprimait autrement la même idée en disant :

"La réponse d'une communauté confrontée à une situation de désastre dépend, pour une grande part, du type de société qu'elle présente". Trois types de société avaient été définis en fonction de leur structure dans le Chapitre II.

Il ne s'agit pas, ici, d'esquisser une étude de la société guadeloupéenne. C'est à la fois en dehors de notre propos et de nos capacités. On se borne à souligner les traits particuliers de la société guadeloupéenne tout en regrettant que la généralisation nécessaire et la brièveté de ces pages ne permettent pas toujours de parvenir à une expression suffisamment nuancée.

Comme l'écrit Jean Benoist : "Société récente, amalgame de cultures transplantées, la société antillaise offre des apparences qui sont bien souvent des masques" ¹³. C'est bien dire la

¹¹ "Everything in its Path" Kai. T. Erikson - 1976 Simon and Shuster New-York

¹² "Organised Behavior in Disaster" R.Dynes - The Ohio State University 1974

¹³ "Les sociétés Antillaises" Jean Benoist - 1975 Fonds Saint-Jacques Sainte-Marie (Martinique).

difficulté d'une définition. C'est ainsi que la Guadeloupe semble appartenir par certains de ses aspects aux trois types de société définis au Chapitre II .

. C'est une société de type I (société de type écologique).

La Guadeloupe a une structure économique fragile. Les ressources nécessaires à la période post-désastre ont dû être recherchées en Métropole. Pour certaines catégories sociales, on peut même parler d'une économie de subsistance ; croyances et légendes y jouent un rôle non-négligeable .

. C'est une société de type II dans le mesure où la structure sociale est encore souvent familiale et villageoise, mais regroupée à l'intérieur d'une structure nouvelle en formation. On se réfère ici à l'ensemble des problèmes posés en Guadeloupe par une administration encadrée par des fonctionnaires souvent métropolitains.

. C'est enfin une société de type III en tant que département français, c'est-à-dire société industrielle de type occidental dans laquelle la centralisation politique peut retarder la prise des décisions. On met l'accent ici sur les problèmes d'information et de coordination qui se sont posés après l'évacuation du 15 août entre la métropole et la Guadeloupe.

Le but de ces remarques n'est pas, quoiqu'il en puisse paraître, d'augmenter la confusion existant sur le sujet. Il paraissait intéressant de souligner la distanciation que l'on est contraint d'avoir dès le départ avec les éléments fournis par le D.R.C.

Par contre, et en fonction du cadre dans lequel s'inscrit cette enquête, on peut dégager certains caractères à partir des critères suivants :

- Degré d'intégration

La société guadeloupéenne est une société typiquement antillaise : sa structure sociale, fortement hiérarchisée, s'apparente à celle des autres îles de la Caraïbe : résultat d'un processus historique de colonisation européenne basée sur l'apport d'une main-d'oeuvre africaine, puis indienne.

C'est une mosaïque de races qui cohabitent plus qu'elles ne se mêlent, on a affaire à une série de mini-sociétés. Le degré d'intégration de la communauté est faible.

Ces particularités de la structure de la population guadeloupéenne constituent des éléments de conflits potentiels importants.

- Le degré de "Familism"

C'est une société encore fortement familiale, mais d'un type particulier puisque la famille guadeloupéenne est souvent matrifocale. "La femme assure dans ces sociétés matriarcales l'essentiel des responsabilités familiales, élevant les enfants qui sont les rois de cette société, les hommes allant d'une femme à une autre: "ils glissent" dit-on. (J.E.Vié "Faut-il abandonner les D.O.M. ? ").

Sur le même thème, J. Benoist ¹⁴ écrivait: "Parmi les formes d'arrangement familial abritées par les maisonnées, un type apparut alors comme suffisamment fréquent et surtout suffisamment général pour qu'on doive lui donner une signification particulière : la maisonnée dite "matri-focale". Il s'agit d'un foyer orienté autour d'une femme qui en est l'élément principal. Le père, même lorsqu'il est présent, demeure fonctionnellement marginal"... Cette particularité de la famille guadeloupéenne avait été évoquée dans l'analyse de l'échantillon.

Cette particularité réussit à gommer bien souvent les effets bénéfiques de cette importance des liens familiaux, dans la mesure où l'expression de ces liens aura des conséquences au plan pratique et individuel et non pas au plan administratif et collectif.

- Le degré d'adéquation des organismes responsables

Là encore, la Guadeloupe se trouve dans une situation ambiguë. Les renforts nécessaires pour faire face à la situation créée par les événements de 1976, tant sur le plan des équipes scientifiques que de la protection civile, ont été cherchés en Métropole.

Il n'y a pas eu de promotion de responsabilité, à cette occasion, à l'intérieur de la société guadeloupéenne proprement dite, au niveau des décisions clés. Il n'y a pas eu non plus

¹⁴ "Les Antilles" Jean Benoist - Article

apparition de comités et groupes d'urgence tendant à suppléer les insuffisances de l'administration locale.

La dépendance vis-à-vis de la Métropole a joué comme un frein à l'initiative locale qui aurait pu permettre une meilleure adéquation des organisations responsables, sur place.

C'est dans ce contexte particulier qu'il faut étudier les conséquences des événements de 1976 sur l'échantillon enquêté.

B - CARACTÈRES DES RÉSULTATS OBTENUS

On a déjà signalé les difficultés rencontrées au niveau de l'interprétation des résultats par suite de l'adoption d'un questionnaire procédant essentiellement par "questions fermées". C'est pourquoi on a évité au maximum de contraindre les résultats à entrer dans un cadre mathématique et statistique qui serait sans signification réelle.

Les résultats obtenus sont descriptifs. Ils ne peuvent donc donner que des "profils d'attitude".

Par "profil d'attitude", on entend: "un mode de représentation pour un individu donné, des résultats de diverses épreuves, en notations unifiées. Les valeurs verticalement disposées et réunies par un trait continu dessinent une silhouette comparable à un profil". (Définition extraite du dictionnaire du vocabulaire sociologique).

On définit également ce que l'on entend par attitude: "une disposition plus ou moins permanente chez un individu, source de comportements et d'opinions". On reprend la définition de J. Stoetzel: "l'opinion est une formule nuancée qui sur une question donnée reçoit l'approbation sans réserves d'un sujet. Derrière la multiplicité des opinions, il existe quelque chose de plus profond et de plus stable que l'on appelle une attitude". (Cité par Albouy: "Eléments de sociologie et de psychologie sociale").

Tout au long de l'enquête, on s'est donc efforcé de classer les résultats obtenus d'après la typologie de M. Weber des comportements individuels (action traditionnelle, action affective, action rationnelle) afin de parvenir à une explication des comportements et des opinions des enquêtés traduisant des "attitudes".

La multiplicité des variables rencontrées a rendu cette explication particulièrement ardue: "Tout influe sur tout", disait Michelet.

C'est pourquoi, au lieu de définir théoriquement les attitudes principales que l'on retrouve dans l'échantillon, on a préféré, chaque fois que cela était possible, resituer la réponse étudiée dans l'ensemble des réponses au questionnaire.

On se réfère ici à la règle de la "totalité solidaire" de Mauss qui met en relief l'enchevêtrement des faits sociaux, la difficulté de les isoler, la multiplicité des facteurs qui interviennent, facteurs qui sont eux-mêmes difficiles à séparer de leur contexte et dont il n'est pas aisé de mesurer l'exacte influence" (Serge Albouy: Eléments de sociologie et de psychologie sociale - Privat 1976 - Toulouse).

On demeure conscient de la faiblesse de cette approche sur le plan scientifique et c'est donc avec toutes ces réserves que l'on présente cette troisième partie.



CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

PERCEPTION DE L'ENVIRONNEMENT

Orjan Hultaker, sociologue Suédois écrit : "Nous critiquons les conclusions de Wallace quand il affirme qu'une société frappée par un désastre tend à retourner à un état d'équilibre préexistant à la catastrophe."

"Les communautés ne retournent pas toujours à cet état d'équilibre préalable et à cela plusieurs raisons : le pouvoir relatif des différents groupes peut avoir changé de même que les valeurs retenues par les membres de la communauté. L'une des tâches de la recherche sur les désastres est d'étudier les conditions entraînant des changements dans la société tels que de nouveaux désastres pourront être enrayés ou rendus moins sévères" (Evakuera no2- Uppsala).

Le premier but de notre enquête était en conséquence de savoir si, dans l'échantillon étudié, les individus avaient conscience d'un changement : ce changement pouvant être objectif ou perçu subjectivement.

Le questionnaire part donc d'une question générale concernant la perception de la situation en Basse-Terre en 1978. Elle est ainsi formulée : "Pensez-vous qu'aujourd'hui la situation en Basse-Terre soit redevenue comme avant les événements de 1976 ?".

Les sous-questions correspondent aux deux aspects de cet éventuel changement :

Aspect objectif

- On s'efforce de faire décrire à l'interviewé l'environnement tel qu'il le perçoit en 1978 à un niveau très simple : magasins et marché, circulation et animation, dans les deux principales agglomérations : Saint-Claude et Basse-Terre.

Aspect subjectif

- On retourne ensuite vers le sentiment de l'enquêté d'avoir ou non retrouvé un monde stabilisé en lui faisant préciser à quel moment il a considéré que la vie en Basse-Terre était "normale" (retour à l'équilibre préexistant), et comment il se projette dans l'avenir en fonction du risque volcanique.

LES RÉSULTATS

A - LE RETOUR A L'ÉQUILIBRE PRÉEXISTANT

Sur la totalité de l'échantillon, on enregistre une importante hésitation :

- 53 % en effet, estiment en 1978 que la situation est redevenue "comme avant"
- 42 % estiment que les choses ont changé
- 5 % ne se prononcent pas sur la question.

Parmi les réponses négatives, on rencontre des expressions du genre : "Jamais la situation ne sera comme avant". On insiste sur le fait qu'il s'agit là d'un "sentiment" et non d'une attitude objective.

Les résultats, par zone géographique, montrent un clivage entre Basse-Terre et Saint-Claude :

A Saint-Claude : 60 % de l'échantillon constate un retour à la normale.

A Basse-Terre : 47 % seulement admet ce retour à l'état antérieur.

A la Périphérie, au contraire : 67 % le constatent.

On peut tenter une explication de l'écart rencontré dans ces pourcentages :

L'évacuation a pesé lourdement sur l'économie de la Basse-Terre ; la ville a donc été plus sensiblement touchée que le bourg de Saint-Claude, déjà zone rurale. Par contre, dans la zone périphérique, les réfugiés sont rentrés plus tôt, la situation s'est donc plus rapidement redressée. Cette interprétation n'est qu'une hypothèse, puisqu'elle s'appuie sur des questions fermées qui ne donnent guère la possibilité d'aller au-delà.

B PERCEPTION VISUELLE DU CHANGEMENT

1 - Les magasins

Dans le questionnaire, on avait dressé une nomenclature des aléas qu'avaient pu subir les magasins : fermeture, faillite, liquidation, réouverture, approvisionnement.

Les résultats obtenus montrent comment les Basse-Terriens analysent la reprise du commerce en Basse-Terre après l'évacuation.

En 1978, 40 % des habitants de Saint-Claude et 47 % des habitants de Basse-Terre déclarent se heurter à des magasins qui sont restés fermés depuis les événements de 1976. Mais 89 % et 83 % respectivement admettent que la plupart des magasins ont ré-ouvert peu à peu, et sont à peu près tous ré-ouverts en 1978 : 82 % (Saint-Claude) et 80 % (Basse-Terre) Ce qui permet d'établir que les magasins restés fermés sont en petit nombre quoique très marquants pour les habitants. Il s'est d'ailleurs finalement confirmé (62 % à Saint-Claude et 69 % à Basse-Terre), que beaucoup de ces magasins ont changé d'approvisionnement. Ils ne vendent plus les mêmes marchandises. Cette curieuse conséquence des événements de 1976 avait été signalée au cours de la pré-enquête et on s'était demandé si ce phénomène était perceptible pour la population.

A cette différence d'approvisionnement constatée, s'ajoute parfois le fait que quelques commerces liquident leurs stocks (4 % à Saint-Claude, mais 31 % à Basse-Terre). A la suite de l'évacuation, certains grossistes ont transféré l'essentiel de leurs stocks dans des hangars mis à leur disposition dans la zone industrielle de Jarry (banlieue de Pointe à Pitre, située de l'autre côté de la Rivière Salée en Basse-Terre)¹⁵, et n'en ont pas opéré le retour. L'enquête permet ici de situer numériquement l'importance de ces transferts de stocks qui, malgré l'ampleur la rumeur publique, demeure limitée.

Par contre, les transferts de commerce dans la région pointoise semblent s'établir à un niveau élevé à Basse-Terre (78 %) et important à Saint-Claude (58 %). Un bon nombre de commerçants ayant une entreprise principale à Basse-Terre et une succursale à Pointe-à-Pitre, ont inversé leur situation. Enfin certains commerçants ont fait faillite : cette situation est plus sensible à Basse-Terre (34 %), qu'à Saint-Claude (25 %).

En conclusion, les habitants de Basse-Terre sont plus marqués par les conséquences économiques des événements de 1976 que les habitants de Saint-Claude. L'essentiel du changement enregistré se situe dans un contexte d'abandon (transfert de stocks, réinstallation en Grande-Terre, faillite) au profit de la Grande-Terre.

2 - Le marché de Basse-Terre

Ce marché qui était en cours de réfection et d'aménagement en 1976, joue un rôle important dans l'économie de la Basse-Terre puisqu'il est approvisionné par les agriculteurs de la zone rurale avoisinante. On a beaucoup entendu dire que les cultures maraîchères avaient été détruites par les gaz émis par la Soufrière et que les sols étaient endommagés.

Cependant, en 1978, les Saint-Claudiens estiment que le marché est aussi bien approvisionné (52 %) et même mieux qu'avant 1976 (33 %) ; soit un total positif de 85 %. Des réponses négatives sont données par 15 % de l'échantillon seulement.

A Basse-Terre, les pourcentages de satisfaction sont légèrement plus faibles : 77 % au total, répartis ainsi :

- aussi bien : 55 %
- mieux : 22 %;

23 % de l'échantillon estiment que le marché est moins bien approvisionné. Le clivage entre les deux villes est intéressant à observer en ce sens que la logique aurait voulu que les pourcentages négatifs proviennent davantage de la zone rurale que de la zone urbaine. On retrouve ici semble-t-il, un certain pessimisme des habitants de Basse-Terre plutôt qu'un constat objectif.

¹⁵ cf. Carte de l'agglomération Pointoise - Chapitre II p.

3 - La circulation automobile

Tant à Basse-Terre qu'à Saint-Claude, la circulation a repris son rythme ; elle a même augmenté. Ce résultat paraît logique, compte tenu du nombre de voitures nouvelles officiellement mises en circulation pendant l'année 1977. L'échantillon enquêté semble ici avoir une opinion objective.

L'intérêt des résultats dans cette question de la circulation se situe au niveau de l'analyse des réponses négatives par zone géographique.

A Saint-Claude :

- 11 % de l'échantillon de Saint-Claude pensent que la circulation a diminué à Saint-Claude.
- 8 % estiment qu'elle a diminué à Basse-Terre.

A Basse-Terre :

- 21 % de l'échantillon de Basse-Terre pensent que la circulation a diminué à Saint-Claude.
- 6 % seulement estiment qu'elle a diminué à Basse-Terre.

La similitude des résultats des échantillons de Saint-Claude et Basse-Terre, en ce qui concerne la circulation à Basse-Terre, laisse penser que cette reprise de la circulation est indéniable. Mais que signifient ces 21 % de Basse-Terriens parlant d'une diminution de la circulation à Saint-Claude ? L'interprétation que l'on en propose n'est qu'une hypothèse : on est tenté d'y voir une projection pessimiste des Basse-Terriens.

On a opéré un sondage rapide sur un échantillon de Basse-Terre pour étayer cette hypothèse.

Sur dix-sept dossiers de l'école Versailles (Basse-Terre)

- Huit pensent que la circulation a repris tant à Saint-Claude qu'à Basse-Terre.
- Quatre pensent que la circulation n'a repris, ni à Saint-Claude, ni à Basse-Terre. Ils pensent que le marché est moins bien approvisionné (attitude négative).
- Cinq pensent que la circulation a retrouvé son niveau habituel à Basse-Terre et non pas à Saint-Claude. Ce sont : une infirmière, un ingénieur, un technicien de navigation et un instituteur. Cependant, tous les cinq déclarent que la vie normale n'a pas repris en 1978. Ils situent les étapes de la reprise fin 1977 ou en 1978.

L'ensemble de ces réponses, jointes à un niveau socioculturel élevé, conduit à conclure à une projection pessimiste de l'individu plutôt qu'à un constat objectif de l'état de la circulation à Saint-Claude. Le sondage est trop partiel pour être extrapolé à l'ensemble de l'échantillon. Il constitue néanmoins une indication.

4 - L'animation dans les rues

A la question concernant l'animation dans les rues de Basse-Terre et de Saint-Claude, force est de constater que la reprise paraît plus nette à Basse-Terre qu'à Saint-Claude, les pourcentages de non-réponses étant sensiblement équivalents.

- A Saint-Claude, cette reprise de "l'animation habituelle" est constatée par 64 % des habitants de Saint-Claude et 60 % des Basse-Terriens.

- A Basse-Terre, c'est 85 % des Saint-Claudais et 76 % des habitants de Basse-Terre qui l'admettent.

Il semble donc bien que la reprise de la vie normale se soit faite plus lentement à Saint-Claude qu'à Basse-Terre. Le retour de la population à Saint-Claude ayant eu lieu six mois plus tard, le phénomène paraît logique. Cependant, à travers les sondages partiels opérés comme précédemment, on peut fréquemment constater que ce sont les mêmes enquêtés qui estiment "que la situation n'est pas revenue à l'état antérieur", "que la circulation a diminué à Saint-Claude et à Basse-Terre", "que l'animation des rues n'a pas repris son niveau habituel".

L'enquêté se trouve lié par un souci de cohérence : ayant déclaré que la vie normale n'avait pas repris, il justifie cette opinion par une série de réponses dont l'objectivité paraît douteuse. La question préliminaire introduit un biais, ou peut-être, le sentiment de non-retour à une vie normale s'appuie-t-il sur des critères plus subjectifs qu'objectifs.

C ANALYSE SUBJECTIVE DU CHANGEMENT

1 – Les étapes de la reprise

D'après les résultats de l'enquête, et en tenant compte des réponses composées, la reprise s'est effectuée en Basse-Terre par paliers :

- Le premier se situe en décembre/janvier 1977 : c'est le retour officiel.
 - Le second en mars 1977 : "à l'occasion du carnaval", écrivent les Basse-Terriens, (palier plus important à Basse-Terre que dans les deux autres zones).
 - En juin 1977, nouvelle reprise avec la réouverture des cliniques et hôpitaux à Saint-Claude, (palier plus marqué à Saint-Claude).
 - En septembre 1977, c'est la rentrée scolaire et la réouverture des écoles de Saint-Claude.
 - Enfin, pour beaucoup (1 sur 2), la dernière étape de cette reprise ne s'est effectuée qu'en janvier 1978 ou dans les premiers mois de 1978. Il a donc fallu une grande année, et plus, aux réfugiés pour se sentir à nouveau vraiment chez eux.
- On constate que ces étapes correspondent le plus souvent à la reprise d'activités salariées.

Les pourcentages de "non réponse" à cette question sont variables selon les zones géographiques. Relativement importantes à Saint-Claude (10 %), elles sont négligeables à Basse-Terre (6 %) et à la Périphérie (3 %). D'autre part, le clivage par zone géographique est très sensible.

- A Saint-Claude, les pourcentages les plus importants se portent sur l'année 1978. On rencontre six enquêtés qui déclarent que la reprise n'a toujours pas eu lieu et qu'elle ne s'effectuera "jamais".
- A Basse-Terre, les pourcentages les plus importants se portent sur les mois de janvier et février 1977, puis le début 1978. Les étapes de juin et septembre 1977, tout en restant importantes, sont moins significatives. Deux enquêtés seulement répondent "jamais".
- A la Périphérie, on retrouve la même tendance. Les résultats en faveur de janvier et février 1977 sont, proportionnellement, plus importants qu'à Basse-Terre.

Rappelons qu'à la Périphérie, l'évacuation s'est limitée à deux mois et demi.

2 - Les effets sur l'économie et la morale

Après avoir essayé de faire décrire l'éventuel changement à l'interviewé d'une façon aussi objective que possible, on lui demandait son sentiment sur les changements intervenus à la suite des événements de 1978 sur la collectivité : Economie, Religions et. Superstitions.

a) L'Economie :

Pour 83 % de l'échantillon total, la vie économique de la Basse-Terre est fortement touchée. Pour les habitants de la ville de Basse-Terre, ce poids économique des événements de 1976 est exprimé par 91 % des participants.

Cette opinion est fréquemment indépendante des critères objectifs dont on a parlé plus haut (faillites ou animation locale). Elle correspond à ce qui est pour la Basse-Terre un arrêt de mort : la suppression des crédits d'aménagement dans une zone condamnée par son potentiel de risque. C'est en même temps, une réalité et une opinion subjective : à la suite des événements de 1976, il y a eu arrêt des autorisations de permis de construire, d'où dépréciation de la valeur du terrain, pour ne citer qu'un exemple.

Basse-Terre vit en 1978 dans la psychose de "l'abandon" économique. Cette psychose conduit à une attitude « d'aigreur revendicative » dont on analysera les effets dans la première sous-partie en la qualifiant de « sinistrose »

b) Religions et superstitions

On a enregistré l'importance, pour les habitants de la Basse-Terre, des conséquences économiques des événements de 1976. Les répercussions de ces événements se sont aussi fait sentir dans le domaine religieux. Le sentiment religieux est très vif en Guadeloupe et il s'y

mêle bon nombre de pratiques plus magiques que religieuses. Le Curé d'une importante paroisse de Pointe-à-Pitre racontait, par exemple, qu'on lui demande très souvent de bénir des voitures neuves pour protéger le propriétaire contre les accidents.

En 1976, pendant la période volcanique proprement dite, on a assisté à une recrudescence des superstitions et du spiritisme. Une directrice d'administration réunissait son personnel pour faire tourner un guéridon, chargé de donner la date d'explosion de la Soufrière. Le volcan était personnalisé. Une femme déclarait avoir eu des visions ; un imprimeur de Basse-Terre tenait des propos étonnants sur des extra-terrestres qui le renseignaient sur l'évolution du volcan. Il fut interviewé à la télévision, à plusieurs reprises. De petits martiens furent aperçus sur les pelouses du Lycée, etc... On avait donc constaté par l'intermédiaire des médias, un important mouvement lié aux manifestations volcaniques.

L'enquête présentait ainsi la question: « Pensez-vous que les événements de 1976 ont eu une influence en Basse-Terre sur la vie religieuse ? les croyances ? ». Le terme de croyance est utilisé ici à la place du mot superstition. Lors de la pré-enquête, on avait pu se rendre compte que le terme "croyance" était celui qui, tout en correspondant à ce qu'on cherchait, était le mieux accepté par l'enquêté.

- Les résultats de l'enquête font apparaître tout d'abord un important pourcentage de "non-réponses" (29 % pour la vie religieuse et 34 % pour les croyances). Un tiers de l'échantillon ne répond donc pas à la question.

- Les réponses obtenues se répartissent ainsi :

- Influence sur la vie religieuse : oui = 41 %
- Influence sur les croyances : oui = 42 %

L'importance de ces pourcentages quoique limitée par le nombre des "non-réponses", paraît bien être significative d'un mouvement de la population vers un refuge spirituel considéré comme un remède à l'anxiété.

En conclusion, l'analyse des résultats de l'enquête permet donc d'énoncer les propositions suivantes valables en 1978, et pour l'échantillon enquêté :

- 1 - En 1978, la moitié des réfugiés perçoivent leur environnement comme modifié.
- 2 - Cette modification est objectivement assez peu sensible et difficile à décrire.
- 3 - Elle se traduit au niveau de la projection du réfugié dans l'avenir : il a perdu confiance dans son environnement.

Cette dernière proposition se trouve confirmée par les résultats obtenus à la question suivante : "Pensez-vous que les événements de 1976 peuvent se reproduire : prochainement, d'ici de nombreuses années, n'importe quand, jamais ?"

Deux cent soixante-dix enquêtés, soit 69 % de l'échantillon total, (5 % de non-réponses) pensent que les événements de 1976 peuvent se reproduire "n'importe quand".

Très peu envisagent le phénomène comme prochain (6 %), mais 28 % le situent dans un avenir lointain ("d'ici de nombreuses années"). "Ni devins, ni technocrates, ni scientifiques ne peuvent nous rassurer ou nous protéger", écrivaient les habitants de Basse-Terre fin décembre 1976. (cf. chronologie).

La population de Basse-Terre est, en 1978, une population fragilisée par la permanence d'une menace.

4- La communauté victime des événements de 1976 n'est pas revenue à l'état d'équilibre pré-existant dont on parlait au début du chapitre. Les valeurs sur lesquelles elle reposait ont changé en fonction d'un sentiment d'insécurité largement répandu dans la communauté. Nous adhérons donc à la proposition suivante énoncée par Orjan Hultaker : « We mean, contrary to Janis, that people do not adapt to the number of warnings, but to a life under threat ». (Evakuera n°2, Uppsala)

PREMIÈRE SOUS - PARTIE

LE SYNDROME DU DÉSASTRE

Le chapitre préliminaire permet de constater la fragilisation de la population de Basse-Terre en 1978.

Dans les chapitres qui suivent, on veut essayer de montrer les causes de cette situation. Pour ce faire, on part de la remarque suivante du Professeur Erikson¹⁶ :

"Au lieu de définir un état comme un traumatisme parce qu'il a été créé par un désastre, nous voudrions définir un évènement comme un désastre s'il a eu la propriété d'entraîner des réactions de traumatisme. Selon ce postulat, tout évènement dont on pourrait prouver qu'il a été générateur d'un traumatisme sur une large échelle devrait prendre place sur la liste des désastres".

Notre propos est donc de rechercher les traces éventuelles d'un important traumatisme chez les réfugiés en 1978, pour définir ou non, l'évacuation de 1976 comme un désastre. On insiste sur le fait que l'enquête a eu lieu deux ans après les évènements. Les résultats seraient sans doute différents quelques années plus tard.

Dans cette partie de l'analyse des résultats, on fait une large part aux réponses ouvertes des réfugiés : le témoignage direct des intéressés paraît plus probant qu'une analyse théorique du contenu de ces témoignages.

France-Antilles écrivait, on s'en souvient, le 1er décembre 1976 « Autre motif de freinage du grand retour, la psychose de peur qui a profondément marqué l'esprit de certaines personnes et leur font répondre un timide "oui, ... mais" à l'invitation de retourner près du volcan ». On a vu que cette réticence au retour en Basse-Terre avait mis un bon mois et demi à se décriper pour aboutir à un retour à 75 % au 18 décembre 1976.

Les réactions enregistrées deux ans après, dans notre enquête, ont été comparées à celles relevées lors d'une autre catastrophe naturelle. On a utilisé comme texte de référence, l'étude réalisée par KAI. T. Erikson, Professeur à l'Université de Yale - U.S.A. : Les symptômes, décrits dans son étude: "Everything in its path", ont été relevés deux ans après la rupture d'une digue de scories retenant un important bassin d'eau destiné au lavage d'un minerai de charbon. Le 26 février 1972, à la suite de fortes pluies, la digue se rompit brutalement et les eaux noires chargées de scories s'engouffrèrent dans Buffalo Creek, (une brèche étroite dans la montagne, en Virginie de l'Ouest), et dévastèrent la vallée où habitaient 5 000 personnes.

M. Erikson décrit ainsi l'état d'esprit des rescapés de l'inondation de Buffalo Creek :

« Le dommage le plus important a frappé les esprits et le moral des rescapés du désastre. Deux ans après l'inondation on rencontre encore des adultes dont les visages s'assombrissent d'angoisse en parlant de "l'eau", "des enfants qui n'ont pas passé une seule nuit dans leur lit depuis l'inondation, ou qui dorment encore tout habillés" au cas où... ""Je fus surpris de l'uniformité des maux dont ils se plaignaient ; c'était comme si, hommes, femmes et enfants, souffraient d'un même mal composé d'anxiété, de dépression, d'insomnie, d'apathie, de nervosité et pour rendre les choses pires, exprimaient leur malaise de manière si semblable qu'on l'aurait cru intentionnellement répété".

Il a enregistré ce témoignage comme typique :

"Je me sens tendue, je me mets en colère facilement, j'ai des moments de dépression de temps à autre. Je ne supporte plus un bruit un peu fort, cela me met les nerfs en boule. J'ai l'impression d'avoir perdu toute confiance en moi-même. J'ai peur d'être seule, j'ai peur de

¹⁶ "Everything in its path" KAI. T. ERIKSON (déjà cité).

l'orage, j'ai des cauchemars, je ne suis plus la même qu'avant. Lorsque j'ai ces moments de dépression tout me semble noir, je n'ai plus aucun goût de vivre".

L'auteur analyse ces témoignages :

"Nous avons visiblement affaire, ici, à ce que les médecins appellent un "syndrome", c'est-à-dire un ensemble de symptômes liés les uns aux autres qui affectent toute une catégorie d'individus de la même manière. Ce traumatisme a un double aspect : individuel et collectif.

Par traumatisme individuel, on doit entendre le choc subi par la psyché détruisant les défenses individuelles si soudainement et si brutalement que la victime ne peut réagir efficacement. Elle souffre d'un choc profond résultant du face à face avec la mort qui la conduit à un repli sur elle-même, accompagné de sentiments de peur, de vulnérabilité et de solitude.

Par traumatisme collectif, il faut entendre le coup porté au tissu de la vie sociale qui endommage les liens affectifs liants les individus les uns aux autres et détruit le sens d'appartenance à la communauté. Ce traumatisme collectif fait son chemin lentement et insidieusement à l'insu même de ses victimes : c'est la réalisation graduelle que la communauté n'existe plus en tant que support et qu'avec elle, une importante partie de soi-même a disparu.

Dans la plupart des désastres, les deux traumatismes existent simultanément et sont ressentis comme les deux moitiés d'un même tout. Ceci conduit à insister sur le fait que les victimes d'un traumatisme individuel ont plus de difficultés à se rétablir tant que la communauté qui les entoure demeure en ruines".

A partir de ces considérations, les résultats de l'enquête sont analysés dans les deux chapitres suivants :

CHAPITRE I Les Symptômes Émotionnels et Physiques au niveau individuel (Traumatisme individuel).

CHAPITRE II Les Effets de l'Évacuation sur la Cohésion du Groupe (Traumatisme collectif).

Cependant, avant d'aborder cette analyse, une remarque s'impose :

La situation en Guadeloupe n'a pas connu la gravité des événements survenus à Buffalo : il n'y eût ni mort, ni perte de propriété du fait du volcan. D'autre part, si pendant l'évacuation on a assisté à cette dispersion des communautés entraînant le traumatisme collectif dont parle Erikson, lors de leur retour en Basse-Terre, les réfugiés ont retrouvé en majeure partie, amis, voisins, parents, communautés religieuses, professionnelles et administratives. La communauté s'est donc trouvée immédiatement restaurée, si l'on tient compte de la date du 18 décembre, comme date du retour réel.

On a pu d'ailleurs vérifier l'exactitude des remarques d'Erikson concernant l'importance de la restauration de la communauté pour les réfugiés, on a constaté la tendance à une réaction agressive et souvent excessive vis-à-vis des évacués qui avaient déserté la communauté. On a rencontré, souvent, une forte exagération quant au nombre des Basse-Terriens définitivement réinstallés en Grande-Terre et une sorte de colère à l'égard de cet abandon ; abandon considéré en outre, comme un phénomène social : seuls les gens aisés pouvaient se permettre les frais d'une réinstallation. Or, ce n'est pas toujours exact d'après ce que nous en savons.

CHAPITRE I

LES SYMPTOMES ÉMOTIONNELS ET PHYSIQUES AU NIVEAU INDIVIDUEL

LES HYPOTHÈSES

Les hypothèses qui avaient conduit à la construction du questionnaire ont été exposées dans le compte-rendu de la pré-enquête rédigée pour le D.E.A. On les rappelle succinctement :

Le thème "Symptômes émotionnels et physiques" était introduit par une question ouverte destinée à resituer l'enquêté dans le contexte du retour :

"Quels sentiments avez-vous eu à votre retour chez vous ? "

Puis, on avait formulé les hypothèses suivantes :

- 1) Le retour en Basse-Terre dans des conditions de sécurité encore précaires a pu entraîner des réactions inconscientes de terreur qui se sont traduites, en particulier, par des cauchemars. Ces cauchemars ont peu à peu disparu.
- 2) Une association plus ou moins consciente s'est créée chez les réfugiés entre le bruit du volcan et un bruit de la vie quotidienne. L'apparition de ce bruit quotidien a entraîné chez les réfugiés, à leur retour, une série de réactions d'alerte. Ces réactions s'estompent.
- 3) De même, et quoique l'odeur de soufre soit un phénomène constant à Saint-Claude, les réfugiés depuis leur retour y voient un phénomène significatif de danger volcanique.
- 4) L'ensemble des événements a eu une influence sur la santé des réfugiés d'une façon réelle ou imaginaire. Ces malaises ont conduit les réfugiés à consulter leur médecin.
- 5) Les événements de 1976, ont été l'objet principal des conversations des réfugiés à leur retour. En 1978, le sujet n'est plus à l'ordre jour, soit par épuisement naturel du sujet, soit qu'il y ait fuite volontaire devant lui, les Basse-Terriens étant conscients de la nécessité d'oublier pour restaurer un climat de normalité.

LES RÉSULTATS

Le détail des résultats correspondant à ce thème se trouve en annexe. On donne ici seulement les grandes lignes ou les idées générales qui s'en dégagent, compte tenu des remarques suivantes :

- On repart de la situation en décembre 1976 : les centres d'hébergement ont été fermés, quelquefois malgré le désir d'y rester des réfugiés. Le retour était obligatoire. L'évacuation officiellement terminée.

- L'échantillon enquêté correspond, en partie, à cette fraction de population considérée comme la plus réticente au retour, du fait de la scolarisation des enfants en Grande-Terre.

On étudiera tout d'abord les sentiments des réfugiés à leur retour tels qu'ils les décrivent. Puis, successivement, les éléments composant le "syndrome" ou le traumatisme individuel dont on parlait précédemment :

- 1 - cauchemars
- 2 - réactions aux bruits
- 3 - réactions aux odeurs
- 4 - conséquences médicales
- 5 - préoccupation au niveau des conversations.

Ces cinq éléments se composent et s'additionnent pour déterminer des profils d'attitude tels qu'on les a définis dans l'introduction de cette troisième partie.

SECTION I

LES SENTIMENTS DES RÉFUGIÉS A LEUR RETOUR EN BASSE-TERRE

La question était ainsi présentée :

« Quels sentiments avez-vous eu à votre retour chez vous ? »

Tout d'abord, 30 % des interviewés n'ont pas répondu à la question. C'était une question ouverte faisant appel aux souvenirs des réfugiés et exigeant une rédaction personnelle. Il est difficile de donner une signification de ces non-réponses : refus de la question, inintérêt ou méfiance. Ou bien "pas de sentiment" comme l'on écrit quelques-uns.

Des réponses obtenues, se dégagent quatre types d'attitudes des réfugiés à leur retour que l'on peut ainsi qualifier :

- A - positive.
- B - négative.
- C - mixte.
- D - neutre.

A UNE ATTITUDE POSITIVE

"Contentement, joie et bien-être de retrouver son "chez-soi" et ses "habitudes".

Ce type de réponse correspond à 60 % des résultats obtenus.

Elle est exprimée dans des termes très souvent semblables : « Joie et bien être de se retrouver chez soi », « grande satisfaction à mon retour ». « La grande joie de retrouver la montagne (n° 609) », « J'avais la nostalgie de ma commune » (n° 436, femme de ménage, 54 ans, six enfants).

Ces réponses expriment les trois nuances suivantes

1 - Le soulagement de voir se terminer les conditions difficiles dans lesquelles l'évacuation avait été vécue.

- "Bien-être, heureux de se retrouver chez soi, de ne plus être discriminés et ridiculisés par les Pointois". "Nous n'étions plus les parias de la Société" (n° 163, jeune lycéen, mère, femme de ménage).
- "Un sentiment de bien-être, de chez-soi, de désencombrement" (n° 181, artisan rentré en octobre à Capesterre).
- « Etre libéré de la méchanceté inexplicable des Grands-Terriens » (n° 272, infirmière, 36 ans, 3 enfants, rentrée fin décembre).
- "Il était temps, les loyers à Pointe-à-Pitre ne sont pas bon marché et mes enfants sont des lycéens" (n° 112, retraité de la fonction publique, huit enfants).
- "Bien-être d'être à nouveau dans son chez soi, de pouvoir parler sans que les autres entendent" (n° 503, mère de neuf enfants, 49 ans, réfugiée dans un camp d'hébergement).
- "C'était un havre de paix, je me suis senti enfin chez moi, c'était un soulagement" (n°166, ouvrier, 55 ans, dix enfants, réfugié dans un camp d'hébergement).

2 - Le soulagement de se retrouver chez soi après avoir pensé retrouver la région dévastée :

- "Je n'avais jamais pensé revoir mon foyer" (n° 420, artisan, 37 ans, huit enfants, venant de Matouba, réfugié dans un camp d'hébergement).
- "Très heureux qu'il n'y ait pas eu de catastrophe et d'être à nouveau chez moi" (fonctionnaire, 59 ans, douze enfants).
- "Très contente de retrouver mon chez moi, ma maison et mes terrains" (n° 109, femme de ménage, 52 ans, six enfants, évacuée à Bouillante, en location).
- "Le sentiment de celui qui avait quitté tous ses biens, ses parents et ses habitudes et qui les a retrouvés après de longues années (n° 215, fonctionnaire, 38 ans, cinq enfants).

3 - Ou encore un attachement réel à la beauté et au charme de la région :

- "Le bien-être d'être chez soi qu'on ne connaissait pas avant l'évacuation, qui a été le revers de notre médaille, faite de silence, de calme, de fraîcheur et de rêve" (n° 222, enseignant, quatre enfants, réfugié d'abord dans sa famille au Lamentin, puis en location à Pointe-à-Pitre).
- "Très content de revoir Basse-Terre et ma maison (n° 246, fonctionnaire, 40 ans, six enfants, évacué à Deshaies chez des amis).
- "Joie de retourner chez moi, sous mon climat" (n° 439, mère sans profession, 39 ans, huit enfants).
- "L'évacuation nous a permis de savoir ce qu'on avait chez nous que l'on ne trouve pas ailleurs" (n° 456, père artisan, 52 ans, mère, 33 ans, deux enfants ; le questionnaire était répondu par la mère "avec acceptation du père").

B UNE ATTITUDE NÉGATIVE

"Crainte et tristesse". Cette attitude est celle de 27 % des réfugiés de l'échantillon. Le pourcentage est le même à Saint-Claude et à Basse-Terre. Il est de 26 % dans la "zone périphérique".

1 - C'est tout d'abord et pour le plus grand nombre un sentiment de peur qui domine :

On trouve les expressions suivantes :

- "Au début, nous étions tous craintifs".
- "On était inquiets".
- "Crainte des nuits à passer jusqu'à Pâques".

Ou plus brièvement encore :

- "Crainte".
- "PEUR" (n° 501, fonctionnaire, 33 ans).

2 - Cette peur s'accompagne du sentiment qu'il va falloir repartir :

- "Peur, croyant que la Soufrière recommencera de nouveau" (n° 316, pas de réponses à la fiche d'identité).
- "La Soufrière reviendra un jour" (n° 13, agriculteur, dix enfants, habitant les hauteurs de Saint-Claude).
- "Crainte, peur que nous soyons obligés de repartir un jour" (n°. 537, agriculteur, six enfants, questionnaire rempli par un garçon de 20 ans).
- "Un sentiment d'insécurité ; il est désormais inutile de vouloir vivre à proximité d'un volcan à caractère explosif en activité" (n° 223 , 44 ans, quatre enfants, n'a pas répondu à la question "Profession").

3 - Avec la peur, on trouve exprimé l'impression de solitude, de tristesse et d'abandon qui a frappé les réfugiés à leur arrivée chez eux.

- "La Section était déserte" (n° 419, agriculteur de Matouba, indien, 33 ans, quatre enfants, rentré en novembre 1976).
- "La ville était morte" (n° 299, fonctionnaire, 52 ans, sept enfants, rentré en décembre 1976).
- "Tout était désolé, beaucoup de maisons fermées, l'impression que les gens ne reprendraient jamais ni confiance, ni goût à la région." (n° 638, enseignant, 29 ans, pas d'enfants, rentré en janvier 1977 à Basse-Terre).
- "Ce n'était pas pareil au point de vue des gens et des amis" (n° 15, famille d'agriculteurs à Saint-Claude ; questionnaire rempli par la mère, 41 ans, dix enfants, trois changements de domicile pendant l'évacuation ; retour en janvier 1977).
- "Tout était triste" (n° 145, fonctionnaire de la D.A.S.S., 41 ans, quatre enfants, rentré en décembre 1976, mais a gardé un appartement en location à Pointe-à-Pitre jusqu'en 1978).

4 - Dans certains cas, le retour s'accompagne de l'amère constatation des dégradations qui se sont produites dans les maisons abandonnées. Les réfugiés se retrouvent chez eux, étrangers à leurs foyers. Ils disent :

- "J'étais désorientée" (n° 130, famille d'ouvrier, neuf enfants) .
- "Très déçu de ma maison ; problème de l'eau" (n° 138, femme de ménage, 34 ans, cinq enfants, réfugiée dans un camp d'hébergement).
- "Nous nous sommes sentis étrangers à la maison" (n° 170, ouvrier, 50 ans, neuf enfants).
- "Découragement, maison en mauvais état, armoires pillées" (n° 338, 61 ans, sans profession).
- "La maison était sale, pleine d'eau et d'herbe" (n° 468, femme de ménage, 34 ans, sept enfants).
- "La plus grande partie de la maison à réparer" (n° 478, ouvrier, 36 ans, trois enfants, rentré en septembre 1977 à Saint-Claude).
- "On dirait que Basse-Terre avait changé" (n° 545, vendeuse, sept enfants)
- "Je n'ai pas reconnu ma maison, car elle n'avait plus de couleur" (n° 601, agriculteur, 53 ans, enfants).
- "Tout était étrange, le bourg n'était pas comme avant" (n° 155; commerçant, 53 ans, quatre enfants, rentré à Bouillante en septembre 1976).
- "Sentiment d'étrangeté ; j'étais un revenant qui ne reconnaissait plus les lieux" (n° 203, infirmière, 52 ans, dix enfants, réfugiée à Baie-Mahault dans sa famille ; rentrée en même temps que les cliniques de Saint-Claude en juin 1977).

La description la plus explicite :

- "Il n'existe pas de vide et la nature a eu vite fait d'occuper la place en l'absence des hommes ; l'odeur de soufre brûlait l'estomac, les cafards et les souris régnaient ; la radio faisait un vrai lavage de cerveau" (n° 512, enseignant, rentré en janvier 1977 à Saint-Claude (Bas de Saint-Claude)).

5 - Enfin, on voit s'exprimer l'inquiétude pour l'avenir de la Basse-Terre, et l'impossibilité d'un retour à l'état précédant les événements de 1976 :

- "J'ai eu l'impression que tout était fini" (n° 168 - femme de ménage, huit enfants).
- "Que c'était fini pour Basse-Terre" (n° 304, sans profession, 47 ans, huit enfants, rentré en décembre 1976).
- "Que Saint-Claude allait prendre bien plus de temps pour revivre. (n° 482, mère de famille sans profession, 39 ans, six enfants, rentrée en janvier 1977, réfugiée dans sa famille au Moule).
- "La Basse-Terre avait changé complètement (n° 335, ne donne pas d'état-civil).
- "Tout était désolé, beaucoup de maisons fermées ; l'impression que les gens ne reprendraient jamais ni goût, ni confiance à la région" (n° 638, enseignant à Basse-Terre, 29 ans, pas d'enfants, rentré en janvier 1977).

C UNE ATTITUDE MIXTE

1 - Cette attitude associe les deux précédentes : joie de rentrer chez soi, mais crainte de l'avenir: "Contentement et peur, écrivent les intéressés".

Cette catégorie correspond à 6 % des réponses obtenues. Elle est exprimée parfois de façon moins élémentaire :

- "Joie, mêlée de crainte, content de revenir au foyer et surtout de ne plus être la cible des xénophobes de la Grande-Terre (n° 293, fonctionnaire, 45 ans, trois enfants, rentré en décembre 1976 à Basse-Terre).
- "Contents, frustrés, ennuyés, angoissés par le bruit des moteurs, le bruissement des bambous ou la pluie sur le toit" (n° 269, enseignant à Saint-Claude, rentré en décembre 1976, 48 ans, cinq enfants).
- "Contentement et peur" (n° 314, commerçant à Basse-Terre, 34 ans, un enfant, rentré en décembre 1976).

D UNE ATTITUDE NEUTRE

La quatrième catégorie recouvre, un peu artificiellement, des témoignages qualifiés de neutres : tels qu'ils sont rédigés, on ne peut dire si le réfugié est plus heureux qu'effrayé d'être rentré.

11 % de nos témoignages se retrouvent dans cette catégorie. On y trouve des expressions telles que :

- "Aucun sentiment".
- "Pareil que l'année d'avant".
- "Comme par le passé" etc...

Mais on y trouve également des témoignages intéressants quoique difficiles à classer.

- "Après les privations et les épreuves subies, je suis revenue plus forte avec la ferme résolution de ne pas m'affoler en cas d'alerte et d'éduquer mes enfants à en faire autant. Je fais ce que je peux afin d'aider mes enfants à vivre comme avant, bien que ce soit très difficile" (n° 234, famille d'artisan, mère de six enfants, réfugiée dans un camp d'hébergement ; rentrée à Saint-Claude en décembre 1976).

Ou bien, et allant dans le sens opposé :

- "Il y avait un changement (en Basse-Terre). Je m'étais habituée à la vie de 1976 (n° 243, mère sans profession, 47 ans, six enfants, réfugiée en camp d'hébergement).

Ou encore :

- "Reprendre le travail parce qu'on manquait d'argent" (n° 548, agriculteur à Saint-Claude, 32 ans, deux enfants).

Enfin, le témoignage des résistants au départ

- "Je ne suis partie que la journée du 15 août, forcée par les gendarmes, mais quand j'ai vu arriver mes voisins en décembre 1976, je me suis dit : enfin, les têtes de mule ont compris qu'il n'y avait pas de danger, pour se tasser comme des porcs dans les écoles" (n° 489, infirmière, 40 ans, trois enfants).
- "C'était bête de partir pour si peu !" (n° 490, secrétaire, 33 ans, trois enfants).

Parmi notre échantillon, on ne trouve qu'une seule fois un écho à caractère politique en réponse à la question concernant les sentiments des réfugiés à leur retour en Basse-Terre. Ce témoignage (n° 330) est celui d'un directeur d'école de 39 ans, père de deux enfants. Il écrit :

- "J'ai pensé que le gouvernement agissait en grand irresponsable, qu'il politisait ce drame au maximum pour montrer aux guadeloupéens qu'ils ne pouvaient rien sans la mère patrie" (rentré en Basse-Terre en janvier 1977, réfugié dans sa famille).

Ce tour d'horizon des attitudes des réfugiés à leur retour amène à se demander jusqu'à quel point on peut appliquer aux questions suivantes, concernant les symptômes émotionnels et physiques, la notion de "cohérence du sujet". Quelle est, ici encore, l'importance du biais introduit par la question chapeau ?

Dans l'enquête, puisque 60 % des individus se déclarent heureux et satisfaits de leur retour, retrouve-t-on 60 % d'individus non-affectés par les éléments composants, ce qu'on a appelé le "syndrome individuel" ?

Dans l'observation des groupes réels, écrit P. Léonard ¹⁷, on peut essayer de vérifier si le comportement réel des groupes correspond aux règles de l'équilibre ou non"...

"L'étude de la cohérence interne devient celle de l'organisation des réponses du sujet dans des situations qui demandent une réponse organisée mais ne permettent pas, du moins dans un premier temps, d'y parvenir avec certitude... "Il s'agirait de l'expression d'un besoin de cohérence interne à défaut d'adaptation" ¹⁸.

A travers l'ensemble du questionnaire, on s'est interrogé sur l'influence possible de ce biais de cohérence interne du sujet, sur notre échantillon.

¹⁷ "Introduction à la psychologie sociale" – S. Moscovici - 1972 - Librairie Larousse

¹⁸ « Un modèle du sujet : l'équilibre de Heider » Introduction à la psychologie sociale – S. Moscovici

SECTION II

LES CAUCHEMARS

D'après notre échantillon, les enfants ont eu beaucoup de cauchemars : un enfant sur deux.

Chez les adultes, 31 % des enquêtés avouent en avoir eu également. Ce résultat peut être comparé à celui que présente J.E. Haas ¹⁹, professeur de sociologie à l'Université du Colorado, dans une étude consacrée aux conséquences du cyclone Tracy qui ravagea Darwin (Australie) en 1974. Il écrit : "Certaines manifestations de troubles émotionnelles parmi les enfants ne furent pas rares dans les premières semaines suivant le désastre" (terreurs nocturnes).

Les réactions de terreur nocturne en Guadeloupe ont commencé à la suite de la "fuite" du 8 juillet. On en trouve déjà la trace (cf. chronique page 5) dans une lettre, adressée par les habitants de Saint-Claude, au Préfet, le 19 juillet.

Le Préfet demandait aux habitants de regagner rapidement leurs foyers. Les Saint-Claudiens refusent en disant notamment : "Nos enfants sont encore effrayés par leur fuite du jeudi 8... (F.A. 26/07/76). L'évacuation du 15 août s'est effectuée dans des conditions moins traumatisantes. Par contre, entre le 8 juillet et le 15 août, les nerfs des habitants du triangle, ont été mis à rude épreuve par les secousses, les grondements et les cendres émanant constamment du volcan.

On avait donc essayé de savoir si les cauchemars se rapportaient davantage à l'évacuation ou au volcan lui-même. Les résultats obtenus ne sont pas significatifs. A travers les brefs récits qui en sont faits, les deux phénomènes sont liés : la Soufrière éclate, soit que le rêveur la voit, couverte de flammes et expulsant des cendres, soit qu'il sache intimement dans son rêve "que c'est arrivé" et qu'il faut donc fuir.

L'unité de thème de ces rêves pouvait en permettre une étude intéressante, tant du point de vue de leur structure, que de leur contenu. "Le rêve, dit R. Bastide, (le rêve, la transe et la folie) est toujours fonctionnel même si sa fonction change d'une culture à l'autre. Il n'est pas simple mémorisation et retour au passé, mais construction de l'avenir".

Dans le questionnaire, le récit du cauchemar était sollicité par une question ouverte : 63 % des interviewés ayant eu des cauchemars ont accepté de rédiger en quelques mots, la trame de leurs rêves.

A LE CONTENU **RELATION** DES CAUCHEMARS

1 - Ce sont d'abord des rêves "d'explosion" : les éléments en semblent davantage appartenir, soit à ce que l'on sait de l'explosion de la Montagne Pelée en Martinique, soit aux éléments retenus du livre de géographie du Cours Moyen : "Bruit et Feu", plutôt qu'à une expérience réelle du volcan : il y a projection dans un avenir décrit comme devant produire de telles manifestations, et non pas situation revécue par l'intermédiaire du rêve. "Hawbachs distinguait deux sortes de mémoire : la mémoire pure qui joue au sein de la fantaisie nocturne et la mémoire de la veille fortement socialisée et écartée". Il semble que les deux jouent ici en même temps.

- "Nous entendîmes un grand "Boum", puis venait de l'eau chaude, des pierres, de la cendre et du feu".
- "Le volcan éclatait... "
- "La Soufrière éclatait... "
- "Le volcan débordait en grande quantité".
- "La Soufrière était en flamme".

Il y a souvent dans ces récits absence même de description visuelle du phénomène :

- "La Soufrière explose et le feu arrive derrière moi, alors je me mets à courir".

¹⁹ "The consequences of large scale evacuation following disaster : The Darwin Australia cyclone disaster of december 25 - 1974. J.E. HAAS - July 1976. Working paper 27 University of Colorado - Boulder - Colorado".

2 - Avec ce dernier exemple, on rencontre le deuxième thème de ces cauchemars : La fuite, fuite angoissée et menacée comme on court toujours dans les rêves.

On peut ajouter également dans ce contexte de fuite, les rêves répétés de l'évacuation du 8 juillet qui avait eu lieu dans un brouillard de cendres.

- "J'ai rêvé qu'on s'évacuait encore", écrit-on.

- "Un soir, la Soufrière avait éclaté ; on nous priait de quitter nos maisons et nous n'avions pas le temps de prendre quoi que ce soit"

- "Il y avait eu une projection de cendres, et j'avais les deux jambes brûlées en courant pour m'enfuir".

Pour des mères, c'est le souci de leurs enfants qui prédomine :

- "Elle éclatait, tout le monde courait et j'avais perdu une de mes enfants".

Ou encore :

- "La cendre recommençait à tomber, tous les gens criaient et couraient désespérément à la recherche de leurs enfants".

3 - Dans cette fuite, on assiste à la ruine et à la dévastation de Basse-Terre :

- "L'éruption de la Soufrière et tout le monde de la Basse-Terre est anéanti", (n° 544). C'est le rêve d'un adulte, fonctionnaire de 48 ans, neuf enfants, qui a vécu l'évacuation au Lamentin dans sa famille. Ses enfants ont également eu des rêves concernant le volcan et l'évacuation. Ces rêves ont duré longtemps, en fait jusqu'à maintenant (juin 1978). Il est rentré à Basse-Terre le 28 novembre 1976.

- "La Soufrière éclatait, sans avoir eu le temps d'évacuer, tout le monde mourait" (n° 522). Il s'agit d'une femme de 43 ans, mère de huit enfants, sans profession à Basse-Terre. Ses enfants n'ont pas eu de rêves ou cauchemars. Ils ont vécu l'évacuation en camp d'hébergement au Lamentin et sont rentrés le 9 décembre 1976. "Nous n'aimons pas la Grande-Terre, dit-elle". "Nous étions très contents d'être de retour chez nous parce qu'il était temps".

- "Le volcan entrainait en éruption, il vomissait des cendres et a anéanti la ville de Saint-Claude". Le récit est fait par un jeune garçon du C.E.T. Ducharmoy dont la mère, sans profession, a dix-sept enfants, 55 ans. Ils ont vécu l'évacuation en camp d'hébergement à Baie-Mahault, puis ont loué un appartement. Ils sont rentrés en décembre 1976 (n° 643).

- "J'étais dans la rue et c' était la fin du monde. Tout le monde mourait autour de nous". Ici, il s'agit d'une femme de 40 ans, huit enfants, habitant Matouba, sans profession, évacuée dans un appartement à Deshaies. Elle considère en juin 1978, que "la vie n'a pas repris normalement, surtout sur les Habitations" (n° 439).

- "Le volcan débordait en grande quantité de lave qui engloutissait toute la ville". Le narrateur est une jeune fille du Lycée Gerville-Réache, soit entre 15 et 20 ans. Sa mère est femme de ménage, 40 ans, quatre enfants. Ils habitent Baillif et ont vécu l'évacuation chez des parents et des amis à Sainte-Rose (n° 182).

- "La Guadeloupe était engloutie". Cette habitante de Baillif a six enfants qui ont eu également des cauchemars se rapportant à l'évacuation. Ils durent encore. Ils ont vécu l'évacuation à Saint-François, dans un logement loué et sont rentrés en janvier 1977 (n° 334).

4 - Enfin, certains cauchemars font appel à l'intervention divine :

- "J'étais au pied du volcan, un petit garçon se présente à moi et me dit : maman gouverne ce volcan, il ne se produira rien avant cinq ans".

- "Une vierge sur le volcan qui disait que ça va pas tarder, et nous demandait de prier".

- "La Soufrière a éclaté, elle a renvoyé beaucoup d'eau qui s'est transformée en fleuve, et on s'est sauvé sur un bateau ; il y avait une vierge dans le cratère".

On a dressé une nomenclature thématique du contenu des récits de cauchemars. On s'est particulièrement intéressé au thème de la "destruction totale" et de "l'anéantissement de la Basse-Terre". Pour ce faire, on s'est efforcé de "resituer le conteur" par sa profession, sa culture et son milieu social, comme le souhaite le Professeur Bastide.²⁰ On aurait aimé voir ainsi apparaître le profil de celui qui rêve d'anéantissement pour le confronter à cette proposition : "Le contenu du rêve semble dépendre du degré d'intégration à une société

²⁰ "Le rêve, la Transe et la Folie" Bastide - Flammarion 26, rue Racine - Paris.

donnée". Y avait-il dans notre échantillon un rapport entre le rêve d'anéantissement et un certain degré d'intégration à la société.

Les remarques que l'on peut faire ne permettent pas de conclusions significatives. On ne retrouve pas de lien avec les conditions de l'évacuation" (hébergement, famille, location, etc ...), ni avec le statut professionnel.

B STRUCTURE DES CAUCHEMARS

1 – La logique du récit

Comme le faisait remarquer Bastide, il n'y a pas forcément cohérence dans la séquence des images d'un rêve. C'est le narrateur qui lui donne cette cohérence lorsqu'il le raconte. Un cauchemar est un état émotionnel violent ressenti comme vécu réellement. La vive impression qu'il produit demeure longtemps présente dans l'imagination. C'est une sensation plutôt qu'une histoire. On s'est efforcé de retrouver quelques éléments caractéristiques de la structure de ces cauchemars :

- Ressentis au plan individuel, ils mettent fréquemment en cause la collectivité. Ceci permettrait de penser qu'il s'agit d'individus fortement intégrés dans leur milieu d'appartenance.
- Au plan de la distribution des rôles, on constate que l'activité du volcan est ressentie comme une activité plus personnelle que mécanique. Il y a personnalisation du volcan.

2 - Le vocabulaire :

On a déjà fait remarquer la pauvreté des images qui nous sont transmises par les récits recueillis. La raison peut en être la difficulté de passer de l'image à l'écrit en très peu de mots dans un espace réduit. Ce sont des clichés littéraires qui nous parviennent : "Le volcan vomissait de la lave..., des coulées de laves". On peut observer qu'en juin 1978, l'apprentissage des termes volcaniques est assimilé. Cependant, on a relevé quelques images qui paraissent moins stéréotypées.

- "Crevasses où les gens s'enfonçaient, mais où moi je riais".
- "J'ai vu la montagne qui tombait et brûlait".
- "Des étoiles filantes qui sortaient d'une faille".

3 – L'élément prémonitoire

Bastide distingue contenu manifeste et tendance cachée. On a donné dans les pages précédentes, un compte-rendu de ces contenus manifestes. On s'est intéressé particulièrement ici à ceux qui font intervenir une vision divine, à caractère prémonitoire.

- L'un : "Il ne se produira rien avant cinq ans" (n° 175). Le narrateur est une veuve de 53 ans, mère de dix enfants, sans profession, habitant Trois-Rivières où d'ailleurs elle est née. Sur son questionnaire, elle a barré le mot cauchemar et laissé subsister, seul, le mot rêve.

Elle pense que les événements ont eu une influence sur la vie religieuse et les croyances (entendez superstition) en Guadeloupe. Elle est rentrée en janvier 1977, chez elle, avec un sentiment de bonheur et de sécurité. Elle avait loué un appartement à Pointe-à-Pitre où elle a "souffert de la chaleur" !

- Le second : "Ça va pas tarder, il faut prier". Il s'agit du rêve d'une enfant. Cette jeune fille est au C.E.S. Ducharmoy, elle a donc entre 12 et 16 ans. Elle fait partie d'une famille de treize enfants dont le père est retraité. Ils habitent les hauts de Saint-Claude. Le père pense que les événements ont eu une influence sur la vie religieuse en Guadeloupe.

Evacués d'abord chez des "inconnus", à Sainte-Anne, ils ont loué un logement à Pointe-à-Pitre qu'ils ont gardé jusqu'en janvier 1978. Ils vont rarement en Grande-Terre maintenant : "à cause des insultes des gens de la Grande-Terre". S'il y avait une nouvelle évacuation, ils iraient en Métropole ou ailleurs. Lorsqu'ils sont rentrés à Saint-Claude, en décembre 1976, "nous étions tous craintifs, dit le père, mais plus maintenant, c'est fini".

L'élément prémonitoire n'est que faiblement représenté dans l'échantillon. Il est fortement lié à des sentiments religieux dans les deux cas relevés. Il est le fait de deux femmes appartenant à des familles nombreuses (dix et treize enfants) et d'un niveau socioculturel faible. Les prédictions émises sont contradictoires.

SECTION III

LA SENSIBILITÉ AUX BRUITS

Les rescapés de Buffalo Creek disaient : "Je ne supporte plus un bruit un peu fort, cela me met les nerfs en pièces". De notre côté, nous avons formulé l'hypothèse d'une association, plus ou moins consciente chez les réfugiés, d'un bruit de la vie quotidienne avec celui du volcan, entraînant une réaction d'alerte.

Lors des enquêtes préliminaires en janvier et février 1977, des instituteurs nous racontaient : "Chaque fois qu'un camion monte la côte de Saint-Claude, la moitié de la classe est debout, prête à partir", et ce phénomène était pour eux très angoissant. En effet, lors du retour en Basse-Terre des sirènes d'alarmes ont été installées (cf. chronique). Dans le cas d'une alerte "top 2" les enseignants étaient déclarés responsables de l'évacuation des enfants de leur classe. Or, disaient les instituteurs, nous n'avons pas une chance de mener à bien cette tâche : à la première alerte les élèves se seront rués sur les portes et dispersés ; ils nous passeront sur le corps si l'on veut les en empêcher, ajoutaient-ils, en dramatisant sans doute, pour protester contre cette responsabilité imposée, mais très mal acceptée.

A LES BRUITS SYNONYMES D'ALERTE POUR LES RÉFUGIÉS : "LE BRUIT - ASSOCIATION"

Sur nos 392 dossiers, 237 font une liaison avec un bruit de la vie courante, soit 60 % et 155 ne répondent pas à la question ou ne savent pas. Il avait semblé normal d'additionner les non-réponses à ceux qui "ne savent pas" : on obtient ainsi 40 % d'individus peu sensibilisés, apparemment, au phénomène du bruit.

Ici les résultats par zone géographique sont assez significatifs. On ne présente que les réponses de Saint-Claude et Basse-Terre. En effet, le terme "périphérie" recouvre des endroits éloignés de la Soufrière comme Trois-Rivières ou Capesterre où le bruit du volcan était rarement entendu, et des endroits comme Gourbeyre où, au contraire, les manifestations étaient ressenties comme à Basse-Terre. Les résultats ne sont donc pas significatifs.

A Saint-Claude, c'est 68 % des enquêtés qui répondent affirmativement.

A Basse-Terre, 43 % seulement. Il est certain que, dès que l'on s'éloigne de Saint-Claude, le bruit du volcan devient moins perceptible. Il faut même faire une distinction entre ce que l'on a appelé la zone 1 correspondant à Matouba et les Hauts de Saint-Claude, et la zone 2 des Bas de Saint-Claude. C'est donc un phénomène assez localisé et ceci du fait même que les manifestations volcaniques ont rarement atteint une très forte intensité.

Description du bruit - Associations

- Tant pour les Saint-Claudiens que les Basse-Terriens, le bruit du volcan est assimilable à celui d'un avion, Boeing en détresse, dit-on, décollage d'un avion, Boeing dans le lointain, avion qui passe, avion à réaction passant assez bas, ou enfin plus précisément encore : "Concorde le vendredi" (59 %).

- Viennent ensuite les expressions se rapportant à un bruit de moteur, au grondement d'un moteur: "Gros camion, rame de métro, une vieille voiture, une bétonnière, une moto, un camion qui décharge" (15 %).

- Puis des références à l'orage et au tonnerre : "le tonnerre qui gronde" le bruit du tonnerre (11 %).

- Ou encore des éboulements de pierres (5 %), des bruits de mine ou d'explosion: "Une bombe", "une énorme bombe", "le bruit d'un fusil", "d'un canon" (3 %).

- Enfin, dans une dernière catégorie correspondant à 5 %, sont regroupées deux sortes de réponses : divers et tous. Dans le "divers", on trouve d'assez curieuses associations: "Le forage de Bouillante", "un bruit sourd comme de l'eau qui bout", "le bruit d'un incendie", "le rugissement d'un lion"...

Les enquêtés qui répondent "tous", ont paru mériter une mention spéciale :

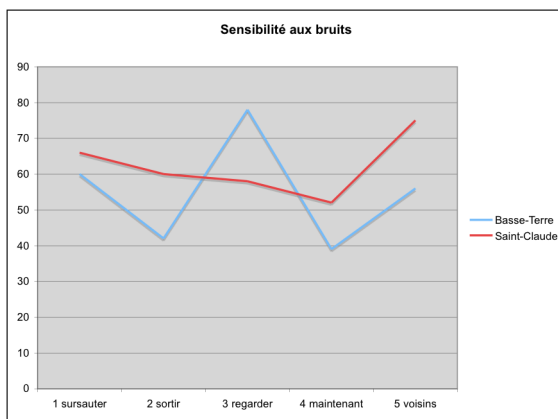
- "Tous, quand on y pense" (n° 129) répond ce docker de 63 ans.

- "Je ne peux pas qualifier ce bruit", avoue un cultivateur de 50 ans (n° 165).
- "Tout bruit qui peut causer une sensation forte ou faire sursauter", écrit cet enseignant de 29 ans qui ajoute "cela m'arrive encore (exemple: détonation de militaires)". On se souvient de ce n° 638, déjà rencontré, qui avait une vue très pessimiste de la situation à son retour en Basse-Terre. Né à Pointe-à-Pitre, il vit à Basse-Terre depuis 1974 et habitait pendant l'année 1976, la "Cité Petit-Paris qui a une vue directe sur le volcan. Il a déménagé.

Une dernière remarque concernant le vocabulaire utilisé pour définir ce bruit : on observe très souvent une notation de valeur pessimiste et d'angoisse ajoutée au bruit lui-même ; c'est: "un Boeing en détresse, un avion passant très bas, un avion qui va tomber, un avion qui perd de l'altitude, un avion passant tard dans la nuit, les voitures qui ont un drôle de bruit, un avion en difficulté".

Le bruit - association est ainsi symboliquement chargé d'angoisse.

B LES RÉACTIONS D'ALERTE



L'hypothèse était la suivante: l'apparition de ce bruit quotidien entraînait, chez les réfugiés, à leur retour, une série de réactions d'alerte. Ces réactions s'estompent. On avait essayé d'établir dans le questionnaire une échelle d'intensité approximative des réactions possibles se présentant ainsi :

- Sursautiez-vous ? (1)
- Sortiez-vous de chez vous rapidement ? (2)
- Cherchiez-vous à regarder le sommet de la Soufrière ? (3)
- Ce bruit vous fait-il encore réagir ? (4)
- Constatez-vous le même phénomène

chez vos amis et vos voisins ? (5)

Une échelle similaire a été construite par le professeur Taketoshi Takuma ²¹ à propos du tremblement de terre d'Ebino (Japon) en 1968 qui donnait les résultats suivants :

a) A cherché refuge au dehors	38,9 %
b) N'a rien fait, mais était bouleversé	14,0 %
c) A fermé les arrivées de fuel (chauffage domestique)'	11,2 %
d) Est resté tranquille	12,1 %
e) A cherché ou donné protection	4,4 %
f) A commencé des préparatifs de départ	3,5 %
g) Divers	6,3 %
h) Sans réponse	9,9 %

Le questionnaire a été distribué en 500 exemplaires, sept semaines après l' événement. Dans notre enquête, la comparaison entre les résultats de Saint-Claude et ceux de Basse-Terre est intéressante : résultats que l'on peut traduire dans les graphiques ci-dessus.

Les courbes ne se recouvrent pas. Elles présentent au contraire, un aspect dissemblable. Il faut noter l'attitude "active" de 60 % des habitants de Saint-Claude : se sachant menacés, en entendant le "bruit-association", ils sursautent et ils sortent de chez eux... puis ils regardent ce qui se passe. A Basse-Terre, par contre, on a le temps de voir venir le danger : la réaction la plus répandue (78 %) est alors de regarder le sommet du volcan pour juger de la gravité de la situation et agir en conséquence. De toute façon, la Soufrière est plus visible de Basse-Terre que de Saint-Claude.

²¹ "Human Behavior in the event of earthquakes" Taketoshi Takuma in "Disaster theory and research" 1978 - Sage Publication LTD

L'écart entre Saint-Claudiens et Basse-Terriens est encore très sensible lorsque l'on parle des réactions des individus, deux ans après les événements. 52 % à Saint-Claude contre 39 % à Basse-Terre, réagissent encore au "bruit-association" et 75 % des habitants de Saint-Claude constatent que leurs voisins en font autant contre 56 % seulement à Basse-Terre.

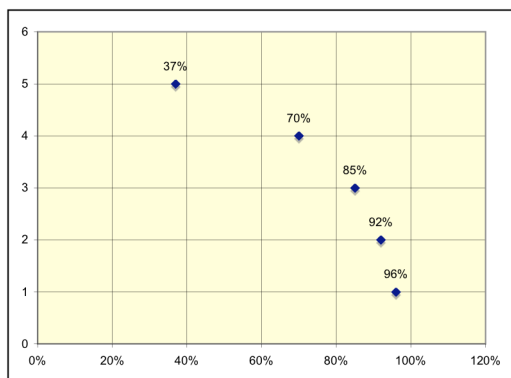
Sur le total des dossiers, on enregistre 26 % de non-réponses à la question. On remarque que l'on parlait de 40 % d'individus qui ne semblaient pas sensibilisés aux bruits lors de la question précédente. Ce résultat modifie sensiblement l'appréciation des sans-réponses à la question du bruit-association.

C - LES PROFILS D'ATTITUDE

Deux profils d'attitude contradictoires s'esquissent à travers cette sensibilité aux bruits :

- Le réfugié répond "Oui" aux cinq questions : 15 % des enquêtés se situent donc au maximum de notre échelle.

- Le réfugié répond "Non" aux cinq questions : 7 % refusent catégoriquement toute réaction aux bruits. Ils se situent au point 0 de, notre échelle d'intensité. Dans l'incapacité où l'on est de donner la totalité des résultats, on a procédé à des sondages ponctuels : c'est-à-dire que l'on a considéré dans chaque zone étudiée un échantillon de hasard correspondant à une classe d'un établissement scolaire. A partir de ces sondages, on s'est efforcé de montrer "le clivage par zone" des profils rencontrés.



1 – Sondage à Matouba :

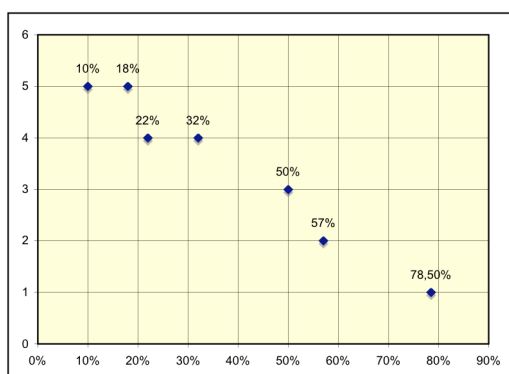
Si l'on fait un sondage ponctuel sur une population de 27 habitants de Matouba, on obtient :

- 10 fois la réponse maximum (5 fois Oui) de réaction au bruit-association.
- 0 fois la réponse minimum (5 fois Non).
- 1 sans réponse.
- 9 fois quatre réponses affirmatives ; la réponse la plus rejetée (6 fois) étant : "sortir de chez soi".
- 4 fois trois réponses affirmatives.
- 2 fois deux.

- 1 fois une : "Regardez".

Si l'on rapproche les résultats obtenus à cette question de ceux concernant les cauchemars, dans le même échantillon, on constate que dans cette population : 10 adultes sur 27 ont eu des cauchemars, 6 ont eu des sentiments de peur et d'inquiétude à leur retour dans leur foyer. Citons ce témoignage : "On avait peur, mais il fallait prendre son courage à deux mains, car il fallait un jour rentrer chez soi". On a déjà signalé les difficultés d'intégration qu'avait rencontrés la population indienne de Matouba pendant l'évacuation.

2 - Sondage à Basse-Terre :



A titre de comparaison, on opère le même sondage sur une population de 28 Basse-Terriens. On obtient :

- 5 fois la réponse maximum (5 fois Oui).
- 3 fois la réponse minimum (5 fois Non).
- 3 sans réponses.
- La réponse : "Sortir de chez soi" est refusée 13 fois.
- La réponse : "Vos voisins en font autant" est refusée 10 fois. On peut voir là peut-être une attitude de citoyens par rapport aux

rapports de voisinage du Bourg de Matouba.

- 5 fois : quatre réponses affirmatives.
- 4 fois : trois réponses affirmatives.
- 2 fois : deux réponses affirmatives.
- 6 fois : une réponse affirmative, dont trois fois "regarder" et trois fois "sursauter".

Dans cette population :

- 8 adultes sur 28 ont eu des cauchemars: pour deux d'entre eux, ce sont des cauchemars d'anéantissement de la Basse-Terre.
- 6 ont éprouvé des sentiments de crainte et d'abandon à leur retour. Parmi ces témoignages, deux pensent qu'il va falloir repartir à nouveau. Deux parlent de tristesse et de peur. Les deux derniers craignent pour l'avenir de la Basse-Terre.

Ce sont les mêmes qui ont eu ces cauchemars et éprouvent ces sentiments de peur.

SECTION IV

LA SENSIBILITÉ AUX ODEURS

Il s'agit de l'odeur très particulière de soufre qui s'exhale du volcan. Le Père Labat (1696), décrivait déjà ces vapeurs sulfureuses :

"La bouche de la Soufrière est un trou oval qui me parût de 18 à 20 toises de large. Ses bords étaient couverts de pierres mêlées de cendres et de morceaux de soufre. Il en sortait de temps en temps des tourbillons de fumée noire, épaisse, sulfurée... qui ne laissaient pas de nous incommoder quand le vent les portait du côté où nous étions".

Ce n'est donc pas une odeur nouvelle pour les habitants de la région. Néanmoins, pendant et après chaque manifestation, surtout avec un plafond nuageux très bas, cette odeur d'oeuf pourri devenait insupportable pour ceux qui se trouvaient sous le panache.

Dans la semaine du 9 au 15 août, précédant l'évacuation, cette odeur qualifiée de "nauséabonde" représentait une nuisance qui avait incité les gens à partir. Après la décision de retour en novembre, M. Le Guern, chimiste, spécialiste de l'analyse des gaz, est demeuré en Guadeloupe pour étudier, en particulier, les effets et les risques que présentaient ces gaz sur la végétation, la population ou les animaux. Il présente un rapport fin décembre 1976 qui conclut à la nécessité d'une surveillance continue des gaz émis par le volcan mais, en phase de non-activité phréatique, à leur innocuité. A partir de là, les cliniques et hôpitaux de Saint-Claude seront autorisés à rentrer.

Lors de notre enquête un réfugié moyennement informé sait à quoi s'en tenir sur la question, ou du moins connaît la thèse scientifique officielle. Le fait que les réfugiés attachent encore de l'importance, deux ans après les événements, à l'odeur de soufre semble bien alors constituer une "attitude-réflexe" de nature émotive qui peut être rapprochée de celle relevée, toujours à Buffalo Creek, dans notre population de référence, compte tenu de la spécificité des agents de désastre.

A Buffalo Creek, Erikson relève ce témoignage comme courant chez les rescapés du désastre et significatif, dit-il, de l'état de choc individuel. "Chaque fois qu'il pleut, je retrouve cette horrible impression qu'il serait tout à fait naturel que cette averse se transforme en une nouvelle inondation".

L'auteur précise : "Ce témoignage exprime exactement l'état d'esprit des rescapés : il est naturel pour eux, maintenant, que les choses tournent mal".

Lors de la construction du questionnaire, nous avons donc formulé l'hypothèse suivante : "Quoique l'odeur de soufre soit un phénomène constant et connu des habitants de la Basse-Terre, les réfugiés, depuis leur retour, y voient un phénomène significatif de danger volcanique".

Pour mesurer l'importance de cette réaction d'alerte des réfugiés on leur a demandé de se prononcer tout d'abord sur l'éventuelle nocivité de cette odeur, puis de préciser leur réaction à cette odeur. On remarque tout d'abord une proportion de non-réponses très faible allant de 3 à 15 % ; ce qui laisse bien présumer que la question revêtait une importance particulière pour les enquêtés.

- LES RÉSULTATS

A ATTITUDE - RÉFLEXE

Les résultats paraissent significatifs à plusieurs titres.

1 - Saint-Claude

- Les habitants de Saint-Claude, familiers du phénomène, présentent une plus importante proportion de réponses négatives à la question concernant la nocivité des gaz sulfureux que ceux de Basse-Terre ou de la Périphérie.

- Par contre, leur réaction d'alerte au phénomène odeur est nettement plus marquée : à leur retour, c'est 69 % des enquêtés qui, le matin en s'éveillant, testaient l'odeur du volcan.

En 1978, ils sont 22 % à perpétuer cette attitude régulièrement et 23 % à le faire "quelquefois" : c'est-à-dire que 45 % des habitants de Saint-Claude demeurent, deux ans après les événements, sensibilisés à l'odeur de soufre.

Si l'odeur est particulière, c'est-à-dire plus forte ou différente, 39 % d'entre eux, en 1978, ont une réaction d'inquiétude.

2 - Basse-Terre

A Basse-Terre et à la Périphérie les résultats sont inversés :

- 58 % des Basse-Terriens et 71 % des Périphériques estiment que ces odeurs sont nocives pour les hommes, contre 41 % seulement à Saint-Claude.

- 51 % des Basse-Terriens et 70 % des Périphériques les jugent nocives pour les animaux contre 42 % à Saint-Claude.

- 58 % des Basse-Terriens et 60 % des Périphériques les estiment nocives pour les plantes contre 48 % à Saint-Claude. On explique la différence qui s'établit à Saint-Claude entre plantes (48 %) et animaux et humains (41 % ; 42 %) par le fait que beaucoup de maraîchers de Matouba ont vu leurs récoltes détruites en partie, en raison de l'imprégnation des sols par les gaz. Les choux étaient en particulier pourris à la racine. Une enquête a été menée à ce sujet par l'INRA. (Institut National de Recherche Agronomique) qui a donné les indications suivantes :

On a constaté en janvier et février 1977, une très importante acidité du sol. Mais il n'a pas pu être établi définitivement que cette acidité était causée par les gaz ou les retombées de cendres. Les sols tropicaux, disent les spécialistes, s'acidifient très rapidement, mais inversement se régénèrent assez rapidement. La coopérative maraîchère de Matouba, "le Flambeau", groupait 80 adhérents avant les événements. Ils ne sont plus désormais que 15. Les autres se sont reconvertis dans des emplois salariés, ou bien ont cherché à louer des terres à maraîchage dans la région de Baillif où le réseau d'irrigation vient d'être mis en service.

La prise de position massive des habitants de la zone Périphérique en ce qui concerne la nocivité des gaz pour les hommes et les animaux, peut s'expliquer par le fait que, dans cette zone, c'est la seule réelle nuisance que les réfugiés ont vécu : trop éloignés pour entendre le bruit du volcan et les retombées de cendres les atteignant rarement (une fois à Capesterre en septembre), ils ont néanmoins vécu dans cette odeur environ six mois. A juste titre, l'un d'eux constate : "Cela dépend jusqu'à quel point on sent l'odeur du soufre". Odeur, qui, disent les réfugiés, "donne des nausées légères, mais peuvent vous réveiller en plein sommeil".

Par contre, la réaction d'alerte, importante au retour (69 % des habitants de Basse-Terre s'efforcent de sentir s'il y a une odeur à leur retour et 55 % des Périphériques), s'est estompée rapidement. En 1978, à Basse-Terre, 17 % persistent encore à tester l'odeur du volcan régulièrement et 17 % "quelquefois".

Dans la zone Périphérique, les pourcentages sont de 14 et 11 %, soit 25 % seulement de réactions, deux ans après les événements.

B LES PROFILS D'ATTITUDE

On a voulu continuer à suivre les deux profils contradictoires déjà esquissés.

Au total, dans notre enquête :

- 28 % des enquêtés estiment que les gaz- sont nocifs pour les hommes, les plantes et les animaux-: Oui: 3 fois (attitude maximum).
- 23 % estiment que ce n' est pas nocif du tout (attitude minimum).

On opère ces sondages sur les mêmes échantillons que ceux analysés dans les sections précédentes.

1 – Sondage à Matouba

Les sondages ponctuels à Matouba donnent (sur 27) :

- 10 réponses affirmatives dans les trois hypothèses : intensité maximum.
- 5 réponses négatives dans les trois hypothèses : intensité minimum.
- 6 réponses obtiennent le maximum d'intensité, tant pour les bruits que pour les odeurs.
- 0 donne le minimum d'intensité pour les bruits et les odeurs.

2 - Sondage à Basse-Terre

Le sondage ponctuel dans la population de Basse-Terre (28) donne :

- 11 réponses affirmatives dans les trois hypothèses : intensité maximum.
- 6 réponses négatives dans les trois hypothèses : intensité minimum.

Mais seulement 3 réponses maximum en additionnant : bruit et odeurs .

- Une seule fois, on obtient le minimum d'intensité pour les bruits et les odeurs .
- Une seule "non-réponse".

Alors que la question demandait de seulement cocher une case, certains interviewés ont motivé leurs réponses. Ils écrivent : "Je perçois les odeurs et je les supporte très mal. travailler dans ces conditions est un vrai sacrifice de sa santé".

SECTION V

LES CONSÉQUENCES MÉDICALES

A la suite des événements de Buffalo Creek, on a constaté une très forte propension des rescapés à consulter les médecins. Mais, dit Erikson, cette demande médicale visait le traitement de symptômes qui n'apparaissent nulle part dans les manuels de médecine traditionnelle, symptômes nés sans doute quelque part dans les tissus du cerveau, mais néanmoins ressentis comme des troubles organiques... Il y avait des malades qui prétendaient que leurs membres ne répondaient plus à leurs cerveaux, d'autres qui ne pouvaient se défaire de l'idée que leurs corps et le monde alentour était contaminé, d'autres encore qui se sentaient incapables de respirer. Mais la plainte la plus communément exprimée concernait le fait d'avoir les nerfs en mauvais état. Les nerfs, après tout, sont une forme de matière vivante et lorsque les malades se plaignent d'avoir les nerfs brisés, ils suggèrent que les fibres mêmes de leur corps ont été en quelque sorte endommagées et doivent être soignées.

"Après l'inondation, raconte une femme d'une trentaine d'années, j'ai été malade pendant six mois, réellement malade mais je ne sais pas ce que j'avais, ni même si j'avais quelque chose. Je me sentais fiévreuse, j'avais des frissons et des diarrhées tous les jours sans pouvoir y mettre fin. Je suis devenue si faible que je ne pouvais plus marcher, ni aller travailler"...

En Guadeloupe, l'attention au phénomène médical s'est retrouvée à deux moments distincts : pendant l'évacuation et au retour. Quoique notre enquête ne porte que sur la période du retour des réfugiés, il est intéressant de rappeler l'importance que prirent dans les centres de réfugiés, les visites médicales.

A LA SANTÉ DES RÉFUGIÉS EN CAMP D' HÉBERGEMENT

- Les médecins ont été réquisitionnés et affectés d'office à certains centres. Ils effectuaient quotidiennement une tournée dans chaque salle. Chaque centre avait, en outre, un dispensaire où se relayaient infirmières et assistantes sociales. Un rapport était dressé par centre.

On peut lire dans l'un d'entre eux :

"Le dépistage des malades ne se fit pas sans mal, malgré l'effort de toute l'équipe. En effet, la population se révélait apathique, presque indifférente à tous les dangers qui la menaçaient dans cette vie communautaire. Sur 1 500 réfugiés, 156 seulement ont accepté de passer à la radio pour le dépistage de la tuberculose".

Un peu plus loin, le rapporteur s'interroge :

"N'était-ce pas négatif également de considérer les réfugiés comme des malades et leur faire subir la visite d'une équipe médicale comme elle se passait dans un centre hospitalier ? Les conséquences se sont fait sentir assez rapidement : on entendait des réflexions du genre : "Docteur, je sens que je vais être malade"²²

Ainsi, pendant l'évacuation, on a pu constater une certaine apathie des évacués en camp d'hébergement en ce qui concerne des problèmes sanitaires importants et précis, tandis qu'apparaissait un "sentiment d'être malade", symptomatique du malaise des évacués dans les camps d'hébergement.

²² Rapport de deux assistantes sociales. Documentation Lepointe

B LA SANTE DES REFUGIES A LEUR RETOUR

Dans le cadre de l'enquête réalisée au Japon en 1968 après le tremblement de terre d'Ebino, les malaises signalés par les victimes du désastre s'établissent ainsi ²³ :

	1ère semaine après	7 semaines après
Maux de tête	50,0 %	28,0 %
Maux d'estomac	7,8 %	3,0 %
Mal aux reins	10,6 %	8,9 %
Diarrhée	4,2 %	0,3 %
Constipation	15 %	3,3 %
Incontinence urinaire	4,2 %	2,5 %
Hypertension	15,5 %	9,7 %
Palpitations	16,6 %	5,8 %
Insomnies	44,5 %	22,1 %
Irritabilité	42,2 %	38,6 %
Sensation de choc	4,4 %	3,3 %
Nervosité	10%	10 %
Perte de mémoire	0,3 %	0,3 %
Manque d'appétit	0,3 %	0,0 %
Pas de symptôme	1,2 %	4,7 %
Sans réponse	3,6 %	12,8 %

Le Professeur Taketoshi Takuma conclut :

1 - Le tremblement de terre rendit la population effrayée et anxieuse.

2 - Un grand nombre de personnes se plaindront de leur santé à la suite de ces événements. Cette tendance s'est maintenue au-delà de sept semaines après les événements.

Dans notre enquête, on avait été surpris en janvier et février 1977 de constater non pas tellement le nombre de réfugiés qui se plaignaient de leur santé que des curieuses associations faites à ce sujet :

"Mes enfants ont eu des boutons", disait une mère de famille, fonctionnaire, de 35 ans ; "Le docteur pense que c'était l'odeur du soufre". Ou encore : "J'ai été très nerveux et donc fatigué". "Depuis les événements, je fais de l'hypertension ; je suis obligée de me faire soigner".

L'intérêt pour notre enquête était de savoir s'il s'agissait de cas isolés, de personnes particulièrement sensibles, ou d'une véritable psychose de maladie, correspondant aux symptômes décrits par Erikson et Takatoshi Takuma, symptômes ne conduisant pas forcément le malade chez le médecin du fait de l'imprécision des malaises ressentis. Ce phénomène apparaîtrait, pensait-on, à travers l'écart éventuel entre les résultats concernant la santé des habitants de Basse-Terre et ceux concernant les individus. La question se présentait ainsi :

"Pensez-vous que les événements de 1976 ont eu un effet :

- sur la santé des habitants de Basse-Terre ?
- sur votre santé personnelle ?
- sur celle de votre famille ?"

LES RÉSULTATS

Les résultats par zone géographique traduisent à nouveau le particularisme de la zone de Saint-Claude, par rapport à celle de Basse-Terre et de la Périphérie.

A Saint-Claude, 53 % des enquêtés pensent que les événements de 1976 ont affecté la santé des habitants de la Basse-Terre en général ; par contre, 30 % seulement ont été touchés personnellement et 38 % ont eu des malades dans leur famille, le plus souvent les enfants.

²³ Disasters theory and research - Human Behavior (déjà cité)

LES SONDAGES

Considérant que Matouba est, de par sa situation, la localité la plus exposée au volcan, on a étudié ici particulièrement deux échantillons : l'un correspond à Matouba (échantillon déjà analysé), l'autre à l'École de garçons de Mairie de Saint-Claude.

1 - A Matouba, toujours sur 27 réponses, on obtient :

- 7 réponses affirmatives dans les trois hypothèses santé collective, santé personnelle, santé familiale.
- 8 réponses négatives dans les trois hypothèses (idem).
- 7 réponses affirmatives concernant la famille, généralement les enfants.
- 4 fois la réponse affirmative pour la santé collective seulement. Curieusement, chaque fois que la santé familiale est en cause, la santé personnelle l'est aussi.
- 9 consultations de médecins pour l'adulte répondant aux questionnaires.
- 14 consultations médicales pour les enfants.

Les malaises invoqués : 10 réponses exprimées.

- "Mal à l'estomac"
- "Mal de tête"
- "Les poumons"
- "Etourdissement"
- "Crise cardiaque"
- "Mal au coeur"
- "Boutons. superficiels".

Ici encore, on regrette qu'une telle enquête, exigeant des réponses écrites donc succinctes, ne permette pas de témoignages plus descriptifs. Cependant, on relève des déclarations spontanées suivantes :

"Éraflures sur le corps ; le médecin avait déduit que ces malaises provenaient de l'eau encrassée absorbée" (n° 405). C'est une jeune fille de 20 ans qui répond au questionnaire. La famille est indienne et le père est agent des impôts. Ils sont rentrés à Matouba en janvier 1977, mais ils ont conservé un appartement à Petit-Bourg "jusqu'à maintenant" (07/78). Ils ont éprouvé des sentiments de "dégoût, de résignation, et de crainte" à leur retour. Leur réaction au bruit a cessé, mais elle était très forte au moment du retour (4 fois Oui), ainsi que la réaction aux odeurs. L'influence sur la santé tant collective que familiale et personnelle est affirmée (intensité maximum).

"L'odeur du soufre les bouleversait. Les moustiques avaient donné des blessures aux enfants" (n° 411), mère de famille qui précise "neuf enfants en charge". Elle a 45 ans, elle est indienne, sans profession. Elle présente des réactions maximum à toutes les questions : retour, bruits-odeurs-cauchemars. Elle a dû voir le médecin pour elle et pour ses enfants. Ils n'ont pas de famille en Grande-Terre, et sont rentrés le 4 décembre 1976 à Matouba (intensité maximum).

"En sentant le soufre, ils avaient mal à l'estomac". C'est encore une famille indienne, le père est agriculteur, il a 37 ans et quatre enfants. Le questionnaire a été rempli conjointement par le père et la mère. Ils ont été très touchés par les dégâts causés à leurs récoltes. "Diminution de produits maraîchers à 20 %". Les enfants ont eu des cauchemars qui durent encore, la mère également: "Pendant que je dormais, je vois un feu, et puis on m'appelle, le volcan s'éclate". L'odeur du soufre est mauvaise pour les humains, les animaux et les plantes ; la réaction au bruit-association est maximum et dure encore. Ils sont rentrés, très exceptionnellement en novembre 1976 pour constater avec amertume : "que la section était déserte" (intensité maximum).

"Des crises cardiaques. Quand on souffre du coeur, on a un choc".

Le questionnaire est rempli par le père, jardinier (employé de la Préfecture), 50 ans et cinq enfants. Ils ont été évacués en camp d'hébergement au Lamentin, pendant la première évacuation du mois de juillet. En août, ils ont trouvé un logement à Bouillante. Le sentiment au retour est positif : "La joie de retrouver notre foyer". Ils n'ont pas eu de cauchemars. La sensibilité aux bruits est maximale : elle dure encore. La sensibilité aux odeurs est faible.

Ce dernier cas paraît représentatif d'une catégorie d'enquêtés, souffrant d'une véritable maladie qui s'est trouvée accentuée par les événements. Les autres cas présentés ci-dessus semblent davantage correspondre à ce malaise diffus dont parlait Erikson.

2 - Le second sondage effectué à Saint-Claude, (École de garçons de la Mairie, 23 dossiers), donne les résultats suivants :

- 3 réponses affirmatives dans les trois hypothèses santé collective, personnelle et familiale.
- 4 réponses négatives dans les trois hypothèses.
- 2 réponses négatives à santé personnelle et santé familiale (Non - Non).
- 2 non-réponses.

Puis :

- Santé collective : 8 réponses affirmatives (Oui - Non- Non)
- Santé personnelle : 2 réponses affirmatives (Non - Oui - Oui)
- Santé familiale : 2 réponses affirmatives (Non - Oui - Oui)

Très logiquement, nous avons :

- 2 consultations médicales adultes.
- 2 consultations enfants.

Les malaises invoqués :

- "Les nerfs, le coeur et la tête" (n° 490).
- "L'odeur du soufre et du pourri" (n° 487) : il s'agit d'une famille de neuf enfants dont la mère est cuisinière à la cantine scolaire. Ils sont rentrés fin décembre 1976, Leur sentiment : "De joie et envie que la vie reprenne comme avant". Les enfants ont eu des cauchemars qui durent encore. La mère également "Etre prise dans une éruption". La sensibilité aux bruits et aux odeurs est maximum.

3 - Voici par comparaison les résultats de Basse-Terre

Influence sur

- la santé des habitants de Basse-Terre	Oui	=	42 %
- votre santé personnelle	Oui	=	21 %
- la santé de votre famille "	Oui	=	25 %

On reprend notre échantillon de 28 dossiers du C.E.S. Petit-Paris, on obtient :

- 4 réponses affirmatives dans les trois hypothèses : santé collective, santé personnelle, santé familiale (maximum d'intensité).
- 12 réponses négatives dans les trois hypothèses (minimum d'intensité).
- 5 réponses affirmatives concernant la santé collective seulement (Oui - Non - Non).
- 1 réponse affirmative concernant la santé familiale (Non - Non - Oui).
- 1 réponse affirmative concernant la santé personnelle (Non Oui Non).
- 3 sans réponses.
- 4 consultations médicales pour les adultes.
- 2 consultations médicales pour les enfants.

Les malaises invoqués : 4 réponses exprimées

. "Maux de tête et étourdissement" (n° 300). Mère de famille sans profession, quatre enfants, rentrée en janvier 1977. Pour elle, la vie normale n'a reprise en Basse-Terre que par étapes : en juin 1977, puis en septembre 1977, enfin en janvier 1978. En cas d'une nouvelle alerte, elle partirait immédiatement. Contente de retrouver sa maison, elle a eu des cauchemars ainsi que ses enfants ; ils ont duré longtemps. Elle fait état de réactions maximums aux bruits et aux odeurs. Ils ont vécu l'évacuation dans leur famille à Sainte-Anne.

- "Anxiété, nervosité" (n° 304). Mère de famille, huit enfants, 48 ans. On a déjà cité son témoignage : c'était fini pour Basse-Terre, etc...

- "Manque de souffle dû à l'odeur" (n° 308). Il s'agit d'un mère de famille, employée municipale, 53 ans, cinq enfants. Ses réactions sont maximum aux bruits et à l'odeur. Ses enfants ont eu des cauchemars et elle aussi : "Je rêvais que la Soufrière était éclatée et nous avons tous péri". La famille a vécu l'évacuation en camp d'hébergement au Lamentin. Ils sont rentrés à Basse-Terre le 19 décembre 1976. Depuis, ils évitent d'aller en Grande-Terre parce que, écrit-elle, "nous étions traités par magma" .

Il est intéressant de comparer les résultats obtenus en Guadeloupe en 1976 avec ceux d'Ebino en 1968 :

On retrouve les mêmes malaises maux de têtes, maux d'estomac, palpitations, ... etc.

Ces malaises semblent caractéristiques d'un état d'anxiété et de nervosité tel que le décrivaient également les rescapés de Buffalo.

SECTION VI

L'EXPRESSION ORALE COMME RÉVÉLATEUR DU NIVEAU D'ANXIÉTÉ

L'hypothèse préliminaire était la suivante : Les événements de 1976 ont été le centre d'intérêt principal des conversations des réfugiés à leur retour. En 1978, le sujet est soit épuisé par lassitude, soit volontairement éliminé des conversations : seule une volonté d'oubli permettant de reprendre une vie normale.

Dans ce cas particulier, la référence à l'étude d'Erikson concernant l'attitude des rescapés de Buffalo Creek, ne s'applique pas. A Buffalo, il y a eu des morts par centaines et d'innombrables destructions de bâtiments. Les rescapés se sont réinstallés dans des maisons neuves, créant de nouveaux quartiers. Leur environnement social est totalement bouleversé ; ils déclarent ne plus vouloir se lier d'amitié ; ils ont beaucoup de mal à évoquer le passé avec des voisins qui n'ont pas connu la crise, ou qui l'ont vécue différemment. Les femmes constatent que le nouveau voisinage n'est pas bon pour leurs enfants, ne constitue pas des compagnons de jeux souhaitables pour eux. L'inondation a créé une véritable coupure entre rescapés et nouveaux arrivants.

Par contre, en Guadeloupe, comme on l'a déjà expliqué, dès le 18 décembre, la société est reconstituée dans son ensemble.

On rappelle les données suivantes déjà évoquées dans la chronologie :

En janvier, puis en mars 1977, les manifestations volcaniques ne sont pas terminées. En mars, c'est jusqu'aux genoux dans une boue de cendres que les habitants de Matouba quitteront de nuit, à nouveau, leurs foyers. Les secousses ont très nettement diminué en nombre, mais non pas en intensité : au contraire, dit M. Le Guern (interview Le Guern, juin 1977).

- Le premier semestre 1977 voit l'installation de systèmes de détections scientifiques de plus en plus sophistiqués. Les équipes scientifiques du C.E.A. et de l'I.P.G. continuent jour après jour leurs mesures. Les scientifiques du Fort Saint-Charles sont aussi nombreux que pendant la période précédente. Début février 1977, un télex reçu à la Préfecture confirme l'existence de verre magmatique dans les cendres, mais dans une proportion très faible. Tout ceci se sait dans cette petite province de Basse-Terre.

- Néanmoins, les journaux depuis le 1er décembre 1976 évitent toute allusion inquiétante, toute information alarmante. A la radio et à la télévision, l'accent est mis sur les éléments d'éducation de la population recommandés par Tazieff. On assiste à de longs interviews de Michel Feuillard, à un film sur les deux chimistes, MM. Allard et Le Guern, effectuant les prises de gaz sur les bouches fumeroliennes, et des mesures de dénivellation optique.

- LES RÉSULTATS

A COMPARAISON DU NIVEAU D'EXPRESSION, AU RETOUR ET DEUX ANS APRES

Le questionnaire visait à obtenir une échelle d'intensité relative au phénomène des conversations à deux moments bien distincts le retour-d'une part, et deux ans après, d'autre part.

Deux constatations frappent immédiatement :

- Le très faible pourcentage des non-réponses : 1 à 4 %.
- La similitude des réponses entre Basse-Terre, Saint-Claude et la Périphérie :
 - a) A leur retour, les Saint-Claudiens et les Basse-Terriens parlent du volcan :

	Saint-Claude		Basse-Terre	
Beaucoup	53 %	soit	54 %	soit
Un peu	43 %	96 %	40 %	94 %
Pas du tout	4 %	4 %	6 %	6 %

b) Maintenant :

	Saint-Claude		Basse-Terre	
Souvent	8 %	soit	10 %	soit
De temps en temps	74 %	84 %	71 %	81 %
Plus du tout	18 %		19 %	
Evitent le sujet	25 %		27 %	

B SIGNIFICATION RELATIVE DE LA FUITE DEVANT LES CONSÉQUENCES RELATIVES AUX EVENEMENTS DE 1976

Considérons le résultat le plus frappant : un quart, et plus, des réfugiés évitent désormais le sujet. On s'est demandé s'il s'agissait d'une réaction comparable au silence dans lequel voulaient s'enfermer les rescapés de Buffalo Creek. Pour tenter de préciser cette réponse, on a opéré un sondage rapide dans une population où l'on obtenait sept réponses affirmatives (évitent le sujet) sur onze réponses. C'est une population de la zone Périphérique (7).

- 1 - Sondage en zone Périphérique
 - 4 dossiers proviennent de Capesterre
 - 5 dossiers de Trois-Rivières (cf. Carte n° 2)

CAPESTERRE

a) Identité (numérotés 1 - 2 - 3 - 4)

N°	Profession	Age	Nombre Enfants	Retour	Evacuation
1	Boulangier	46	7	17/10/76	Dans sa famille au Raizet
2	Employé de l'Équipement	47	6	11/76	Location Petit-Bourg
3	Employé EDF	40	7	4/09/76	Dans sa famille à Ste Rose
4	Serveuse à la cantine	-	8	10/76	Famille, puis location à Port-Louis ; puis, le 2/0/, appartement jusqu'en 12/76

b) Symptômes émotionnels et physiques

N°	Sentiments au retour	Cauchemar		Sensibilité aux bruits	Sensibilité aux odeurs	Santé	Parler	
		Adultes	Enfants				Retour	Maintenant
1	Néant	Non	Oui	Néant	Nocives mais pas de réactions	Néant	Un peu	Pas du tout
2	Satisfaction Espoir de retourner	Non	Oui	Regarder	Néant	Néant	Beaucoup	De temps en temps

Les résultats de l'enquête

	chez soi							
3	Sentiment de joie	Néant	Néant	Forte	Nocives Réaction faible	Néant	Beaucoup	De temps en temps
4	Négatif	Non	Oui	Forte	Nocives Pas de réactions	Néant	Beaucoup	De temps en temps

TROIS-RIVIÈRES

a) Identité (numérotés 1 - 2 - 3)

N°	Profession	Age	Nombre Enfants	Retour	Evacuation
1	Agent des PTT	55	10	Fin 12/76	Location à Pointe-à-Pitre
2	Agriculteur	52	5	30/11/76	Location Petit-Bourg
3	Fonctionnaire contractuelle	29	2	12/76	Famille à Pointe-à-Pitre

b) Symptômes émotionnels et physiques

N°	Sentiments au retour	Cauchemar		Sensibilité aux bruits	Sensibilité aux odeurs	Santé	Parler	
		Adultes	Enfants				Retour	Maintenant
1	Bien être	Néant	Néant	Néant	Nocives Pas de réactions	Néant	Un peu	Plus du tout
2	Mixte : contents malgré dégâts et pertes	Non	Oui	Maximum	Nocives Réactions fortes	Maximum	Beaucoup	De temps en temps
3	Joie de retrouver ma maison et la paix	Non	Oui longtemps	Néant	Nocives Réaction au retour	Néant	-	Eviter

Conclusion :

A travers ces deux tableaux, on constate :

Sur sept réponses, cinq émanent de fonctionnaires, ou employés de collectivités locales. Ils ont vécu l'évacuation dans d'assez bonnes conditions, dans leur famille ou en location. Ils sont rentrés rapidement après les événements. Ce sont des familles nombreuses.

- A l'exception de l'agriculteur de Trois-Rivières, ils manifestent une très faible sensibilité aux symptômes émotionnels et physiques retenus.

- Lorsqu'ils déclarent "éviter le sujet", on peut donc penser qu'il s'agit d'une lassitude pour un sujet dont on a déjà trop parlé. Eviter le sujet n'est pas une réaction émotionnelle.

On a opéré un sondage comparable sur une population de Saint-Claude. Il s'agit d'une population dont les enfants fréquentent le C.E.S. Ducharmoy, mais habitent les Hauts de Saint-Claude. Sur le groupe de onze enquêtés : six. déclarent éviter les conversations relatives au volcan, quatre les acceptent et un ne se prononce pas.

SAINT-CLAUDE

a) Identité

N°	Profession	Age	Nombre Enfants	Retour	Evacuation
1	Ménagère	46	4	01/77	Amis - Gosier
2	Commerçant à Matouba	50	4	10/76	Famille- Moule
3	Agriculteur	60	3	12/77	Camps, puis location Gosier
4	Femme au foyer	48	8	01/77	Amis – Morne-à-l'eau
5	Infirmier	-	3	01/77	Location Abymes
6	Cultivateur	37	8	12/76	Location Baie-Mahault

b) Symptômes émotionnels et physiques

N°	Sentiments au retour	Cauchemar		Sensibilité aux bruits	Sensibilité aux odeurs	Santé	Parler	
		Adultes	Enfants				Retour	Maintenant
1	Néant	Oui	Non	Maximum	Pas de nocivité Réaction forte	Néant	Beaucoup	Plus du tout
							EVITE	
2	Néant	Oui	Oui	Maximum	Nocivité pour les plantes Réactions fortes	Néant	Beaucoup	De temps en temps
							EVITE	
3	Néant	Non	Oui	Bruit-Association. Peu de réactions	Nocivité Pas de réaction	Maximum	Un peu -	De temps en temps
							EVITE	
4	Néant	Néant	Néant	Forte	Maximum	Maximum	Beaucoup	Plus du tout
							EVITE	
5	Néant	Oui	Oui	Forte	Existait au retour. A disparu maintenant	Néant	Beaucoup	Souvent
							EVITE	
6	Positif Retourner chez soi	Néant	Néant	Forte	Maximum	Maximum	Beaucoup	De temps en temps
							EVITE	

- L'échantillon recueilli est totalement différent de l'exemple précédent du point de vue socioprofessionnel. Le retour en Basse-Terre s'est effectué lentement.
- Les symptômes émotionnels et physiques sont très marqués et le plus fréquemment, maximum.
- Le sujet du volcan, au retour, a fait l'essentiel des conversations (on trouve cinq fois sur six la réponse "beaucoup").
- En évitant le sujet, il semble bien que les habitants de Saint-Claude ont une conduite émotionnelle.

Nos deux échantillons nous permettent donc de retrouver, pour la même réponse les deux profils extrêmes définis par les sondages opérés : une attitude maximum de sensibilisation à la menace volcanique et une attitude minimum.

On cite, en conclusion de cette analyse, certains témoignages donnés spontanément à cette question fermée, pour échapper à l'aspect théorique de l'enquête et retrouver l'expression individuelle.

. "A votre retour, on en parlait un peu ? " :

. "Oui, cela nous permettrait de nous marrer !" (n° 277).

Cette curieuse réponse est le fait d'une infirmière de l'hôpital psychiatrique de Saint-Claude. Elle est née à Saint-Claude, elle a 28 ans et trois enfants. Elle est rentrée le 1er janvier 1977, en éprouvant un sentiment de bien-être et de sécurité ; cependant, pour elle, la vie "n'est redevenue normale qu'en juin 1977" ; logée dans un appartement à Grand-Camp, Abymes (Cité H.L.M.), elle a conservé cet appartement jusqu'en avril 1977. Spontanément, elle ajoute : "Loyer 720 F par mois ! ". Puis, toujours spontanément, et contredisant en quelque sorte, une prise de position agressivement hostile aux mesures d'évacuation, elle constate: "On a démoli notre clôture". Elle déclare n'avoir aucune réaction aux bruits et aux odeurs. "Nous ne sommes pas traumatisés", dit-elle. Elle constate cependant que les événements ont eu une influence sur la santé des habitants de Basse-Terre et sur celle de sa famille : "Troubles cardiaques". Elle ne cherche pas à se tenir informée de l'état du volcan et ne ferait confiance à ce sujet à personne, elle ajoute ironiquement: "se référer aux dires du célèbre volcanologue Haroun !"

On a donné ici l'ensemble des réponses de ce questionnaire car l'attitude qui y est exprimée apparaît intéressante par son ambiguïté même, et représente un cas exceptionnel dans notre échantillon. Ajoutons que l'écriture et l'orthographe dénotent un niveau culturel primaire.

On rencontre aussi :

"Cherchez-vous à éviter ce sujet? "

"Oui, mais c'est impossible. On est attentif, le volcan est toujours là". (n° 223, déjà cité).

Ou encore :

"En parlez-vous encore ?"

"Oui, souvent, toujours, on ne peut oublier" (n° 544).

Il s'agit d'un agent de service des impôts, 48 ans, neuf enfants, habitant Basse-Terre. Né à Vieux-Habitants, il aimerait pouvoir y retourner vivre. Evacué dans sa famille au Lamentin, il préfère ne plus retourner "jamais" en Grande-Terre : "Les gens sont trop méchants et hypocrites ; il n'aiment que l'argent, et méprisent les gens de la Basse-Terre qui sont allés chez eux, (très forcément)". Il a eu des cauchemars, ses enfants aussi, cauchemars qui durent encore (anéantissement de la Basse-Terre), sa sensibilité aux bruits et aux odeurs est maximum. A son retour, il a été malade, ainsi que ses enfants. Ils ont consulté le médecin pour "maux de tête, démangeaisons, saignements de nez, évanouissements".

CHAPITRE II

EFFETS SUR LA COHÉSION DU GROUPE LE TRAUMATISME COLLECTIF

L'étude de Kai T. Erikson à Buffalo Creek analysait le traumatisme ressenti par la population comme se situant à un double niveau : individuel et collectif. Dans le premier chapitre, nous avons présenté les résultats de l'enquête concernant ces troubles au niveau individuel.

Malgré la rapide restauration de la communauté en Basse-Terre, on s'est efforcé de rechercher s'il y avait eu également en Guadeloupe, un certain traumatisme au niveau collectif. Pour Erikson, l'essentiel de ce traumatisme collectif résidait en "la disparition de la communauté". Il faut entendre ici le terme "communauté", non pas en référence aux territoires ravagés de la commune, mais aux réseaux de relations qui constituaient le contexte social des habitants.

Ces réseaux sont organisés en cercles concentriques : famille, parents, voisins et amis, concitoyens. Au-delà, c'est le "reste du monde", les "étrangers". On avait affaire, dans ce cas précis, à une communauté dans laquelle les relations de voisinage jouaient un rôle social très important : presque tous les hommes travaillaient aux mines et leurs épouses administraient des territoires domestiques sensiblement de même taille et de même qualité.

En outre la population, dans son ensemble, était une population montagnarde de vieille souche. La communauté était donc spécialement homogène.

Immédiatement, on est sensible aux contrastes que présente une telle communauté par rapport à la société guadeloupéenne de la Basse-Terre : origines diverses, hiérarchisation importante des différentes couches sociales, écarts considérables dans les revenus et les modes de vie. La communauté frappée par l'évacuation est ici hétérogène. Le sentiment d'appartenance à la "communauté" est davantage basé sur des attitudes de rejet que d'assimilation.

Quelque différence que l'on constate entre ces deux situations, c'est à partir de ces différents réseaux de relations que l'on va essayer de mesurer les effets de l'évacuation sur la cohésion du groupe à travers l'échantillon.

La notion de "groupe" a reçu bien des définitions en sociologie selon le point de départ de l'analyse que l'on veut faire.

Homans le définit à partir de l'idée "d'interaction, impliquant que les groupes soient réduits" (dictionnaire général des sciences humaines, Thines et Lempereur - Editions Universitaires).

Alain Birou dans le "vocabulaire pratique des sciences sociales" ²⁴ repart de la définition étymologique ; "chose nouée" et définit le groupe comme "une unité sociale d'une certaine durée où les membres se trouvent liés entre eux d'une manière concrète".

Le dictionnaire de sociologie de Sumpff et Hugues ²⁵ parle à son tour d'ensemble quelconque de personnes réunies en fonction d'un critère quelconque, qu'il soit voulu, connu, subi ou encore extérieur et connu du seul observateur".

Enfin, on peut aussi se reporter, pour appréhender cette notion de groupe, aux travaux de Gurvitch ²⁶ qui en a proposé quinze critères. Dans l'analyse ci-dessous, on a retenu trois sortes de groupes en fonction de leur étendue, correspondant aux trois réseaux de communications cités par Erikson : famille, commune, territoire.

On étudiera successivement

- I - Les modifications intervenues sur le plan familial (groupe restreint).
- II - Les modifications au niveau du voisinage (commune).
- III - Les modifications au niveau du territoire guadeloupéen (population de la Guadeloupe).

Ces trois sections seront très inégales, le problème auquel s'attachait davantage l'enquête étant celui des rapports entre la Basse-Terre et la Grande-Terre. On trouve là, en effet, une situation particulière, préexistante à l'impact des événements : situation de déséquilibre entre la Basse-Terre et la Grande-Terre.

²⁴ Editions Economie et Humanisme - Les Editions Ouvrières, 12, Av. Soeur Rosalie - Paris 13^e

²⁵ Les dictionnaires de l'Homme du XX^e siècle - Librairie Larousse _ Paris 6^e

²⁶ Cité par S. Albouy

SECTION I

LES RELATIONS FAMILIALES

Le Professeur R. Dynes expliquait (lors d'une conférence au Caire, à l'Université Américaine²⁷), "les désastres tendent plutôt à accroître l'unité à l'intérieur d'une même famille. Le danger immédiat et parfois la perte de certains membres de la famille peuvent agir comme une sorte de thérapie sociale : il peut améliorer ou changer des situations préexistantes".

Le Professeur Dynes appuie son analyse des effets d'un désastre au plan familial sur les expériences polonaises et anglaises de raids aériens meurtriers : ils ont renforcé plutôt qu'affaiblis les liens familiaux. "Il y avait moins de frictions internes, moins de difficultés à exprimer ses sentiments," etc...

De même, après le tremblement de terre de Topéka au Kansas, un psychologue écrivait : "Le tremblement de terre a réalisé ce que la loi promet : l'égalité de tous les hommes".

Dans notre enquête, l'étude des effets de l'évacuation sur les liens familiaux, est effectuée à deux niveaux : les rapports à l'intérieur de la famille réfugiée et les rapports avec la famille d'accueil.

LES RÉSULTATS

A LES RAPPORTS A L'INTÉRIEUR DE LA FAMILLE RÉFUGIÉE

La question était ainsi rédigée :

"Pensez-vous que les conditions de l'évacuation ont amené des changements dans les liens familiaux ? Lesquels ?"

- La participation des enquêtés à cette question est assez bonne : on obtient 12 % de "non-réponses" sur le total.

- Malgré les affirmations du Professeur Dynes, l'image que nous renvoient les réfugiés des bouleversements au sein des familles n'est guère optimiste. Près de la moitié des enquêtés (44 %) confirment que les événements ont entraîné des bouleversements dans les familles ; ces changements se répartissent ainsi :

amélioration : 33 %

détérioration : 38 %

amélioration et détérioration : 11 %

1 - Amélioration

Parmi les améliorations exprimées par les enquêtés, on trouve 33 fois l'idée de "rapprochement". Citons :

- "réconciliation"

- "rapprochement des parents"

- "liens familiaux resserrés"

- "on est plus uni"

- "liens fraternels plus étendus", etc...

2 - Détérioration

Par contre, parmi les détériorations exprimées, on trouve 27 fois la mention de "divorces" ; puis viennent les "séparations conjugales", l'exil des enfants pour raisons scolaires, finalement la désorganisation de la famille. Pour cette fraction de l'échantillon, l'évacuation a joué le rôle de facteur de dispersion :

- "au camp d'hébergement, les enfants ont changé".

- "les enfants sont partis en Métropole quittant foyer et famille".

- "mon père a divorcé d'avec ma mère".

- "des femmes ont quitté leur mari",

²⁷ "Effects of Disaster on Community life" Seminar - Cairo - 19 mai 1964

- "des maris sont partis voir des femmes de Grande-Terre".
- "les enquêteurs sont assez grands pour le savoir : J'ai été séparé de ma femme près d'un an."
- "bien des gens ont été éparpillés, les maris ont perdu leur femme et cela à cause des disputes dans leurs foyers".
- "femmes séparées de leurs maris, enfants fâchés avec leurs parents".
- "le jeune marié en avait marre de retrouver le soir sa belle-mère au foyer".
- "mon mari et moi ne nous retrouvions que rarement".
- "la plupart des gens sont partis dans d'autres pays et ont abandonné certaines choses : par exemple, leurs parents" (cultivatrice à Saint-Claude n° 601).

Ces résultats confirment le caractère particulier d'une évacuation par rapport à d'autres désastres. On est tout disposé à admettre que lors d'un raid aérien ou d'un tremblement de terre, les membres d'une même famille se rassemblent autour de la notion de danger et de sécurité. L'évacuation, elle, a un caractère de durée : l'élément "temps" y paraît déterminant. Ainsi, le Professeur Hültaker signale également, à propos de l'évacuation préalable à l'inondation de 1953, portant sur 125 000 personnes en Hollande : "La période préparatoire au désastre, vécue sous la menace, devint trop longue. L'évacuation fut expérimentée comme une situation extrêmement négative et les évacués et leurs hôtes furent confrontés à des problèmes sociaux, économiques et psychiques." (Evakuera Cahier nO 3 - Uppsala)

Ceci nous amène à considérer les problèmes familiaux créés par l'évacuation entre famille réfugiée et famille d'accueil.

B LES RAPPORTS FAMILIAUX ENTRE LES RÉFUGIÉS ET LEURS HÔTES

Ces rapports concernent, on le rappelle, 30 % de notre échantillon, soit 118 familles qui se sont dirigées tout naturellement le 15 août vers des parents se trouvant en zone non dangereuse. Ces familles ne sont pas automatiquement les habitants de la Grande-Terre (cf. Tableau des répartitions dans le chapitre II - 2è Partie).

Parmi les, variables concernant une société, la sociologie des catastrophes attache une importance particulière à ce qu'on appelle le "degree of familism", c'est-à-dire, l'importance des relations familiales à l'intérieur de cette communauté ; une grande part de la vie individuelle est contrôlée par le groupe familial étendu. Lors de l'inondation de 1953 en Hollande, l'étroitesse des liens familiaux des différentes communautés facilitèrent énormément la recherche d'un abri provisoire pour la plupart des évacués. Les organismes collectifs furent libérés de la nécessité d'organiser l'hébergement des réfugiés, ce qui leur permit de se consacrer à d'autres tâches.

On retrouve la même importance de ce mouvement des évacués vers leurs familles dans l'analyse réalisée par le Professeur J.E. Haas (Colorado University) : "Les conséquences de l'évacuation consécutive au cyclone Tracy à Darwin (Australie), le 25 décembre 1974".

Le Professeur Haas écrit : "le choix d'une destination (évacuation par avion), était basé sur différentes raisons :

- 1 - Lieu où résidait des parents (parents, frères et soeurs)
- 2 - Connaissance d'un lieu pour y avoir déjà vécu
- 3 - Climat
- 4 - Espoir de retrouver des programmes scolaires similaires.

"La grande majorité des évacués préféra aller chez des parents ou des amis... Cependant, s'il y eut très peu de conflits internes dans les familles, les problèmes les plus sérieux découlèrent du fait de vivre, pour les réfugiés, dans un environnement "artificiel". Ils manquent d'intimité, se sentent étrangers. "Même avec les meilleures intentions et la meilleure bonne volonté des frictions interpersonnelles se développent. Ce fut l'histoire indéfiniment répétée des évacués de Darwin. Une des raisons les plus fortes pour retourner à Darwin le plus tôt possible était d'échapper à cet entourage étranger et aux frictions entre individus".

Dans notre enquête, c'est à deux reprises que l'interviewé a pu s'exprimer sur ces rapports entre réfugié et famille d'accueil. Dans un premier temps, il a exprimé, dans une question ouverte, ses sentiments vis-à-vis de sa famille d'accueil ; dans un deuxième temps, on lui demandait si, en 1978, il conservait davantage de contacts avec la dite famille.

1 – L'expression

Cet aspect négatif des contacts famille d'accueil - famille réfugiée se retrouve abondamment dans l'échantillon enquêté :

- "Problèmes dus à une vie en communauté et forcée" (n° 459)
- "Difficultés de vivre avec d'autres familles parce qu'on n'y est pas habitué".
- "Disputes à cause des enfants".
- "Soutien irrégulier, manifestations d'aigritude, d'égoïsme" (n° 516).
- "Certains proches parents, fonctionnaires, en ont profité pour montrer leurs dents aux plus démunis !"
- "Enervement dû au changement de milieu et de conditions de vie" (n° 202).
- "Changements dans la famille ! Il fallait vivre en communauté et se fraterniser convenablement".

Malgré là fréquence de ce constat des frictions interpersonnelles, on relève aussi des témoignages positifs :

- "Liens resserrés : ils ont pris conscience du danger".
- "Beaucoup de sensibilité ; les événements ont rapproché les familles qui se voyaient peut être une fois l'an !"
- "Rapprochement des contacts avec eux".
- "Les parents se sont montrés plus solidaires".

Les résultats par zone géographique sont intéressants : on retrouve ici encore le clivage Saint-Claude - Basse-Terre. Les changements dans les liens familiaux sont plus apparents à Saint-Claude (46 %) qu'à Basse-Terre (39 %). Ils sont également plus négatifs à Saint-Claude ; on peut penser que la durée supérieure de l'évacuation pour Saint-Claude a une influence sur ce résultat.

2 – Les contacts en 1978

Cette question voulait opérer une vérification des résultats précédents. Car s'il est certain que les conditions de vie difficiles créées par l'évacuation ont donné lieu à des tensions entre familles-réfugiées et familles-d'accueil, ces tensions, deux ans après, auraient pu se trouver atténuées et modifiées par le souvenir, comme c'est fréquemment le cas (évacuation de 1940). Or sur les deux cent quarante huit enquêtés qui répondent à la question, on obtient 67 % de réponses négatives : c'est-à-dire que pour 67 % des familles de la Basse-Terre qui ont eu des contacts avec leurs familles en Grande-Terre, les événements de 1976 n'ont pas amélioré ces contacts. Néanmoins, lorsque l'on demande à l'enquêté où il irait dans le cas d'une nouvelle évacuation, on obtient 127 réponses : "chez des parents" ; soit plus que le contenu de l'échantillon en 1976 (118). Il faut ajouter que cette réponse n'est pas toujours un choix, mais une suggestion dans la mesure où, en fait, l'enquêté ne sait pas réellement où il irait.

Dans notre échantillon, au niveau de la famille, l'évacuation ne joue pas le rôle de catalyseur de solidarité, tel que le décrit Dynes. Les conditions de vie pendant l'évacuation ont détruit, au contraire, la solidarité automatique née lors de l'impact du désastre. La répétition de l'évènement à un mois d'intervalle (8 juillet-15 août) a joué également dans un sens négatif en ce qui concerne la solidarité entre familles réfugiées et familles d'accueil.

SECTION II

LES RELATIONS DE VOISINAGE

A LE PROBLEME DE LA SOLIDARITE

On a communément observé, disait-on, dans le chapitre consacré à la "Théorie des Catastrophes", que les membres d'une société frappée par un désastre manifestent davantage l'expression de leur solidarité entre eux. Les désastres deviennent un élément central de l'identification des membres à leur communauté. On avait également évoqué la distinction opérée par Durkheim entre solidarité "automatique" et solidarité "organique". La solidarité automatique prenant le relais de la solidarité organique lorsqu'un désastre bouleverse le contexte d'une communauté : cette solidarité conduirait à la minimisation des conflits latents à l'intérieur de la communauté, chaque société portant en elle-même des conflits potentiels.

En Guadeloupe, en 1976, cette solidarité pouvait avoir joué à plusieurs moments :

1 - Le 8 juillet, lors de l'évacuation spontanée, une solidarité automatique, quoique désordonnée, a relayé partiellement la solidarité organique, aussi bien entre les réfugiés, qu'entre réfugiés et population d'accueil (animateurs volontaires dans les centres d'hébergement, prêts de matériels, accueil). Les structures administratives adéquates (Plan ORSEC) n'étaient pas opérationnelles.

2 - Le 15 août : On ne dispose pas de données chiffrées permettant une évaluation exacte du jeu de cette solidarité automatique au moment de l'ordre d'évacuation du 15 août 1976. On dispose seulement de témoignages :

- Le Directeur Départemental de l'Equipement

"Il a fallu mettre un officier de police dans les cars mis à la disposition des réfugiés dépourvus de moyens de transports personnels, car leurs conducteurs, après un premier voyage vers la zone protégée, ne voulaient pas retourner chercher d'autres réfugiés. Par contre, les chauffeurs personnels des responsables politiques ou administratifs sont restés à leur poste. La relation personnelle inter-individus a beaucoup mieux fonctionné que la notion de responsabilité civique collective".

Ce témoignage semble confirmer les propos de Killian lorsqu'il écrit :

"En présence d'une menace de désastre, l'individu se trouve confronté à des rôles contradictoires qui peuvent entrer en conflit. "L'ensemble des personnes interviewés, dit-il, impliqués dans un tel dilemme, les résolvent en faveur de leur famille ou de groupes de relations amicales. Une grande part du désordre initial et de la désorganisation dans une communauté frappée par un désastre est le résultat du rush des membres d'une famille pour trouver et rejoindre les leurs".

Le professeur Quarantelli conteste l'exactitude de ces propos, il écrit :

"Nous n'avons pas pu trouver un seul cas d'abandon de poste de la part des individus occupant des postes clés..., comme résultat de leur désir de jouer le rôle du protecteur vis-à-vis de leur famille".

Malgré l'écho négatif que l'on a recueilli dans cet interview dont l'authenticité ne peut être mise en doute, (interview enregistrée en janvier 1977), on sait que l'évacuation s'est effectuée rapidement et dans de bonnes conditions. Il semble que, dans une large mesure, la solidarité automatique n'ait pas eu à fonctionner puisque l'organisation administrative était en place.

3 - Pendant l'évacuation, on a noté le désir des réfugiés de se réunir entre eux ; mais également des amitiés se sont nouées entre réfugiés et population d'accueil, amitiés créées par un contact nouveau, professionnel ou scolaire.

En 1978, période où se situe l'enquête, que reste-t-il de ces divers mouvements entre réfugiés ?

B LE CHANGEMENT DANS LES RELATIONS DE VOISINAGE

- La participation à la question est plus faible que lorsqu'on parlait des relations familiales. On enregistre 17 % de non-réponses.
- Une forte majorité d'enquêtés (76 %) constatent que les événements de 1976 n'ont entraîné aucun changement dans leurs relations de voisinage. Doit-on penser qu'ayant auparavant d'excellentes relations, elles n'étaient pas susceptibles d'améliorations ?
- 24 % admettent qu'il y a eu un changement, c'est-à-dire 77 enquêtés sur 392. Ces changements se répartissent ainsi :
 - 31 ne qualifient pas ce changement
 - 30 constatent une amélioration
 - 15 constatent une détérioration
 - 1 amélioration et détérioration

1 - Les améliorations

Elles s'organisent autour de plusieurs thèmes

- Les échanges :
 - "On parle plus avec eux" (Basse-Terre n° 109)
 - "Ils sont plus gentils"
 - "On a un sujet de conversation" (Saint-Claude)
- L'amitié:
 - "Certains sont devenus plus courtois et avisés, d'autres à moitié fous".
 - "Ils sont devenus plus sociables".
 - "Les voisins se sont rapprochés plus de nous, l'entente est meilleure".
- "Liens de cordialité".
 - "Nous nous considérons plus qu'avant".
 - "Les voisins avaient hâte de rentrer me raconter les misères qu'ils avaient endurées ; les liens se sont resserrés".
 - "Rapprochement dû aux problèmes et difficultés vécus ensemble" (n° 214).
 - Partage plus spontané des sentiments".
- La solidarité
L'expression est utilisée fréquemment et se suffit à elle-même. Mais on trouve aussi ce style de témoignage :
 - "Ils ont compris qu'il n'y avait pas d'aristocratie sur cette terre, tout le monde doit s'entraider".
 - "Là, le changement a été dans le bon sens : surveillance à tour de rôle des biens des autres" (cet enquêté soulignait l'indifférence de sa famille).
 - "Les plus aisés se sont abaissés, ils ont pris conscience du danger".
 - "Beaucoup ont appris que l'on a besoin l'un de l'autre et que le danger nous menace tous".

2 - Détérioration des relations entre voisins

Elles sont en petit nombre puisque nous avons au total quinze témoignages seulement ; ces témoignages s'organisent autour des thèmes suivants :

- L'abandon :
 - "Beaucoup de voisins se sont dispersés".
 - "Ils sont restés en Grande-Terre".
- La méchanceté :
 - "Ils sont devenus plus méchants".
 - "Les gens sont devenus plus pervers".
 - "Ceux qui ont pu avoir un logement à Pointe-à-Pitre ont une piètre idée de ceux qui étaient dans les camps !".
 - "Vols! " (les voisins sont très nettement accusés).
- L'égoïsme
 - "Chacun pour soi".
 - "Chacun s'occupe de ses oignons".

- "Les voisins sont devenus plus égoïstes car ils ont souffert pendant l'évacuation, ils ont perdu le sens de la fraternité vu le comportement des Grands-Terriens" (n° 490 - Secrétaire).

Peut-on, en conclusion, constater la naissance d'une nouvelle solidarité des réfugiés, consécutive à l'évacuation ? Les résultats de l'enquête ne le permettent pas. Il semble, au contraire, qu'après de nets élans de solidarité créés par la menace d'un danger immédiat, les évacués, à leur retour, aient retrouvé des attitudes routinières.

En ce sens, le fait qu'il n'y ait pas eu de dégâts matériels importants causés par le volcan, semble un facteur déterminant des réactions des réfugiés : il n'y a pas eu, au retour, "égalité de tous devant une destruction massive" ; l'abaissement des barrières sociales n'a pas eu lieu, ni pendant l'évacuation (hébergés et locataires), ni au retour.

SECTION III

LES RELATIONS BASSE-TERRE - GRANDE-TERRE

L'enquête privilégiait le thème des relations Basse-Terre - Grande-Terre, car on se trouvait, avant 1976, dans une situation de conflit potentiel latent entre les deux îles accolées constituant la Guadeloupe.

Ce conflit latent a des racines historiques, mais surtout à l'heure actuelle, démographiques et économiques.

Racines démographiques

On a évoqué le problème lors de l'analyse de l'échantillon. On constate une tendance à l'abandon des zones rurales de la Basse-Terre en faveur de la zone urbaine de Pointe-à-Pitre.

Racines économiques

C'est de loin le problème dominant. En 1976, il faut insister sur l'épanouissement de la Grande-Terre : c'est à Pointe-à-Pitre que se trouvent l'aéroport, le port commercial, l'hôpital, la faculté. On vient d'achever quatre grands hôtels destinés au tourisme international. On a créé une zone industrielle à Jarry (sur le territoire de la Basse-Terre, mais en banlieue de Pointe-à-Pitre).

Le malaise en Basse-Terre se traduit par une attitude revendicative. Le Conseil Général obtient de justesse en 1976, l'installation d'un ordinateur à la Préfecture de Basse-Terre qui permettra de créer quelques emplois nouveaux et l'on parle de l'extension du Port de Basse-Terre pour conteneuriser la banane.

Mais ce conflit interne se situe dans un contexte politique et culturel particulier aux Antilles. La Guadeloupe, Département d'Outre-Mer depuis la loi de départementalisation de 1946, est largement financée par la Métropole.

J.E. VIE dans son ouvrage : "Faut-il abandonner les DOM.-TOM ? (Collection Economica 1978), fait état d'un déficit de deux milliards de francs, en 1975, de la balance des comptes entre Métropole et DOM. D'autre part, sur le plan culturel, on assiste depuis quelques années à un renforcement de la tendance autonomiste en Guadeloupe, tendance qui se réclame d'une "créolisation" en opposition au "néo-colonialisme" métropolitain.

La sociologie des catastrophes démontre que dans certains cas, le désastre est facteur de changement social. A la faveur des événements de 1970, on aurait pu voir monter le sentiment d'un nationalisme guadeloupéen. Basse-Terre et Grande-Terre, vivant la même épreuve, auraient pu reconnaître leur identité, apaiser leurs querelles intestines pour progresser vers l'autogestion.

Notre enquête, dans ce thème, des rapports entre les deux îles, cherchait à mesurer l'impact des événements de 1976, sur cette situation particulière :

- Les événements avaient-ils creusé davantage le fossé entre les deux îles? Dans ce cas, le désastre servait de révélateur du conflit latent opposant les deux parties de l'île.
- Les événements avaient-ils contribué à minimiser le conflit potentiel de la communauté pour engendrer un consensus élargi conduisant à un changement au niveau de la solidarité guadeloupéenne pouvant entraîner une modification des structures politiques et sociales.

Le thème était introduit dans le questionnaire par une question très large :

"Pensez-vous que les événements de la Soufrière aient occasionné un changement dans les rapports entre la Basse-Terre et la Grande-Terre ?"

Telle qu'elle était posée, cette question ne permettait pas de savoir immédiatement si l'interviewé voyait ce changement comme une amélioration ou une dégradation des rapports entre les deux îles. Les sous-questions devaient permettre cette interprétation. Elles correspondaient aux hypothèses rappelées ci-dessous.

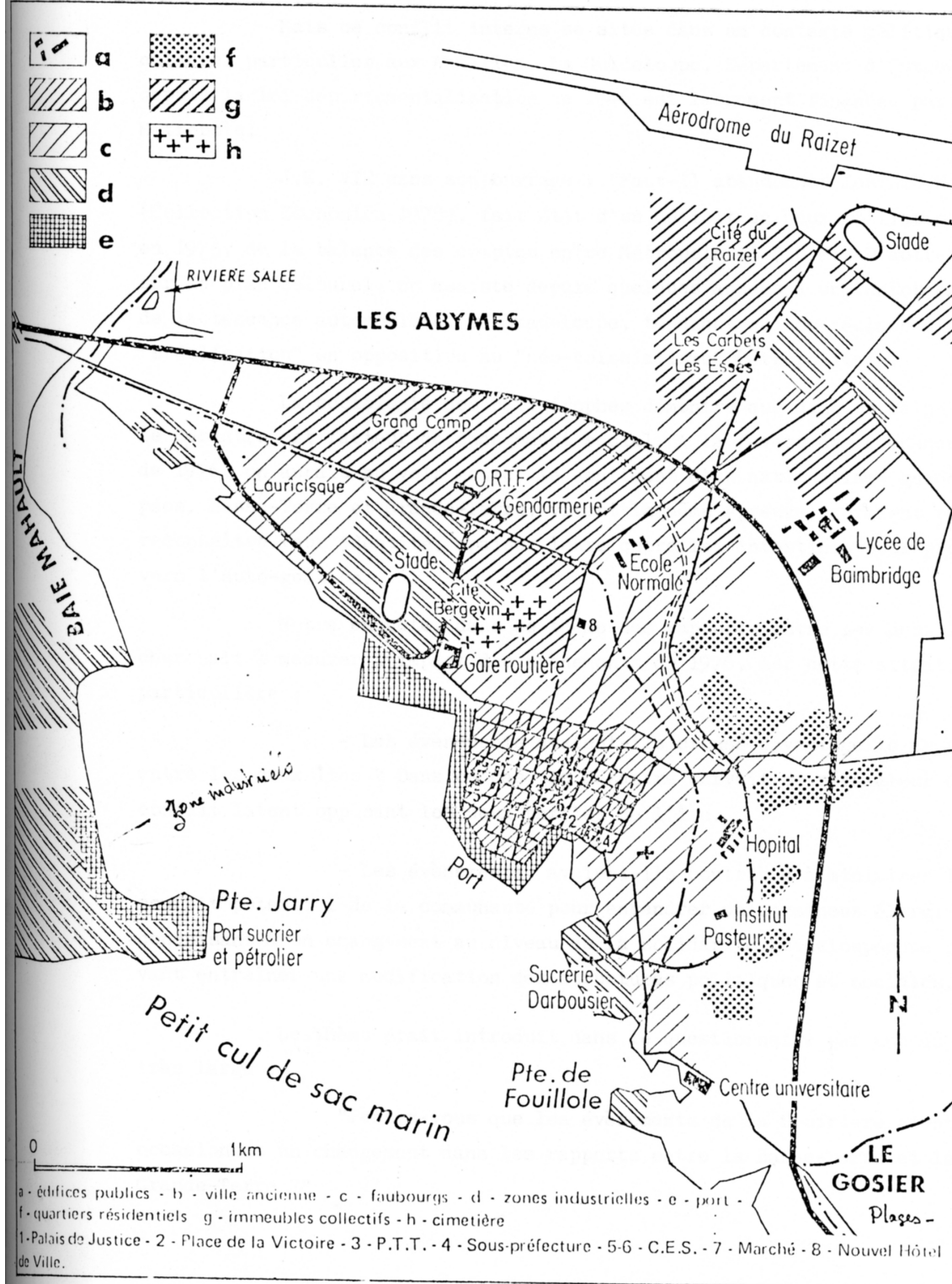
LES HYPOTHESES

Elles concernent deux domaines :

1 - Les déplacements vers la Grande-Terre et leurs motifs

L'attrait de Pointe-à-Pitre a-t-il augmenté à la faveur des événements ?

L'AGGLOMERATION DE POINTE-A-PITRE



- Le fait d'avoir été obligé de faire le trajet Basse-Terre - Grande-Terre à plusieurs reprises (8 juillet-15 août, au minimum) a-t-il réduit la notion d'éloignement entre les deux îles ?

2 - Les contacts individuels

- Après avoir vécu la période d'évacuation ensemble, et malgré les frictions interpersonnelles dont le souvenir peut s'être estompé, des liens nouveaux se sont-ils créés entre les deux populations ?

Lors de la pré-enquête, on avait pu remarquer la sensibilisation des enquêtés à cette question qui semblait influencer directement sur les intentions de départ des réfugiés dans l'hypothèse d'une nouvelle évacuation.

- LES RÉSULTATS

Question préliminaire :

"La perception d'un changement dans les rapports entre Basse-Terre et Grande-Terre".

Sur le total des questionnaires, on obtient un résultat homogène et positif : 80 % de l'échantillon estiment que les événements de 1976 ont eu une influence sur les rapports entre les deux communautés.

- On constate un léger décalage entre les zones géographiques. Avec une participation similaire à la question, le pourcentage des réponses positives est plus important à Basse-Terre qu'à Saint-Claude (84 % à Basse-Terre, pour 78 % à Saint-Claude).

Ces résultats, comme on le disait plus haut, ne permettent pas de qualifier le changement constaté. C'est à travers les questions suivantes que l'on s'est efforcé d'en donner une interprétation. Ils permettent seulement de mesurer la sensibilisation de l'échantillon au thème proposé.

A LES DÉPLACEMENTS VERS LA GRANDE-TERRE ET LEURS MOTIFS

Il faut introduire ici la notion "d'éloignement relatif". On a constaté, à titre personnel aussi bien qu'en observateur, que l'on ne fait pas facilement ici les soixante kilomètres qui séparent Basse-Terre de Grande-Terre. Ce n'est pas une question de route. Le réseau routier est au contraire, bien supérieur à celui des autres îles de l'arc antillais. Ce n'est pas non plus un phénomène lié à l'absence de véhicules (62 % dans l'échantillon).

Mais les deux villes principales (Basse-Terre et Pointe-à-Pitre) vivent dans un rapport de similitude bien plus que de complémentarité.

Si l'approvisionnement de Pointe-à-Pitre est quelque peu supérieur, ce sont cependant les mêmes produits, les mêmes marques, les mêmes spectacles, distribués par les mêmes entreprises commerciales qui se retrouvent dans les deux villes.

Lors de l'évacuation de juillet, on avait été frappé du nombre de réfugiés qui, interviewés en camp d'hébergement, déclaraient être contents de découvrir cette partie de l'île qu'ils ne connaissaient pas du tout (F.A. 18/7).

Pendant l'année 1977, beaucoup de magasins sont restés fermés ou irrégulièrement approvisionnés à Basse-Terre. On avait donc pensé que les individus possédant un véhicule auraient effectué de nombreux voyages sur Pointe-à-Pitre dans la période suivant immédiatement leur réinstallation.

- Ce mouvement n'avait plus de raison d'être en 1978. On posait donc la question de savoir si les enquêtés continuaient à se rendre en Grande-Terre plus fréquemment qu'avant les événements de 1976 ; des habitudes nouvelles, résultant d'un contact fréquent s'étaient-elles instaurées ?

- En demandant de préciser les motifs de ces voyages sur Pointe-à-Pitre, on pensait retrouver s'il y avait un réel attrait de Pointe-à-Pitre pour les habitants de Basse-Terre (distractions).

- Enfin, on s'était intéressé plus spécialement aux jeunes qui, en fait, trouvent davantage de possibilités de distractions en Grande-Terre qu'en Basse-Terre (plages, boîtes de nuit, sports, ...) pour savoir si les Basse-Terriens avaient le sentiment d'un abandon par leur jeunesse de la Basse-Terre.

1 - Les voyages Basse-Terre / Grande-Terre pendant l'année 1977

La proportion des "non-réponses" est importante : elle atteint 30 % du total des enquêtés. Elle est plus marquée à Saint-Claude (37 %), qu'à Basse-Terre (25 %).

Globalement, 75 % des enquêtés en 1977, ne se rendaient en Grande-Terre que "rarement" ou "pas du tout".

Un quart (25 %), admet se rendre en Grande-Terre "souvent".

Une des surprises de l'enquête nous attendait ici. On avait demandé pour quels motifs l'enquêté se rendait "souvent" ou "rarement" en Grande-Terre. Il s'agissait de faire la distinction entre les motifs du voyage en 1977, que l'on avait supposé alimentaires, et les motifs 1978 que l'on supposait d'ordre affectif ou familial.

Les réponses obtenues se sont révélées être, pour beaucoup d'entre-elles, un premier jugement des réfugiés vis-à-vis des pointois. On a dû classer ces réponses en :

- Positives

C'est-à-dire, constatant un attrait pour la Grande-Terre (21 %).

- Négatives

C'est-à-dire hostiles aux pointois (38 %).

- Indifférentes :

C'est-à-dire, exprimant ce que l'on demandait provisions, vêtements ou autres (40 %).

a) Les réponses négatives

Elles sont nettement plus importantes à Saint-Claude (42 %) qu'à Basse-Terre. Elles se regroupent autour des thèmes suivants :

- Le climat en Grande-Terre est mauvais :

"Jamais: en Grande-Terre, il fait trop chaud, tandis qu'à Basse-Terre, il fait bon avec la Soufrière et le Houëlmonit nous respirons mieux et il fait bon vivre chez nous",

"Jamais à cause de la chaleur et des moustiques"

"Jamais parce que la terre est très marécageuse",

- La Grande-Terre est trop loin :

"Rarement : le parcours est un peu long",

"Les occasions ne le permettent pas".

L'hostilité vis-à-vis de l'autre île :

"Jamais : je n'aime pas la Grande-Terre" (à maintes reprises sous cette même forme),

"Incompatibilité d'humeur avec la Grande-Terre",

"J'ai conservé un très mauvais souvenir de mon séjour en Grande-Terre",

"C'est une partie de la Guadeloupe que nous n'aimons pas".

- Le ressentiment de l'évacuation :

"On a été mal accueillis, parfois même insultés",

"Jamais : à cause des insultes des gens de la Grande-Terre",

"Moins souvent: à cause du dégoût",

"Plus du tout, parce qu'ils ont mal agi avec nous",

"Les liens d'amitié n'étaient pas sincères",

"Certains nous ont mal accueilli",

"On ne s'est pas fait d'amis dans la Tour de la Gabarre où nous étions",

"Parce que nous étions traités par magma".

b) Les réponses positives

Par "réponses positives", il faut entendre les témoignages des enquêtés qui déclarent avoir été "souvent" en Grande-Terre pendant l'année 1977. Ils ne représentent globalement que 21 % des réponses obtenues. Ce résultat infirme l'hypothèse proposée : nécessité des contacts Basse-Terre/Grande-Terre pendant la période suivant immédiatement le retour. Ces réponses s'organisent autour des mêmes thèmes.

Le climat :

"Les week-ends, pour changer d'air".

"Au début, quand il y avait encore de la cendre".

L'île :

"La Grande-Terre est plus importante".

Les liens familiaux et amicaux

- "Par plaisir, pour revoir les lieux où j'ai travaillé pendant quelques mois".
- "Sympathie familiale".
- "Par rapport aux amis qui nous ont hébergé".
- "Pour revoir les amis et les connaissances faites pendant les évènements".

c) Les réponses qualifiées d'indifférentes recouvrent diverses attitudes

Il y a des Basse-Terriens qui n'ont pas changé leurs habitudes et répondent :

- "Comme autrefois".
- "Cela a toujours été ainsi".

D'autres déclarent n'avoir rien de particulier à faire en Grande-Terre

- "Je trouve tout ce que je désire en Basse-Terre".
- "Je n' ai rien de sérieux à y faire".
- "Simplement parce qu'on a pas besoin d'y aller".
- "Pas de famille en Grande-Terre", etc...

Ce thème est probablement le plus fréquemment rencontré dans ce type de réponse.

d) Enfin, les réponses correspondant à ce que l'on attendait de la question

- L'approvisionnement :

- "Achats", "courses", "approvisionnement", etc...
- "La vie de la Grande-Terre est bien meilleure marché que celle de la Basse-Terre".
- "Approvisionnement plus facile et moins cher".
- "Manque d'approvisionnement de Basse-Terre dans les premiers temps".

- Les activités professionnelles

- "Tous les deux jours, pour organiser l'ouverture d'un magasin" (transfert de commerce de Basse-Terre en Grande-Terre).
- "Une à deux fois par semaine pour mon travail".
- "Jusqu'en juin 1977, je revenais quotidiennement à Petit-Bourg pour raison de service".

- Les distractions :

- "Plages", "week-end", etc ...

2 - Les voyages Basse-Terre / Grande-Terre en 1978 et leurs motifs

La question se présentait ainsi :

"Maintenant, allez-vous en Grande-Terre plus souvent, moins souvent, aussi souvent, qu'avant 1976 ? "

On obtient ici 36 % de sans-réponse. Ces "sans-réponse" correspondent le plus souvent aux enquêtés, qui, à la question précédente, déclarent n'avoir rien à faire en Grande-Terre, ou n'avoir ni le temps, ni l'occasion d'y aller.

On a ensuite, sur le total des réponses obtenues, 119 enquêtés qui déclarent n'avoir pas changé leurs habitudes et aller "aussi souvent" en Grande-Terre qu'avant 1976. Ces 119 enquêtés représentent 30 % de l'échantillon global, ou 48 % des réponses obtenues.

- 36 % des enquêtés s'efforcent désormais d'éviter d'aller en Grande-Terre (sur les réponses obtenues). Ils représentent 23 % de l'échantillon total. On a alors le sentiment de retrouver ce petit quart de population profondément traumatisé par les évènements, définis dans le premier chapitre. On retrouve des profils émotionnels maximum.

- Vont plus souvent en Grande-Terre : 16 % (des réponses obtenues). Ils correspondent à 10 % de l'échantillon total. On souligne la faiblesse de ce résultat, qui s'accroît encore lorsque l'on étudie les motifs des déplacements vers la Grande-Terre.

En effet, avec un pourcentage de 18 % seulement de "sans-réponse", on obtient 54 % de réponses donnant "l'approvisionnement" pour motif de déplacement. Viennent ensuite les distractions (27 %), le travail (17 %) et une catégorie "divers" qui regroupe les motifs suivants :

- "Chercher un ami au Raizet" (aéroport).
- "Démarche dans des bureaux" (sécurité sociale, assurance).
- "Visite médicale".
- "Contacts professionnels".
- "Scolarité".

Voici un témoignage :

"Nous allons rarement en Grande-Terre", "nous avons tout à Basse-Terre" ; "nous allons moins souvent en Grande-Terre qu'avant 1976" ; "pour cela, il faut des raisons primordiales", "à l'occasion d'un départ, par exemple" (n° 559). Il s'agit d'une mère de famille de six enfants, sans profession, habitant Saint-Claude, née à Paris dans le XIV^e.

3 – Les déplacements des jeunes

Si les adultes insistent sur leur peu de désir de se rendre en Grande-Terre, qu'en est-il pour les jeunes ?

- Avec 16 % de "sans-réponse" à la question :

"Pensez-vous que les jeunes de Basse-Terre vont davantage se distraire en Grande-Terre depuis les événements de 1976 ?"

Les résultats obtenus se présentent ainsi :

- 42 % de l'échantillon pensent que les jeunes subissent l'attrait des distractions de Grande-Terre (plages, cinéma, etc ...). "Les Basse-Terriens ne font aucun effort pour se distraire chez eux", écrit-on avec amertume.

- 58 % ne pensent pas que les événements aient une influence à ce propos.

Ce chiffre de 42 % est important. Il n'a évidemment qu'une valeur quantitative approximative, puisqu'il n'exprime qu'une opinion ; il paraît significatif de cette psychose d'abandon qui existait en Basse-Terre préalablement aux événements, mais qui s'est renforcée considérablement depuis 1976. Il est symptomatique du traumatisme des réfugiés.

B LES CONTACTS INDIVIDUELS ET LEURS CONSÉQUENCES

On a évoqué le problème des contacts entre familles d'accueil et familles de réfugiés qui se solde par un constat négatif. Ici, on aborde globalement le chapitre des contacts entre les deux populations : population d'accueil, population réfugiée, qui se confondent avec contacts Basse-Terre - Grande-Terre.

Ces contacts ont posé des problèmes non négligeables : les invraisemblables encombrements et embouteillages dans Pointe-à-Pitre, en saison des pluies, en donnaient une image : il y a eu réellement saturation de la Grande-Terre d'où un mouvement de rejet. Ce rejet des réfugiés a débuté, comme on l'a raconté, aux alentours du 15 septembre, du fait des problèmes scolaires. Il a donné lieu à des incidents et des bagarres entre réfugiés et population d'accueil ; incidents relatés parfois dans la Presse qui a joué ici un rôle d'amplificateur.

A travers l'enquête, on voulait donc savoir si ces incidents avaient existé en nombre important et comment ils avaient été ressentis par les réfugiés. Puis, quelles conséquences ils auraient dans le cadre d'une nouvelle alerte. Enfin, on voulait tenter une vérification des résultats obtenus en mesurant le volume des liens créés par l'évacuation, et demeurant vivaces en 1978.

1 - Les incidents

- Ils ont été, tout compte fait, beaucoup moins nombreux qu'on aurait pu le penser. Dans l'échantillon enquêté, 15 % seulement de réfugiés ont été mêlés directement à des incidents.

- Par contre, 85 % de l'échantillon confirme qu'il en a eu connaissance.

- 79 % pensent que le souvenir de ces événements jouerait un rôle dans le cas d'une nouvelle évacuation.

- Et 63 % en attribuent la responsabilité aux habitants de la Grande-Terre. Mais cette responsabilité est partagée : 13 % pensent que la responsabilité en revient autant aux réfugiés qu'à la population d'accueil ; 37 % attribuent cette responsabilité aux réfugiés (aux réfugiés seuls, 25 %).

2 - Le rôle éventuel de ces incidents

Moscovici écrit : "C'est la seule réalité psychologique qui importe. Pour un individu, c'est la représentation cognitive du temps, de l'espace, du mouvement, des causes, des agents et des conséquences qui régit ce qui est véritablement pour lui cette entité mythique : la réalité" ²⁸.

²⁸ Serge Moscovici : *Eléments de Psychologie sociale*

Ainsi, quelles qu'aient été objectivement les difficultés des réfugiés, c'est à travers un sentiment négatif qu'ils ont vécu ces rapports avec la Grande-Terre.

D'importantes conséquences en découlent :

- Dans le cas d'une nouvelle alerte, les choix d'évacuation seront systématiquement différents de ceux opérés en 1976. Ceci conduit à une grande insécurité chez les réfugiés. Sur le total de l'échantillon enquêté, 45,5 % ne savent pas où ils iront. Parmi eux se trouvent principalement des familles qui ont été en "camp d'hébergement" et dans "leur famille" en 1976.

Parmi les réfugiés qui savent en 1978 où ils iraient, le cas échéant. (c'est-à-dire parmi les 54,5 % de l'échantillon), on obtient les résultats suivants :

- La moitié d'entre eux seulement envisage de se rendre en Grande-Terre et 34 % se retrouveront à Pointe-à-Pitre où il s'est révélé possible de se loger.
- 23 % se mettront à l'abri, mais resteront en Basse-Terre.
- 31 % pensent aller "ailleurs".

Dans ses conclusions, le Professeur Haas, parlant des conséquences du cyclone Tracy à Darwin écrivait :

"Les responsables officiels de quel qu'aspect que ce soit d'une évacuation à long terme devraient être conscients, à l'avance, du désir profond des réfugiés de retourner dans leur propre communauté et des raisons qui sont derrière ce besoin de retour" (les difficultés d'adaptation des réfugiés dans une communauté "étrangère").

Les résultats de l'enquête confirment cette conclusion dans notre échantillon. En cas d'une nouvelle alerte, il sera probablement nécessaire de faciliter le relogement temporaire des réfugiés par commune d'origine et dans des logements individuels afin d'éviter un trop profond bouleversement des habitudes communautaires.

3 - Les contacts personnels en 1978

Comme on l'a fait précédemment au niveau de la famille, on a essayé ici aussi, une vérification de ces contacts entre Grande-Terre et Basse-Terre. La question se présentait ainsi :

"Depuis les événements de 1976, avez-vous davantage de contacts avec vos amis en Grande-Terre ? Avec des gens de Grande-Terre que vous avez connus pendant l'évacuation ?".

Les résultats sont homogènes dans les trois zones considérées et on ne note pas de différence importante entre les "amis" et les "nouvelles connaissances".

- On obtient respectivement 37 % et 35 % de "non-réponses" à ces deux interrogations : ces pourcentages élevés sont d'autant plus remarquables qu'ils sont rares dans l'enquête.

- 65 et 63% des enquêtés n'ont pas davantage de contacts depuis l'évacuation avec leurs amis ou connaissances de Grande Terre.

- L'amélioration de ces contacts concerne respectivement 35 et 37% des réponses obtenues, ce qui n'est pas négligeable ; une récente anecdote permet de situer le niveau affectif du sentiment ressenti par les réfugiés lors de l'évacuation.

En juin 1979, des pluies très importantes et orageuses ont inondé la petite ville du Moule, en Grande-Terre, coupant les routes, les canalisations d'eau, les égouts ainsi que l'électricité. On a parlé d'une possible évacuation de la commune. On a, alors, enregistré cette réaction en Basse-Terre : « Ce serait bien fait pour eux d'être obligés d'évacuer... mais qu'ils ne viennent pas chez nous ! »

LES CONCLUSIONS-

1 - 25 à 30 % de l'échantillon enquêté présente tous les symptômes du syndrome de désastre décrit par Erikson. Rentrés chez eux à contre-cœur :

- Ils ont eu des cauchemars répétitifs.
- Ils réagissent encore aux "bruit-association" et aux odeurs en 1978.
- Ils ont été souffrants et ont dû, même, parfois consulter le médecin.
- Ils se sont trouvés atteints dans leur milieu familial (divorce - séparation).
- Ils ont été atteints dans leurs relations de voisinage.
- Ils ne croient plus en une unité territoriale. Ils se sont sentis rejetés par la moitié du pays.

- Ils sont conscients de devoir vivre sous la menace volcanique et n'y voient pas d'échappatoire.

2 - Un tiers de l'échantillon enquêté a développé à la suite des événements de 1976 une réaction de catastrophe qui s'est traduite par une attitude de revendication hargneuse. On l'appelle "sinistrose", terme créé par Brissaud en 1908 qui la définit ainsi : "Etat mental particulier de certains accidentés ou sinistrés qui exagèrent leur impotence fonctionnelle, enrichissent les séquelles objectives de leur accident d'une série de malaises subjectifs et surtout manifestent des tendances revendicatives de plus en plus développées en vue d'une indemnisation maxima du préjudice causé.

Pour l'échantillon considéré, cet état se compose d'une projection pessimiste dans l'avenir, d'une psychose d'abandon (perception de l'environnement), et du développement d'une attitude revendicative vis-à-vis de la population de la Grande-Terre. Les conséquences de cet état particulier se traduisent davantage au niveau collectif qu'individuel.

3 - La situation géographique des enquêtés, par rapport au volcan, joue un rôle fondamental dans la distinction entre les victimes du syndrome de désastre et les participants de cet état de sinistrose.

En résumé, on peut dire que les victimes du syndrome de désastre habitent Matouba et Saint-Claude. C'est à Basse-Terre que s'est développé le plus souvent l'état dit de sinistrose. Les conditions dans lesquelles ont été vécues l'évacuation (hébergement, location) semblent la seconde variable significative de cet état (camp d'hébergement ou location).

4 - 30 % de l'échantillon a vécu l'évacuation comme un avatar aux conséquences pénibles. Une partie d'entre eux s'abstient de toute expression personnelle. Le niveau socioculturel semble jouer un rôle prépondérant dans cette fraction de l'échantillon (revenus, emplois).

5 - Enfin, une fraction de l'échantillon, soit donne des réponses incohérentes, soit traduit son hostilité à l'enquête par des réponses négatives systématiques.

6 - Les réactions de l'échantillon ont été enregistrées deux ans après les événements. Une enquête réalisée quatre ans après, c'est à dire en 1980, donnerait sans doute des résultats différents.

7 - Les proportions indiquées sont : certaines et chiffrées pour la première catégorie d'enquêtés ; approximatives pour les deux catégories suivantes dans la mesure où la signification des sans réponse pèse lourdement sur les modes de calcul.

PROFILS ÉMOTIONNELS

On définit ainsi le profil émotionnel d'intensité maximum.

Le réfugié a :

- 1 - Epruvé des sentiments de crainte ou de tristesse à son retour en Basse-Terre.
- 2 - Il a eu lui-même des cauchemars.
- 3 - Il réagit encore en 1978 à un bruit de la vie courante qu'il associe au bruit du volcan.
- 4 - Il réagit aux odeurs de soufre en 1978.
- 5 - Il a été malade.
- 6 - Il a consulté le médecin.
- 7 - Il éprouve des sentiments d'hostilité vis-à-vis des habitants de Grande-Terre.
- 8 - Il évite de se rendre en Grande-Terre.
- 9 - Il constate l'abandon de la Basse-Terre par les jeunes.
- 10 - Il a été mêlé à des incidents entre Basse-Terriens et Pointois.

11 - Il juge que ces incidents étaient graves.

12 - Et qu'ils joueraient un rôle lors d'une prochaine alerte.

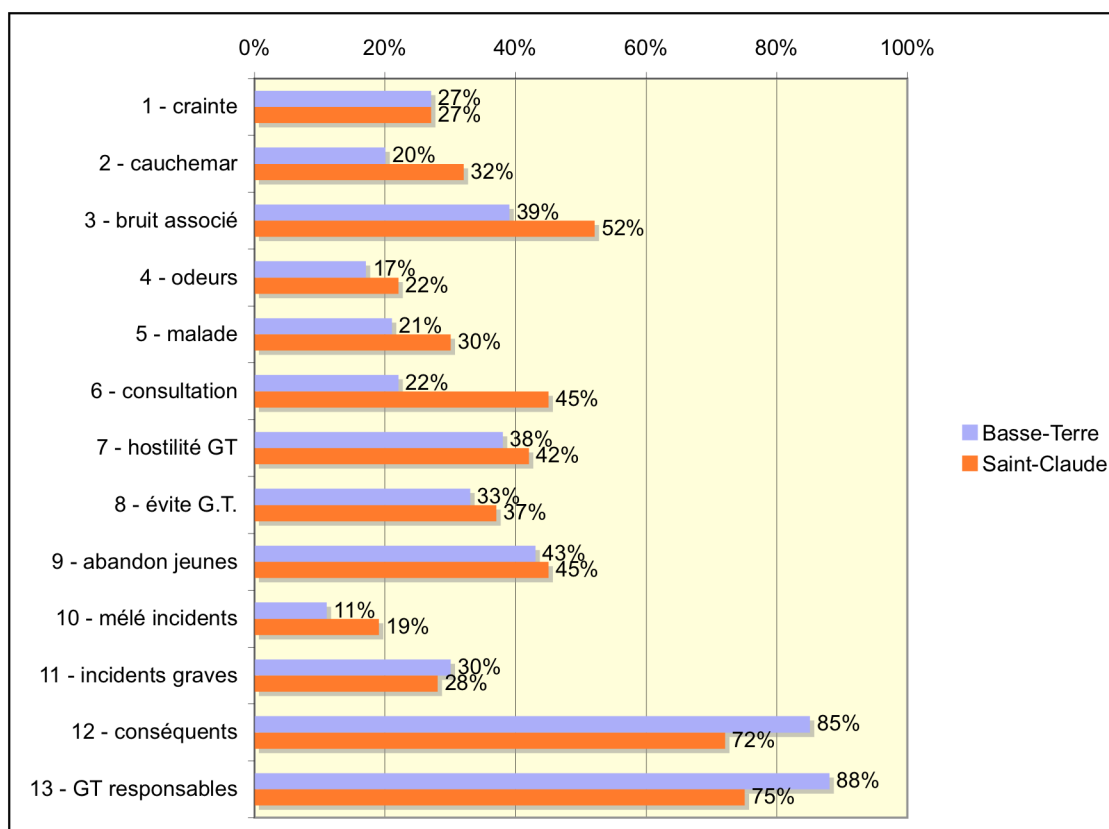
13 - Il en attribue la responsabilité aux habitants de Grande-Terre exclusivement.

A partir de ces treize éléments, on compare les résultats du profil émotionnel maximum entre Basse-Terre (pointillé) et Saint-Claude (trait plein).

Le graphique permet de constater :

- Les valeurs systématiquement inférieures à Basse-Terre en ce qui concerne les réactions au niveau de l'inconscient, du bruit et des odeurs, de la santé personnelle.
- Les valeurs nettement supérieures au niveau de la qualification et su rôle des incidents survenus entre Basse-Terriens et Pointois .

Avec des réactions émotionnelles plus faibles, on obtient à Basse-Terre, une réaction et une mise en accusation des habitants de Grande-Terre plus importante. C'est pourquoi on parle davantage de « sinistrose » à Basse-Terre et de « syndrome » de désastre à Saint-Claude.



DEUXIÈME SOUS-PARTIE

MODIFICATION DES COMPORTEMENTS ET NAISSANCE D'UNE SUB-CULTURE DE DÉSÂTRE EN GUADELOUPE

Les résultats de l'enquête, précédemment analysés offrent donc une réponse nuancée à notre première interrogation concernant l'existence d'une situation de désastre consécutive aux manifestations volcaniques de la Soufrière.

Le deuxième objectif de l'enquête était de vérifier si ce désastre, relatif dans les faits, mais vécu comme tel par une fraction de la population, avait entraîné d'importantes modifications de comportement chez les évacués, c'est à dire si de nouveaux schémas de défense avaient été acquis et suffisamment intégrés pour être transmis et constitueraient, le cas échéant, le moyen de diminuer l'impact d'un désastre éventuel : en d'autres termes, s'il y avait apparition d'une sub-culture de désastre au sens où l'entend le D.R.C.

Dans le chapitre II (Première partie : Les données), on a présenté la définition du D.R.C. d'une "sub-culture de désastre" à partir de cinq types de composants : normatifs, évaluatifs, croyances et légendes, savoir et techniques ; composants organisés autour de quatre variables (domaine, espace, expression, technicité).

Cette définition a suscité d'importantes controverses. Le terme même de "culture" et de "sub-culture" fait l'objet de nombreuses analyses et tentatives de définition. Citons pour mémoire l'intéressant travail d'analyse de Ph. Bonneton dans « Histoire de mots : Culture et Civilisation ».

Les travaux du D.R.C., pour leur part, hésitent également entre « culture » et « sub-culture » pour définir ce résidu d'apprentissage de conduites appropriées à la menace volcanique".

Conscients de la difficulté d'arriver à un accord sur le terme même de culture, on en retient la définition la plus large, pour la commodité de l'exposé : « Ensemble de phénomènes sociaux dans une société donnée. » (Ph. Bonneton - cité ci-dessus).

A travers notre enquête, il est apparu qu'un certain résidu de l'expérience vécue en 1976, restait présent à l'esprit des réfugiés en 1978 et que ce résidu ne se confondait pas avec les symptômes émotionnels résultant du traumatisme causé par les événements. Au contraire, on en retrouve la trace dans l'ensemble de l'échantillon. En outre, ce résidu d'expérience semble jouer le rôle de référence lorsqu'on essaie de replacer le réfugié dans l'éventualité d'une situation similaire : il suscite un réflexe instantané chez l'interviewé.

Le terme de "sub-culture", s'il a le défaut de n'être pas précis, permet donc de rassembler un faisceau "d'attitudes-réflexes" dues à un apprentissage. Il paraît particulièrement approprié dans la mesure où cet apprentissage dépend du contexte sociétal et de la nature de l'agent de désastre. Il se greffe sur une société qui a sa propre culture : c'est un sous-système culturel si l'on veut. Un exemple explicite peut être tiré de l'ouvrage déjà abondamment cité de Kai T. Erikson décrivant l'inondation et ses conséquences à Buffalo Creek. L'auteur, sur 150 pages, définit la « culture » des mineurs appalachiens avant l'événement : mode de vie, système de pensée, références au passé, etc... Les événements dramatiques vécus par cette population spécifique ont entraîné des modifications de comportement et créé de nouvelles routines qui sont fonctions de l'état d'esprit de la communauté au préalable. Ils ont créé une "sub-culture spécifique".

Le propos des chapitres qui suivent est donc de présenter les résultats de l'enquête en fonction des éléments constitutifs d'une subculture de désastre tels que les définissent le D.P.C. L'intérêt en est double :

- Vérifier l'existence d'un automatisme sociétal spécifique : une société donnée, confrontée à une situation de désastre, développe, dans la période post-impact, un certain nombre de conduites appropriées à la menace récurrente, mais spécifiques de cette communauté.

- Confirmer ou infirmer l'universalité de l'analyse américaine des composants d'une "sub-culture" dans un contexte socioculturel différent.

Rappelons que l'intérêt d'appréhender l'existence d'une subculture de désastre dans une société donnée, est aussi d'ordre pratique. Il s'agit pour les Organismes chargés de la prévention et de l'organisation, en fonction d'un danger récurrent, de connaître les réactions et les comportements de la population afin d'y adapter au mieux leur action pour en obtenir une efficacité maximum.

A LE CADRE SUB-CULTURE DE DÉSASTRE « CYCLONE » ET MÉMORISATION DU DÉSASTRE DE 1902 EN GUADELOUPE

Le cadre géographique dans lequel se situait l'enquête est un cadre privilégié dans cette optique de sub-culture.

La Guadeloupe fait partie de ce qu'on appelle l'Arc Antillais, au contact de deux plaques sub-contininentales, et par conséquent, région à haut risque volcanique. En outre, en tant que région tropicale, les Antilles sont régulièrement ravagées par des cyclones. Depuis la colonisation, il s'est créé en Guadeloupe un faisceau de comportements spécifiques associés à la menace cyclonique. A l'heure actuelle, et en fonction des exemples cités par le D.P.C., on est tenté de dire qu'il existe une sub-culture de désastre cyclone en Guadeloupe. On y retrouve l'ensemble des composants définis au Chapitre II, à savoir : existence de Plan Orsec, règles *modo aedificandi*, prévision sophistiquée de la route possible du cyclone, souvenirs et récits des désastres précédents, appréciation exacte du danger par la population ; les derniers ravages datent seulement de 1967 et nous avons frôlé David et Frédéric en 1979, etc... On est amené à qualifier cette sub-culture de manifeste, communautaire, technique et étendue.

En ce qui concerne la menace volcanique, les événements de 1976 apparaissent comme un phénomène nouveau. Certes, la Soufrière a toujours été perçue comme un volcan par la population, mais ses manifestations n'ont pas été considérées comme pouvant être dangereuses depuis des siècles. Ses dernières manifestations datent de 1956 : 18 000 personnes auraient quitté la région à ce moment là. Il y avait eu des secousses pendant plusieurs mois et une brève chute cendres, de nuit, à Saint-Claude. On manque d'informations précises sur la durée de cette évacuation spontanée, mais elle ne semble pas s'être prolongée au-delà de quelques jours et, d'après les récits qui en ont été faits, elle n'aurait pas eu un caractère très sérieux.

Par contre, un deuxième élément existe préalablement aux événements de 1976. Il s'agit de l'éruption de la Montagne Pelée en 1902. On raconte que l'on voyait la colonne de fumée s'élevant du volcan martiniquais depuis les côtes de Guadeloupe. L'importance des dégâts fut telle que le souvenir de cet événement constitue un fonds commun d'histoires et de légendes à travers toute la Caraïbe. On ne peut néanmoins ici, parler de sub-culture de désastre au sens précis que lui donne le D.F.C. compte tenu du caractère essentiellement narratif de son contenu. Cependant, la généralité de ce souvenir a joué comme un détonateur-réflexe en juillet et août 1976 en Guadeloupe.

Parmi les nombreuses études réalisées aux Etats-Unis, on a retenu, à titre de comparaison, une analyse *a posteriori* des « conséquences de l'évacuation à long terme consécutive au cyclone Tracy qui a rasé la petite ville australienne de Darwin en 1974 » (47 000 habitants). « *Omnis comparatio claudicat* » disaient les Latins ; l'intérêt de cette étude comparative est de faire apparaître l'importance déterminante de la structure de la société frappée par un désastre, en ce qui concerne les caractères de l'apprentissage qui en résulte.

B LES HYPOTHÈSES DE TRAVAIL

Utilisant toujours la technique des « questions-chapeaux », ce nouveau thème est introduit par une question générale destinée à replacer l'enquêté dans l'état d'esprit dans lequel il se trouvait en juillet et août 1976, en lui faisant qualifier le danger tel qu'il a pu le ressentir.

Cette question permet également d'évaluer le nombre d'enquêtés pour lesquels l'évacuation paraissait avoir été une décision justifiée. On se souvient, en effet, de certaines prises de position qualifiant la prolongation de l'évacuation de « manoeuvre politique », visant à l'abandon du développement économique de Basse-Terre.

Me Frédérique, Président du Conseil Economique et Social, par exemple, début octobre 1976 : « La Soufrière est une occasion pour nous tous de repenser le développement de ce pays, de tenter de planifier notre développement ».

Le Préfet avait répondu : « Rien ne sera tout à fait comme avant » (F.A. 7/10) et les journalistes à quelques temps de là, avaient déjà noté : « Nous avons de plus en plus le sentiment que le Préfet tend, par son comportement, à justifier la décision d'évacuation ».

La discussion très vive sur l'abandon volontaire de Basse-Terre en tant que préfecture a pris fin avec la réouverture en Basse-Terre des administrations au 1er décembre 1976.

Mais les résultats obtenus à la question-chapeau citée ci-dessus sont révélateurs des sentiments qu'éprouvait alors la majorité dite silencieuse. Cet aspect particulier de la question ne s'inscrit pas dans notre démonstration. Il est cependant utile de le garder présent à l'esprit. Faisant suite à cette qualification du danger par l'enquête, on avait formulé un certain nombre d'hypothèses. Ces hypothèses ont été présentées dans le rapport de DEA, déjà cité. On les rappelle succinctement :

Les hypothèses étaient les suivantes :

1 - Résistance éventuelle des habitants de la Basse-Terre à une nouvelle évacuation

Compte tenu des conditions très pénibles de l'évacuation, dans le cas d'une nouvelle alerte, la population manifesterait une certaine résistance à l'idée d'un nouveau départ.

2 - Planification dans l'éventualité d'un nouveau départ

Depuis l'évacuation et en fonction du sentiment d'insécurité créé par la permanence de la menace volcanique, les habitants se sont organisés en fonction d'un éventuel retour des événements :

- ils savent ce qu'ils emporteront
- ils savent où ils iront.

3 - Appréciation de l'effort communautaire de réponse au désastre possible

Conscients des problèmes posés par la nécessité d'une évacuation rapide, les réfugiés jugent l'efficacité des mesures prises par l'administration pour faciliter le départ de la population.

4 - Modifications du comportement quotidien

Les habitants de Basse-Terre ont pris certaines mesures pour organiser leur vie quotidienne en fonction d'un retour possible des événements ; ces mesures portent sur :

- les réserves d'eau
- les réserves d'essence
- la manière de se garer pour faciliter un départ nocturne précipité
- les réserves alimentaires
- la protection des animaux domestiques
- la protection des maisons et jardins
- la relation avec la monnaie.

5 - Rapports avec l'information

Compte tenu des "errements" de l'information pendant la période critique, scientifiques et mass-média ont perdu leur crédibilité.

6 - Naissance d'une nouvelle solidarité:

Les événements de 1976 ont eu un retentissement sur les croyances, la vie religieuse et économique ; les réfugiés ont tenté de se regrouper pour, en cas d'une nouvelle alerte, avoir un certain contrôle sur les décisions qui devraient être prises.

C LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS D'UNE SUB-CULTURE DE DÉSASTRE RETENUS DANS L'ENQUETE

Les diverses hypothèses exposées devraient donc conduire à retrouver les symptômes d'une sub-culture de désastre. Pourquoi seulement des symptômes ? C'est un problème de temps : notre enquête se situe seulement deux ans après les événements.

D'après Wenger et Weller ²⁹, on rappelle que : « le véritable symptôme de l'existence d'une sub-culture de désastre dans une société donnée est la transmission de modèles efficaces pour faire face à une situation de crise par l'intermédiaire des processus de sociabilisation de ses membres » On définit ainsi le processus de sociabilisation : « Un apprentissage social des manières de faire, de penser et de sentir en recourant à la répétition, à l'imitation et enfin à la menace ou à l'emploi des sanctions ». (Éléments de sociologie et de psychologie sociale - Serge Albouy - Privat 1976 – Toulouse).

Il n'est pas évident que, deux ans après les événements, la répétition des conduites soit suffisante pour constituer un véritable apprentissage. En fait, la situation en Guadeloupe est particulière : elle est fonction de la structure sociopolitique de la Guadeloupe.

Depuis 1976, en effet, un effort important de « transmission de modèles efficaces » pour faire face à une éventuelle situation de désastre a été entrepris officiellement à la suite des recommandations de Tazieff et de M. Feuillard.

- Un film éducatif a été distribué dans toutes les écoles, et projeté en présence des parents d'élèves. Les structures scolaires représentent toujours ici le meilleur biais pour atteindre un maximum de population, comme on l'a déjà noté.
- Des conférences ont eu lieu à diverses reprises, sous la présidence de scientifiques et dans le cadre des groupes culturels ou d'animation, c'est-à-dire à travers des structures sociales existantes.
- Des exercices d'alerte et des simulations de départ ont été imposés. On a déjà également évoqué l'attitude réticente des enseignants qui, en cas d'une nouvelle alerte, sont chargés d'encadrer leurs élèves et de les amener aux points de rassemblement, sans pouvoir rejoindre eux-mêmes leur propre famille.
- Un nouveau plan ORSEC a été dressé qui tient compte de l'expérience de 1976.

Il est clair que ces mesures constituent bien les « éléments normatifs » d'une sub-culture de désastre tels que les définit le D.P.C. Cependant, il faut tenir compte de la spécificité de la structure de la société guadeloupéenne, structure que l'on a déjà évoqué et qui l'apparente pour une part, à ce que l'on a appelé une société de type II dans laquelle, d'après Wenger, « la mise en garde officielle du danger risque d'être peu crédible pour la population dans la mesure où les sources d'information émanant du Gouvernement sont mises en doute ».

Il paraît très envisageable qu'après l'effort immédiat d'éducation en fonction du risque volcanique, effort émanant essentiellement d'une administration considérée souvent comme « étrangère » au pays, l'oubli et la négligence recouvrent ces mesures. Il est possible qu'il n'y ait pas, à la génération suivante, transmission de ces éléments normatifs.

Pour éclairer notre propos, on cite l'anecdote suivante :

« Il existe en Métropole une circulaire distribuée à toutes les femmes enceintes se présentant dans un dispensaire, qui les avise de la nouvelle réglementation concernant les IVG : délais, précautions, centres, etc... Lors d'une réunion-débat organisée par le Planning Familial en Guadeloupe, on a entendu une assistante sociale expliquer l'inutilité de cette circulaire, parce que, rédigée en français et en termes médicaux, elle était inintelligible pour beaucoup de femmes guadeloupéennes. Il n'était pas venu à l'idée de l'Administration locale concernée de traduire la circulaire en créole. On se contentait donc de distribuer une feuille de papier, parce

²⁹ « Disaster sub-cultures. The Cultural Residues of Community Disasters » Denis Wenger – Jack M. Welles – Preliminary Paper n°9 – D.R.C. The Ohio State University

que c'était le règlement, en sachant sa parfaite inutilité, tout en critiquant l'inadéquation de l'Administration à ses administrés ».

Cette anecdote est révélatrice de l'inutilité possible des "éléments normatifs" constitutifs d'une sub-culture de désastre cités ci-dessus, dans la mesure où les normes en question peuvent devenir une surimpression aux comportements individuels et demeurer en fait des éléments non-intégrés.

C'est la raison pour laquelle, dans notre enquête, l'aspect modification de comportement des Organisations peut paraître négligé au profit de l'aspect "réaction individuelle". Ces réactions donnant, pense-t-on, une idée plus exacte du degré d'intégration réelle des schémas de comportements efficaces dans le cas d'une nouvelle alerte.

On a donc regroupé les hypothèses présentées ci-dessus en deux chapitres : l'un traitant d'un "savoir", l'autre des "techniques" appropriées au risque créé par la Soufrière.

Sous le vocable général de « savoir » on regroupera les résultats obtenus aux questions :

- Quand partir, où partir et avec quoi partir ?
- Qui croire ?

Sous le vocable "techniques", on regroupera les résultats obtenus aux questions traitant des moyens dont dispose la communauté pour réduire l'impact du désastre :

- mesures individuelles (dispositions prises par les ménages)
- mesures collectives (dispositions administratives destinées à faciliter l'évacuation ; naissance d'associations destinées au contrôle des décisions).

L'analyse de ces résultats conduit, comme dans la première partie, à établir des profils de comportement appropriés au danger récurrent.

CHAPITRE I

LE NOUVEAU SAVOIR

SECTION I

LA PERCEPTION DU DANGER EN 1976

Afin de déterminer l'éventuelle apparition d'un nouveau savoir en 1978, on analyse tout d'abord l'évaluation du danger par les habitants de la Basse-Terre en 1976.

La question préliminaire se présentait ainsi :

"En août 1976, pensez-vous que le danger était :

- 1 - réel ?
- 2 - exagéré ?
- 3 - qu'il n'y avait pas de danger ?
- 4 - que le danger était imprévisible ?

On a introduit ici deux périphrases (n° 3 et 4) au lieu de recourir à des termes directs dans la crainte de n'être pas compris. Il semble bien qu'il ait été plus percutant, dans le contexte de nos enquêtés, de dire: "Il n'y avait pas de danger", plutôt que d'utiliser un vocable comme "Inexistant" ou "Nul". C'est du moins le sentiment que l'on avait retenu en analysant les résultats de la pré-enquête.

La question visait, encore une fois, à tenter d'établir une échelle d'attitude. Or, une importante partie de nos réponses (20 % à Saint-Claude) se sont trouvées être des réponses composées. C'est-à-dire que l'enquêté a répondu "Réel et exagéré, mais imprévisible" ou encore plus explicitement : "Réel, et exagéré par "ignorance" et "imprévisible par manque de moyens". Au lieu de pouvoir construire une échelle d'attitude, on se trouve confronté à un raisonnement qui fait intervenir chez l'enquêté des réactions émotionnelles et en même temps des éléments d'appréciation de la situation a posteriori, c'est-à-dire, une fois le danger écarté.

A UNE ÉVALUATION ERRONNÉE, MAIS COMMUNE AUX TROIS ZONES GÉOGRAPHIQUES ÉTUDIÉES

Les pourcentages de non-réponses sont faibles : 5% sur le total des enquêtés.

L'analyse des résultats par zone géographique fait apparaître une grande similitude dans les pourcentages obtenus dans les différentes zones considérées :

- Dans les trois zones, 48% des enquêtés considèrent que le danger était imprévisible et 43 à 45%, qu'il était réel.
- A Saint-Claude, on a 23% d'enquêtés estimant que le danger était exagéré, 20% à Basse-Terre, 16% à la périphérie.

Le clivage des zones apparaît cependant :

- A Saint-Claude, 18% jugent que le danger était inexistant ; à Basse-Terre, 7% seulement ; 5% à la Périphérie.

On s'est donc interrogé sur la signification de ces résultats en fonction d'une bonne interprétation de la gravité de la situation, en 1976, par les individus.

Compte tenu de ce que l'on sait maintenant sur les éruptions phréatiques de la Soufrière et leur portée, il n'y a jamais eu de péril grave pour les individus en 1976, en Guadeloupe. Il est donc

intéressant de noter le très faible pourcentage de nos enquêtés qui percevaient de façon pertinente, en 1976, la gravité de la situation. A cela plusieurs raisons : l'incertitude des scientifiques, le matraquage de l'information, et en particulier de l'information périphérique (Radio Jumbo), les rumeurs, etc...

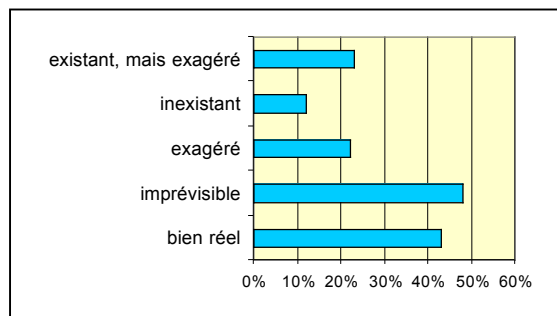
Il était impossible, au niveau individuel de se faire une idée exacte du danger.

D'autre part, le souvenir de l'éruption de la Montagne Pelée, de 1902, pesait lourdement, en 1976, sur les esprits quoique depuis 1498 la Soufrière n'ait pas connu de manifestations catastrophiques. L'histoire des éruptions de la Soufrière avait été rappelée dans la Presse en juillet 1976 par M. Feuillard ; l'impact de ces données objectives et largement diffusées peut être considéré comme ayant été nul par rapport à l'utilisation d'éléments mémorisés, bien intégrés, concernant la Montagne Pelée en Martinique. Par bien intégrés, on entend suffisamment assimilés par l'individu pour déclencher un type de comportement.

Résultats obtenus

ATTENTION :

« B – Signification des résultats obtenus »
page originale égarée



SECTION II

LA RÉTICENCE À UNE NOUVELLE ÉVACUATION

On a défini, dans le chapitre consacré à la théorie américaine des sub-cultures de désastre, l'élément "savoir" comme "l'acquisition par l'individu de la possibilité d'une évaluation exacte du potentiel de destruction des différents agents du désastre ou encore l'efficacité de différents types d'action".

Dans notre enquête, il s'agissait de savoir, comment, après la double expérience de 1976 (8 juillet et 15 août), réagiraient les habitants de la zone déclarée dangereuse dans le cas d'une nouvelle alerte.

On demandait :

"Partiriez-vous

- dès les premières secousses ?
- s'il y avait une pluie de cendres ?
- si l'ordre d'évacuation était donné ?
- seulement si l'on vous forçait à partir ?

Les questions précédentes correspondaient à ce que l'on savait des conduites réelles durant l'année 1976.

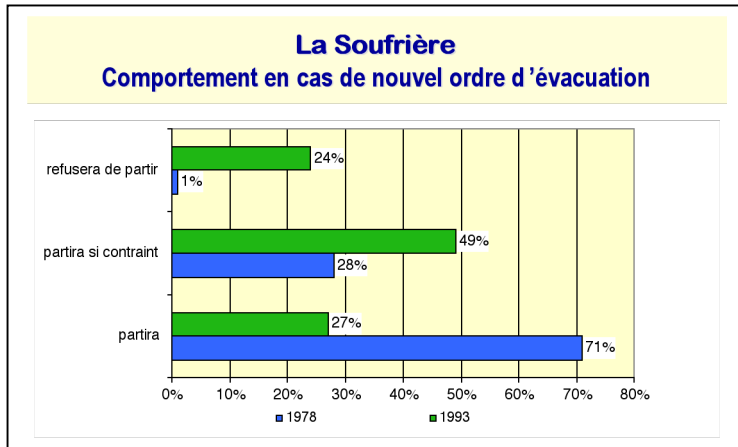
. En effet, en mars, (premières secousses ressenties très largement), une centaine de familles ont quitté définitivement la région de Basse-Terre.

En juillet, (première pluie de cendres), Saint-Claude s'est vidé en quelques heures de l'essentiel de sa population.

. En août, l'ordre d'évacuation avait été donné et il a été très largement suivi. Malgré cet ordre d'évacuation, quelques individus se sont accrochés à leur maison et ont résisté à toute injonction des gendarmes.

. En outre, après le retour timide des habitants de Baillif, en octobre 1976, la commune a subi une pluie de cendres. Aussitôt, on a enregistré un mouvement d'évacuation spontanée ; puis, dans l'après-midi, voyant que la manifestation semblait terminée, les habitants ont réintégré leur commune. Dans ce cas, un certain apprentissage du danger semblait avoir été acquis par rapport aux réactions de juillet et août 1976.

LES RÉSULTATS ³⁰



A - LE REFUS TOTAL DE L'ÉVACUATION

Dans le questionnaire, le cas de personnes déclarant qu'elles ne partiraient pas, même devant la force de police, n'était pas prévu, cependant, un petit nombre d'enquêtés a barré l'ensemble des réponses possibles pour écrire : "NON".

Il s'agit d'un instituteur de Goubeyre, d'un directeur d'école à Vieux-Habitants : "Je

resterai chez moi" ; ou d'une institutrice de Saint-Claude qui n'acceptera de partir que "pour mettre les enfants à l'abri", elle-même revenant chez elle.

Comme on le voit, la zone d'appartenance géographique ne semble pas avoir eu d'influence sur ce comportement : ce sont "les inconditionnels" de la Basse-Terre. Pour nous, cette attitude correspond à une prise de position quasi politique ; attitude d'ailleurs qui ne serait pas forcément celle qu'adopteraient réellement ces "inconditionnels" dans le cas d'une nouvelle alerte.

B LA RÉACTION A L'ORDRE D'ÉVACUATION

L'analyse des résultats par zone géographique concernant la réaction à l'ordre d'évacuation montre, là encore, la similitude des réactions : l'apprentissage des conduites efficaces en cas d'alerte n'est pas fonction de la proximité du volcan.

- A Saint-Claude, 73 % des enquêtés attendront pour quitter leur domicile l'ordre d'évacuation.
- A Basse-Terre, 70 % adoptent la même attitude, et 78 % à la Périphérie.

On peut donc constater l'existence d'un apprentissage. Ce résultat positif doit être nuancé. En effet, ici également, on recueille un important pourcentage de réponses composées.

Le choix le plus fréquent parmi ces réponses composées est la liaison "Ordre d'évacuation" plus "Si on nous y force". On rappelle que l'ordre d'évacuation est assorti de contrôles policiers destinés à s'assurer que la région a bien été évacuée. On a entendu, le soir du 15 août 1976, le Préfet s'étonner du nombre de gens déambulant encore à Basse-Terre malgré l'ordre d'évacuation et décidé à prendre des sanctions contre les contrevenants.

Les pourcentages obtenus à la question « seulement si on nous y force » varient de 40 % à Saint-Claude, à 35 % à Basse-Terre, et 21 % à la Périphérie. L'attitude correspondant à ces résultats peut s'interpréter comme un refus d'une nouvelle évacuation. L'importance de ces pourcentages (40 % et 35 %) donne la mesure de la résistance possible à l'ordre d'évacuation : "Et encore !" s'exclame un professeur de Saint-Claude pour lequel le danger en 1976 était "exagéré", mais "nul dans l'absolu" quoique "imprévisible".

C SIGNIFICATION RELATIVE DES RÉSULTATS

On retrouve donc, là encore, l'ambiguïté de l'influence d'une expérience préalable. L'expression : « sub-culture : a mixed blessing » pourrait se trouver vérifiée dans ce contexte. Certes, 14 à 19 % des habitants de Saint-Claude et Basse-Terre seulement partiront dès les

³⁰ Tableau repris à l'occasion des études menées en 1993

premières secousses : ce faible pourcentage montre l'acquisition d'éléments évaluatifs du danger.

- 12 à 16 % partiront s'il y a une pluie de cendres" (On fait la même constatation que ci-dessus).
- 40 % et 35 % (Saint-Claude et Basse-Terre) prétendent rester chez eux et n'en partir que contraints et forcés. Mais que faut-il entendre par "forcés" ?

Il faut nuancer cette donnée. Il est important de savoir, pour les autorités concernées, que cette attitude existera lors d'une nouvelle alerte. Elle ne serait pourtant probablement pas aussi systématique que nos chiffres le suggèrent (1 sur 2) : les manifestations volcaniques nécessaires au déclenchement de l'alerte n°2 (évacuation) sont suffisamment spectaculaires pour obtenir l'adhésion de la population à l'évacuation comme cela a été le cas en août 1976 où, rappelons le, l'évacuation s'était opérée au soulagement général.

En conclusion : une plus juste évaluation du danger, liée aux différentes manifestations volcaniques possibles, est faite en 1978 par les habitants de la Basse-Terre. Cette interprétation s'accompagne, cependant, d'un jugement négatif vis-à-vis des autorités locales chargées de la mise en garde de la population. Leur crédibilité est mise en question. L'échantillon enquêté fait état d'une attitude de résistance à l'évacuation.

SECTION III

LA PLANIFICATION DU DÉPART

Quelques images datant de la dernière guerre, lors de l'exode de 1940, viennent s'ajouter aux multiples reportages du petit écran sur les réfugiés quittant leur domicile, que ce soit au Cambodge, en Inde ou en Afrique : troupeaux d'humains faméliques, écrasés sous de trop lourdes charges qui iront au hasard des obstacles rencontrés, finir dans les fossés ou enrichir les pillards. On se demande d'ailleurs s'il ne devrait pas y avoir un « code du réfugié » enseigné en cours d'éducation civique, car nous sommes tous aujourd'hui, plus ou moins, des "réfugiés en puissance".

En juillet 1976, en Guadeloupe, le départ précipité des habitants sous une pluie de cendres, dans une demie obscurité, s'est effectué dans de mauvaises conditions : dispersion des familles, oublis d'enfants, bagages erratiques.

Le 15 août, le Préfet donne l'ordre d'évacuation à 8 heures du matin. Puis, raconte M. Rouillé, Directeur Départemental de l'Équipement, chargé de veiller à la bonne organisation de ce départ : "J'ai demandé au Préfet qu'il donne un délai de plusieurs heures pour faciliter l'évacuation malgré la déclaration d'état d'urgence de M. Brousse. Sur le moment c'était un pari à faire, et un pari risqué".

Ces quelques heures de grâce ont permis aux réfugiés motorisés d'emporter un maximum de bagages. A 6 heures du soir, on était témoin de l'importance des déménagements opérés : les camionnettes se succédaient encore, chargées de matelas, de meubles, parfois d'animaux. Beaucoup ont même fait plusieurs voyages dans la journée.

Malgré cela, dans les jours qui suivirent, la Préfecture fût assiégée de demandes d'autorisation de pénétrer dans la zone évacuée pour récupérer des biens personnels. Ces autorisations représentaient une certaine responsabilité pour l'administration : risque de vols, risque en vies humaines s'il y avait une alerte, etc... Elles étaient donc distribuées, au début, parcimonieusement et sous contrôle militaire.

Cette situation s'aggravait pour les réfugiés ne possédant pas de véhicules de transport personnels, du coût de l'opération : le possesseur d'une camionnette demandait couramment deux cents francs pour assurer le voyage (60 km).

On a donc cherché à savoir si le souvenir de ces difficultés entraînerait des modifications de comportement chez les réfugiés confrontés à une nouvelle évacuation, et ceci à deux niveaux :

- les bagages
- le choix du lieu d'évacuation.

En ce qui concerne les bagages, deux questions, dans notre enquête, correspondaient à ce souci de planification d'un départ précipité en cas d'alerte :

- "savez-vous ce que vous emporteriez ?"
- "gardez-vous un bagage minimum tout préparé ?"

Les trois sous-questions suivantes répondent au commencement d'application de cet effort d'organisation. On demandait : "Avez vous préparé un bagage minimum à votre retour, après les chutes de cendres de janvier 1977 et de mars 1977 ?" Les réponses à ces questions devraient permettre également de remesurer le degré d'apprentissage des réfugiés en fonction de l'importance du danger. C'est-à-dire : la réaction à une pluie de cendres est-elle toujours importante en janvier et mars 1977, ou s'est-elle atténuée en fonction des expériences précédentes ?

En ce qui concerne le choix du lieu d'évacuation, il s'agissait de mesurer, d'une part, l'écart possible entre les choix 1976 et les intentions de départ de 1978 : famille, amis, camps, location ; Basse-Terre ou Grande-Terre ; cet écart pourrait être significatif de l'expérience réalisée par les réfugiés. On a déjà évoqué cet aspect en abordant le thème de la cohésion du groupe. D'autre part, on cherchait à savoir si, désormais conscients d'une menace volcanique durable, les réfugiés de 1976 s'étaient assurés une position de repli.

A LES BAGAGES

A la question: « Savez-vous ce que vous emporteriez ? » l'écart des résultats entre Basse-Terre, Saint-Claude et la Périphérie est assez faible (10 %) : sur le total des questionnaires, 69% savent désormais ce qu'ils emporteront ; 31% répondent "Non". Les non-réponses s'élèvent à 8 %. Là encore, on peut constater l'existence d'un apprentissage par rapport à la situation de juillet et août, apprentissage dû à la situation d'évacué et sans rapport, apparemment, avec la proximité du volcan.

En outre, 21 % des habitants de Saint-Claude enquêtés, gardent encore, en 1978, un bagage minimum tout préparé ; 15 % ont préparé ces bagages à leur retour ; 23 % ont eu cette réaction après les chutes de cendres de janvier et de février 1977.

Le plus fréquemment, ceux qui gardent encore un bagage minimum tout préparé en 1978, sont ceux qui déclarent qu'ils partiront « dès les premières secousses » : si l'on vérifie, par ailleurs, leur réaction aux symptômes émotionnels et physiques, on retrouve le profil extrême dont on parlait dans la première partie : cauchemars, réactions aux bruits et aux odeurs, consultations médicales, etc...

C'est le cas (n° 458) d'un agriculteur de Papaye, deux enfants ; d'une femme de ménage de Saint-Claude, sept enfants (n° 468) ; d'un cultivateur de Matouba, sept enfants. Notons cependant, une attitude contradictoire : l'institutrice de Saint-Claude qui affirmait son refus de repartir en cas d'une nouvelle alerte, avoue avoir préparé un bagage minimum à son retour. Mais, en 1978, elle n'a plus de bagage minimum tout préparé. Ce témoignage paraît significatif du climat d'incertitude existant au retour, incertitude qui s'est atténuée peu à peu conduisant même au refus d'un nouveau départ. On peut penser que cette attitude de refus n'est apparue que plusieurs mois après le retour.

Les pourcentages obtenus à Basse-Terre et à la Périphérie, concernant cette question diffèrent en intensité, mais vont dans le même sens.

- 14 % seulement des Basse-Terriens conservent un bagage minimum tout préparé en 1978 (21 % à Saint-Claude) ;

- 21 % ont préparé un bagage minimum après leur retour.

18% et 13% (23% à Saint-Claude) ont eu cette réaction après les manifestations volcaniques de janvier à mars. On remarque la décroissance des réactions de départ entre janvier et mars. L'apprentissage du danger s'est affiné.

Ici, l'éloignement relatif du volcan semble retentir directement sur les comportements. En mars 1977, les habitants de Papaye ont dû quitter leurs foyers de nuit, dans la cendre. Basse-Terre n'a pas été touché. Le sentiment de sécurité s'est restauré à Basse-Terre plus rapidement et plus complètement. Cette remarque s'applique également à la zone Périphérique : 13% et 16% seulement des enquêtés ont réagi aux manifestations éruptives de janvier à mars.

Il faut ajouter que ce sont systématiquement les mêmes enquêtés qui ont préparé des bagages en janvier et en mars. En outre, les pourcentages de non-réponses sont plus importants pour ce groupe de questions : il est de 16% et 20% sur le total des enquêtés.

B LES INTENTIONS D'ÉVACUATION

On est frappé dès l'abord, par l'hésitation des réfugiés à la question : "S'il y avait une nouvelle alerte, savez-vous où vous iriez ?"

Les pourcentages obtenus sont sensiblement identiques pour les trois zones intéressées :

- 50 à 55 % répondent affirmativement, au total : 54 %.
- 45 à 50 % ne savent pas où ils iront, au total : 46 %.

Le pourcentage des non-réponses est relativement important : il s'établit à 15 % du chiffre global. Ces résultats sont assez semblables à ceux obtenus lors de la pré-enquête.

Il faut donc constater la faiblesse de la planification du départ chez les réfugiés. Souvent l'enquêté a répondu de lui-même: "Je ne sais pas". Il semble qu'il y ait un refus d'envisager un nouveau départ.

Cette impression d'hésitation s'accroît quand on analyse les réponses aux sous-questions qui suivent. Un enquêté qui déclare savoir où aller en cas d'une nouvelle éruption, donne ensuite une série de choix : "chez des amis en Grande-Terre ou chez des parents en Basse-Terre, à Petit-Bourg ou au Moule" dit cet habitant de Saint-Claude, évacué à Pointe-à-Pitre en août 1976. "Chez des parents en Grande-Terre, mais aussi, peut être en métropole si c'est grave", déclare un habitant de Saint-Claude qui s'est trouvé en location au Lamentin pendant la durée de l'évacuation (n° 618). « Chez des parents en Basse-Terre, mais plutôt à Bouillante » répond une infirmière de Saint-Claude (42 ans et sept enfants), originaire du Lamentin, qui a vécu l'évacuation de 1976 en location à Pointe-à-Pitre (n° 624).

Il ne s'agit donc pas là d'une véritable planification, mais, seulement de suggestions possibles qui paraissent souvent contraires aux dispositions prises en 1976.

D'autre part, parmi les enquêtés qui répondent ne pas savoir où ils iraient en cas d'une nouvelle évacuation, un certain nombre indique néanmoins dans les sous-questions, un ou plusieurs choix : "Je ne sais pas, mais plutôt à Pointe-à-Pitre, pour la scolarité", estime une commerçante de Basse-Terre, mère de deux enfants (n° 121).

Dans cette catégorie de réponses, le choix le plus fréquent se porte d'ailleurs sur Pointe-à-Pitre dont on a déjà souligné l'attrait dans l'étude de l'échantillon enquêté.

On trouve également fréquemment la réponse négative : « Je n'en sais rien » associée à « J'irai ailleurs » (n° 172). Ce double choix pourrait représenter l'attitude « d'indécision maximum ». On la rencontre, par exemple, chez une veuve de Trois-Rivières, sans profession, six enfants. Pour elle, le danger en 1976 était "imprévisible" et les événements de 1976 peuvent se reproduire « n'importe quand ». Cette famille a vécu l'évacuation en location à Morne-à-l'Eau (n° 159). La même incertitude semble régner chez cet agriculteur de Trois-Rivières, onze enfants, qui a vécu l'évacuation d'abord chez des amis, puis qui a dû louer un logement aux Abymes (Pointe-à-Pitre) à partir de la mi-septembre 1976. Pour lui, le danger était "réel" et "imprévisible" ; il peut se reproduire "n'importe quand". Cet agriculteur souffre en outre, de malaises cardiaques aggravés par les événements (n° 227).

Cette attitude ne semble pas liée au fait de posséder ou non un véhicule, mais le nombre d'enfants et la modicité des ressources pourraient en être des facteurs influents.

Enfin, parmi les enquêtés qui déclarent savoir où aller en cas d'une nouvelle évacuation, on retrouve un petit nombre d'interviewés qui confirment l'existence d'une croyance en des lieux protégés, à l'abri du risque volcanique (Vieux-Fort et Bouillante), ou qui ont pris des dispositions définitives en fonction d'une nouvelle évacuation : achat de terrain et d'immeubles (planification maximum).

« Oui, j'irai à Vieux-Fort, répond une étudiante de Baimbridge, demeurant à Gourbeyre avec sept frères et sœurs. Cette famille a vécu l'évacuation 1976 en Grande-Terre, mais ne souhaite pas y retourner "les liens d'amitié n'étaient pas sincères" dit-elle (n° 221).

"Au Moule, dans la maison que nous avons gardée", déclare cette institutrice de Saint-Claude qui représente le cas assez rare dans notre échantillon (une dizaine), d'une famille ayant acheté une maison en Grande-Terre pour se loger pendant l'évacuation (n° 271). C'est également le cas du n° 457 qui a acheté une maison à Gosier (banlieue résidentielle de Pointe-à-Pitre) après avoir été hébergé chez des parents, puis chez des amis en 1976.

Doit-on conclure qu'il n'y a pas eu apprentissage des conduites appropriées au danger volcanique ? Au contraire, semble-t-il, il s'agit d'une vue très réaliste de la situation telle qu'elle se présenterait dans le cas d'une nouvelle alerte :

- les réfugiés ont fait l'expérience des problèmes de la cohabitation en surnombre ; ils refusent pour la plupart d'envisager de se retrouver dans les mêmes conditions.
- d'autre part, si la menace volcanique était très sérieuse, toute la Guadeloupe, du fait de l'exiguïté du territoire, serait probablement menacée (raz-de-marée + éruptions) : il n'y aurait pas d'échappatoire si ce n'est un éventuel "ailleurs" dans une autre île. Par contre, si la menace est similaire à celle de 1976, il est inutile de fuir quels que soient les désagréments de la situation.

On peut admettre que cette incertitude soit le résultat d'un apprentissage efficace, les Basse-Terriens se trouvent confrontés à une situation sans issue satisfaisante :

« L'important est d'avoir la vie sauve, avec tous le siens si possible. J'irai où la Providence divine me conduira... Je verrai bien... Avec amour et sagesse, on s'accommode partout avec les honnêtes gens », institutrice à Saint-Claude, n° 512.

SECTION IV

LA CRÉDIBILITÉ DES MÉDIAS

Parmi les éléments de ce "nouveau savoir" composant une sub-culture de désastre, le D.R.C. inclut des éléments tels que : « Comment interpréter les messages de mise en garde d'une alerte ? »

La mise en garde est, en effet, une des plus importantes phases d'un désastre : cela peut vouloir dire, au plan individuel, éviter le désastre ou en être victime. Pendant la période de diffusion de l'information, l'Organisme responsable de cette diffusion doit décider quelle information diffuser, quand et à qui elle sera diffusée, et quelles sortes de médias seront utilisés.

Dans notre perspective, il est donc important d'envisager les modifications de comportement possibles de la population à l'égard, d'une part, des organismes responsables de la diffusion de l'information ; d'autre part, des moyens utilisés, c'est-à-dire des médias.

Il n'existait pas en 1976, en Guadeloupe, comme c'est le cas aux Etats-Unis, d'organismes spécialisés responsables de l'information concernant le danger volcanique. Le système demeurait empirique : le laboratoire de l'IPG (Institut de Physique du Globe) présentait chaque jour le résultat de ses observations, juxtaposées par disciplines scientifiques à la Préfecture. Celle-ci transmettait, éventuellement après censure (Radon), un communiqué officiel à FR 3 qui le diffusait (témoignage Jézouin, deux étapes : rédaction + censure).

En 1976, la crédibilité de cette information officielle était à la fois importante et mise en doute. Elle était importante, car elle représentait le seul moyen d'obtenir un contact avec les scientifiques ; elle était d'ailleurs diffusée à la fois à la télévision et à la radio, et au moment de la plus large écoute (7 h du soir – Journal Télévisé). Les scientifiques répondaient en direct aux questions des journalistes. Elle était mise en doute car passant par le canal d'organismes politiques, elle était automatiquement suspecte : « On veut nous cacher quelque chose » disaient les réfugiés couramment. Les journaux d'opposition ont, à plusieurs reprises, accusé le Préfet de main mise sur l'information pour manipuler l'opinion.

Il existait une information parallèle : Radio Jumbo ou radio « bois campêche », très écoutée, mais également suspecte. On rappelle l'anecdote de cette équipe de journalistes qui, n'ayant pu participer à une expédition de reconnaissance et d'information en avion au-dessus de la Soufrière, l'avait reconstituée en studio, par l'imagination et à l'aide d'un bruitage approprié.

L'histoire s'était racontée et vite sue. Cependant, cette information circulait beaucoup par l'intermédiaire des rumeurs. Comme le démontre KATZ, l'action des mass-média ne se fait pas seulement entre les moyens de diffusion de masse et les, individus, mais il faut souvent le relais intermédiaire des relations personnelles pour guider l'opinion des individus dans les groupes restreints.

Dans notre enquête, on a donc tout d'abord demandé à l'interviewé de qualifier le rôle de la presse pendant les événements de 1976. Puis, on a cherché à savoir si les réfugiés, conscients de la pérennité de la menace volcanique, s'efforçaient de se maintenir informés, et à qui, dans ce but, ils faisaient confiance.

- LES RÉSULTATS -

A LA QUALIFICATION DU RÔLE DE LA PRESSE

- 79 % de la population enquêtée a pris conscience du rôle de la Presse et confirme son utilité pendant la crise.

- 30% des habitants de Saint-Claude et seulement 24 % des habitants de Basse-Terre estiment que ce rôle peut être dangereux. Cependant, on relève, sur le total des questionnaires, 10 % de réponses-composées ; l'interviewé répond : "A la fois utile et dangereux".

Si l'on considère les pourcentages de réponses-composées par zone géographique, les résultats sont légèrement plus importants à Basse-Terre (15 %), qu'à Saint-Claude (12 %). Ils sont nuls à la Périphérie (0 %).

Certains enquêtés ont personnalisé leur réponse : "Ils ont joué un rôle utile, mais dangereux par excès d'informations contradictoires" (n° 642), nous écrit cette enseignante. "Bêtes et dangereux", ajoute un habitant de Saint-Claude qui ne cherche plus à se tenir informé de l'état du volcan et, le cas échéant, ne ferait confiance qu'à des "scientifiques ayant les moyens".

On rappelle que cette notion d'insuffisance des moyens techniques mis à la disposition des scientifiques à la Soufrière est le résultat des premiers entretiens télévisés d'Haroun Tazieff en avril 1976, lorsque après la crise de mars, il dénonçait le dénuement du laboratoire de l'I.P.G. au Parnasse. La Presse avait titré (cf. Chronologie) : "Tazieff, faute de moyens, n'a pu être aussi rassurant qu'on l'espérait". L'information a été bien assimilée, en tout cas !

"Utile, mais insuffisant" constate une étudiante à Basse-Terre (n° 127).

"Dangereux : on ne disait pas toutes les fois la vérité" affirme un habitant de Saint-Claude, chef de centre à la Sécurité Sociale.

B LE REFUS DE SE TENIR INFORMÉ

On est surpris par l'apparente incohérence des résultats obtenus aux questions suivantes par rapport à la précédente. En effet, si, à presque 80 %, les évacués considèrent que la Presse a joué un rôle utile, 54 % de nos interviewés seulement déclarent continuer à se tenir informés de l'état du volcan : "Ils disent : "On ne sait jamais, mieux vaut se tenir informé", "On ne peut oublier"...

Qui sont donc les 46 % qui apparemment ne se sentent plus concernés par la Soufrière en 1978 ?

. On rapproche d'abord ce chiffre de ceux obtenus à la question concernant les "conversations" (cf. Première sous-partie) : on avait 25 et 27 % d'interviewés qui déclaraient éviter le sujet « Soufrière ». On rappelle que, parmi ces pourcentages, on avait dû opérer une distinction dans l'ensemble des réactions similaires enregistrées : ils représentaient pour partie le niveau maximum d'anxiété et pour partie le niveau minimum, la répartition s'opérant, en outre, par zone géographique et par niveau socio-culturel.

. Par contre, dans la question analysée ici, l'influence de la zone géographique semble être nulle. En outre, les réponses ne paraissent pas liées à la question précédente : on trouve autant de réponses : "le rôle de la Presse a été utile, mais je ne cherche pas à me tenir informé", que l'inverse. Il n'y a pas semble-t-il de relation directe entre le jugement porté sur le rôle des médias et la recherche d'information en 1978.

On a également recherché l'existence d'une relation possible entre la non-planification du départ et cette indifférence à l'information sans pouvoir, ici encore, en tirer une conclusion satisfaisante.

On a finalement opéré un sondage de hasard parmi les enquêtés. Il a porté sur 15 dossiers de réponses négatives à l'information. Ce sondage a permis de dégager plusieurs attitudes des enquêtés :

- *Le refus total* : Sur notre échantillon six enquêtés ne se tiennent pas informés et ne feraient confiance "à personne" pour obtenir cette information. Quatre d'entre eux jugent cependant que les médias ont joué un rôle utile pendant les événements de 1976. Un : qu'elles ont joué un rôle dangereux ; un : qu'elles n'ont joué un rôle, ni utile, ni dangereux. Parmi les professions déclarées, nous trouvons un agriculteur, deux infirmières, une institutrice, un agent hospitalier et un "sans profession".

- *Le refus circonstancié* : Huit enquêtés ne cherchent pas à s'informer, mais feraient confiance, le cas échéant :

- 4 à des scientifiques « dignes de ce nom et expérimentés » déclare un enseignant.
- 2 à des personnes bien informées, "dignes de confiance".
- 1 à la télévision.
- 1 à la radio.

Sur le plan professionnel, ces enquêtés correspondent à un agriculteur, deux enseignants, un agent hospitalier, un agent de l'équipement, deux infirmières et une "sans profession".

- *Le refus simple* : Parmi l'échantillon, on trouve un enquêté qui reconnaît le rôle utile des médias en 1976, qui ne cherche pas à se tenir informé, mais ferait confiance à tout le monde ! "A quiconque", dit-il. Le questionnaire est rempli par un jeune homme de 18 ans. Mais cette attitude se retrouve à plusieurs reprises dans l'échantillon global. On avait constaté des tirages exceptionnels de journaux pendant la période de l'évacuation, et une plus grande écoute de la radio et de la télévision. Au retour en Basse-Terre, il y avait eu reprise des habitudes antérieures et, même, on a pu observer une lassitude vis-à-vis de l'information. Les résultats obtenus dans le sondage ci-dessus ne permettent pas de conclure avec certitude à l'importance de cette attitude : le refus circonstancié et le refus simple pourraient cependant représenter cette fraction de la population qui habituellement est indifférente à l'information et ne s'en préoccupe qu'en cas d'événements à sensation. L'impression de relative incohérence relevée en début de cette section s'expliquerait donc ainsi.

En outre :

- le niveau socio-culturel des enquêtés correspond à la catégorie supérieure de notre échantillon.
- aucun d'entre eux ne ferait confiance aux journaux.
- aucun d'entre eux ne fait état de réactions d'anxiété maximum telles qu'on les a définies dans la première partie. Un seul déclare éviter les conversations se rapportant au volcan (agent de l'Équipement). Il ne s'agirait donc pas dans cette indifférence à l'information d'une attitude systématiquement négative d'anxiété (volonté d'oubli) mais, soit d'un jugement porté sur la crédibilité des médias en Guadeloupe d'une façon générale, soit de la partie de la population qui est habituellement indifférente à l'information.

Pour préciser cette position des enquêtés face aux médias en 1978 on se reporte à l'analyse de la question complémentaire suivante.

C QUI CROIRE ?

A la question : "Pour vous tenir informé de l'état du volcan, feriez-vous confiance :

- A des scientifiques ?
- Aux journaux ?
- A la radio ? A la télévision ?
- A des personnes que vous jugez bien informées ?"

On obtient les résultats suivants :

- A des scientifiques : 74%
- A la radio ou la télévision : 37%
- A des personnes bien informés : 35%
- A des journaux : 19%

Sur le total des réponses, on a isolé les deux attitudes qui paraissent les plus significatives

1 - 14 % de la totalité de l'échantillon ne ferait confiance à personne. Parmi ceux-ci, on relève les témoignages suivants :

"Dieu a le sommet des montagnes dans sa main. La Bible". Il s'agit d'un employé de l'Équipement à Basse-Terre.

Ou encore :

"Je ne ferai confiance à personne, Dieu seulement sait ce qui se passera" (n° 162, étudiante).

Et enfin :

"Je trouve que depuis quelques temps, il y a beaucoup trop d'émissions sur les volcans, car cela aurait dû se faire avant 1976, puisqu'on savait qu'il était en activité ; au lieu de cela, on a laissé la population dans l'ignorance et, maintenant, on en parle constamment Comme pour rappeler de mauvais souvenirs" (n° 456, carrossier à Saint-Claude, deux enfants, exceptionnellement rentré à Saint-Claude en fin septembre 1976).

2 - 8 % feraient confiance à tout le monde.

Sans vouloir systématiser exagérément le sens des réponses obtenues, on observe le faible pourcentage de crédibilité des journaux et une certaine réticence à l'information télévisée ou radio diffusée.

Par contre, l'image de marque des scientifiques ne paraît pas avoir trop souffert de l'étonnant chassé-croisé auquel on a assisté en 1976 autour de la Soufrière.

Des témoignages spontanés nuancent cette impression :

- "Mais pas à M. Allègre", écrit-on après avoir déclaré faire confiance aux scientifiques.

- "Pas à tous"; "A des scientifiques du genre d'Haroun Tazieff".

- "Oui, à M. Feuillard et M. Tazieff ; non à M. Brousse" déclare une mère de famille de Gourbeyre (trois enfants) ; le grand favori de notre enquête demeurant H. Tazieff.

Enfin, dans l'analyse des résultats, on avait spécialement étudié les réponses négatives par opposition aux "sans-réponse" (cf. réponses brutes). En ce qui concerne les scientifiques, 13% seulement de notre échantillon global exprime son refus de confiance vis-à-vis des scientifiques.

On cite l'explication suivante:

- "Non, parce qu'ils ne disent pas la vérité".

En ce qui concerne les journaux, et toujours dans l'analyse de ces réponses négatives, on a relevé ce jugement : "Ils sont encore plus menteurs". On obtient un résultat de 30% de réponses négatives vis-à-vis de la presse. C'est de loin, le pourcentage le plus élevé en réponses négatives.

L'ensemble de ces observations peut se résumer dans les propositions suivantes :

- Il y a eu prise de conscience, semble-t-il, dans l'échantillon enquêté, de l'importance de l'information en période de crise, mais aussi de la nécessité d'une surveillance à l'égard des organismes chargés de diffuser l'information. C'est ce que l'on peut conclure de la prise de position massive des enquêtés vis-à-vis des scientifiques (74%). Une certaine méfiance à l'égard des médias semble se faire jour en 1978 : c'est ici un comportement nouveau par rapport à 1976.

- Radio et, surtout, télévision (très largement répandue en Guadeloupe) conservent cependant une relative crédibilité (37%) à l'inverse des journaux dont le rôle paraît être jugé le plus contestable.

- Près de la moitié de l'échantillon, en 1978, ne cherche pas à se tenir informé de l'évolution du volcan. Cette position peut correspondre à des attitudes très diverses : indifférence, volonté d'oubli, refus de l'information d'où qu'elle provienne ("ras le bol").

- Au niveau de l'apprentissage, on est tenté de voir dans l'ensemble des réponses enregistrées, le développement d'une attitude négative et passive. La mise en doute de la crédibilité des médias est partiellement acquise. Elle est contrebalancée par un mouvement en faveur des scientifiques, mais aucune mesure pratique ne paraît avoir été réclamée pour permettre cette information scientifique neutre. Les réactions des enquêtés, en 1978, semblent liées à la petite histoire de la Soufrière : ils ont été marqués par des contacts

souvent personnels avec certains scientifiques. En décembre 1976, certains réfugiés avaient décidé de baptiser leur maison ou l'enfant à naître "Haroun" ou "Tazieff"...

De même que la planification du départ paraissait relativement faible, de même, on ne trouve pas à ce niveau, une réaction pratique vis-à-vis de l'information.

CHAPITRE II

TECHNIQUES ET COMPORTEMENTS ASSOCIÉS AUX CATASTROPHES

Dans l'exposé de la théorie de la sub-culture de désastre, présenté dans la première partie, on a défini les "éléments techniques", comme des méthodes sophistiquées de détection et de prévision du désastre ou d'information. Ce sont également les moyens dont dispose la communauté pour réduire l'impact du désastre.

A la Soufrière, depuis août 1976, on a vu se multiplier les équipes de scientifiques et les méthodes de détection : installation de nouveaux réseaux d'enregistrements sismiques, tirs sismiques destinés à mieux connaître la propagation des ondes de choc à travers le massif de la Soufrière, maintien des équipes de prélèvements et d'analyses de gaz, etc... En 1978, une équipe de chercheur est sur place en permanence : elle est composée de sept à huit personnes. Ces éléments sont connus et, sans conteste, ils constituent, pour partie, ces éléments techniques destinés à diminuer l'impact d'un éventuel réveil du volcan.

Cependant, ce n'est pas la communauté guadeloupéenne proprement dite qui contrôle et finance ces scientifiques. La surveillance du volcan dépend des crédits attribués à l'I.P.G. et au C.E.A. par le gouvernement français. Malgré un effort réalisé en 1977 pour associer des chercheurs locaux à l'étude et à la surveillance du volcan, la position de ce département français à 8.000 km de sa Métropole reste fragile. Les mouvements politiques prônant l'autonomie, si ce n'est l'indépendance, ont saisi ce problème : on a pu lire dans France-Antilles : "Dès qu'un expert métropolitain débarque en Guadeloupe, ce qu'il dit devient parole d'évangile. Il est temps de donner aux guadeloupéens les moyens de contrôler leur propre volcan" (Nicolo, F.A. nov. 1976).

Notre enquête s'est donc intéressée au deuxième volet de cette définition, à savoir : quels moyens la communauté menacée s'était-elle donnée à elle-même pour réduire l'impact du désastre ?

On peut envisager ces "moyens" à deux niveaux, l'un individuel, l'autre collectif.

1 - Au niveau individuel

Y a-t-il eu modifications dans les routines quotidiennes en vue de réduire les dommages causés par l'agent de désastre ?

On rappelle que l'on a retenu « l'évacuation » comme agent de désastre, puisque, compte tenu des progrès scientifiques en matière volcanique, il est probable que, s'il y avait une nouvelle menace sérieuse, la population serait prévenue à temps pour pouvoir évacuer. La menace réelle qui pèse donc sur les guadeloupéens est une menace d'évacuation.

Dans cette optique, on a étudié les éventuelles modifications des comportements individuels au niveau :

- A - du véhicule
- B - de l'approvisionnement
- C - des biens immobiliers
- D - de la monnaie.

2 - Au niveau collectif

Pour faciliter l'évacuation, si elle devait se reproduire, on s'est efforcé d'améliorer les voies d'évacuation : élargissement des routes, remplacement des ponts à une seule voie, création d'une route reliant directement Basse-Terre à Vieux-Fort, considéré comme "zone-abri".

Le problème : Comment les évacués de 1976 voient-ils en 1978 cet effort destiné à réduire l'impact du désastre. Les mesures prises sont-elles suffisantes ?

D'autre part, pour avoir une possibilité de contrôle sur les organismes responsables des mesures collectives, les guadeloupéens se sont-ils organisés en comités et associations ?

SECTION I

LES MESURES PRISES AU NIVEAU DES MÉNAGES

A VÉHICULES

Les éventuelles modifications de comportement des réfugiés à l'égard d'un moyen de transport individuel avaient paru, lors de la construction du questionnaire, un élément capital de leur prise de conscience de conditions de vie précaire.

Au cours de la pré-enquête, on avait beaucoup entendu parler de la multiplication d'achats de voiture au retour des réfugiés. Cette hypothèse paraissait confirmée par l'importance du chiffre des voitures mises en circulation en 1976 par rapport aux années précédentes. On est passé de 5 494 nouvelles immatriculations en 1975 à 6 695 en 1976 (soit 1 201 nouvelles voitures mises en circulations de plus qu'en 1975) et 7 894 en 1977 (soit 1 199 de plus qu'en 1976). En 1978, on retrouve un chiffre inférieur au précédent : 7 239, soit 655 nouveaux véhicules en moins par rapport à l'année précédente.

On rappelle l'hypothèse formulée alors : les réfugiés, à leur retour, en vue d'une nouvelle évacuation, ont acheté des véhicules, font des réserves d'essence et se garent la nuit en fonction d'un éventuel départ précipité.

1 - Les achats de véhicules

Les résultats obtenus concernant les achats de véhicule sont décevants dans notre enquête :

- d'une part, l'échantillon enquêté possédant une voiture avant 1976 est supérieur à la moyenne guadeloupéenne (62 % dans notre échantillon).
- d'autre part, les achats de voiture sont compensés, dans notre échantillon, par des ventes de véhicule nécessitées par la perte de ressources financières pendant la période d'évacuation. Les écarts enregistrés entre 1976, avant les événements, et 1978 sont donc dénués de signification.

2 - Les réserves d'essence

Les résultats, ici, sont troublés par l'importance des non-réponses : 49 % des enquêtés de Saint-Claude et 53 % des Basse-Terriens ne répondent pas à la question. Sur les réponses exprimées, on obtient 25 % à Saint-Claude et 28 % à Basse-Terre de réponses affirmatives. Ces chiffres, donnés en pourcentage, sont peu représentatifs. Il faut rappeler que 27 % de nos enquêtés n'ont pas de véhicule. C'est donc sur les 63 % restant que le calcul doit être effectué.

De surcroît, parmi les réponses affirmatives, très peu d'enquêtés ont répondu à la question complémentaire : "Quand avez-vous cessé d'en faire ?"

Sur 186 dossiers à Saint-Claude, on obtient seulement huit réponses, et six à Basse-Terre, sur 133 dossiers. Ces réponses varient de "un mois", à "jamais", qui correspond au plus grand nombre des réponses données.

- Un habitant de Baillif, employé de commerce, six enfants, répond « jamais ». D'après l'ensemble de ses réponses, il fait partie des individus qui ont ressenti les événements de 1976 comme un traumatisme maximum : hébergé dans sa famille au Lamentin pendant l'évacuation, il déclare vouloir repartir "dès les premières secousses" ; pour lui, le danger était « réel » (choix unique) et il conserve un bagage minimum tout préparé. Il a eu des cauchemars : "J'y rêve souvent, dit-il, car j'habite en face". Il a dû consulter le médecin pour lui et ses enfants : "peur chez les enfants, surmenage pour les parents", etc... (n° 225).

- Une employée de bureau de Basse-Terre écrit : "le bac est toujours rempli". On se trouve, ici devant une famille de cinq enfants (probablement sans père) qui a vécu l'évacuation en camp d'hébergement. Pour elle, le danger était "imprévisible" et elle ne repartirait que "si on la forçait à partir" (choix unique). D'ailleurs, dans ce cas, elle ne saurait où aller : "Je ne sais pas" écrit-elle après avoir barré toutes les possibilités d'évacuation (n° 224).

- "Je suis fataliste" déclare une infirmière de Saint-Claude qui a fait quelques temps des réserves d'essence, mais ne précise pas quand elle a cessé d'en faire.

3 - Le parking de nuit en 1977 et en 1978

A nouveau, il faut signaler l'importance des non-réponses à ces deux sous-questions ; importance d'autant plus significative qu'à la question "Avez-vous une voiture", on obtenait seulement 3 % de non-réponses sur le total des dossiers. Les pourcentages obtenus sont donc sans signification (43 % de sans réponse).

Cependant, on peut faire quelques remarques intéressantes à partir des chiffres bruts :

- A Saint-claude, quarante-deux propriétaires de véhicules sur cent quatre se garaient en fonction d'un départ précipité en 1977. Vingt-quatre seulement continuent en 1978 à y prêter attention.
- A Basse-Terre, on observe le même phénomène : trente cinq propriétaires de véhicules sur quatre-vingt deux se garaient en 1977 en fonction d'une nouvelle évacuation. Vingt-et-un seulement conservent cette préoccupation en 1978.
- Dans la zone Périphérique, on obtient dix-huit personnes sur quarante et un propriétaires concernés en 1977, et seulement huit en 1978. Dans cette zone, les non-réponses sont moins importantes (31 %) et le nombre des réponses exprimées est similaire aux deux questions ; ceci permet de donner une valeur significative à ce recul des précautions en 1978.

Quelle interprétation peut-on tirer de ces résultats sur le plan de l'acquisition d'une technique appropriée à une nouvelle évacuation ?

- Près de la moitié des propriétaires de véhicule ont adopté une conduite systématique en fonction de la menace d'évacuation en 1977 (42 % des propriétaires).
- Un quart seulement a définitivement intégré cette nouvelle routine (24 % des propriétaires).

B L'APPROVISIONNEMENT

En ce qui concerne l'approvisionnement, la question portait sur deux éléments distincts : le stockage de l'eau et le stockage alimentaire.

- Chaque fois qu'un cyclone est annoncé en Guadeloupe, les habitants font des provisions d'eau minérale, les réserves d'eau potable étant souvent endommagées. A Darwin en 1974, il a fallu trois semaines pour rétablir l'eau. Ce sont parfois même les médias qui conseillent aux populations d'opérer ce stockage d'eau potable.

En juillet 1976, les chutes de cendres ont, par endroit, pollué l'eau potable : "L'eau coulait noire dans les robinets" racontait-on alors ; ce phénomène avait incité des familles, qui n'étaient pas parties sur le moment même de l'éruption, à quitter Saint-Claude. Cette situation touchait uniquement, à Saint-Claude, certains quartiers, et n'avait duré qu'une demi-journée.

On s'est donc demandé si la menace de l'évacuation entraînait le réflexe créé par le cyclone, réflexe inadapté en cas d'une menace connue et expérimentée au préalable.

En ce qui concerne le stockage alimentaire, l'évacuation constituait-elle un frein ou une stimulation ? On se souvient avoir vu des supermarchés pris d'assaut et littéralement vidés, en métropole, à l'annonce de menaces de conflit au plan international. La réaction de stockage alimentaire est régulièrement enregistrée à l'annonce d'évènements graves. Cependant, en Guadeloupe, la menace d'une nouvelle évacuation pouvait conduire au réflexe inverse compte tenu de l'impossibilité de conserver des denrées périssables du fait de la chaleur. A travers cette question, on pouvait également, à nouveau, évaluer dans quelle mesure les réfugiés considéraient la situation volcanique comme stabilisée en 1978.

- LES RÉSULTATS

1 - L'eau

- A Saint-Claude, douze personnes ne répondent à aucune des trois questions concernant les réserves d'eau, soit 6 %. Sur les réponses obtenues (174), 36 % des habitants de Saint-Claude se sont constitué des réserves d'eau à leur retour en Basse-Terre (plus d'un enquêté sur trois) ; 26 % ont maintenu leurs réserves quelques temps, 1,5 % en ont encore.

- A Basse-Terre, dix personnes ne répondent à aucune des trois questions (7 %). Sur les réponses obtenues, 29 % ont constitué des réserves d'eau à leur retour (un habitant sur quatre enquêtés), 21 % ont maintenu leurs réserves quelques temps, 1,5 % en ont encore.

Dans la zone Périphérique, cinq personnes ne répondent à aucune des trois questions. Sur les réponses obtenues, 19 % ont fait des réserves d'eau à leur retour (1 sur 6), 17 % les ont conservé quelques temps, 7 % en ont encore.

On remarque donc, d'une part, le faible pourcentage et la similitude de taux de non-réponses, d'autre part, le pourcentage important de réponses négatives : les habitants des trois zones concernées déclarant n'avoir pas constitué de réserves d'eau (64 % à Saint-Claude, 72 % à Basse-Terre et 80 % à la Périphérie).

L'écart des réponses entre Saint-Claude et Basse-Terre révèle à nouveau l'influence de la proximité du volcan sur les comportements enregistrés. Il faut ajouter qu'à Saint-Claude, on conserve souvent l'eau de pluie dans des citernes situées à l'extérieur des logements (cases). Ces citernes pouvaient être polluées par les chutes de cendres. L'écart des résultats entre Saint-Claude et Basse-Terre s'explique donc également par le caractère rural de Saint-Claude par rapport à Basse-Terre.

Le stockage d'eau minérale n'apparaît pas comme une attitude réflexe devant une situation difficile chez les Basse-Terriens. Il s'agit d'une technique bien intégrée et appropriée à la menace réelle.

Quelques enquêtés ont précisé spontanément le temps pendant lequel ils avaient conservé des réserves d'eau. Trois d'entre eux disent deux mois, un seul, un mois.

- A fait des réserves d'eau pendant deux mois, par exemple, un chauffeur de la D.A.S.S. habitant Basse-Terre (n° 216), son profil émotionnel est particulièrement calme.

D'autre part, l'évaluation du danger et les techniques d'évacuation semblent bien assimilées : il ne partira que si l'ordre d'évacuation est donné (choix unique). Il sait ce qu'il emportera, il a préparé un bagage après la chute de cendres de janvier 1977 ; il sait où aller en cas d'une nouvelle évacuation ; il a une voiture qu'il garde encore en fonction d'un départ précipité ; il ne fait pas de stockage alimentaire spécial ; enfin, il fait des économies pour subvenir à ses besoins dans le cas d'une nouvelle évacuation.

- Autre exemple: Il s'agit d'une jeune secrétaire, mère de trois enfants, habitant Saint-Claude. Le profil émotionnel révèle l'état de traumatisme maximum : cauchemars, réactions aux bruits et aux odeurs, santé ("les nerfs, le coeur et aussi la tête"), fuite devant les conversations se rapportant à la Soufrière. L'évaluation du danger est mal intégrée, elle partira dès les premières secousses "mais pas pour aller jusqu'en Grande-Terre car, dit-elle, à son retour en Basse-Terre, on a remarqué que c'était moins grave que ce que l'on disait et ce que l'on pensait". Elle sait ce qu'elle emportera en cas d'une nouvelle alerte et elle a préparé un bagage minimum à son retour. Par contre, elle ne sait pas où elle ira en cas d'une nouvelle évacuation : elle répond : "Je ne sais pas" et "ailleurs" (maximum d'incertitude) ; elle a une voiture et elle a fait des réserves d'essence pendant un mois ; elle ne fait pas de stockage alimentaire ; victime de vol, elle n'a changé ni serrures, ni verrous ; elle considère important d'avoir de l'argent liquide à sa disposition en cas d'une nouvelle évacuation ; elle ajoute "et même en quantité suffisante, car les Grands-Terriens en profitent pour augmenter les marchandises ou vendre selon la tête de l'acheteur".

- Enfin, voici l'exemple d'une famille anonyme : cette famille habite probablement Saint-Claude : le niveau culturel traduit par l'écriture et l'orthographe est primaire. Le profil émotionnel est calme. Cependant, l'enquêté a dû consulter le médecin pour lui et ses enfants : démangeaisons et plaies. L'évaluation du danger est mal intégrée : le danger, en 1976, était "réel" (choix unique) et l'enquêté partira s'il y a une pluie de cendres. Les médias ont joué un rôle dangereux et inutile.

Les techniques sont relativement bien intégrées : il sait ce qu'il emportera, "des vêtements", ajoute-t-il. Il conserve un bagage minimum tout préparé. Il a préparé un bagage minimum après la chute de cendres de janvier 1977. "J'irai ailleurs" écrit-il. Il a une voiture et se gare en fonction d'un départ précipité. Il a constitué des réserves d'eau : "Parfois, l'eau était blanche" dit-il. Il ne fait pas de stockage alimentaire. Victime de vols (poule, porc, pigeon, précise-t-il). Il n'a changé ni serrures, ni verrous, ni clôture. Par contre, il pense qu'il est important d'avoir de l'argent liquide en cas d'une nouvelle évacuation "pour si on a besoin d'acheter" et il fait des économies dans ce but.

Ces exemples tirés au hasard de notre échantillon ont été retenus pour la diversité des attitudes qu'ils reflètent. On voit apparaître déjà un début de réponse à l'une des questions que l'on se posait : y a-t-il un rapport de cause à effet entre l'intensité du traumatisme ressenti et l'acquisition de schémas de défenses individuels efficaces.

2 - Le stockage alimentaire

En Guadeloupe, certaines denrées alimentaires sont proposées à l'acheteur par grosses quantités : sac de 5 kg de riz, 3 kg de sucre de canne, baril de queues de porc, etc... C'est la raison pour laquelle, dans notre enquête, on s'était intéressé davantage au stockage des denrées périssables nécessitant des techniques frigorifiques. L'introduction du congélateur et du frigidaire, en Guadeloupe, aurait modifié les habitudes alimentaires des guadeloupéens, a-t-on dit. On voulait essayer de mesurer l'impact de la menace d'une nouvelle évacuation sur ces comportements.

Les résultats sont ici très homogènes :

On enregistre un pourcentage global de « non-réponse » et « sans congélateur » de 36 % à rapprocher des résultats de l'INSEE concernant le confort et l'installation des cuisines, présentés dans l'analyse de l'échantillon.

a) Parmi les réponses obtenues, 68 % n'ont pas changé d'habitudes : « Nous, n'avons pas changé notre façon de faire », disent-ils, ou encore : « Je continue à vivre comme avant les événements, car, avec six enfants, cela n'est pas facile . Pourquoi se charger encore des soucis de la Soufrière ? » (n° 234)

Cette famille (père électricien) de Saint-Claude a été évacuée en camp d'hébergement. La mère de famille déclare : elle repartirait si l'ordre d'évacuation était donné, elle sait ce qu'elle emportera ; elle ne sait pas où elle irait, mais envisage de se réfugier "peut-être" en Métropole ; elle estime que les mesures prises sont insuffisantes pour faciliter une nouvelle évacuation. Elle a fait des réserves d'eau pendant quelques temps, elle pense que la radio et la télévision ont joué un rôle inutile ; elle n'essaye pas de se tenir informée et elle ne ferait confiance à personne dans ce but. Le profil émotionnel est très équilibré ; par contre, l'assimilation des techniques appropriées à la menace paraît faible ; ceci pourrait s'expliquer à partir des réponses obtenues aux questions concernant la monnaie : en effet, elle estime qu'il faudrait avoir de l'argent "suffisamment" pour faire face à une nouvelle évacuation, mais elle ne fait pas d'économie dans ce but: "Je n'en ai pas les moyens", dit-elle. Il s'agit donc d'une catégorie d'enquêtés qui se trouve dans l'incapacité matérielle de s'organiser en fonction du danger. Pas de planification du départ, vie au jour le jour.

On remarque à nouveau, les difficultés d'interprétation créées par l'utilisation de questions fermées. En effet, l'ensemble des réactions énumérées ci-dessus correspond à une attitude qui n'est pas exceptionnelle, mais qui ne recouvre pas la totalité des réponses similaires.

b) 11 % conservent davantage de produits alimentaires. On ne trouve pas de clivage significatif entre les trois zones étudiées. Par contre, on rencontre assez fréquemment la réponse composée : "Autant et même davantage" qu'avant les événements de 1976. Cette double réponse est souvent le fait d'enquêtés déclarant qu'ils ne partiraient que si on les y forçait Il s'agirait donc d'une attitude de défi en face du danger. Mais le petit nombre de ces réponses, ne permet guère d'en tirer une interprétation significative.

c) 21 % de nos enquêtés, par contre; conservent « moins » de produits alimentaires depuis les événements de 1976. Sur un ensemble de 14 dossiers de Basse-Terriens remis par le C.E.S. de Petit-Paris, six relèvent de cette attitude, cinq déclarent conserver autant de produits (un, « autant et même davantage »), trois ne répondent pas. On a essayé de savoir à qui correspondaient ces six dossiers qui constituent un pourcentage particulièrement différent de celui obtenu sur l'ensemble du questionnaire.

Les sondages

D'un point de vue socio-culturel, cinq dossiers sur six correspondent à une catégorie sociale défavorisée : femmes de ménage, nourrice, manoeuvre, familles nombreuses (dix enfants), femme divorcée, six enfants à charge, etc ... Un seul est "employé de Préfecture".

En fonction de l'apprentissage des techniques, on regroupe les dossiers de la façon suivante :

a) trois déclarent qu'ils partiront dès les premières secousses ; ils savent ce qu'ils emporteront et ils ont préparé des bagages. Ils savent où ils iront, ils ont fait des réserves d'eau et le cas échéant, des réserves d'essence (un sans voiture). Ils cherchent à se tenir informés et feraient confiance à des scientifiques.

b) deux déclarent qu'ils partiront si l'ordre d'évacuation est donné ; ils n'ont pas constitué de bagages, ils ne savent pas où ils iront. L'un a fait des réserves d'eau, l'autre non. Ils n'ont pas fait de réserves d'essence (un sans voiture) ; cependant, ils essaient de se tenir informés et feraient confiance : l'un à tout le monde ; l'autre aux scientifiques et à des personnes bien intentionnées.

c) Un déclare qu'il ne partira que si on l'y force. Il n'a pas fait de bagages, mais il sait où il ira (choix identique à 1976) ; pas de voiture, pas de réserve d'essence. Il ne cherche pas à se tenir informé, mais il ferait confiance cependant aux scientifiques : il fait des économies.

Cette brève étude permet de décrire trois attitudes de notre échantillon :

a) une préparation maximum en vue d'une nouvelle évacuation malgré un mauvais apprentissage du danger réel ; le profil émotionnel est également maximum : au retour, « sentiments de peur, d'angoisse et d'instabilité », cauchemars, réactions aux bruits et aux odeurs, santé perturbée : « des palpitations, des nerfs, la fatigue ». Tous trois, en outre, évitent désormais les conversations relatives à la Soufrière.

b) Une préparation minimum, jointe à un déni du danger, le profil émotionnel est important, mais non pas maximum. Les cauchemars ont duré peu de temps, sensibilité aux bruits, mais non pas aux odeurs, etc...

Un refus d'envisager la menace d'une nouvelle évacuation dans un avenir proche, joint à un profil émotionnel minimum.

C LES BIENS

On s'est attaché à deux catégories de biens, qui semblaient correspondre aux inquiétudes des réfugiés les plus fréquemment enregistrées, inquiétudes qui avaient joué un rôle évident pendant la période d'évacuation ; il s'agissait des problèmes posés par les animaux domestiques et les habitations laissées à l'abandon pendant l'évacuation. A leur retour, les réfugiés ont-ils pris des dispositions pour pallier aux pertes et aux dommages qu'ils avaient subi ? Et, tout d'abord, y avait-il eu pertes et dommages ?

En effet, une assez large publicité avait été faite dans les journaux à propos de vols, soit d'animaux, soit dans les logements, vols le plus souvent alimentaires, disait-on. Ces vols étaient rendus possibles par le nombre des autorisations de pénétrer dans la zone évacuée dans la journée, nombre qui empêchait tout contrôle sérieux sur place et aux barrages.

- A 77 %, notre échantillon a eu connaissance de vols, chiffre important eu égard au pourcentage de non-réponses (10 %).

- Mais nous ne retrouvons que 33 % de victimes de vols, avec un taux doublé de non-réponses (20 %). Dans ce cas particulier, on serait tenté d'assimiler les non-réponses à des réponses négatives.

Ici, l'analyse par zone géographique est intéressante. On obtient, en effet, 38 % de victimes de vols à Saint-Claude contre 25 % à Basse-Terre. Cette différence s'explique par le fait que nombre de ces vols ont été des vols d'animaux (poules, pigeons, porcelets) : on retrouve le clivage entre Saint-Claude, zone rurale et Basse-Terre, zone urbaine. A la Périphérie, le pourcentage de victimes est également important : 40 % des réponses obtenues. Sur le total des enquêtés, on obtient 33 % de réponses positives, près d'un habitant sur trois (soit 26 % de l'échantillon global). Ce chiffre est apparu très important au regard des plaintes réelles enregistrées par la gendarmerie.

Deux types d'explications sont possibles :

- les victimes de vols, dans notre échantillon confondent vols et disparitions. Un bon nombre d'animaux domestiques laissés à l'abandon ont pu être dévorés par les chiens errants, d'autres n'ont pas pu être retrouvés.
- La seconde explication possible : les victimes de vols n'ont pas porté plainte ou leurs plaintes n'ont pas été enregistrées compte tenu de la modicité financière de la perte subie (franchise de 500 fr).

L'existence de ces vols, une fois établie, il s'agissait de voir quelle incidence ils avaient pu avoir sur les comportements des réfugiés à leur retour.

1 - Les animaux

On demandait aux possesseurs d'animaux : « Avez-vous pris des mesures, en cas d'alerte, pour les parquer, les marquer, les emmener avec vous ? ».

Les résultats obtenus se calculent à deux niveaux :

- D'une part, sur le total des propriétaires, quel est le pourcentage d'enquêtés qui ont pris des dispositions pratiques pour éviter de perdre leurs animaux : modification des comportements.
- D'autre part, parmi les comportements adoptés, quels sont ceux considérés comme les plus efficaces en fonction de la menace : efficacité des techniques.

En effet, on part de la constatation qu'avant 1976 très peu d'animaux sont marqués, et peu sont parqués. Dans toute la Guadeloupe, on voit des bovidés et des caprins, une chaîne métallique autour du cou, promenant leur entrave au hasard des routes et des terrains vagues ; l'exiguïté de l'île fait que l'on ne craint pas habituellement de perdre du bétail. Ajoutons que nos résultats font apparaître un certain nombre de réponses-composées : « parquer et marquer », parfois même « parquer, marquer et emmener ».

A Saint-Claude, notre échantillon contenait 103 propriétaires d'animaux, c'est-à-dire un peu plus de 55 % de nos enquêtés. Parmi ceux-ci :

- un tiers n'a pris aucune mesure ;
- un tiers a pris des mesures pour les emmener ;
- le troisième tiers les a parqués ou les a marqués : parqués 19 % ; marqués : 12 %.

Là encore, notre enquête donne un résultat approximatif puisque, s'il est facile d'emmener de petits animaux domestiques, les vaches et les chèvres présentent plus de difficultés à transporter. Néanmoins, compte tenu des nombreuses camionnettes de bestiaux que l'on a vu sur les routes de Guadeloupe, on peut penser que quelque soit le genre des animaux, les propriétaires s'efforceront de les emmener, y compris les bovidés qui représentent un capital ; on rappelle l'opération « commando gros bétail » organisée deux jours après l'évacuation (F.A. du 18 août 1976).

Une seule fois, on trouve la remarque : "Je les libère".

L'enquêtée qui répond ainsi est infirmière à Saint-Claude et ne fait pas mention d'un mari agriculteur. On peut donc penser qu'il s'agit de petits animaux domestiques : chat, chien, poules, etc... Cet abandon des animaux domestiques avait conduit à la constitution de hordes de chiens affamés qu'il avait fallu abattre pendant la période d'évacuation. On avait même repéré, sur le port de Basse-Terre, une petite troupe de porcs fouissant les galets en quête de nourriture. Nos résultats à Saint-Claude permettent de penser que cette situation, qui aurait pu être dangereuse (épidémies), ne se reproduirait pas à la même échelle.

Par contre, dans une étude réalisée au Pakistan par Aminul Islam. sur la population de la petite île de Char Jabbar à l'extrémité nord de la baie du Bengale ³¹, l'auteur relève que ce comportement d'abandon des animaux en cas d'inondation est le plus usuel chez les paysans. Il constate : "Dans la plupart des cas le bétail périt. Si par hasard ils survivent, leurs propriétaires s'efforcent de les récupérer". Char Jabbar représente l'un des cas extrêmes où le niveau économique ne permet pas ou très peu de mises en place de techniques appropriées au désastre. Parmi ces techniques, l'auteur signale cette coutume : des morceaux de bois et de planches sont attachés à un arbre voisin, femmes et enfants sont montés sur cet espèce de radeau. Cette mesure est considérée comme efficace car les paysans pensent qu'avec la montée du niveau de l'eau, le radeau s'élèvera également. Une autre mesure généralement adoptée : ouvrir portes et fenêtres pour permettre à l'eau de passer au travers de la maison... enfin le souci le plus constamment exposé par les interviewés : sauvegarder les boîtes d'allumettes ; certains les enveloppent dans du papier d'autres dans un récipient entouré de plusieurs épaisseurs de tissus.

A Basse-Terre, l'échantillon contenait 73 propriétaires d'animaux, soit également approximativement 55 % des enquêtés. Parmi eux :

³¹ « Human adjustment to Cyclone Hazards » A case study of Char Jabbar – University of Dacca – Natural Hazard Research

- - 49 % n'ont pris aucune mesure.
- - 29 % ont pris des mesures pour les emmener
- - 14 % pour les parquer.
- - 8 % pour les marquer.

L'écart des résultats entre Saint-Claude et Basse-Terre s'explique, en partie, par le caractère urbain de Basse-Terre. Il ne s'agit pas des mêmes animaux.

Dans le cas de petits animaux, il n'est pas non plus obligatoirement nécessaire de "prendre des mesures" pour les transporter. La formulation de la question laisse un doute sur l'interprétation à donner aux 49 % qui déclarent n'avoir pris aucune mesure. La comparaison des résultats obtenus à Saint-Claude et à Basse-Terre ne paraît donc pas significative.

Cependant, si l'on observe les résultats obtenus à la Périphérie, zone rurale en majeure partie, on y retrouve des résultats assez voisins de ceux obtenus à Basse-Terre.

L'échantillon contenait cinquante propriétaires d'animaux, parmi eux :

- - 54 % n'ont pris aucune mesure.
- - 22 % ont pris des mesures pour les emmener.
- - 18 % pour les parquer.
- - 6 % pour les marquer.

Dans les trois zones on observe les mêmes tendances :

La technique la plus souvent choisie est le transport des animaux en zone protégée, c'est la technique la plus adaptée à la situation d'évacuation. Vient ensuite la clôture et, en faible pourcentage, le marquage. Le marquage n'est pas une technique usuelle en Guadeloupe (INRA). Les pourcentages que révèlent notre enquête manifestent donc l'apparition d'une technique nouvelle, mais encore peu répandue. Par contre, l'importance des pourcentages négatifs ajoute une touche supplémentaire à la faible planification des réfugiés en fonction d'une alerte éventuelle.

2) Les logements

Ici également, le calcul des résultats a été effectué sur des bases distinctes :

- d'une part, on a pris pour référence le nombre des victimes de vols, pour savoir quelles mesures de protection ont pris ces enquêtés.

D'autre part, compte tenu de la publicité faite à ces vols, a-t-on assisté, au retour des réfugiés, à une psychose de défense contre le vol.

La question se présentait ainsi : "A votre retour, avez-vous changé vos serrures, vos verrous, vos clôtures ?"

On doit resituer cette question dans le contexte local.

L'habitat en case suppose une porte toujours ouverte. On raconte d'ailleurs que si le matin, les habitants d'une case n'ouvrent pas leur porte, cela signifie qu'ils n'ont plus rien à manger. Les voisins vont frapper et apporter une aide en nourriture. Cette coutume tend à disparaître avec les progrès de l'urbanisation. Mais l'habitat reste très ouvert pour des raisons climatiques et de voisinage : on s'observe, on s'épie, quelquefois pour se jalouser, de toute manière, on se voit. C'est pourquoi l'apparition après 1976, de verrous et de serrures pouvait être significative d'une véritable modification de comportement.

. A Saint-Claude, sur les cinquante trois (53) victimes de vols, on trouve :

- 36 ont changé leurs serrures.
- 21 leurs verrous.
- 26 leurs clôtures.

Ces résultats font état de nombreuses réponses-composées. Les réponses s'organisent en deux groupes : "serrures et clôtures" et "serrures et verrous".

Si maintenant on considère l'impact de ces vols sur la mentalité générale à Saint-Claude, on constate que 55 % des enquêtés ont pris des mesures de protection. C'est-à-dire que (55 % - 38 %), soit 17 % de non-victimes ont subi à Saint-Claude l'influence de cette psychose de défense.

A Basse-Terre, on avait relevé vingt-sept victimes de vols. Parmi celles-ci :

- 13 ont changé leurs serrures.
- 15 leurs verrous.
- 13 leurs clôtures.

Soit au total quarante et une réponses organisées dans les deux groupes de réponses-composées, ci-dessus mentionnées.

L'impact psychique de ces vols sur la mentalité générale à Basse-Terre :

41 % seulement des enquêtés ont pris des mesures de protection. Les victimes de vols représentant 25 % de l'échantillon enquêté, on pourrait dire que 16 % des enquêtés non-victimes de vols ont réagi. Ce chiffre de 16 % à Basse-Terre et 17 % à Saint-Claude est assez approximatif en raison de la variation du taux des non-réponses entre la première et la troisième question. On s'est donc efforcé d'opérer un sondage rapide sur une population de Saint-Claude et une population de Basse-Terre. On obtient alors :

Sondages :

1 - A Saint-Claude (n° 601 à 633), sur trente-trois enquêtés

- ont eu connaissances de vols : 22 personnes.
- ont été victimes de vols : 9 personnes.

Parmi ces neuf victimes :

- 6 n'ont changé ni serrures, ni verrous, ni clôtures.
- 3 ont changé uniquement leurs serrures.

Parmi les non-victimes, soit (22 - 9). sur treize enquêtés :

- 4 ont changé :
 - o serrures et clôture : deux fois.
 - o serrures et verrous : une fois.
 - o serrures : une fois.
- 9 n'ont rien changé.

Dans cette population, l'impact psychique porte donc sur quatre personnes.

2 - A Basse-Terre (n° 300 à 333), sur 33 enquêtés, on obtient

- ont eu connaissance de vols : 21
- ont été victimes de vols : 5

Parmi ces victimes :

- 3 ont changé :
 - o serrure et clôture : 1 fois
 - o serrure : 1 fois
 - o clôture : 1 fois,
- 2 n'ont rien changé.

Parmi les non-victimes, soit sur 16 enquêtés :

- 2 ont changé :
 - o serrure et verrous : 1 fois
 - o clôture : 1 fois.
- 14 n'ont rien changé.

Dans cette population, l'impact psychique des vols porterait donc sur deux personnes.

Le sondage fait apparaître que cet impact aurait été beaucoup plus important à Saint-Claude qu'à Basse-Terre et ceci s'expliquerait en partie, ici encore, par la différence d'habitat entre Basse-Terre et Saint-Claude où l'on trouve davantage de maisons isolées. Il ne s'agirait donc pas obligatoirement d'une réponse émotionnelle consécutive aux événements de 1976, mais de l'acquisition d'une technique appropriée à la situation vécue par les réfugiés à leur retour.

On a essayé de vérifier cette hypothèse en étudiant les profils des quatre enquêtés de Saint-Claude, non-victimes de vols et celui des deux enquêtés de Basse-Terre.

. A Saint-Claude, parmi ces quatre enquêtés, on a une "cultivatrice", un "attaché de préfecture", un "retraité" et un "sans réponse".

Les quatre documents sont difficiles à regrouper compte tenu de la variété de leurs prises de positions :

2 d'entre eux ont cependant un profil émotionnel maximum cauchemars, réaction importante aux bruits et aux odeurs, santé perturbée, "nous avons plein de boutons après la chute de cendres du 8 juillet".

- 1 a un profil émotionnel moyen : pas de cauchemars, mais réactions aux odeurs et aux bruits au retour tendant à disparaître en 1978.

- 1 seul fait état de faibles réactions émotionnelles.

Sur le plan de l'apprentissage des techniques : deux d'entre eux estiment qu'en 1976 le danger était "réel" (choix unique). Puis on trouve : "qu'il était réel et exagéré (1 fois) ; qu'il était imprévisible" (choix unique)

- 2 partiront dès les premières secousses (danger réel).
- 2 seulement si on les force à partir (danger réel, exagéré et imprévisible).
- aucun d'entre eux ne sait où aller en cas d'une nouvelle alerte.
- 3 ont fait des réserves d'eau, un n'a pris aucune mesure particulière.
- 2 font des économies pour avoir de l'argent liquide dans le cas d'une nouvelle évacuation (attaché de préfecture, sans réponse).
- 2 n'essaient pas de se tenir informés de l'état du volcan et ne feraient confiance à personne. Un se tient informé et ferait confiance à tout le monde, le dernier estime que les médias ont joué un rôle utile et dangereux, il se tient informé, mais ne ferait confiance qu'à des scientifiques.

Compte tenu du très petit nombre sur lequel porte cette analyse, il est impossible de dégager une conclusion significative. La variété des profils doit donc suggérer des circonstances extérieures particulières qui ont conduit des non-victimes de vols à modifier leurs serrures ou leurs clôtures : proximité d'un voisin ou d'un parent volé ; importance des biens à protéger, etc... A Basse-Terre, les deux enquêtés non-victimes de vols ne donnent pas de réponse à la question définissant la profession. L'un a un profil émotionnel très faible (n° 1), l'autre un profil important sans être maximum (pas de cauchemars, pas de réaction de santé personnelle ou familiale).

Du point de vue de l'apprentissage des techniques :

- le n° 1 ne qualifie pas le danger ; il partira quand l'ordre d'évacuation sera donné ; il a préparé, et il garde en 1978, un bagage tout préparé. Il sait où aller en cas d'une nouvelle évacuation (métropole, choix unique). Il n'a pas fait de stockage alimentaire, mais il a marqué ses animaux. Il n'essaye pas de se tenir informé de l'évolution du volcan, mais le cas échéant, il ferait confiance aux scientifiques.

- le n° 2 est un des rares enquêtés de notre échantillon à penser qu'il n'y avait pas de danger. Il ne partira que si on l'y force, il sait ce qu'il emportera, il sait où il ira (réponse unique), il n'a pas fait de stockage alimentaire, il fait des économies pour avoir de l'argent liquide en cas d'une nouvelle évacuation. Il se tient informé de l'évolution du volcan et fait confiance aux journaux.

Dans les deux cas, on pense trouver une bonne assimilation des techniques. Le fait d'avoir changé leurs moyens de fermeture ne semble pas correspondre à une conduite particulièrement émotionnelle.

Les sondages font donc apparaître que les mesures prises contre le vol, par des "non-victimes" représente une modification des conduites antérieures, un apprentissage des comportements appropriés.

D LE RAPPORT AVEC LA MONNAIE

Dans la campagne guadeloupéenne, on peut vivre avec très peu d'argent liquide. On a déjà parlé de ce phénomène en évoquant les acheteurs de véhicule qui s'endettent à 80 % de leur revenu salarial mensuel. Chaque lopin de terre peut suffire à nourrir (chichement) la famille qui l'habite : animaux, fruits à pain, ignames, avocats, etc... ; le fruit à pain pouvant même très souvent être cueilli sans contrepartie financière ainsi que les mangues pendant la saison.

Notre hypothèse, partant de ces considérations, consistait à penser que, transportés en Grande-Terre et en zone urbaine, certains réfugiés avaient souffert d'un mode de vie où tout se paie comptant ; éloignés de leurs bases habituelles, ils avaient été confrontés à l'importance de l'argent pour acquérir ce qu'en Basse-Terre, ils obtenaient sans contrepartie financière.

A Darwin, après le cyclone Tracy, les magasins d'alimentation ont été ouverts au public gratuitement pendant trois semaines et l'analyse n'a révélé ni pillage, ni abus systématique des denrées ainsi offertes. On peut se demander comment, en Guadeloupe, se seraient conduits les réfugiés en face d'une telle mesure.

On se souvient que les produits d'entretien remis par la D.A.S.S. aux évacués des centres d'hébergement pour le nettoyage du camp disparaissaient immédiatement pour être conservés à des fins personnelles. En outre, en Guadeloupe, la rareté des logements disponibles dans la zone de Pointe-à-Pitre et l'afflux inopiné d'une demande en produit frais, ont amené à une forte élévation des prix : sélection de la demande par l'argent.

A travers notre enquête, cette question concernant la cherté de la vie pendant l'évacuation paraît un des points sensibles de l'échantillon. La responsabilité des habitants de Grande-Terre est dénoncée à maintes reprises. On a déjà cité de nombreux témoignages de réfugiés, littéralement pris à la gorge par les nécessités financières : "Avec de l'argent, nous avons eu toutes les peines du monde à nous loger, a fortiori sans !", nous écrit un "commis à l'hôpital du Camp Jacob à Saint-Claude", qui ajoute "car à raison de neuf cents francs par mois sans avoir d'indemnité de logement, ni de déplacement d'autre part, dans certains centres d'hébergement des réfugiés étaient propriétaires de Mercedes !"

On se souvient d'avoir relevé le témoignage d'une infirmière de Saint-Claude parlant d'un loyer de 720 fr par mois. Le rapport salaire-prix du logement s'est donc trouvé prohibitif pour une population généralement propriétaire de son logement quel qu'en soit la modicité.

- LES RESULTATS -

La question concernant ces rapports avec la monnaie était présentée dans le questionnaire de la façon suivante :

"Pensez-vous qu'il 'soit important d'avoir de l'argent liquide a votre disposition en cas d'une nouvelle évacuation ?"

"Faites-vous des économies dans ce but ?"

Sur la totalité de notre échantillon, on obtient, à la première question, 2 % de non-réponses, soit huit personnes, zéro à Basse-Terre et à la Périphérie, six à Saint-Claude, deux sans adresse.

L'importance de l'argent est attestée par 79 % des enquêtés.

A la seconde question, on trouve 10 % de non-réponses.

- 19 % des enquêtés déclarent faire des économies en prévision du retour possible des événements de 1976. L'importance de l'écart entre le "savoir" et la "technique" est lié pense-t-on au faible revenu moyen de notre échantillon. Dans de nombreux cas, l'enquêté répond "je ne peux pas faire d'économies".

L'analyse par zone géographique fait apparaître un clivage entre Saint-Claude et Basse-Terre.

Pour essayer de déceler les raisons de ce clivage, on s'est attaché aux réponses négatives, c'est-à-dire : qui à Saint-Claude et à Basse-Terre pense que l'argent n'est pas important dans le cas d'une nouvelle évacuation puisque on obtient 28 % de réponses négatives à Saint-Claude et 19 % seulement à Basse-Terre.

Les sondages

. A Saint-Claude, sur un échantillon de 33 enquêtés, on obtenait à la première question :

- 23 oui.
- 10 non (moyenne supérieure au résultat global : il s'agit de questionnaires relevés au C.E.S. Ducharmoy).
- 4 enquêtés déclarent faire des économies.

Les dix réponses négatives se répartissent ainsi au point de vue professionnel

- 6 fonctionnaires.
- 1 cultivatrice.
- 1 serveuse à la cantine.
- 1 retraité.
- 1 sans réponse.

Le groupe des six fonctionnaires paraît très homogène : profil émotionnel minimum et bon apprentissage des techniques appropriées. L'un d'entre eux signale (n° 612) :

« Nous pensons qu'il manque à cette étude certaines questions concernant notamment : scolarité, séparation des enfants d'avec l'un des parents ou les deux, durant l'année scolaire, pour ceux se trouvant en Métropole et ne pouvant revenir en Guadeloupe. D'où conséquence psychologiques et financières découlant de ce changement et de cette séparation forcée qui méritent attention ».

Le questionnaire avait été rempli conjointement par le père et la mère.

L'attitude négative concernant l'argent s'explique par la situation privilégiée des fonctionnaires en Guadeloupe : leurs traitements ont été intégralement maintenus, leurs directions se sont efforcées de les reloger ; vraisemblablement, ils constituent régulièrement une épargne.

Les quatre enquêtés restant se répartissent en deux groupes :

L'un est composé de la cultivatrice et la serveuse à la cantine : elles présentent des profils émotionnels moyens, mais toutes deux ont eu des réactions au plan médical: "la lassitude et le coeur", "des palpitations du coeur". Les techniques appropriées semblent assez mal assimilées ; la cultivatrice se tient au courant de l'état du volcan, mais elle ne sait pas ce qu'elle emporterait, elle ne sait pas où elle irait, elle n'a fait aucun stockage alimentaire, elle n'a pris aucune mesure pour ses animaux. Victime de vols, elle a changé ses serrures.

Le second groupe rassemble le retraité et l'anonyme, les profils émotionnels sont très faibles, les techniques volontairement ignorées : ils ne se tiennent pas informés, ils ne partiront que si on les y force, ils ne savent pas ce qu'ils emporteront, ils n'ont fait aucun stockage alimentaire. Le retraité a cependant pris des mesures pour parquer et emmener ses bêtes, le cas échéant.

Dans cet échantillon, on trouve donc trois groupes

- les favorisés.
- les perplexes : on prend des demi-mesures, mais on ne s'organise pas.
- Les négatifs.

. A Basse-Terre, sur un échantillon de 27 enquêtés, on trouve, à la première question :

- 23 oui.
- 4 non.

Cet échantillon correspond à une population dont les enfants fréquentent le Lycée Gerville Réache. Sur cet échantillon deux enquêtés déclarent faire des économies en vue d'une nouvelle évacuation.

Les quatre réponses négatives correspondent à :

- 2 fonctionnaires (un enseignant, un employé à l'équipement)
- 1 dactylo à l'hôpital.
- 1 étudiante : questionnaire rempli par "la famille" (sept enfants).

Les quatre documents font apparaître de très faibles profils émotionnels.

Sur le plan des techniques, les deux fonctionnaires n'ont pas le même profil : l'enseignant partira si l'ordre d'évacuation est donné, il a fait des bagages et sait ce qu'il emportera et où il ira, mais il ne se tient pas informé.

L'employé de l'équipement partira dès les premières secousses, il garde encore un bagage tout préparé, mais il ne sait pas où il ira et il ne se tient pas informé. La dactylo partira dès les premières secousses, elle ne sait pas ce qu'elle emportera, mais elle sait où elle ira, elle a constitué des réserves d'essence et d'eau à son retour. Elle ne se tient pas informée.

La famille anonyme ne partira que si on l'y force, n'a pas fait de bagages, ne sait pas où elle ira, ne se tient pas informée, mais a constitué des réserves d'eau à son retour.

Nos quatre enquêtés se rapprochent par leur "indifférence" à l'information, jointe à une très faible planification. A l'exception de l'enseignant, ils semblent appartenir à ce que l'on a appelé le groupe des négatifs.

Au niveau des mesures individuelles prises par les ménages, l'enquête fait donc apparaître divers types de comportement en fonction de la menace éventuelle d'une nouvelle évacuation. Ces types de comportement sont assez peu dépendants de la situation géographique des individus, mais fortement liés au contexte économique du ménage.

A l'exception du petit nombre de comportements négatifs que l'on peut considérer comme un comportement aberrant, il apparaît que certaines techniques rationnelles et appropriées aux situations individuelles ont été acquises, mais en petit nombre.

SECTION II

LES TECHNIQUES COLLECTIVES

A L'IMAGE DE L'EFFICACITE ADMINISTRATIVE

On a présenté dans l'introduction du chapitre II, l'énumération des moyens techniques dont s'est dotée la communauté menacée pour faire face à l'éventuelle réapparition du danger volcanique. Ces moyens techniques sont surtout perceptibles au niveau du réseau routier, avait-on noté. Il faut y ajouter la construction de structures d'accueil, mises en place assez rapidement en 1977 et destinées à éviter l'hébergement des réfugiés dans les écoles comme en 1976 (si la menace volcanique réapparaissait en période scolaire), l'installation de sirènes d'alarmes et les exercices d'évacuation organisés dans les écoles. On a déjà constaté que ces mesures étaient toutes prises en Guadeloupe au niveau administration, dépendant de la situation politique actuelle.

A travers notre enquête, on voulait essayer de rendre compte de l'image de l'efficacité de ces mesures pour les réfugiés réinstallés en Basse-Terre. L'intérêt de la questions est double.

Les études américaines sur les "organisations" au sens large du terme ont défini un seuil de ce qu'ils appellent "l'image de la légalité administrative"³². Pendant la période d'impact du désastre, les organisations collectives sont amenées à coopérer pour atténuer la pression créée par les événements sur la communauté ; souvent, des "groupes d'urgence" se créent spontanément lorsque l'organisation collective pré-existante ne semble pas à même de résoudre les difficultés auxquelles elle est confrontée. Ces groupes d'urgence ont tendance, une fois la situation revenue à la normale, à subsister à s'organiser et à se "légaliser". Les organisations collectives qui ont été défaillantes pendant la crise ont tendance à perdre du personnel et à rencontrer des difficultés pour obtenir leur budget de fonctionnement : deux symptômes caractéristiques d'une image négative rencontrée par ces organisations dans l'opinion publique.

La question soumise à l'échantillon enquêté était la suivante :

"Pensez-vous que les mesures prises pour faciliter une nouvelle évacuation soient suffisantes ?"

C'est une question directe. Sa formulation n'en est pas très heureuse et peut introduire un biais de rejet automatique. On avait espéré qu'en situant la question dans un enchaînement se rapportant à l'évacuation, on atténuerait ce biais. On rappelle de surcroît que toutes les données concernant ce problème en Guadeloupe sont ambiguës et faussées par la notion « d'administration étrangère » et « imposée » malgré le nombre très important des guadeloupéens travaillant et participant à ces organisations collectives.

Un fonctionnaire guadeloupéen cherche, vis-à-vis de son entourage, à se démarquer de son administration (il n'y appartient et n'en applique les consignes que parce qu'il y est forcé, dit-il), pendant que son entourage ne lui accorde considération que parce qu'il fait partie de la dite administration et représente donc un moyen d'obtenir quelque chose (emplois, privilèges, subsides et passe-droit).

C'est le deuxième intérêt de ces résultats. Par le biais de cette réponse, les réfugiés s'expriment vis-à-vis de l'organisation collective : Retrouve-t-on une opposition systématique à l'Administration ou bien y a-t-il chez les réfugiés une véritable prise de conscience d'une insuffisance des moyens d'évacuation.

Cette interrogation va nous amener à aller au-delà, à nouveau, de l'analyse géographique, et à opérer des sondages partiels. Dans la pré-enquête, on avait été frappé par un biais important introduit par le questionnaire. Les fonctionnaires interviewés, soit ne répondaient pas à la question (D.D.E.), soit répondaient systématiquement de façon positive (O.N.E.F.).

³² « Factors influencing the saliency and legitimacy of public organisations. A case study »
J.A. Hannigan and Rodney H. Kueneman/ - July 1975 – Preliminary Paper 21. DEC

LES RÉSULTATS

1) Les sans réponse

Sur le total des enquêtés, on obtient 19 % de « sans réponses » ce qui paraît un pourcentage important. concernant un point sensible pour les réfugiés installés en Basse-Terre. Ces sans réponses se classent en 2 groupes :

"Ceux qui ne savent pas" ; et ils sont assez nombreux à avoir inscrit un grand point d'interrogation dans les cases réponses et "Ceux qui ne répondent pas".

Le pourcentage de non-réponses est plus élevé à Saint-Claude qu'à Basse-Terre. Il est faible à la Périphérie (8 %).

- Les sondages

On a donc essayé de voir à qui correspondaient les sans réponse à l'aide de sondages ponctuels :

- sur un échantillon prélevé à Matouba (29), on a cinq sans réponse.
- sur un échantillon prélevé à Saint-Claude (16), on a six sans réponse.
- sur un échantillon de Basse-Terre (15), on a quatre sans réponse.
- sur un échantillon de la Périphérie (11), on a deux sans-réponse.

Le but de ce sondage étant de faire apparaître si la profession de l'enquêté a constitué un biais dans la réponse à cette question, l'étude de l'échantillon analysé donne les résultats suivants

a) A Matouba, sur cinq "sans réponse" on trouve :

- 2 cultivateurs et un maçon
- 1 fonctionnaire (agents des impôts)
- 1 sans réponse à la question profession ; l'ensemble du questionnaire est barré sans réponse.

b) A Saint-Claude, on obtient sur six sans réponse :

- 2 femmes "sans professions"
- 2 serveuses de cantine scolaire
- 1 directeur-adjoint (on ne précise pas dans quelle branche d'activité)
- 1 femme de ménage.

c) A Basse-Terre, sur quatre "sans réponse", on a :

- 1 charpentier : beaucoup de questions sont restées sans réponses ; l'interviewé a été sensible à la longueur du document.
- 1 femme de ménage : toutes les questions concernant "les sentiments" sont évitées (médias utiles ou dangereux, sentiments au retour, les jeunes, etc...)
- 1 agent de bureau.
- 1 employé de Prisunic.

d) A la Périphérie, sur deux sans réponse,

- 1 "tâcheron" de Vieux-Habitants.
- 1 employé de la D.A.S.S.

La diversité professionnelle des "sans réponse" permet de conclure que la situation de fonctionnaire n'a pas conduit systématiquement les enquêtés à refuser la question. Les 19 % de sans réponse sont davantage un constat d'ignorance pour des raisons diverses, (pas de voiture, médiocrité du niveau culturel, inintérêt) qu'une attitude hostile au questionnaire à une exception près signalée à Matouba.

2) Les réponses négatives

Sur le total des réponses obtenues, c'est une forte majorité (61 %) qui déclare insuffisantes les mesures prises par l'Administration pour faciliter une nouvelle évacuation. L'analyse par zone géographique fait apparaître un pourcentage plus important à Saint-Claude (63 %) qu'à Basse-Terre (60 %). L'écart, réponses positives / réponses négatives est très atténué dans la zone périphérique (56 % négatif, 44 % positif).

Au premier abord ces résultats peuvent apparaître paradoxaux : dans la réalité des faits, il y a eu très peu d'accidents de la route lors des évacuations de juillet et août. En 1978, sur le plan du réseau routier, certains aménagements (ponts à une voie, routes étroites, passage difficile dans les agglomérations) ont été réalisés, d'autres sont en cours d'achèvement.

C'est le cas de la route Basse-Terre - Vieux-Fort (zone protégée). Cette route est le dernier tronçon qui permettra le tour de l'île. Son tracé ne peut être réalisé qu'en empiétant sur la mer (falaise abrupte) ; en outre, au départ de Basse-Terre, ce tronçon coupe deux profondes ravines qui serviraient probablement de déversoir si une éruption se produisait sur cette face du volcan. C'est néanmoins le tracé du "bon sens" en vue d'une évacuation rapide.

La route Basse-Terre - Vieux-Fort a été "improvisée" ; dès décembre 1976, c'est déjà une piste carrossable ; elle est inaugurée en 1978. (Les deux cyclones de septembre 1979 l'ont littéralement disloquée sur plusieurs kilomètres. Les spécialistes s'interrogent sur la possibilité et la rentabilité de sa reconstruction). Au moment où a eu lieu l'enquête, les Basse-Terriens devraient se sentir rassurés sur les possibilités d'évacuation. La forte majorité de réponses négatives traduit-elle donc seulement le réflexe permanent de mécontentement du français à l'égard de son gouvernement ?

- Les sondages :

Pour éclairer cette question, on a opéré des sondages comparatifs entre Basse-Terre et Saint-Claude.

Ces sondages donnent les résultats suivants :

. A Saint-Claude sur 29 enquêtés, on obtenait :

- 7 réponses positives
- 13 réponses négatives
- 9 sans réponses

Plusieurs hypothèses avaient été envisagées pour interpréter ces réponses négatives. Cependant, à Saint-Claude, les résultats paraissent extrêmement significatifs.

Sur nos 13 réponses négatives

- 8 proviennent de fonctionnaires (dont 5 enseignants ...)
- 3 proviennent d'enquêtés ayant un emploi en relation avec les fonctionnaires (1 chauffeur, etc...)
- 2 ne répondent pas à la question concernant la profession.

L'importance de la proportion d'enseignants dans l'échantillon nous ramène aux remarques que l'on a déjà faites sur leur désir d'échapper à la responsabilité qui leur a été imposée concernant les enfants sous leur garde. L'importance de la proportion de fonctionnaires, ou d'emplois rattachés à la fonction publique, traduit ce phénomène de réticence des fonctionnaires vis-à-vis de l'administration dont on parlait précédemment. Ce résultat souligne un des maux fondamentaux de la société guadeloupéenne.

. A Basse-Terre, sur un échantillon de 28 enquêtés, on obtenait :

- 10 réponses positives
- 13 réponses négatives
- 5 sans réponses.

Dans cet échantillon, on obtenait sur nos 13 réponses négatives :

- 6 sans réponses à la question profession :
 - o 3 fonctionnaires
 - o 3 divers (maraîchers, navigateur, gens de maison, maçon) .

L'importance des sans réponses nous a conduit à opérer un nouveau test sur un autre échantillon de hasard de 27 enquêtés à Basse-Terre.

On rappelle comment sont constitués ces échantillons :

Les questionnaires ont été remis aux directeurs d'écoles qui les ont distribués à des classes dans leur établissement. Lors du retour des questionnaires, on a opéré une numérotation par école avec un classement interne par adresses.

Lorsqu'on parle d'un échantillon de 27 à 29 enquêtés, il s'agit de documents remplis par des parents dont les enfants fréquentent tous la même école, et la même classe, ce qui donne une certaine homogénéité quant aux adresses.

Cette fois-ci on obtient

- 9 réponses positives
- 15 réponses négatives
- 3 sans réponses.

Les 15 réponses négatives se répartissent ainsi :

- 7 fonctionnaires (5 enseignants)
- 7 divers (2 commerçants, etc...)

On relève à nouveau l'importance relative des fonctionnaires et parmi eux des enseignants. Tant à Saint-Claude qu'à Basse-Terre, ces fonctionnaires présentent dans l'ensemble un profil émotionnel faible et une résistance aux techniques destinées à faciliter l'évacuation.

Par contre dans la catégorie "Divers" on rencontre une importante proportion d'enquêtés caractérisés par des profils émotionnels importants. Ce sont des gens qui partiraient "dès les premières secousses", mais dont la planification en fonction d'un départ précipité est faible. La réponse négative paraît alors une réaction plus émotionnelle qu'hostile.

En bref, ces sondages montrent que les réponses négatives obtenues peuvent correspondre à plusieurs types de réaction

- 1 - réaction émotionnelle au premier degré, on répond "non" parce qu'on a eu peur
- 2 - réaction émotionnelle au second degré, au réflexe de peur s'ajoute un automatisme négatif vis-à-vis du "pouvoir"
- 3 - réaction de "démarquage" des fonctionnaires qui ne veulent pas être compromis par une administration considérée comme "étrangère"
- 4 - réaction plus spécifique des enseignants, au "démarquage" noté ci-dessus s'ajoute le refus d'une responsabilité imposée et très mal acceptée. On rappelle l'importance de la F.E.N. en Guadeloupe.

Dans l'analyse réalisée à Darwin, les fonctionnaires ont été les plus ardents collaborateurs de la réorganisation de la vie dans la communauté. Darwin est une ville du Commonwealth. Plus de 45 % des emplois sont liés d'une manière ou d'une autre à l'Administration. Services Publics et employés ne dépendaient pas des finances locales mais des fonds du Commonwealth. Le gouvernement a décidé de maintenir la plupart des emplois à Darwin. Un vol gratuit leur a été offert trois semaines après les événements pour rejoindre leur famille.

On trouvait donc une situation très semblable à la situation vécue en Guadeloupe : importance du nombre des fonctionnaires, maintien de l'emploi et des salaires, aide au relogement en Grande-Terre. La structure particulière de la société guadeloupéenne semble le facteur déterminant du constat négatif que l'on obtient dans l'échantillon enquêté.

On est très loin ici de la « légalité administrative » qu'étudiaient les analyses américaines. L'état d'esprit de la population dans son ensemble est diamétralement opposé. La notion, quoique intéressante, ne s'applique pas.

3) Les réponses positives

On regrette de n'avoir pu trouver d'éléments de comparaison d'un sondage portant sur un sujet similaire, opéré dans une population française métropolitaine, permettant d'étalonner nos résultats.

Le coefficient de satisfaction est de 1 réfugié sur 3 à Saint-Claude, et près de 1 sur 2 dans la zone périphérique (44 %, plus faible pourcentage de non-réponses).

On constate que l'éloignement relatif du volcan joue ici un rôle sécurisant.

B APPARITION ÉVENTUELLE D'ASSOCIATIONS OU DE GROUPEMENTS NOUVEAUX

La littérature américaine, exposée dans le chapitre II, concluait à ce propos :

"Les membres d'une société frappée par un désastre manifestent davantage l'expression de leur solidarité entre eux, en même temps qu'ils accentuent le rejet des étrangers. Cette solidarité s'exprime à travers des associations ou des groupements, surgis spontanément pendant la crise et qui lui survivent".

En octobre et novembre 1976, on a vu apparaître un "Groupement pour la défense de la Basse-Terre". Ce groupement fortement politisé n'a pas survécu aux suites d'une manifestation de rues. C'est, à notre connaissance, la seule réaction spontanée consécutive aux événements de 1976. Elle s'inscrit non pas dans le contexte de solidarité en fonction du "danger volcanique", mais dans un contexte politique de revendication économique.

On s'était donc demandé si cette nouvelle solidarité s'était manifestée en Basse-Terre par une participation accrue des réfugiés à des associations pré-existantes. La question se présentait ainsi :

"Depuis 1976, avez-vous cherché à participer à une association, à un groupe religieux, à toute autre organisation ? Précisez laquelle."

LES RÉSULTATS

Sur le total des dossiers, on trouve 19 % d'enquêtés qui déclarent avoir adhéré à une association depuis 1976. Les résultats par zone géographique indiquent que cette attitude se retrouve beaucoup plus souvent à Saint-Claude qu'à Basse-Terre ou à la Périphérie (26 % à Saint-Claude pour 16 % à Basse-Terre).

Les choix déclarés parmi ces associations sont les suivants :

- 10 personnes se sont affiliées à des clubs sportifs.
- 9 à des groupes religieux.
- 8 à des associations politiques ou syndicales.
- 5 à des associations culturelles.
- 3 à des associations de parents d'élèves.

L'interprétation de ces résultats est impossible dans la mesure où seulement la moitié des affiliés répond avec précision à la question. Sur les soixante-quatorze nouveaux affiliés, trente-neuf ne précisent pas de quelle association il s'agit.

On peut observer cependant quelques tendances générales :

- L'importance des nouveaux affiliés à des associations sportives : elle peut être le reliquat de l'influence de la vie en Grande-Terre (bien équipée à ce point de vue) pour les réfugiés.
- L'importance des nouveaux affiliés à des groupes religieux, ce sont le plus souvent des "groupes de prière". On a déjà noté l'influence des événements sur la sensibilité religieuse.
- Par contre, on est frappé du petit nombre de nouveaux adhérents aux associations de parents d'élèves. A notre point de vue, c'était à travers ces organismes que l'on pouvait espérer voir les réfugiés influencer sur les décisions prises par l'administration au plan du système d'évacuation des enfants, et de l'organisation de cette éventuelle évacuation.

En conclusion, les Guadeloupéens, à la suite des événements de 1976, s'ils jugent et critiquent les mesures prises par l'administration, ne se sont pas donné les moyens d'influer sur les décisions, ni sur le plan collectif (groupement politique), ni sur le plan individuel (associations de parents d'élèves). L'écart relativement important entre Saint-Claude et Basse-Terre tendrait à confirmer l'influence de la proximité de la menace volcanique sur ce besoin de solidarité.

LES CONCLUSIONS

Peut-on, au vu des résultats de l'enquête, parler de l'apparition d'une sub-culture de désastre en Guadeloupe, consécutive aux événements de 1976 ?

A Les composants d'une sub-culture de désastre

Ils existent en 1978 en Guadeloupe, on retrouve en effet :

- Eléments normatifs

Plan ORSEC-réaménagé. Modifications des règles concernant les permis de construire, etc...

- Eléments évaluatifs et savoir

Au niveau des scientifiques, d'importants progrès ont été réalisés dans la connaissance des risques éruptifs de la Soufrière.

Au niveau de la population, une plus juste évaluation du danger est effectuée, en fonction des manifestations du volcan.

- La croyance et les légendes :

Les événements volcaniques ont été réintégrés dans l'ensemble des superstitions et croyances locales : "La vieille dame s'est calmée".

- Techniques :

Au niveau collectif, mise en place de structures d'accueil, renforcement du réseau routier, sirènes d'alarme.

Au niveau individuel, des mesures ont été prises pour atténuer les pertes subies lors de l'évacuation de 1976 ; ces mesures sont cependant peu nombreuses.

B Les variables

L'application des variables définies par Wenger et Weller³³ pose un problème en Guadeloupe comme on l'a déjà expliqué en raison de la spécificité de la structure de la communauté.

D'autre part, dans les sociétés de type européen, par opposition aux sociétés américaines, l'ensemble des "Organisations" sont étatiques (écoles, santé, etc...). Ceci amène à définir la sub-culture de désastre créée par les événements de 1976 à deux niveaux : l'un administratif, l'autre individuel.

Au niveau des administrations cette sub-culture est manifeste, communautaire et technique ; sa maintenance est assurée essentiellement au niveau de l'Ecole.

Au niveau des individus, elle est latente, plus discursive que technique et restreinte au groupe Basse-Terre par opposition au groupe de la Grande-Terre. Elle apparaît légèrement plus manifeste en fonction de la proximité du volcan. Enfin sa transmission ne sera pas obligatoirement assurée dans la mesure où l'on a signalé à diverses reprises cette volonté d'oubli et d'indifférence à l'évènement.

"A quoi bon nous charger encore des soucis de la Soufrière" avait écrit un réfugié. La responsabilité d'assurer la sécurité des personnes est rejetée sur l'organisation collective qui, en Guadeloupe, est le "Gouvernement" ou "l'Etat" au sens large. Ceci entraîne automatiquement des réactions au niveau politique.

Il est intéressant d'opérer une comparaison avec une situation similaire au Canada³⁴. Il s'agit des importantes inondations du fleuve Winnipeg dans la province du Manitoba. Ces inondations sont nombreuses et graves. La ville de Winnipeg, seule communauté urbaine de la Province rassemble 55 % de la population totale : c'est le centre administratif financier et commercial. A

³³ Disaster sub-culture : the cultural residues of community disasters

³⁴ « Anticipating flood emergency : A case study of a Canadian disaster sub-culture J.A. Hannigan and Rodney Kueneman and Rodney Kueneman. Disaster theory and research

la suite du désastre de 1956, une commission fut créée, chargée d'organiser la protection contre l'inondation. Le plan (Manitoba flood fighting plan) prévoyait la construction d'une digue, d'un canal de dérivation et d'un réservoir.

Quelques années après l'achèvement de ces travaux, les professeurs canadiens J. A. Hannigan et F. Kueneman de l'Université de Toronto et du Manitoba lancèrent une enquête pour mesurer le degré d'acquisition des techniques appropriées à l'inondation, au niveau des individus. Ils constatent : Dans l'idéal, la communauté au sens large devrait à la fois comprendre et soutenir les efforts du petit noyau responsable de l'organisation en fonction du désastre. Ce n'est pas toujours le cas même dans des zones à haut potentiel de risque. Dans le cas du Winnipeg, les résultats de l'enquête confirment que la sub-culture d'inondation au niveau individuel est remarquablement faible. Le désintérêt général quant à la planification en fonction du désastre s'est accru depuis la construction de la digue et s'est renforcé du fait de l'efficacité de cette construction, lors des inondations de 1969. Cependant, le retour d'une inondation de l'importance de celle de 1826 rendrait inopérantes ces structures.

A la suite d'une telle inondation, il faudrait s'attendre à d'importantes modifications des caractères de cette sub-culture avec un retour vers l'engagement personnel des individus".

Il y a donc désengagement des individus s'il y a planification collective, et planification efficace.

Rappelons qu'au Canada, cette planification s'effectue à partir d'une structure appelée "Emergency Measures Organisations" (E.M.O.). Son Président est nommé "Président du comité des opérations et de la planification en fonction de l'inondation". Il contrôle un budget d'un million de dollar. Il n'y a pas d'implication directe du pouvoir politique local dans un tel système.

A partir de cette analyse, le raisonnement a contrario permet de penser qu'en Guadeloupe, l'absence de dommages importants en 1976 et l'efficacité de la planification ORSEC-Volcan, donnent, en 1978, les résultats suivants : apparition d'une sub-culture de désastre caractérisée par l'acquisition d'un nouveau savoir, mais aussi par la faiblesse de l'intégration des techniques appropriées, au niveau individuel.

I - BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- ADELAIDE-MERLANDE *Volcans et Histoire – Recueil de Textes sur le Volcanisme et les éruptions dans l'Histoire des Antilles*
CUAG – 1976 – Pointe-à-Pitre
- S. ALBOUY *Eléments de Sociologie et de Psychologie sociale*
Prévat – 1976 – Toulouse
- F. BALLE et BOURRICAUD *Le système social*
Librairie Larousse – 1977
- Milles BARBEU et MENAL *Implication du Service Social Départemental*
Document DASS 1977 – Archives Lepointe
- L. BARDIN *L'Analyse du Contenu*
P.U.F. Le Psychologue – 1977
- J. BARTHOLOMOT *Evaluation du Risque Volcanique*
Rapport de stage de DEA en Economie de la Recherche et de Développement CEA et Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires – Septembre 1978
- R. BASTIDE *Les Amériques Noires*
Edit. Payot – Bd Saint-Germain – Paris
- R. BASTIDE *Le rêve, la transe et la folie*
Flammarion – 26 rue Racine – Paris
- J. BENOIST *L'Archipel inachevé*
Presses de l'Université de Montréal - 1972
- J. BENOIST *Les Sociétés Antillaises*
Centre de Recherches Caraïbes – Fonds Saint-Jacques
Sainte-Marie – Martinique 1975
- J. BENOIST *Les Antilles*
Article
- BOUCKSON et EDOUARD *Les Antilles en question*
Kingston – Jamaïque – 1972
Imprimerie Antillaise – Saint-Paul – Fort de France
- Démographie et Emplois en Guadeloupe*
Informations disponibles en 1976 – INSEE
- Données Statistiques concernant la zone évacuée*
Septembre 1976 – G.E.P. – Agence
- DESPLANQUES *Enquête Administrative : Intention des populations réfugiées*
Oct. 1976 – Archives Lepointe
- G. LASSERRE *La Guadeloupe*
Thèse 1961 – Bordeaux – 3 vol.
- F. LE GUERN *Etude des gaz émis par le Volcan de la Soufrière (Guadeloupe) dans le cadre de la protection des populations*
PARIS – IPG – 20.12.1976

Bibliographie

- E. LEPOINTE *L'image du travail aux Antilles Françaises*
1976 – CUAG – Pointe-à-Pitre
- H. MENDRAS *Eléments de Sociologie*
Edit. A. Colin – 1975
- S. MOSCOVICI *Introduction à la Psychologie Sociale*
Librairie Larousse – 1972 – 114 bd Raspail – Paris
- R. MUCCHIELLI *L'Analyse des Documents et des Communications*
Edition ESF – 17 rue Viète – Paris
- SINJARAVELOU *Les Indiens en Guadeloupe*
CIAG – 1975 – Pointe-à-Pitre

PUBLICATIONS

Notes et études documentaires
– 22.11.1974 – n° 4.135.6.7.

Résultats statistiques du recensement général de la population des Départements d'Outre-Mer
– Cahiers INSEE – 16.10.1967

Evolution démographique de la Région de Basse-Terre de 1954 à 1974
– INSEE – Service Départemental de la Guadeloupe

II - BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALISÉE

- BENIGNO AGUIRRE *Problems of Method in the Development of propositional inventories in the field of Disaster Research*
Disaster Research Center – OHIO State University
Working paper 67 –
- THOMAS DRABEK *Laboratory Simulation of a Police Communication system under stress*
Disaster Research Center Book and monography
Series n° 2 – (Columbus College of Administrative Science – The OHIO State University, 1969)
- R. DYNES, E. HASS and E.L. QUARANTELLI *Administrative, Methodological and Theoretical Problem of Disaster Research*
India Sociological Bulletin 4 (July 1967) 215. 227.
- R. DYNES *The Comparative Study of Disaster : A Social Organisation Approach*
Masa Emergencies 1 – (1975) 21. 31.
- R. DYNES and E.L. QUARANTELLI *The Family and Community Context of individual reactions to disasters*
Emergency and Disaster Management : A Mental Health Source book edited by Howard Parad... The Charles Press Publishers Inc 1976
- R. DYNES *Organised behaviour in Disaster*
1974 – DRC. Series – Library of Congress – 235
- R. DYNES *Disaster as a social Science Field*
The National Review of Social Sciences 3 n° 1 (Jan. 1966) : 75 – 89

Bibliographie

- R. DYNES *Theoretical Problems in Disaster Research*
Bulletin of Business Research – (Colombus : Bureau of
Business Research) The OHIO State University : 41 N° 9
(Sept. 1966) 1, 7-9
- R. DYNES, E. HASS and E.L. QUARANTELLI
Théorie générale du Désastre
From Indian Sociological Bulletin – vol 6. N° 4 – July 1967
- KAI T. ERIKSON
Evrything in its path
1976 – Simon and Schuster – New-York
- THOMAS FORREST
Group's needs and Emergency
Disaster Research Center - Working paper 77
- E. HAAS
*Consequences of a large scale Evacuation following
Disaster : The Darwin Australia Cyclone Disaster of
December 25. 1974*
1976 working Paper 27 - Natural Hazard Research -
Colorado
- JOHN A. HANNIGAN and RODNEY M. KUEMAN
*Factors influencing the saliency and Legitimity of Public
Organisations*
A case study
- AMINUL ISLAM
Human adjustment to cyclone hazards
A case study of Char Jabbar – 1971 – University of Dacca
– East Pakistan – working paper n° 18 – Nat
- Population, Resources and Development in the Eastern
Islands of Fidji : Information for decision Making*
March 1977
- E.L. QUARANTELLI and RUSSEL DYNES
Editors Introduction
American Behavioral Scientist 13 n° 3 (Jan. Feb. 1970 –
325 – 330 –
- E.L. QUARANTELLI and OTHUS *Disasters : Theory and Research*
Sage Duplication Ltd – 1978 – 28 Banner Street – London
IC148QE
- VERTA TAYLOR and E.L. QUARANTELLI
*Some needed Cross Cultural Stuidies of Disaster
Behaviour*
April 1976 – Preliminary Paper n° 28
- DENIS E. WENGER and JACK M. WELLER
*Disaster Sub-Culture : the Cultural Residues of
Community Disasters*
June 1973 (Preliminary paper n°9)
- E.C. ZEEMAN
Catastrophe Theory
working paper
-